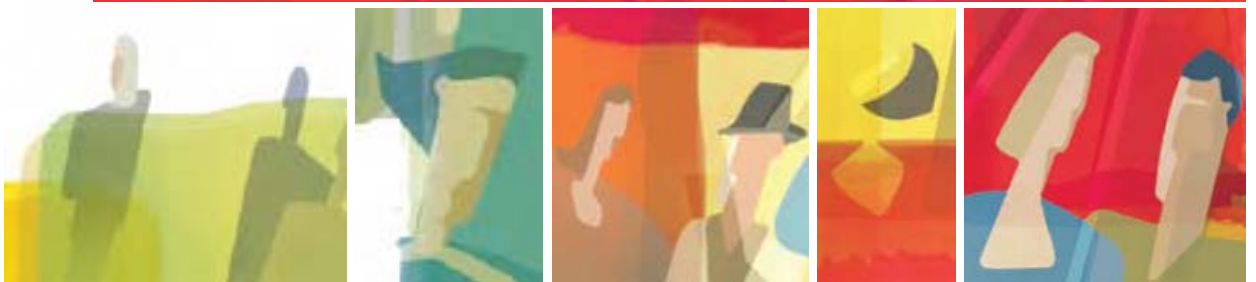


# Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016



## Renseignements particuliers du 2<sup>e</sup> groupe d'opposition

Justice  
Québec 

Mai 2015  
Document préparé par  
le Service du budget

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DU 2<sup>E</sup> GROUPE D’OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L’ANNÉE 2014-2015 INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU’ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.	1
P.2	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L’OBTENTION D’UNE CERTIFICATION OU D’UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D’ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELEVANT AU COURS DE L’ANNÉE 2014-2015. INDIQUER : A. LE LIEU; B. LE COÛT; C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ORGANISME AYANT OFFERT L’ACTIVITÉ; F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ.	5
P.3	SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 (ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L’INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L’INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S’IL S’AGIT D’ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	43
P.4	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2014-2015, EN INDIQUANT POUR CHACUN : A. SON MANDAT; B. LA LISTE DES MEMBRES; C. LE BUDGET DÉPENSÉ; D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES; E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.	45
P.5	NOMBRE ET POURCENTAGE D’EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE EN 2014-2015 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D’EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.	91
P.6	VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L’ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES. VENTILATION PAR ANNÉE, PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES AINSI QUE PAR COMPRESSIONS RÉALISÉES ET À VENIR.	92
P.7	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2014-2015, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FİRME RETENUE POUR LE RÉALISER.	93
P.8	LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2014-2015 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L’ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L’AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION. INDIQUER LE NOMBRE TOTAL D’AVIS DEMANDÉS PAR LE MINISTÈRE.	94
P.9	LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2014-2015. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.	95
P.10	MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L’ACHAT, L’AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR CONTRAT OU SOUS-CONTRATS, EN 2014-2015.	100

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.11	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2014-2015 :</p> <p>A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;</p> <p>B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;</p> <p>C. L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;</p> <p>D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.</p>	104
P.12	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;</li> <li>▪ LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;</li> <li>▪ LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;</li> <li>▪ LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;</li> <li>▪ LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.</li> </ul>	105
P.13	<p>POUR 2014-2015, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L’ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;</p> <p>B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;</p> <p>C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.</p> <p>FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETTÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.</p>	106
P.14	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCE, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2014-2015 :</p> <p>A. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D’AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.</p>	109
P.15	<p>LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDIQUER LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L’OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S’IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDIQUER CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.</p>	111
P.16	<p>POUR 2013-2014 ET 2014-2015, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2015-2016.</p>	112
P.17	<p>POUR 2013-2014 ET 2014-2015, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;</p> <p>B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;</p> <p>C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;</p> <p>D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2010-2011 ET 2011-2012.</p>	115
P.18	<p>POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2004 ET 2015, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 00 \$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIER) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.</p>	116
P.19	<p>POUR LES ANNÉES 2010 À 2015, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L’ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).</p>	117
P.20	<p>POUR LES ANNÉES 2004 À AUJOURD’HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D’UN AN AU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.</p>	118
P.21	<p>COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.</p>	119
P.22	<p>ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2013-2014 ET 2014-2015. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L’IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2015-2016. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.</p>	122

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.23	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LE NOMBRE TOTAL D’ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D’ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).	123
P.24	INDIQUER LES DÉMARCHES ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA RÉFLEXION SUR LA CONCENTRATION DES CAUSES DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL ET LA RÉPARTITION DES JUGES ENTRE LES RÉGIONS, ET LE CAS ÉCHÉANT, LE DÉTAIL SUR LES TRAVAUX MENÉS ET LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2015-2016.	125
P.25	VENTILATION DES BUDGETS 2013-2014 ET 2014-2015 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.	126
P.26	VENTILATION DES BUDGETS 2013-2014 ET 2014-2015 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L’ACHAT ET L’INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDIQUER LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.	127
P.27	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2015, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDIQUANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	128
P.28	DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2014 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.	129
P.29	MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014. A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR; B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ; C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.	130
P.30	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.	131
P.31	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	132
P.32	POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR : A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D’APPEL ; B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ; C. LES JURISTES DE L’ÉTAT.	133
P.33	POUR L’ANNÉE 2014-2015, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L’AUGMENTATION DE 7 % À 8 % DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRE.	135
P.34	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2013-2014 ET 2014-2015, INDIQUER : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.	136
P.35	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS; C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES; D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS; E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISIONS, ETC.	140



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.36	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LES DOSSIERS FERMÉS À LA SUITE D’UN DÉSISTEMENT ET LES RAISONS AYANT MENÉES AU DÉSISTEMENT (JUSTIFICATION DE LA PART DU REQUÉRANT).	146
P.37	POUR LES ANNÉES 2007 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDiquer LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.	147
P.38	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	148
P.39	EN 2014-2015, LE NOMBRE DE LOCAUX D’AUDIENCE DISPONIBLE.	149
P.40	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDiquer : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDiquANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE; C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.	150
P.41	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.	154
P.42	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L’UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	155
P.43	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L’AIDE JURIDIQUE DE 2007 À 2015, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L’AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2015.	156
P.44	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2007 À 2015 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	158
P.45	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D’IMMIGRATION DE 2007 À 2015 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	159
P.46	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2007 À 2015 : A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	160
P.47	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2007 À 2015 : A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS; B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES; C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; E. NOMBRE DE MANDATS D’AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE.	161
P.48	CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DE 2007 À 2015 : A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE; B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS; C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE; D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D’AIDE JURIDIQUE	163

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.49	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2007 À 2015 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	164
P.50	<p>CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2007 À 2015 :</p> <p>A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;</p> <p>D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.</p>	165
P.51	<p>DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007 :</p> <p>A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>D. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;</p> <p>E. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.</p>	166
P.52	DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.	167
P.53	DEPUIS 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	168
P.54	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2015-2016.	169
P.55	VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS, AU 31 MARS 2015, POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	170
P.56	LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2013 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDiquer LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2013.	173
P.57	AVEC L'ADOPTION DU PROJET DE LOI N°28 : LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES DISPOSITIONS DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 4 JUIN 2014 ET VISANT LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2015-2016, L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE SERA MODIFIÉ DE TELLE SORTE QUE LA CONTRIBUTION SERA MODULÉE EN FONCTION DE L'AMENDE. IL EST PAR AILLEURS PRÉVU QUE LES PREMIERS 10 \$ SERONT PORTÉS AU CRÉDIT DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS INSTITUÉ EN VERTU DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CHAPITRE A-13.2) ET LES 8 \$ SUIVANTS SERONT PORTÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE (ACCESSIBILITÉ ET AIDE JURIDIQUE). EXPLIQUER À QUOI SERVIRONT LES SOMMES QUI EXCÈDENT CES 18 \$; SERONT-ELLES DÉDIÉS À UN PROGRAMME SPÉCIFIQUE OU SIMPLEMENT VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ ?	174
P.58	BILAN DU FONDS ACCÈS JUSTICE (REVENUS ET DÉPENSES) POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.	175
P.59	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	176
P.60	LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	177
P.61	LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	178
P.62	LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	179
P.63	LE COÛT RELATIF AUX TRAVAUX MENÉS À CE JOUR PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, CONSTITUÉ EN AVRIL 2013. INDiquer LES PRÉVISIONS POUR LE COÛT TOTAL DU PROJET, JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL.	180
P.64	POUR LES ANNÉES 2013-2014 ET 2014-2015, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	181

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.65	<p>LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2013-2014 ET 2014-2015 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;</p> <p>B. L'INSCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;</p> <p>C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT À DATE, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2015-2016 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;</p> <p>E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;</p> <p>F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.</p>	182
P.66	LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISDES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D'AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2013-2014 ET 2014-2015.	194
P.67	LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.	195
P.68	<p>POUR 2013-2014 ET 2014-2015, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES :</p> <p>A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;</p> <p>B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2013-2014 ET 2014-2015, EN INDiquANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;</p> <p>C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.</p>	196
P.69	LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2013-2014 ET EN 2014-2015.	198
P.70	<p>BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 EN PRÉCISANT :</p> <p>A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;</p> <p>C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;</p> <p>E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.</p>	199
P.71	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2015.	201
P.72	SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	202
P.73	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2013-2023. FOURNIR TOUT AUTRE DOCUMENT PRODUIT PAR LE MINISTÈRE À CE SUJET.	203
P.74	BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015. PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	205
P.75	COÛT D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2013-2014 ET 2014-2015 PAR RÉGION.	206
P.76	<p>NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :</p> <p>A. CHAMBRE CIVILE;</p> <p>B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;</p> <p>C. CHAMBRE CRIMINELLE;</p> <p>D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.</p>	207
P.77	NOMBRE DE DOSSIERS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES). INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.	208

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.78	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS; B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE; C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT; D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.	209
P.79	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES).	210
P.80	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES).	211
P.81	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015.	212
P.82	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015.	213
P.83	TAUX D'UTILISATION MOYEN DES SALLES D'AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.	214
P.84	NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 MARS 2014. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.	215
P.85	POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDiquer LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).	218
P.86	POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	219
P.87	NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2013-2014 ET 2014-2015. (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	220
P.88	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS ET EN MATIÈRE PÉNALE.	222
P.89	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.	225
P.90	EN 2013-2014 ET 2014-2015, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDiquANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	228
P.91	BILAN ET VENTILATION POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS 2015-2016 DES COÛTS POUR LES GRANDS PROCÈS (HONORAIRES VERSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE, ETC.).	230
P.92	LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015. INDiquer LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.	231
P.93	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2013-2014 ET 2014-2015. INDiquer LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDiquer LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2015-2016.	232
P.94	BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDiquer LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	233
P.95	BILAN POUR 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS 2015-2016 DES COÛTS POUR LES PROCÈS RELIÉS À L'OPÉRATION SHARQC. FOURNIR ÉGALEMENT LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS ET PRÉVUS (PROCUREURS DE LA COURONNE, ETC.)	234
P.96	LE RAPPORT D'ENQUÊTE DU COMITÉ SPÉCIAL, NOTAMMENT FORMÉ DE L'EX-JUGE PIERRE DALPHOND, CHARGÉ DE REVOIR LES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE INDÉPENDANTE (DÉCISION DU DPCP) MENÉE SUR LA MORT D'UN GARÇON DE 5 ANS, LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL.	235
P.97	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE, CRIMINELLE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	236
P.98	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.	253

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.99	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	254
P.100	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	255
P.101	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	257
P.102	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	258
P.103	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MÊMES ANNÉES.	259
P.104	BILAN AU 31 MARS 2015 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	260
P.105	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	261
P.106	LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D'UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2015 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES (770 M\$ EN 2009 ET 804,2 M\$ EN 2013).	262
P.107	LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.	263
P.108	LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2015. INDiquer LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDiquer S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.	264
P.109	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE ET POUR LES ANNÉES 2013-2014 ET 2014-2015 : A. NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D'INFORMATIONS; B. NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE; C. NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.	265
P.110	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2013-2014 ET 2014-2015 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	266
P.111	EN 2013-2014 ET 2014-2015, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.	267
P.112	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	277
P.113	VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.	278
P.114	SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2013-2014 ET 2014-2015, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU'À MAINTENANT.	279

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.115	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2013-2014 ET 2014-2015, VENTILÉ PAR RÉGION.	280
P.116	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2015-2016.	281
P.117	NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2013-2014 ET 2014-2015. INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIE UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L’AGENDA POUR 2015-2016.	282
P.118	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	284
P.119	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D’EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.	285
P.120	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2013-2014 ET 2014-2015.	286
P.121	NOMBRE, COÛT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	287
P.122	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	288
P.123	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2013-2014 ET 2014-2015. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	289
P.124	LISTE DES RECOMMANDATIONS ET/OU AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2013-2014 ET 2014-2015, ET SUIVI APPORTÉ.	292
P.125	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES EN 2013-2014 ET 2014-2015.	293
P.126	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, COMMISSIONS SCOLAIRES, MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D’ACCÈS À L’ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2015 ET BILAN DE L’APPLICATION DE LA LOI SUR L’ÉQUITÉ EN EMPLOI À CE JOUR.	294
P.127	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENT PRIVÉ AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION ETHNIQUE.	315
P.128	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2013-2014 ET 2014-2015. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	316
P.129	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L’OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2013-2014.	318
P.130	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2013-2014 ET 2014-2015.	319
P.131	EFFECTIFS POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS 2015-2016 DES POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	320
P.132	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2011-2012 ET 2014-2015, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D’INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	321
P.133	NOMBRE D’ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D’ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	322
P.134	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCC À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015: A. À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ; B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE; INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI : C. L’OBJET DE LA POURSUITE; D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE; E. LES SUITES ACCORDÉES.	323

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.135	<p>NOMBRE D’ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015:</p> <p>A. À LA SUITE D’UNE PLAINTÉ;</p> <p>B. DE SA PROPRE INITIATIVE;</p> <p>INDIQUER :</p> <p>A. L’OBJET DE L’ENQUÊTE;</p> <p>B. LE RÉSULTAT DE L’ENQUÊTE;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;</p> <p>D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX;</p> <p>E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES;</p> <p>F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES COUPABLES;</p> <p>G. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N’AYANT PAS FAIT L’OBJET DE POURSUITE;</p> <p>H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION;</p> <p>I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L’ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;</p> <p>J. COPIE DES RAPPORTS D’ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.</p>	324
P.136	LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL ET TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI POUR 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015.	325
P.137	POUR 2013-2014 ET 2014-2015, NOMBRE DE LOBBYISTE INSCRITS AU REGISTRE, VENTILÉ PAR TYPE DE LOBBYISTE ET PAR VILLE ET/OU RÉGION ADMINISTRATIVE.	326
P.138	<p>LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L’INTERNE OU À L’EXTERNE DURANT L’EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET 2014-2015 :</p> <p>A. LISTE ET COÛT;</p> <p>B. COPIE DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. COPIE DES ÉTUDES;</p> <p>D. FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT;</p> <p>E. COPIE DU CONTRAT.</p>	327

**P.1 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2014-2015 INDiquer :**

- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN INDIQUANT LE POSTE QU'ILS OCCUPENT ET LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉ OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT : LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
- C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS, DE VOYAGE ET DE REPRÉSENTATION.

---

**ORGANISMES**

---

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

**A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

MEMBRES DU CONSEIL :

- M. NORMAND BOLDUC, PRÉSIDENT DU CONSEIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE 29 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M<sup>ME</sup> MARIE AUGER, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M<sup>E</sup> NANCY CHAMBERLAND, NOTAIRE CHOISIE APRÈS CONSULTATION DE LA CHAMBRE DES NOTAIRES (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M<sup>E</sup> ROBERT CÔTÉ, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 2 DÉCEMBRE 2010);
- M<sup>ME</sup> SUZANNE DANINO, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M. PIERRE D. DENAULT, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- M<sup>E</sup> SANTINA DI PASQUALE, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES (NOMMÉE DEPUIS LE 25 JUIN 2013);
- M<sup>E</sup> LUC HARVEY, PRÉSIDENT DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 7 JANVIER 2008);
- M. SIMON JULIEN, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M<sup>E</sup> MARIE LAMARRE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 26 NOVEMBRE 2011);
- M<sup>E</sup> LUCIE LE FRANÇOIS, MEMBRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (NOMMÉE DEPUIS LE 12 AOÛT 2009 ET RENOUVELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011);
- M<sup>E</sup> LOUIS MORIN, AVOCAT CHOISI APRÈS CONSULTATION DU BARREAU DU QUÉBEC (NOMMÉ DEPUIS LE 8 AVRIL 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);
- M<sup>E</sup> MATHIEU PROULX, PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET MEMBRE D'OFFICE (DEPUIS LE 17 JUILLET 2013);
- M. ANTOINE ROUMI, MEMBRE CITOYEN (NOMMÉ DEPUIS LE 18 DÉCEMBRE 2006 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 MAI 2011);
- M<sup>E</sup> PATRICK SIMARD, RÉGISSEUR À LA RÉGIE DU LOGEMENT (NOMMÉ DEPUIS LE 22 AOÛT 2013);
- M<sup>E</sup> ALAIN TURCOTTE, COMMISSAIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL (NOMMÉ DEPUIS LE 18 JUIN 2009 ET RENOUVELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 25 JUIN 2013);

➤ SECRÉTAIRE DU CONSEIL :

1. M<sup>ME</sup> MARIE DESPATIS, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (DU 7 DÉCEMBRE 2009 JUSQU'AU 5 JUIN 2014)
2. M<sup>ME</sup> GISÈLE PAGÉ, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (DU 6 JUIN 2014 AU 9 NOVEMBRE 2014)
3. M<sup>ME</sup> NATHALIE DIAMOND, SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC ET DU CONSEIL (À PARTIR DU 10 NOVEMBRE 2014).

EMPLOYÉS RÉGULIERS :

- M<sup>E</sup> NATHALIE LACHANCE, ADJOINTE AU PRÉSIDENT (DEPUIS LE 21 DÉCEMBRE 2009);
- M<sup>ME</sup> J. L., AGENTE DE RECHERCHE EN DROIT (DEPUIS LE 28 AVRIL 2011);
- M<sup>ME</sup> D. T., SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DU 2 SEPTEMBRE 2010 AU 20 NOVEMBRE 2014);
- M<sup>ME</sup> H. C., SECRÉTAIRE PRINCIPALE (DEPUIS LE 2 NOVEMBRE 2014).

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

AUCUN.



C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MARIE AUGER	MEMBRE CITOYEN	484,19 \$	91,11 \$	0,00 \$
NORMAND BOLDUC	PRÉSIDENT DU CONSEIL	394,55 \$	122,36 \$	1 444,83 \$
NANCY CHAMBERLAND	NOTAIRE	612,22 \$	34,29 \$	0,00 \$
ROBERT CÔTÉ	PRÉSIDENT CRT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE CITOYEN	352,86 \$	148,48 \$	0,00 \$
PIERRE D. DENAULT	MEMBRE CITOYEN	492,29 \$	141,74 \$	0,00 \$
SANTINA DI PASQUALE	COMMISSAIRE À LA CLP	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LUC HARVEY	PRÉSIDENT DE LA RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE CITOYEN	470,12 \$	0,00 \$	0,00 \$
MARIE LAMARRE	PRÉSIDENTE CLP	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LUCIE LE FRANÇOIS	MEMBRE DU TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE CITOYEN	814,15 \$	13,50 \$	0,00 \$
LOUIS MORIN	AVOCAT	767,26 \$	0,00 \$	0,00 \$
MATHIEU PROULX	PRÉSIDENT TAQ	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ANTOINE ROUMI	MEMBRE CITOYEN	705,60\$	121,50 \$	0,00 \$
PATRICK SIMARD	RÉGISSEUR À LA RDL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
ALAIN TURCOTTE	COMMISSAIRE À LA CRT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

MARIE DESPATIS	SECRÉTAIRE DU CJA	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GISÈLE PAGÉ	SECRÉTAIRE DU CJA	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
NATHALIE DIAMOND	SECRÉTAIRE DU CJA	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

NATHALIE LACHANCE	ADJOINTE	127,75 \$	507,06 \$	0,00 \$
J. L.	AGENTE DE RECHERCHE	215,88 \$	246,78 \$	0,00 \$
D. T.	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
H. C.	SECRÉTAIRE PRINCIPALE	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

LA COMMISSION N’A PAS DE CONSEIL D’ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L’ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L’ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L’ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L’ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L’APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L’ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L’ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »

**MEMBRES**

- BLACKETT, ADÈLE
- DESROSIERS, JULIE
- DOUYON, EMERSON
- GIROUX, MARTIAL

- GRENIER, DANIELLE (24 SEPTEMBRE 2014 – DÉCÈS)
  - MYRE, JOCELYNE
  - RAYMOND, DIANE F.
  - SIMARD, HÉLÈNE
  - 2 POSTES VACANTS
- 
- **PRÉSIDENT :** FRÉMONT, JACQUES, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 720-2013)
  - **VICE-PRÉSIDENT :** PICARD, CAMIL, NOMMÉ LE 19 JUIN 2013 (DÉCRET 721-2013)
  - **VICE-PRÉSIDENTE :** DUPUIS, RENÉE, NOMMÉE LE 15 JUIN 2011 (DÉCRET 626-2011)

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

AUCUN.

**C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
FRÉMONT, JACQUES	PRÉSIDENT	5 947,00 \$	0,00 \$	736,00 \$
DUPUIS, RENÉE	VICE-PRÉSIDENTE	17 549,00 \$	0,00 \$	137,00 \$
PICARD, CAMIL	VICE-PRÉSIDENT	7 763,00 \$	0,00 \$	1 173,00 \$
BLACKETT, ADÈLE	COMMISSAIRE	766,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DESROSIERS, JULIE	COMMISSAIRE	2 693,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DOUYON, EMERSON	COMMISSAIRE	608,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GIROUX, MARTIAL	COMMISSAIRE	5 736,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
GRENIER, DANIELLE	COMMISSAIRE	2 226,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
MYRE, JOCELYNE	COMMISSAIRE	11 700,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
RAYMOND, DIANE F.	COMMISSAIRE	8 989,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
SIMARD, HÉLÈNE	COMMISSAIRE	1 645,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION**

- ME DENIS ROY (PRÉSIDENT)
- ME CÉLINE GIROUX (VICE-PRÉSIDENTE)
- ME YVAN NIQUETTE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME JANICK PERREault (COMMISSAIRE)
- ME BENOÎT ROBERGE (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME PIERRE ALLEN (COMMISSAIRE)
- MME NATHALIE CLOUTIER (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DU SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEau (COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

**B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME YVAN NIQUETTE	VICE-PRÉSIDENT	16 MARS 2015	15 MARS 2020	DÉCRET 170-2015

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME DENIS ROY	PRÉSIDENT	0,00 \$	372,00 \$	DÉCRET 583-2012
ME CÉLINE GIROUX	VICE-PRÉSIDENTE	0,00 \$	133,00 \$	
ME YVAN NIQUETTE	VICE-PRÉSIDENT	0,00 \$	34,00 \$	
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	3 630,00 \$	637,00 \$	
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	1 760,00 \$	208,00 \$	
NATHALIE CLOUTIER	COMMISSAIRE	552,00 \$	133,00 \$	
ME JANICK PERREAULT	COMMISSAIRE	0,00 \$	167,00 \$	
ME BENOÎT ROBERGE	COMMISSAIRE	70,00 \$	149,00 \$	
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	836,00 \$	48,00 \$	
ME PIERRE ALLEN	COMMISSAIRE	849,00 \$	189,00 \$	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- ME JACQUES PARENT, ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- ME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- ME DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES OU QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	2008-06-03		19 360,00 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	1998-02-11		17 600,00 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	2009-09-30		15 800,00 \$

C. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION.

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	8 730,86 \$	1 620,00 \$	289,00 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	2 676,89 \$	1 755,00 \$	-
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	5 802,47 \$	1 552,50 \$	-

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

P.2 LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLOME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015. INDIQUER :

- A. LE LIEU;
- B. LE COÛT;
- C. LA OU LES DATES DE PARTICIPATION;
- D. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ;
- F. LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.

---

**MINISTÈRE**

---

VOIR PAGE SUIVANTE.

**Liste des formations suivies par l'ensemble du personnel du Ministère de la Justice entre le 1<sup>er</sup>  
avril 2014 et le 31 mars 2015**

		Nombre de participants	Coût total
2013 Constitutional Cases		2	2 468,5 \$
	Osgoode Professional Development Center	2	2 468,5 \$
Accueil corporatif		10	868,5 \$
	Ministère de la Justice du Québec	10	868,5 \$
Accueil de stagiaires		3	267,8 \$
	Ministère de la Justice du Québec	3	267,8 \$
Accueil opérationnel et technique		3	380,1 \$
	CGI	1	80,0 \$
	Ministère de la Justice du Québec	2	300,1 \$
Accueil RH		8	450,7 \$
	Ministère de la Justice du Québec	8	450,7 \$
Administration d'une BD SQL serveur 2012		1	1 333,9 \$
	Versalys	1	1 333,9 \$
Administration Windows Server 2008 R2 (MS320)		1	3 477,9 \$
	AFI Expertise	1	3 477,9 \$
ADO-LSJPA (Base) - Groupes 1, 2 et 3		34	2 543,8 \$
	Ministère de la Justice du Québec	34	2 543,8 \$
ADO-LSJPA (Rafraichissement) - Groupes 1, 2 et 3		22	762,9 \$
	Ministère de la Justice du Québec	22	762,9 \$
Aliform		1	67,7 \$
	Wolters Kluwer	1	67,7 \$
Analyse 10 arrêts rendus en droit criminel		2	89,4 \$
	Barreau de Québec	2	89,4 \$
Analyse de la fiabilité des données financières		1	567,7 \$
	Contrôleur des finances	1	567,7 \$
Analyse des données financières		1	394,7 \$
	Contrôleur des finances	1	394,7 \$
Analyse d'impact réglementaire		1	427,2 \$
	ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	427,2 \$
Anglais		1	1 156,1 \$
	Centre de perfectionnement en français écrit	1	1 156,1 \$
Architecture d'affaires d'entreprise		1	2 042,6 \$
	CGI	1	2 042,6 \$
Architecture d'entreprise - Registre		1	280,1 \$
	CGI	1	280,1 \$
Architecture d'entreprise (niveau stratégique)		1	40,0 \$
	Ministère de la Justice du Québec	1	40,0 \$
Aspects humains des organisations		1	1 362,2 \$
	Université du Québec à Rimouski à Lévis	1	1 362,2 \$
Assemblée des membres du RRSPT		2	256,2 \$
	Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	256,2 \$
Assurance qualité		2	116,8 \$
	Ministère de la Justice du Québec	2	116,8 \$
Atelier coaching		4	517,7 \$
	ÉNAP (École nationale d'administration publique)	4	517,7 \$
Atelier d'efficiencia cognitive		1	1 027,6 \$
	Université du Québec	1	1 027,6 \$
Atelier d'étude de cas en assurance traitement		1	80,2 \$
	Secrétariat du Conseil du trésor	1	80,2 \$
Atelier SAGIR - Mandat spécial		2	274,5 \$
	Contrôleur des finances	2	274,5 \$
Atelier sur la civilité au travail		114	9 170,3 \$
	Ministère de la Justice du Québec	114	9 170,3 \$
Atelier sur la recherche juridique		23	816,8 \$
	Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	23	816,8 \$
Atelier sur l'appréciation des contributions		3	205,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	3	205,7 \$
Audit des technologies de l'information	1	217,9 \$
Forum des responsables de la vérification interne	1	217,9 \$
Autorisations judiciaires - Groupe 2	8	281,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	281,5 \$
Baccalauréat en criminologie	1	858,3 \$
Université du Québec à Montréal	1	858,3 \$
Cadre lég. et régl. contrats organismes publics	1	322,8 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	322,8 \$
Ceinture blanche LEAN	9	1 544,2 \$
Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT)	9	1 544,2 \$
Cercle de la haute fonction publique	2	293,6 \$
Ministère du Conseil exécutif	2	293,6 \$
Cercles de gestion interministériels	8	1 392,5 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	8	1 392,5 \$
Certificat d'accès à la profession comptable	1	745,3 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	1	745,3 \$
Certificat en administration des services publics	1	1 398,1 \$
Université du Québec à Montréal	1	1 398,1 \$
Certificat en cybersécurité	2	17 886,8 \$
École polytechnique de Montréal	2	17 886,8 \$
Certificat en droit	2	3 200,6 \$
Université de Montréal	2	3 200,6 \$
Certificat en gestion comptable des organisations	1	1 714,0 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	1	1 714,0 \$
Certificat en gestion des ressources humaines	1	829,8 \$
Université du Québec	1	829,8 \$
Certificat en leadership organisationnel	2	1 337,5 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	2	1 337,5 \$
Certificat en relations industrielles	2	1 272,2 \$
Université de Montréal	2	1 272,2 \$
Certificat en traduction 1	1	1 858,7 \$
Université de Montréal	1	1 858,7 \$
Certification	1	744,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	744,8 \$
Certification en relations industrielles	2	1 272,2 \$
Université de Montréal	2	1 272,2 \$
Chassez les pirates de votre réseau	1	162,3 \$
ISACA Québec	1	162,3 \$
Chef d'équipe : tout un art	27	23 177,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	27	23 177,1 \$
Cheminement des dossiers du Conseil du trésor	2	198,7 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	198,7 \$
Cheminement dossier criminel	1	30,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	30,7 \$
Glasement, numéroté rôles, sortir pratique	1	63,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	63,8 \$
COBIT 5 et révérencielles	1	45,5 \$
ISACA Québec	1	45,5 \$
Colloque annuel AGRP	1	391,1 \$
Ass. des resp. gestion des plaintes GouvQc (ARGP)	1	391,1 \$
Colloque droit du travail et de l'emploi 2015	1	206,0 \$
Langlois, Kronström, Desjardins avocats	1	206,0 \$
Colloque en droit du travail	1	170,1 \$
Barreau de Québec	1	170,1 \$
Colloque gouvernance et gestion des TI	1	346,5 \$
ISACA Québec	1	346,5 \$
Colloque PMI Lévis 2014	6	6 244,6 \$
Project management institute (PMI) - Lévis Québec	6	6 244,6 \$
Comment se traduisent les priorités gouv.	1	152,2 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	152,2 \$
Communication avec la clientèle difficile	11	711,9 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH



Ministère de la Justice du Québec	11	711,9 \$
Compétences de gestion et développement carrière	1	1 639,8 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 639,8 \$
Comportement humain au travail	1	880,8 \$
Université du Québec	1	880,8 \$
Conférence canadienne sur les sûretés réelles mobilières	2	1 772,1 \$
Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada	2	1 772,1 \$
Conférence de L'ICAJ	1	28,0 \$
Institut Canadien de l'administration de la justice	1	28,0 \$
Conférence FPT - La Charte	3	5 123,5 \$
Gouvernement du Canada	3	5 123,5 \$
Congrès annuel du barreau 2014	1	744,7 \$
Barreau du Québec	1	744,7 \$
Congrès de l'Association sur l'accès et la protection de l'information - AAPPI 2014	4	4 504,3 \$
Ass. sur l'accès et la protection de l'information	4	4 504,3 \$
Congrès de l'Industrie du centre contact clientèle	1	2 432,4 \$
Federated press	1	2 432,4 \$
Connaissance du RCA - Juridique	5	348,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	348,5 \$
Connaissance du RCA - Technique	4	235,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	235,8 \$
Connaissance du RDPRM	1	158,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	158,6 \$
Connaissance du RDPRM - Juridique	6	3 931,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	3 931,9 \$
Connaissance du RDPRM - Technique	3	834,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	834,4 \$
Connaissance du RL - Juridique	16	1 722,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	16	1 722,4 \$
Connaissance du RL - Technique	22	3 713,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	22	3 713,6 \$
Connaissance du RLPF	5	349,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	349,2 \$
Connaissance du RLPF - Juridique	9	659,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	659,4 \$
Connaissance du SAC	4	235,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	235,5 \$
Conseil juridique, information juridique	1	21,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,2 \$
Consolidation des opérations financières du gouver	1	345,7 \$
Contrôleur des finances	1	345,7 \$
Cours anglais	3	441,1 \$
Hélène Roy	3	441,1 \$
Cours anglais	2	2 677,1 \$
Université McGill	2	2 677,1 \$
Cours management	1	1 956,8 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 956,8 \$
Création d'une présentation visuelle efficace	2	1 245,8 \$
Technologia conseil / Technologia formation	2	1 245,8 \$
Création d'une bibliothèque virtuelle documentaire	1	465,7 \$
ASTED (Ass. Can. avancement sc. et tech. docum.)	1	465,7 \$
CRM:0006678 Oracle Database-10g-adm.-workshop	4	12 985,7 \$
AFI Expertise	4	12 985,7 \$
Cycle budgétaire et budget de dépenses	2	566,9 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	566,9 \$
Défis et enjeux dans l'exercice de ma profession	1	557,6 \$
Université Laval	1	557,6 \$
Deuxième fondement LQE: Les autorisations,	1	99,5 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1	99,5 \$
Développer ses qualités de leader	1	1 249,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Technologia conseil / Technologia formation	1	1 249,2 \$
Développer son intelligence émotionnelle 1	1	1 182,8 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 182,8 \$
Doctorat en droit	2	7 077,8 \$
Université Laval	2	7 077,8 \$
Droit pénal	8	1 284,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	1 284,9 \$
DSM-5 Bien l'utiliser en évitant effets secondaire	1	518,8 \$
Inst. formation en thérapie comport. et cognitive	1	518,8 \$
Écriture stratégique	8	4 446,0 \$
ACTI.COM INC.	8	4 446,0 \$
Enjeux contemporains et futurs en cybersécurité	1	156,7 \$
ISACA Québec	1	156,7 \$
Entraînement à la tâche d'un greffier	1	1 838,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	1 838,2 \$
Envoi certificats divorce, photocopies, Viking	1	241,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	241,0 \$
Ergonomie	5	908,4 \$
Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov. (APSSAP)	5	908,4 \$
Évaluation de l'efficacité des programmes	1	116,1 \$
GRAEP (Gr resp en analyse et évaluation de prog)	1	116,1 \$
Excel 2007-Debut avec excel	1	517,8 \$
MultiHexa	1	517,8 \$
Excel 2010	1	671,6 \$
Versalys	1	671,6 \$
Excel Expérimentation 2	1	675,5 \$
Edumicro inc.	1	675,5 \$
Expression WEB	2	115,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	115,4 \$
Expression Web 4	5	1 534,0 \$
Versalys	5	1 534,0 \$
Extrants électroniques	7	400,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	400,8 \$
Extrants, photocopies et Viking	1	182,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	182,3 \$
FCO - Colloques Québec-Versailles	4	300,1 \$
Université Laval	4	300,1 \$
FCO-11e Coll. Réseau francophone droit intern.	1	534,0 \$
Université de Sherbrooke	1	534,0 \$
FCO-11e Conférence annuelle Claire L'Heureux-Dubé	11	775,6 \$
Université Laval	11	775,6 \$
FCO-8e congrès québécois de droit constitutionnel	1	246,6 \$
Université Laval	1	246,6 \$
FCO-Acceptabilité sociale des projets dynamiques	2	242,3 \$
Université Laval	2	242,3 \$
FCO-Accord économique, commercial global Can.-UE	42	6 533,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	42	6 533,8 \$
FCO-AlifForm: de la théorie à la pratique	1	447,5 \$
Wolters Kluwer	1	447,5 \$
FCO-Analyse 10 arrêts rendus en droit criminel	1	74,9 \$
Barreau de Québec	1	74,9 \$
FCO-Analyse de 10 arrêts rendus en droit criminel	2	108,7 \$
Barreau de Québec	2	108,7 \$
FCO-Bilan sur les dispositions anticorruption	3	317,5 \$
Barreau du Québec	3	317,5 \$
FCO-Brazil as a permanent member?	1	60,9 \$
Université Laval	1	60,9 \$
FCO-Code de déontologie peau neuve	58	9 737,7 \$
Barreau du Québec	58	9 737,7 \$
FCO-Coll. Accès à l'information	1	224,5 \$
Wolters Kluwer	1	224,5 \$
FCO-Coll. Droit des sûretés et de l'insolvabilité	9	3 361,5 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclut le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH



	Barreau de Québec	9	3 361,5 \$
FCO-Coli Développements récents droit du travail		3	1 353,8 \$
	Barreau du Québec	3	1 353,8 \$
FCO-Colloque AliForm 2014		1	261,2 \$
	Barreau du Québec	1	261,2 \$
FCO-Colloque Droit Immobilier		3	1 670,2 \$
	Université Laval	3	1 670,2 \$
FCO-Colloque en droit du travail		1	491,4 \$
	Barreau de Québec	1	491,4 \$
FCO-Colloque en droit municipal		2	2 039,6 \$
	Barreau du Québec	2	2 039,6 \$
FCO-Colloque national sur les recours collectifs		2	3 210,3 \$
	Barreau du Québec	2	3 210,3 \$
FCO-Comm. d'enquête et enquête administrative		1	76,6 \$
	Barreau du Québec	1	76,6 \$
FCO-Commission d'enquête - comprendre les règles		2	306,7 \$
	Barreau du Québec	2	306,7 \$
FCO-Comptabilité et normes d'exercice		1	153,4 \$
	Barreau du Québec	1	153,4 \$
FCO-Conférence en droit autochtone		41	6 967,7 \$
	Ministère de la Justice du Québec	41	6 967,7 \$
FCO-Conférence Legal IT 2014		2	2 237,6 \$
	Ass. du jeune Barreau de Montréal (AJBM)	2	2 237,6 \$
FCO-Congrès du Barreau 2014		11	21 678,0 \$
	Barreau du Québec	11	21 678,0 \$
FCO-Contrat usuels de l'entreprise		1	184,1 \$
	Barreau du Québec	1	184,1 \$
FCO-Cour de perfectionnement du notariat		2	2 746,0 \$
	Chambre des notaires du Québec	2	2 746,0 \$
FCO-Déontologie policière et la Loi sur la police		4	441,6 \$
	Barreau de Québec	4	441,6 \$
FCO-Développements récents droit d'environnement		3	2 598,4 \$
	Barreau du Québec	3	2 598,4 \$
FCO-Discrimination à l'embauche et exigence prof.		1	151,5 \$
	Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	1	151,5 \$
FCO-Droit administratif et Cour Suprême du Canada		2	106,0 \$
	Barreau de Québec	2	106,0 \$
FCO-Ecrire: Vingt fois sur le métier		4	406,5 \$
	Ass. du jeune Barreau de Montréal (AJBM)	4	406,5 \$
FCO-Étude méthodologie & l'épistémologie juridique		3	1 152,0 \$
	Université Laval	3	1 152,0 \$
FCO-Faillite et insolvabilité		2	1 348,2 \$
	Barreau du Québec	2	1 348,2 \$
FCO-Formation Accord Canada-Europe		6	1 298,6 \$
	Ministère de la Justice du Québec	6	1 298,6 \$
FCO-Formation avancée sur le Droit administratif		1	947,4 \$
	Institut Canadien	1	947,4 \$
FCO-Formation sur le nouveau régime forestier		12	1 555,0 \$
	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	12	1 555,0 \$
FCO-Globalisation et transnationalisation droit		1	60,9 \$
	Université Laval	1	60,9 \$
FCO-Habiletés politiques - Outils pour devenir...		1	316,0 \$
	Barreau du Québec	1	316,0 \$
FCO-Harcèlement psychologique en milieu de travail		3	3 519,7 \$
	Barreau du Québec	3	3 519,7 \$
FCO-Immigration et criminalité-l'Agence des serv.		2	144,0 \$
	Barreau de Québec	2	144,0 \$
FCO-Introduction à la rhétorique		1	63,5 \$
	Barreau de Québec	1	63,5 \$
FCO-Introduction droit de l'immigration au Canada		1	476,1 \$
	Barreau du Québec	1	476,1 \$
FCO-Introduction Nouveau Code de procédure civil		13	921,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	13	921,2 \$
FCO-Introduction nouveau code de procédure civile	43	3 767,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	43	3 767,1 \$
FCO-Journées Internationales des droits de l'homme	6	595,4 \$
Min. Rel. intern. et Francophonie Qc (MRIF)	6	595,4 \$
FCO-La Commission d'accès à l'information	1	61,7 \$
Barreau de Québec	1	61,7 \$
FCO-La comptabilité et les normes	3	428,7 \$
Barreau du Québec	3	428,7 \$
FCO-La Conférence de règlement à l'amiable	36	2 975,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	36	2 975,1 \$
FCO-La dette de l'État	2	935,5 \$
Université Laval	2	935,5 \$
FCO-La Faillite et l'insolvabilité	1	398,9 \$
Barreau du Québec	1	398,9 \$
FCO-La préparation des témoins	45	3 706,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	45	3 706,9 \$
FCO-La réalité d'un conseil d'administration point	1	54,2 \$
Université Laval	1	54,2 \$
FCO-La responsabilité des administrateurs d'OSBL	1	214,6 \$
Barreau du Québec	1	214,6 \$
FCO-L'ABC de la Loi sur l'équité salariale	1	42,9 \$
Barreau de Québec	1	42,9 \$
FCO-L'Accord économique, commercial global Canada-	83	14 644,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	83	14 644,1 \$
FCO-Le droit pénal	143	25 546,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	143	25 546,1 \$
FCO-Le nouveau Code de procédure civil	1	103,7 \$
Barreau du Québec	1	103,7 \$
FCO-Le nouveau Code de procédure civile - cadre	1	269,7 \$
Barreau de Québec	1	269,7 \$
FCO-Législation québécoise et fédérale	2	263,8 \$
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	2	263,8 \$
FCO-Les 10 ans de la décision Peoples	1	222,0 \$
Université Laval	1	222,0 \$
FCO-Les développements récents en matière recours	41	3 475,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	41	3 475,2 \$
FCO-Les mutations familiales et les conséquences	1	145,0 \$
Université Laval	1	145,0 \$
FCO-L'évolution récente jurisprudence droit public	115	19 876,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	115	19 876,9 \$
FCO-L'exigence du maintien du traitement patient	34	2 869,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	34	2 869,9 \$
FCO-Liberté d'expression, critique fondée en droit	2	155,7 \$
Jeune Barreau de Québec	2	155,7 \$
FCO-Libres propos sur les dommages punitifs	5	253,9 \$
Barreau de Québec	5	253,9 \$
FCO-L'obligation alimentaire de l'enfant majeur	2	494,9 \$
Barreau du Québec	2	494,9 \$
FCO-Loi sur la protection du territoire activités	3	201,8 \$
Barreau de Québec	3	201,8 \$
FCO-Loi sur l'accès à l'information	33	2 712,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	33	2 712,3 \$
FCO-Lois sur les foyers familiaux dans les réserve	2	1 223,7 \$
Centre excellence mat. biens immobil.matrimoniaux	2	1 223,7 \$
FCO-Markes officielles-art. 9(1)(n)(iii) autorité	2	261,2 \$
Barreau du Québec	2	261,2 \$
FCO-Micro-programme en légistique	13	51 964,4 \$
Université Laval	13	51 964,4 \$
FCO-Millésimes 2013-2014 développements droit adm	152	26 597,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	152	26 597,6 \$
FCO-Millésimes 2013-2014 développements droits adm	23	4 925,8 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	23	4 925,8 \$
FCO-Mourir dans la dignité	2	722,0 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	2	722,0 \$
FCO-Nouvelle plate-forme SOQUIJ	121	10 003,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	121	10 003,4 \$
FCO-Obligation de confidentialité à l'avocat	1	316,0 \$
Barreau du Québec	1	316,0 \$
FCO-Outil d'aide à la rédaction législative	2	1 946,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 946,5 \$
FCO-Ourage au tribunal en matière civile	1	245,3 \$
Barreau du Québec	1	245,3 \$
FCO-Prévention, traitement situation d'harcèlement	3	2 517,0 \$
Barreau du Québec	3	2 517,0 \$
FCO-Principes de droit en matière d'enquêtes	1	259,1 \$
Université Laval	1	259,1 \$
FCO-Principes généraux la loi sur droits d'auteur	68	12 650,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	68	12 650,3 \$
FCO-Principes généraux loi sur les droits d'auteur	80	13 935,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	80	13 935,1 \$
FCO-Programme de formation à la relève	98	24 402,2 \$
André Filion & Associés inc.	98	24 402,2 \$
FCO-Référendum et souveraineté la politique	1	58,9 \$
Université Laval	1	58,9 \$
FCO-Réforme soins fin de vie-regard droit comparé	2	677,0 \$
Ass. Qué. de droit comparé (AQDC)	2	677,0 \$
FCO-Rencontre des gestionnaires - DGAJL	28	4 583,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	28	4 583,9 \$
FCO-Revue annu. Jurisprudence droit administratif	16	2 206,5 \$
Barreau du Québec	16	2 206,5 \$
FCO-Revue annuelle jurisprudence droit admin 13-14	1	200,3 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	1	200,3 \$
FCO-Revue jurisprudentielle 2013 droit du travail	1	906,8 \$
Wolters Kluwer	1	906,8 \$
FCO-Sanctions admin. Pécuniaires de la Loi sur	7	624,2 \$
Jeune Barreau de Québec	7	624,2 \$
FCO-Sécurité des infor. confidentielles détenues	77	14 325,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	77	14 325,0 \$
FCO-Sécurité informations confidentielles d'État	79	14 175,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	79	14 175,2 \$
FCO-Séminaire sur le processus législatif	1	211,3 \$
Groupe Walpole	1	211,3 \$
FCO-Séminaire Techniques de plaidoirie	5	14 298,5 \$
Barreau du Québec	5	14 298,5 \$
FCO-Troisième symposium en fiscalité - Le partage	2	592,6 \$
Université Laval	2	592,6 \$
Fonct. Processus décisionnel Gov. QC	1	258,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	258,8 \$
Fonctions du juge de paix fonct. cat. 2 - Gr. 1	9	605,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	605,8 \$
Fonctions du juge de paix fonctionnaire Catégorie	1	37,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	37,1 \$
Fonctions du juge de paix fonctionnaire Catégorie 1	1	49,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	49,4 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 1 - Groupe 1	13	303,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	303,8 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 1 - Groupe 2	6	186,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	186,1 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 2 - Groupe 1	15	5 719,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	5 719,9 \$
Fonctions juge de paix fonct. cat. 2 - Groupe 2	10	567,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	567,7 \$
Fondements du leadership transformationnel	1	592,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH



ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	592,7 \$
Formation 1er greffier dans le Nord	2	1 932,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 932,6 \$
Formation 2e greffier	2	1 332,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 332,8 \$
Formation 2e greffier dans le Nord	18	15 027,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	18	15 027,4 \$
Formation Acomba	1	286,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	286,7 \$
Formation Acomba - Fonds local	2	142,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	142,7 \$
Formation agent de bureau	1	1 763,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	1 763,3 \$
Formation agent de bureau secteur criminel	5	480,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	480,9 \$
Formation agente de bureau secteur civil	1	3 160,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	3 160,2 \$
Formation Aliform	21	500,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	21	500,6 \$
Formation Aliform avancées	11	263,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	263,4 \$
Formation analyse budgétaire	1	169,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	169,7 \$
Formation Appels	1	223,4 \$
Éditions Yvon Blais, Les	1	223,4 \$
Formation attachée judiciaire	2	3 795,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	3 795,2 \$
Formation au civil - Non-contentieux	1	268,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	268,7 \$
Formation au criminel	4	133,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	133,2 \$
Formation Azimut	37	901,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	37	901,3 \$
Formation BDJ - Tenue de temps	13	1 292,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	1 292,9 \$
Formation Bris de probation	1	21,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,9 \$
Formation budget de fonctionnement	1	84,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	84,8 \$
Formation Caisse	2	517,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	517,7 \$
Formation ceinture verte LEAN SIX SIGMA	4	3 276,0 \$
Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT)	4	3 276,0 \$
Formation célébration de mariage	2	48,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	48,0 \$
Formation Chambre de la jeunesse	1	31,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	31,5 \$
Formation changement en matière familiale	18	863,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	18	863,1 \$
Formation ciblée gestion de caisse	10	558,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	558,0 \$
Formation civil, saisie Viking, préparation rôles	1	469,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	469,2 \$
Formation complète gestion de caisse	3	182,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	182,3 \$
Formation comptoir	1	99,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	99,1 \$
Formation Comptoir au criminel	4	303,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	303,0 \$
Formation comptoir greffe criminel	1	6 441,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	6 441,5 \$
Formation continue obligatoire-Reconnaissance	1	4 026,8 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Barreau du Québec	1	4 026,8 \$
Formation cotation des procédures petites créances	2	68,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	68,8 \$
Formation cotation mise à jour matière civile	1	13,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	13,9 \$
Formation cotation procédure matière familiale	1	69,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	69,7 \$
Formation Cour supérieure criminelle	4	1 025,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	1 025,0 \$
Formation Court Log	1	13,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	13,3 \$
Formation d'adjointe à la magistrature	2	5 747,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	5 747,9 \$
Formation de base au criminel	1	37,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	37,8 \$
Formation de base matière criminelle	1	20,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	20,5 \$
Formation de greffier audiencier	3	3 669,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	3 669,3 \$
Formation de secourisme	1	285,0 \$
Formation Prévention Secours Inc.	1	285,0 \$
Formation de secrétaire de comités de sélection	1	212,9 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	212,9 \$
Formation Demande de pardon	1	372,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	372,5 \$
Formation Demandes de copies	1	21,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,2 \$
Formation des formateurs	2	2 384,8 \$
Technologia conseil / Technologia formation	2	2 384,8 \$
Formation du shérif criminel	1	122,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	122,9 \$
Formation en droit d'auteur et technologie	1	83,4 \$
ASIQ	1	83,4 \$
Formation Ennéagramme (profil de personnalité)	14	300,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	300,7 \$
Formation entrevue petites créances	1	768,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	768,6 \$
Formation Entrevues Conseils	2	965,4 \$
(vide)	2	965,4 \$
Formation évolution dossier criminel	1	27,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	27,3 \$
Formation examen sur gestion stratégique	1	860,3 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	860,3 \$
Formation Excel	7	1 394,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	1 394,2 \$
Formation Expropriation et ventes pour taxes	1	98,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	98,2 \$
Formation Extrants	1	63,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	63,6 \$
Formation faillite	3	249,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	249,2 \$
Formation Faillite (auditions et jugements)	1	73,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	73,7 \$
Formation Français au bureau	12	2 004,0 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	12	2 004,0 \$
Formation garde de personnel réduit	1	26,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	26,6 \$
Formation Gestion CNR	1	65,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	65,4 \$
Formation greffier	2	159,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	159,6 \$
Formation greffier à la cour	9	29 929,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	9	29 929,2 \$
Formation greffier au criminel	3	112,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	112,2 \$
Formation greffier au pénal	1	54,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,8 \$
Formation greffier audienier chambre jeunesse	2	1 046,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	1 046,2 \$
Formation greffier audienier Cour supérieure	5	801,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	801,5 \$
Formation greffier audienier CQ petites créances	1	96,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	96,2 \$
Formation greffier jeunes contrevenants	1	54,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,7 \$
Formation greffier jeunesse	1	252,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	252,7 \$
Formation greffier jeunesse - rédaction de PV	1	252,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	252,7 \$
Formation greffier pénal	5	482,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	482,0 \$
Formation Greffier spécial	1	73,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	73,7 \$
Formation greffière criminel	1	215,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	215,0 \$
Formation greffière secteur criminel	1	3 864,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	3 864,8 \$
Formation huissier de justice	3	241,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	241,0 \$
Formation Informatique et Viking	1	180,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	180,3 \$
Formation informatique greffe civil	2	723,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	723,0 \$
Formation informatique pénal	2	72,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	72,8 \$
Formation Jugements par défaut	1	73,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	73,7 \$
Formation juges coordonnateurs et leurs adjointes	1	168,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	168,4 \$
Formation Le jugement	10	1 596,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	1 596,6 \$
Formation logiciel commande dossier archive	2	19,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	19,4 \$
Formation LSJPA-ADO	11	925,0 \$
(vide)	11	925,0 \$
Formation maître de stage	1	523,3 \$
Chambre des notaires du Québec	1	523,3 \$
Formation Mémoires de frais	2	87,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	87,6 \$
Formation Non contentieux	1	98,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	98,2 \$
Formation opérateur de caisse services financiers	2	405,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	405,9 \$
Formation OPGRC	183	6 895,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	183	6 895,1 \$
Formation OPGRC - Technique	33	1 108,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	33	1 108,2 \$
Formation ordonnances criminelles	5	1 112,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	1 112,7 \$
Formation ordonnances LSJPA	2	621,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	621,6 \$
Formation Organisateur	5	3 113,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	3 113,7 \$
Formation ouverture dossier matière civile	1	55,8 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclut le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels  
Service du soutien à l'administration - DRH



Ministère de la Justice du Québec	1	55,8 \$
Formation ouvertures informatique	1	95,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	95,4 \$
Formation Pension alimentaire	1	109,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	109,4 \$
Formation petites créances	9	1 726,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	1 726,9 \$
Formation Petites créances (entrevue)	1	36,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	36,8 \$
Formation petites créances (mise au point brefs)	1	21,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	21,2 \$
Formation planification de travail	1	343,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	343,4 \$
Formation Préparer la pratique	1	54,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,7 \$
Formation PRES	6	215,6 \$
Ministère de la sécurité publique	6	215,6 \$
Formation Procédures	2	550,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	550,1 \$
Formation Procédures civiles	1	42,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	42,4 \$
Formation Procédures civiles et classement	1	148,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	148,5 \$
Formation procès-verbal criminel	2	35,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	35,8 \$
Formation Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader	39	213 198,6 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	39	213 198,6 \$
Formation chercheur	1	370,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	370,9 \$
Formation rédaction de jugements	9	1 738,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	1 738,1 \$
Formation Registraire de faillite	1	231,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	231,6 \$
Formation Registre foncier	2	79,4 \$
Barreau de Québec	2	79,4 \$
Formation repliement	1	132,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	132,2 \$
Formation Retrait de caution	2	42,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	42,9 \$
Formation Retraits de caution et brefs de saisie	2	71,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	71,5 \$
Formation Rôle et capture	1	131,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	131,5 \$
Formation rôle familial	14	126,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	126,4 \$
Formation Rôle statutaire	1	32,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	32,9 \$
Formation SAGIR 2	56	1 531,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	56	1 531,7 \$
Formation Saisie de jugements 04	1	97,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	97,8 \$
Formation saisie informatique Viking	5	433,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	433,1 \$
Formation secouriste	5	1 780,4 \$
Santinel inc.	5	1 780,4 \$
Formation secteur civil	6	2 818,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	2 818,6 \$
Formation secteur criminel	3	1 570,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	1 570,9 \$
Formation service à la population	2	763,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	763,3 \$
Formation services financiers	1	568,6 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Ministère de la Justice du Québec	1	568,6 \$
Formation services financiers (Gestion caisse)	24	10 440,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	24	10 440,0 \$
Formation statistiques	3	153,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	153,3 \$
Formation Supervision des services financiers	1	71,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	71,7 \$
Formation sur le droit autochtone	15	2 165,8 \$
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	15	2 165,8 \$
Formation sur les cautions	1	43,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	43,8 \$
Formation sur les citations	33	908,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	33	908,8 \$
Formation sur les réalités autochtones	5	1 607,9 \$
GRIPMA (Gr de rech et d'interv psychosocial ...)	5	1 607,9 \$
Formation sur les véhicules routiers	3	208,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	208,6 \$
Formation tarif des témoins	20	904,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	20	904,9 \$
Formation tarif interprètes, sténos et huissiers	1	22,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	22,4 \$
Formation Taxation de témoins	4	270,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	270,0 \$
Formation Taxation de témoins - émission de chèque	2	62,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	62,3 \$
Formation Taxation faillite	1	24,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	24,6 \$
Formation technique en droit greffe civil	1	3 674,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	3 674,9 \$
Formation TMS : Agir pour prévenir	48	1 563,4 \$
Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov. (APSSAP)	48	1 563,4 \$
Formation Traitement des demandes de distribution	6	207,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	207,9 \$
Formation Transaction à la caisse	2	545,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	545,4 \$
Formation vérification des greffes de notaire	1	42,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	42,4 \$
Formation Viking	1	74,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	74,2 \$
Formation OPGRC	20	848,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	20	848,2 \$
Forum 2014 - Règlements griefs : pratiques exemp	2	718,6 \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	2	718,6 \$
Forum des jeunes de la Fonction Publique	2	506,2 \$
Forum des jeunes	2	506,2 \$
Forum des secrétaires de comité de sélection	3	377,5 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	3	377,5 \$
Forum science environnement garanties financières	1	112,1 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1	112,1 \$
Gala Prix Reconnaissance 2014	1	194,1 \$
Alliance des cadres de l'État	1	194,1 \$
Gérer des personnalités difficiles	1	1 225,9 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 225,9 \$
Gérer du personnel difficile ou en difficulté	2	460,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	460,3 \$
Gestion contractuelle et sécurité de l'information	1	205,9 \$
Forum des responsables de la vérification interne	1	205,9 \$
Gestion de la santé et de la sécurité du travail	2	2 938,2 \$
Université du Québec à Rimouski à Lévis	2	2 938,2 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH



Gestion des communications (MNG-0047)	1	326,8 \$
Université Laval	1	326,8 \$
Gestion des communications Bloc 1	1	653,7 \$
Université Laval	1	653,7 \$
Gestion des conflits	1	382,1 \$
Formations Qualitemps inc	1	382,1 \$
Gestion des employés difficiles ou en difficulté	32	10 992,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	32	10 992,1 \$
Gestion des ressources humaines	2	2 901,8 \$
Université du Québec à Rimouski à Lévis	2	2 901,8 \$
Gestion des risques : Lignes de défenses	4	625,2 \$
Forum des responsables de la vérification interne	4	625,2 \$
Gestion des risques-protection des actifs inform.	1	594,7 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	594,7 \$
Gestion du temps	1	479,2 \$
Formations Qualitemps inc	1	479,2 \$
Gestion électronique des documents (GED)	2	185,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	185,8 \$
Gestion éthique	1	276,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	276,8 \$
Gestion intégrée des absences cause d'invalidité	1	81,8 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	81,8 \$
Gestion intégrée des documents (GID)	1	80,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	80,0 \$
Gouvernance lors des projets majeurs TI	2	194,0 \$
Richter	2	194,0 \$
Grand événement RH 2014	3	1 287,8 \$
ACGRH (ass. conseillers et conseillères en GRH)	3	1 287,8 \$
Greffier audiencier (rédaction PV matière civile)	5	120,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	120,3 \$
greffier audiencier secteur pénal	1	286,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	286,9 \$
Groupes de codéveloppement interministériels	9	887,9 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	9	887,9 \$
Hackfest - Sécurité 102	2	1 116,8 \$
Hackfest	2	1 116,8 \$
Hors série 2014	5	3 695,6 \$
Manuri formation	5	3 695,6 \$
Identités transgenres, sexes et droits	1	146,5 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	1	146,5 \$
Immobilisations au gouvernement	2	258,9 \$
Contrôleur des finances	2	258,9 \$
Info sur mise en place pour les dossiers	1	101,5 \$
Barreau du Québec	1	101,5 \$
Initiation à la justice	14	1 883,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	1 883,1 \$
Initiation au secteur criminel	7	162,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	162,1 \$
Initiation procédure civil	1	31,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	31,8 \$
Initiation serv. justice-crim. et pénal - Groupe 1 et 2	22	1 111,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	22	1 111,0 \$
Initiation service criminel et pénal	1	20,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	20,5 \$
Initiation à TCP/IP	1	621,3 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	621,3 \$
Intelligence émotionnelle 2	1	1 272,5 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 272,5 \$
Interface politico-administrative	1	453,0 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	453,0 \$
Introduction à la rhétorique	4	174,5 \$
Barreau de Québec	4	174,5 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Introduction au droit Chinois	1	637,7 \$
Université de Montréal	1	637,7 \$
ITIL 2011 Fondation ITIL avec examen	1	2 438,2 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	2 438,2 \$
ITIL2011 - INTERMÉDIAIRE	1	3 546,4 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	3 546,4 \$
Java Script CSS	1	193,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	193,9 \$
Journée de l'Informatique du Québec (JIQ-2014)	15	8 209,6 \$
Réseau ACTION TI	15	8 209,6 \$
Journée des acquisitions	2	1 304,9 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	2	1 304,9 \$
Journée des acquisitions et des TIC	6	2 179,7 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	6	2 179,7 \$
Journée thématique GEGD	4	850,7 \$
Groupe d'expertise en gestion des documents (GEGD)	4	850,7 \$
Jumelage - Comptoir	1	681,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	681,8 \$
Jumelage - Lobby	11	14 526,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	14 526,6 \$
Jumelage - RCA	1	40,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	40,0 \$
Jumelage - RDPRM	10	11 316,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	11 316,1 \$
Jumelage - RLPP	1	40,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	40,0 \$
JurisBistro intensif: recherche juridique rapide	1	199,1 \$
CAIJ (Centre d'accès à l'information juridique)	1	199,1 \$
La Cour d'appel en deux temps: plaideurs chevronné	3	202,8 \$
Barreau du Québec	3	202,8 \$
La curiosité empathique	2	1 014,9 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	1 014,9 \$
La faillite et l'insolvabilité: tous les outils	1	616,3 \$
Barreau du Québec	1	616,3 \$
La gestion des risques de sécurité	1	40,3 \$
ASIQ	1	40,3 \$
La gestion du risque et les réseaux sociaux	1	100,8 \$
Ass. de la sécurité de l'information du Québec	1	100,8 \$
La gouvernance de la sécurité et la PRP	1	141,2 \$
ISACA Québec	1	141,2 \$
La mobilisation du personnel	44	9 644,2 \$
André Filion & Associés inc.	44	9 644,2 \$
La philosophie du nouveau code de procédure civile	3	99,5 \$
Barreau Laurentides-Lanaudière	3	99,5 \$
La preuve de nature confidentielle: comment s'y	3	454,2 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	3	454,2 \$
La sécurité des informations confidentielles	9	1 517,2 \$
Université de Montréal	9	1 517,2 \$
La solidarité et l'obligation in solidum	1	407,3 \$
Éditions Yvon Blais, Les	1	407,3 \$
L'accord économique commercial global Canada-Union	5	948,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	5	948,2 \$
Le droit des autochtones et responsabilité du MRNF	12	1 908,9 \$
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	12	1 908,9 \$
Le droit du travail 2014	1	911,4 \$
Centre de formation patronale-syndicale	1	911,4 \$
Le non-verbal, atout ou danger pour la profession	3	99,5 \$
Barreau Laurentides-Lanaudière	3	99,5 \$
Le processus de médiation: c'est quoi ?	1	99,5 \$
Barreau de Québec	1	99,5 \$
Le rôle-conseil en service à la clientèle	1	553,4 \$
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	1	553,4 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Leadership d'influence	1	705,1 \$
Groupe Motivation Performance Plus (MP+)	1	705,1 \$
Leadership en action (LAGG)	2	666,0 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	2	666,0 \$
Leadership secteur public	1	490,9 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	490,9 \$
L'écriture stratégique	1	790,8 \$
ACTI.COM INC.	1	790,8 \$
Lecture labiale et stratégies de communications	1	394,4 \$
Centre réadaptation déficience physiq Le Bouclier	1	394,4 \$
Les avocats désirant pratiquer à leur compte	2	90,9 \$
Jeune Barreau de Québec	2	90,9 \$
Les certificats - Groupe 1 et 2	19	1 043,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	19	1 043,5 \$
Les conférences de règlement mat jeunesse	1	113,4 \$
Barreau du Québec	1	113,4 \$
Les maliciels Android sont-ils vraiment méchants	1	85,0 \$
ASIQ	1	85,0 \$
Les TI à la RRG liés aux stratégies d'affaires	1	319,3 \$
Réseau ACTION TI	1	319,3 \$
Éthique dans la fonction publique québécoise	1	45,5 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	45,5 \$
L'intervention de crise	1	289,5 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	1	289,5 \$
Loi sur les contrats des organismes publics	3	510,8 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	2	310,9 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	199,9 \$
Maîtrise en administration des affaires (MBA)	2	6 560,8 \$
Université Laval	2	6 560,8 \$
Maîtrise en dev. des organisation: habilités pol.	1	1 059,7 \$
Université Laval	1	1 059,7 \$
Maîtrise en droit avec mémoire	1	327,3 \$
Université Laval	1	327,3 \$
Maîtrise en droit international & transnational	2	2 869,8 \$
Université Laval	2	2 869,8 \$
Maîtrise en histoire option archivistique	2	1 942,9 \$
Université Laval	2	1 942,9 \$
Mentorat	6	818,4 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	6	818,4 \$
Mesures d'urgence	10	228,0 \$
Société québécoise des infrastructures (SIQ)	10	228,0 \$
Mesures d'urgence des greffes	1	19,0 \$
Société québécoise des infrastructures (SIQ)	1	19,0 \$
Mesures d'urgence et plan d'évacuation	10	224,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	10	224,3 \$
Midi-conférence avec la Cour d'appel	2	150,9 \$
Barreau du Québec	2	150,9 \$
Migration recherche juridique en ligne	6	283,3 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	6	283,3 \$
Mini-colloque droit criminel et jeunesse	3	400,7 \$
Barreau de Richelieu	3	400,7 \$
Minorités sexuelles en milieu de travail	1	160,8 \$
Ass. du barreau Canadien (CBA)	1	160,8 \$
Mise à jour - Rédaction des procès-verbaux	2	486,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	486,4 \$
Mise à jour jurisprudence en harcèlement psychologique	2	607,6 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	607,6 \$
Mise à jour manuels en fonction des tarifs de 2015	1	1 741,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	1 741,6 \$
Mise à jour manuels formation suite à indexation annuelle	1	355,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	355,9 \$
Mobiliser son équipe de travail	1	825,0 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH



Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	1	825,0 \$
Modélisation des processus	2	1 004,8 \$
Université Laval	2	1 004,8 \$
Module 6 - Administration des examens écrits	1	708,0 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	708,0 \$
Normes comptables du secteur public	2	181,6 \$
Contrôleur des finances	2	181,6 \$
Notification	1	135,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	135,9 \$
Nouvelle directive de sécurité de l'information	1	179,4 \$
ISACA Québec	1	179,4 \$
Nouvelle plate forme SOQUIJ	6	447,0 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	6	447,0 \$
Offres et accords de services (SOA) -Intermédiaire	1	4 016,9 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	4 016,9 \$
Optimisation de la gestion relation client (OPGRC)	25	956,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	25	956,9 \$
Optimisation des impressions (avancé)	10	574,6 \$
XEROX Canada	10	574,6 \$
Oser penser et agir autrement	2	1 101,8 \$
ACGRH (ass. conseillers et conseillères en GRH)	2	1 101,8 \$
Paiement vacances des huissiers	1	63,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	63,6 \$
Panier de gestion traditionnel	1	887,1 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	887,1 \$
Performance de saisie et comparaison des documents	1	78,1 \$
International Material Data System (IMDS)	1	78,1 \$
Petites créances et mariage civil	1	137,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	137,9 \$
Petites créances, TAQ, appel sommaire Impôt	1	116,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	116,7 \$
Plan de formation sur les aspects juridiques	3	6 646,2 \$
Commission scolaire des Découvreurs	3	6 646,2 \$
Plan des mesures d'urgence	8	329,3 \$
Société québécoise des infrastructures (SIQ)	8	329,3 \$
Planification et gestion stratégique	1	893,3 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	893,3 \$
Pour un service à la clientèle impeccable	8	1 004,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	1 004,7 \$
PowerPoint 2010	1	675,3 \$
Versalys	1	675,3 \$
Prélèvement d'échantillons biologiques	2	164,0 \$
Gendarmerie royale du Canada (GRC)	2	164,0 \$
Préparation à la retraite	1	1 197,4 \$
Commission scolaire de la Capitale	1	1 197,4 \$
Préparation à la retraite	8	6 207,4 \$
CARRA (Comm. adm. des rég. de retr. et d'ass.)	4	2 976,0 \$
CEGEP Marie-Victorin	3	2 034,0 \$
Centre Louis-Joliette	1	1 197,4 \$
Préparation à la retraite (PIPR)	26	20 465,4 \$
CARRA (Comm. adm. des rég. de retr. et d'ass.)	15	9 668,2 \$
CEGEP Marie-Victorin	2	1 179,6 \$
Centre Louis-Joliette	4	4 397,0 \$
Commission scolaire de la Capitale	5	5 220,6 \$
Présence d'une menace imminente par personne armée	553	25 067,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	703,0 \$
Ministère de la sécurité publique	547	24 364,6 \$
Présentation du portail SOQUIJ et de recherche jur	2	36,8 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	2	36,8 \$
Présentation générale des lignes d'affaires	7	485,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	485,9 \$
Présentation sur la gestion de projet	8	875,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Gartner	8	875,7 \$
Principes de base en gestion de projet	1	789,5 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	789,5 \$
Principes de la loi sur le droit d'auteur	4	387,5 \$
Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche	4	387,5 \$
Principes et enjeux de l'administration publique	1	1 956,8 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 956,8 \$
Principes généraux de la Loi sur le droit d'auteur	1	166,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	166,1 \$
Processus des enquêtes internes	1	214,2 \$
Forum des responsables de la vérification interne	1	214,2 \$
Prog. D'appr. Pour prof. Chefs d'équipe - (PAP-CE)	3	7 690,9 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	3	7 690,9 \$
Prog. d'appr. pour pers. prof. -adj. exéc.(PAP-AE)	1	2 170,6 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	2 170,6 \$
Programme de relève à la gestion	6	1 665,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	1 665,4 \$
Programme leadership stratégique - session 3	1	164,6 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	164,6 \$
Programme leadership stratégique - session 4	1	766,7 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	766,7 \$
Programme leadership stratégique - session 5	1	916,7 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	916,7 \$
Programme leadership stratégique - session 6	1	341,7 \$
Ordre des comptables professionnels agréés Qc(CPA)	1	341,7 \$
Protection de la jeunesse - Groupe 2	13	821,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	821,1 \$
Protection de propriété intellectuelle au Canada	1	171,5 \$
Éditions Yvon Blais, Les	1	171,5 \$
Que reste-t-il de Moge?	1	43,9 \$
Association des jeunes barreaux du Québec (AJBQ)	1	43,9 \$
Radiations légales	8	3 874,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	3 874,1 \$
Radiations volontaires et RE	6	4 318,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	4 318,3 \$
Radplus	1	744,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	744,8 \$
Rafranchissement formation en ergonomie	1	212,4 \$
Ass. Paritaire Santé Séc. Trav. Adm.Prov. (APSSAP)	1	212,4 \$
Rapports hebdomadaires, H620, Fin de contrat	1	93,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	93,6 \$
Recherche juridique - Migration	2	138,0 \$
Société québécoise d'info. juridique (SOQUIJ)	2	138,0 \$
Recours administratifs et civils	2	360,5 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	2	360,5 \$
Rédaction de jugement - Adjointe à la magistrature	14	2 338,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	2 338,2 \$
Rédaction de jugements	43	6 289,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	43	6 289,4 \$
Rédaction des jugements	21	3 768,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	21	3 768,8 \$
Référentiel eTOM	1	123,0 \$
ITSMF	1	123,0 \$
Regard stratégique sur la gestion des plaintes	1	423,3 \$
Ass. des resp. gestion des plaintes GouvQc (ARGP)	1	423,3 \$
Régime de la tarification de la CSST	2	437,0 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	437,0 \$
Réglementation par orientation	1	561,7 \$
Institut Canadien de l'administration de la justice	1	561,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

Relations de travail et atelier d'intégration	1	2 341,9 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	2 341,9 \$
Renc. haute fonction publique : P. Couillard	1	161,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	161,8 \$
Rencontre annuelle de la relève	1	276,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	276,8 \$
Rencontre annuelle des cadres de l'État 2014	2	738,6 \$
Alliance des cadres de l'État	2	738,6 \$
Rencontre des adjointes des juges de paix	3	1 010,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	1 010,1 \$
Rencontre des partenaires/carrefour formation	1	324,1 \$
Université Laval	1	324,1 \$
Rencontre d'information - Système GALA	2	253,7 \$
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	2	253,7 \$
Rencontre interactive de la relève	3	447,3 \$
Ministère du Conseil exécutif	3	447,3 \$
Requête rétractation jugement / changement district	1	11,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	11,3 \$
Résolution créative de problèmes	1	714,1 \$
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	1	714,1 \$
Réussir ses interventions en public	1	1 242,1 \$
Technologia conseil / Technologia formation	1	1 242,1 \$
Risques et gouvernance	1	448,3 \$
IGF Québec	1	448,3 \$
Rôle du coroner et l'impact sur pratique du droit	2	89,4 \$
Barreau de Québec	2	89,4 \$
Rôle du gestionnaire dans le contexte changements	1	45,5 \$
HEC (École des hautes études commerciales)	1	45,5 \$
Rôle-conseil	1	2 071,5 \$
CFC, groupe conseil	1	2 071,5 \$
SADE	4	185,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	185,1 \$
Sagesse	17	2 133,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	17	2 133,2 \$
SAGIP - Coils micro	1	309,7 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	309,7 \$
SAGIR - ATE-51 - Volet assiduité	3	251,5 \$
DGSAGIR	3	251,5 \$
SAGIR - CAP-05 - Traitements spécifiques	2	388,8 \$
DGSAGIR	2	388,8 \$
SAGIR - CAP-15 - Factures et blocages	2	959,9 \$
DGSAGIR	2	959,9 \$
SAGIR - Formation pour responsables d'assiduité	19	1 190,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	19	1 190,6 \$
SAGIR - GES-04 - Approbation et libre-service gest.	2	319,6 \$
DGSAGIR	2	319,6 \$
SAGIR - GL-15 - Interrogations et rapports GL	1	387,0 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	387,0 \$
SAGIR - LSA-01 - Libre-service acquisitions	6	566,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	566,6 \$
SAGIR - LSE-03 - Libre-service employé	224	9 608,0 \$
DGSAGIR	159	8 048,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	65	1 557,2 \$
SAGIR - LSE-04 - Libre-service mandataire	4	370,1 \$
DGSAGIR	4	370,1 \$
SAGIR - NAV-01 - Introduction navigation SAGIR	1	18,9 \$
DGSAGIR	1	18,9 \$
SAGIR - PO-11 - Les ententes d'achat permanentes	1	196,7 \$
DGSAGIR	1	196,7 \$
SAGIR - PO-12 - Bons commande standard	2	853,9 \$
DGSAGIR	2	853,9 \$
SAGIR - PO-17 - Appel d'offres, soumissions et BQ	1	824,7 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, le Service du soutien à l'administration - DRH



DGSAGIR	1	824,7 \$
SAGIR - RH-06 - Structure d'organisation	1	149,7 \$
DGSAGIR	1	149,7 \$
SAGIR - RH-07 - Volet responsable d'assiduité	2	683,6 \$
DGSAGIR	2	683,6 \$
SAGIR - RH-08 - Postes	2	669,8 \$
DGSAGIR	2	669,8 \$
SAGIR - RH-10 - Volet responsable des dossiers	2	1 004,5 \$
DGSAGIR	2	1 004,5 \$
SAGIR - RH-12 - Mode Date Track	3	337,1 \$
DGSAGIR	3	337,1 \$
SAGIR - RH-12 et RH-13 - Date Track et Web ADI	2	321,6 \$
DGSAGIR	2	321,6 \$
SAGIR - RH-13 - Utilisation de Web ADI	1	85,3 \$
DGSAGIR	1	85,3 \$
SAGIR - RH-16 - Volet responsable des dossiers	15	2 842,9 \$
DGSAGIR	15	2 842,9 \$
SAGIR - RH-17 - Volet rémunération	1	500,9 \$
DGSAGIR	1	500,9 \$
SAGIR - RH-18 - Plan de délégation	1	204,4 \$
DGSAGIR	1	204,4 \$
SAGIR - RH-20 - Volet Responsable d'assiduité	13	2 334,4 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	1	54,5 \$
DGSAGIR	12	2 279,9 \$
SAGIR - RH-21 - Temps et gains - Volet mandataires	34	9 402,4 \$
Centre des services partagés du Québec (CSPQ)	4	5 432,5 \$
DGSAGIR	29	3 683,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	286,7 \$
SAGIR - RH-22 - Dossiers des personnes	1	906,9 \$
DGSAGIR	1	906,9 \$
SAGIR - RH responsable soutien administratif	1	34,4 \$
DGSAGIR	1	34,4 \$
SAGIR 2 (ressources humaines)	86	2 429,0 \$
(vide)	86	2 429,0 \$
SAGIR mandataire	1	53,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	53,3 \$
SAGIR 2 (usager)	37	855,7 \$
(vide)	37	855,7 \$
Saine gestion de vos employés - défi de performance	8	455,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	8	455,9 \$
Saisie de jugements - prolongation de délai	1	78,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	78,8 \$
Saisir les résultats de cour	1	10,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	10,6 \$
Santé et sécurité en milieu de travail	2	670,7 \$
CSST (comm. santé et sécurité du travail)	2	670,7 \$
Séance d'information acquisitions écoresponsables	1	324,7 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1	324,7 \$
Seconder son patron - une priorité	1	987,5 \$
Manuri formation	1	987,5 \$
Secourisme en milieu de travail	6	2 170,0 \$
CSST (comm. santé et sécurité du travail)	2	652,7 \$
Formation Urgence Vie	1	358,7 \$
Opti-Soins	1	450,5 \$
Paramédic Grand-Portage	1	306,7 \$
Secours medic inc.	1	401,4 \$
Sécurité de l'information - Gestion et investissement	1	1 723,1 \$
Centre de leadership et dével. des compét. (CLDC)	1	1 723,1 \$
Sécurité de l'information - Gestion stratégique	1	1 717,0 \$
ÉNAP (École nationale d'administration publique)	1	1 717,0 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, le Service du soutien à l'administration - DRH

Sens de l'Etat - service intérêt public	1	263,0 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	263,0 \$
Sensibilisation aux enjeux éthiques dans	5	690,5 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	5	690,5 \$
Service à la population - comptoir	3	351,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	351,9 \$
Services financiers - Gestion des créances	1	326,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	326,6 \$
SÉSAME	22	524,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	22	524,7 \$
Session d'accueil des nouveaux gestionnaires	2	1 811,7 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	1 811,7 \$
SGIPA	1	22,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	22,7 \$
SGIPA (Saisie et Info)	1	33,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	33,7 \$
SGPPA - Outil de collecte en RI	1	132,3 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	132,3 \$
Situation économique et financière du QC	1	97,1 \$
Ministère du Conseil exécutif	1	97,1 \$
Speed ITIL	1	123,0 \$
ITSMF	1	123,0 \$
Statistiques et renouvellement de contrat	1	74,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	74,2 \$
Succession - Jumelage	4	2 229,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	2 229,6 \$
Succession - Juridique	7	1 000,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	7	1 000,1 \$
Succession - Laboratoire	4	557,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	557,4 \$
Succession - Technique	3	379,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	379,4 \$
Syst. de gestion portefeuille des proj. et act. SGPPA	1	140,7 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	1	140,7 \$
Système automatisé révision annuelle (SARAT)	2	314,1 \$
Secrétariat du Conseil du trésor	2	314,1 \$
Table de législation	12	2 076,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	12	2 076,5 \$
Table d'échange - La faillite et l'insolvabilité	2	437,2 \$
Min. des Finances Qc (MFQ)	2	437,2 \$
Table d'échange en accès à l'information	2	388,8 \$
Ministère du Conseil exécutif	2	388,8 \$
Table d'échange en droit autochtone	44	10 111,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	44	10 111,6 \$
Table d'échange inspections et enquêtes	17	3 285,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	17	3 285,4 \$
Table d'échange sur la délégation	2	348,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	2	348,9 \$
Table d'échange territoire et affaires immobilières	3	417,8 \$
Ministère des Transports	3	417,8 \$
Table en droit des technologies	3	616,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	616,0 \$
Table sur les contrats	6	1 061,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	6	1 061,6 \$
Tarif civil	1	55,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	55,4 \$
Tarif civil - (Phase II) - Groupe 2	11	674,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	674,9 \$
Tarif civil - Groupe 1	14	897,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	14	897,4 \$
Tarif criminel - Groupes 1, 2 et 3	30	1 430,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	30	1 430,1 \$

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH



Tarif des témoins - Groupe 1	13	779,5 \$
Ministère de la Justice du Québec	13	779,5 \$
Tarif des témoins - Groupe 2	15	741,3 \$
Ministère de la Justice du Québec	15	741,3 \$
Tarif des témoins - Groupe 3	11	580,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	11	580,4 \$
Tarifs du Tribunal administratif du Québec	9	212,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	9	212,0 \$
Technicien au civil	3	4 259,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	4 259,7 \$
Techniques d'entrevue pour auditeurs internes	1	66,9 \$
Institut des auditeurs internes du Canada (IIA)	1	66,9 \$
Techniques juridiques	2	2 692,4 \$
Collège Ahuntsic	2	2 692,4 \$
The Infor. Technology service Management Forum	1	287,1 \$
ITSMF	1	287,1 \$
Transfert Cour du Québec aux petites créances	1	10,6 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	10,6 \$
Transfert de connaissances - Acheteur	1	320,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	320,8 \$
Transfert de connaissances - Intranet	1	152,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	152,4 \$
Transfert de connaissances - SADE	4	201,1 \$
Ministère de la Justice du Québec	4	201,1 \$
Transfert de tâches chef d'équipe	1	459,4 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	459,4 \$
Troubles de la personnalité	2	1 472,2 \$
Regr. Réseaux en santé pers. au travail (RRSPT)	2	1 472,2 \$
Trousse des petites créances	3	33,2 \$
Ministère de la Justice du Québec	3	33,2 \$
Un été chaud: les crises et les médias	4	174,5 \$
Barreau de Québec	4	174,5 \$
Un regard sur nous et sur l'avenir	1	91,0 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	91,0 \$
Vérif comptes huissiers, sténographes, interprètes	1	30,9 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	30,9 \$
Vérifier dossiers après pratique et informatique	1	54,7 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	54,7 \$
Vingt-troisième colloque annuel de la SQEP	1	338,3 \$
SQEP-Société québécoise d'évaluation de programme	1	338,3 \$
Virtuo RF	1	43,8 \$
Ministère de la Justice du Québec	1	43,8 \$
Windows Server 2012 failover Clustering	1	800,3 \$
Microsoft Canada inc.	1	800,3 \$
Word 2007 Expérimentation 2	1	307,4 \$
Versalys	1	307,4 \$
Word expérimentation 2	1	656,9 \$
Edumicro inc.	1	656,9 \$
Xerox - Optimisation des impressions - (standard)	266	7 568,8 \$
XEROX Canada	266	7 568,8 \$
Xerox - Optimisation des impressions (avancé)	69	2 280,2 \$
XEROX Canada	69	2 280,2 \$
(vide)		
(vide)		
<b>Total général</b>	<b>5 511</b>	<b>1 291 180,4 \$</b>

Source: Système de suivi des activités de développement SADE, avril 2015 - Inclus le ministère de la Justice, le Fonds des registres, Fonds accès Justice, le Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, Service du soutien à l'administration - DRH

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LIEU	B. COÛT DE LA FORMATION	C. DATE DE PARTICIPATION	D. NOMBRE DE PARTICIPANTS	E. NOM DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	F. NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ
QUÉBEC	328,71 \$	27 MARS 2014	1	UNIVERSITÉ LAVAL	DRT-7001 LES APPROCHES DÉONTOLOGIQUES
QUÉBEC	362,89 \$	21 NOV. 2014	1	UNIVERSITÉ LAVAL	DRT-6089 LECTURES DIRIGÉES 1 (ÉTHIQUE)
MONTRÉAL	186,26 \$	12 MARS 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	RÉVISION JUDICIAIRE
MONTRÉAL	225,00 \$	13 MARS 2015	1	INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	JUSTICE ADMINISTRATIVE - ENTRE INDÉPENDANCE ET RESPONSABILITÉ
MONTRÉAL	495,00 \$	10 FÉVRIER 2015	1	ÉDITIONS YVON BLAIS	NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE COMMENTÉ
QUÉBEC	113,00 \$	17 FÉVRIER 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	ÉTHIQUE, MUNICIPALITÉ ET CONSTRUCTION

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ACTIVITÉS PAR LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	TOTAL DES FRAIS AFFÉRENTS
<b>COURS UNIVERSITAIRE : COMPORTEMENT ORGANISATIONNEL</b>		
2014-04-11	1	354 \$
2014-04-24	1	354 \$
<b>COURS UNIVERSITAIRE : FINANCES</b>		
2014-06-16	1	313 \$
2014-12-17	1	362 \$
<b>COURS UNIVERSITAIRE : FONDEMENTS ORGANISATION DU TRAVAIL</b>		
2014-12-09	1	362 \$
<b>COURS UNIVERSITAIRE : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>		
2014-05-07	1	365 \$
<b>COURS UNIVERSITAIRE : GOUVERNANCE ET MODE EN PRD (PRD752)</b>		
2014-05-09	1	322 \$
<b>COURS UNIVERSITAIRE : INTRODUCTION À LA CONVENTION COLLECTIVE</b>		
2014-10-16	1	354 \$
<b>COURS UNIVERSITAIRE : RÉMUNÉRATION</b>		
2014-05-21	1	313 \$
2014-06-16	1	0 \$
<b>COURS UNIVERSITAIRE: PRINCIPE, PROCESSUS ET MÉTHODES D'ÉVALUATION DES PROGRAMMES PUBLICS</b>		
2014-12-15	1	371 \$
<b>DE CHARYBDE ET SCYLLA : QUESTION DISCRIMINATOIRE EN EMPLOI</b>		
2015-01-28	14	86 \$
2015-02-04	22	18 \$
<b>DISABILITY AND LAW SIMINAR INCLUSIVE EDUCATION : IMPLEMENTING THE CRPD INS CANADA ET THE GLOBAL SOUTH</b>		
2014-09-22	1	0 \$
<b>DISCRIMINATION À L'EMBAUCHE ET EXIGENCE PROFESSIONNELLE JUSTIFIÉE</b>		
2014-10-22	3	0 \$
<b>DISCRIMINATION ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES EN EMPLOI</b>		
2015-01-27	17	95 \$
<b>DROIT ET MÉDIAS - FAIRE FACE AU TRIBUNAL DE L'OPINION</b>		
2014-08-24	1	134 \$

ACTIVITÉS PAR LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	TOTAL DES FRAIS AFFÉRENTS
<b>DU RISQUE À LA VIOLENCE : MYTHES ET ENJEUX EN SANTÉ MENTALE</b>		
2015-02-19	1	150 \$
<b>FORMATION DES DÉPLACEMENTS ET DES FORMATIONS</b>		
2015-02-12	2	0 \$
2015-02-17	1	0 \$
2015-02-18	1	0 \$
2015-02-20	3	0 \$
<b>FORMATION RESPONSABLE LOI SUR LES CONTRATS</b>		
2014-04-10	1	0 \$
<b>FORMATION SUR LES ACQUISITIONS ÉCORESPONSABLES</b>		
2014-04-03	1	20 \$
<b>GALA (SYSTÈME DE GESTION DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES ARCHIVES)</b>		
2014-11-18	2	0 \$
<b>GESTION DE LA DIVERSITÉ CULTURELLE</b>		
2014-05-13	1	115 \$
<b>HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE EN MILIEU DE TRAVAIL SYNDIQUÉ</b>		
2014-05-14	1	546 \$
<b>HISTORICIZING «FOOD LABOUR» AND LAW</b>		
2015-02-13	1	0 \$
<b>JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES HANDICAPÉES</b>		
2014-12-03	1	0 \$
<b>JURISPRUDENCE RÉCENTE EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE</b>		
2014-12-10	2	0 \$
<b>JUSTICE POUR TOUS - RENDRE LA JUSTICE ACCESSIBLE</b>		
2014-08-11	1	134 \$
<b>LA COMMUNICATION EFFICACE : ÉVITER LES PERCEPTIONS ERRONÉES</b>		
2015-03-11	1	154 \$
<b>LA DISCRIMINATION ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES EN EMPLOI</b>		
2015-02-03	13	18 \$
<b>LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE EN EMPLOI</b>		
2015-02-10	27	126 \$
2015-02-17	11	0 \$
<b>LA LÉGISLATION QUÉBÉCOISE ET FÉDÉRALE</b>		
2014-04-23	1	0 \$
<b>LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES (2015)</b>		
2015-01-30	1	537 \$
<b>LA RÉFORME DES SOINS DE FIN DE VIE ET LE REGARD DU DROIT COMPARÉ</b>		
2014-05-09	1	50 \$
<b>LA RÉVISION JUDICIAIRE</b>		
2015-03-12	1	130 \$
<b>L'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE AU SEIN DES PROGRAMMES SOCIAUX DE LA COUR MUNICIPALE</b>		
2014-10-15	1	30 \$
<b>L'ARRÊT DUNSMUIR - DES CHANGEMENTS EN PROFONDEUR OU NON</b>		
2014-10-13	1	75 \$
<b>L'ARTICLE 48 DE LA CHARTE : UNE PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES</b>		
2015-02-11	28	108 \$
<b>LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES AVOCATS FAIT PEAU NEUVE</b>		
2015-03-19	1	12 \$
<b>LE LANGAGE CLAIR EN DROIT : SAVOIR COMMUNIQUER LE DROIT EFFICACEMENT</b>		
2015-02-19	1	40 \$
<b>LE NON-VERBAL, ATOUT OU DANGER POUR LA PROFESSION JURIDIQUE</b>		
2014-04-23	1	0 \$
<b>LE PROFILAGE RACIAL</b>		
2015-01-29	13	86 \$
2015-02-05	13	45 \$

ACTIVITÉS PAR LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	TOTAL DES FRAIS AFFÉRENTS
<b>LE SECRET PROFESSIONNEL EN FRANCE ET AU QUÉBEC : EST-CE DIFFÉRENT?</b>		
2014-09-03	2	0 \$
<b>LE SECRET PROFESSIONNEL, LES CONFLITS D'INTÉRÊT ET LE DEVOIR DE LOYAUTÉ</b>		
2015-03-11	1	86 \$
<b>L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE</b>		
2014-10-20	1	148 \$
<b>LES HABILITÉS POLITIQUES - OUTILS POUR DEVENIR UN BON STRATÈGE</b>		
2014-08-11	1	113 \$
<b>LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA CITOYENNETÉ AU TRAVAIL</b>		
2014-05-12	1	409 \$
<b>LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE</b>		
2014-10-02	1	22 \$
<b>LES TRAVAILLEUSES DE "CAE" AU QUÉBEC ENTRE PRÉCARITÉ ET RÉSISTANCE</b>		
2014-12-05	1	0 \$
<b>MIGRATION WINDOWS SEERVER 2003</b>		
2014-09-18	1	0 \$
<b>PLEINS FEUX SUR LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE</b>		
2014-11-26	1	0 \$
<b>POUR UNE RECHERCHE JURIDIQUE RAPIDE ET EFFICACE EN DROIT CIVIL</b>		
2014-09-16	3	0 \$
<b>PRATIQUE LITIGIEUSE</b>		
2014-12-04	1	0 \$
<b>PRATIQUE NOTARIALE</b>		
2014-12-05	1	0 \$
<b>PRÉSENTATION NOUVELLE INTERFACE REJB</b>		
2014-10-31	1	0 \$
<b>PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS, EST-CE UNE OBLIGATION</b>		
2015-03-12	1	27 \$
<b>PROTECTION CONTRE LA DISCRIMINATION FONDÉE SUR LES ANTÉCÉDENTS JURIDICIAIRES</b>		
2015-01-27	22	90 \$
2015-02-05	17	36 \$
<b>REDÉCOUVRIR LES BASES DE L'ANIMATION</b>		
2014-05-29	1	107 \$
<b>RÉGIME DE TARIFICATION DE LA CSST</b>		
2014-10-23	2	19 \$
<b>REJB (RÉPERTOIRE ÉLECTRONIQUE DE JURISPRUDENCE DU BARREAU)</b>		
2015-01-12	9	0 \$
<b>RESPECT ET CIVILITÉ EN MILIEU DE TRAVAIL / HARCÈLEMENT</b>		
2014-11-04	14	1 941 \$
2014-12-02	12	158 \$
2014-12-04	12	0 \$
2014-12-09	15	0 \$
2014-12-11	12	0 \$
2014-12-16	18	0 \$
2015-01-07	25	0 \$
2015-01-08	20	0 \$
<b>RÔLE DE LA CDPDJ EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE ET LÉSION DE DROIT</b>		
2015-01-14	17	101 \$
2015-02-17	22	48 \$
<b>SAGIR - IMPLANTATION</b>		
2014-05-12	10	0 \$
2014-05-22	6	0 \$
<b>SAGIR - REPORT DES VACANCES ET TEMPS SUPPLÉMENTAIRE</b>		
2015-02-12	3	0 \$
<b>SAGIR - VOLET MANDATAIRE</b>		
2014-05-12	1	0 \$

ACTIVITÉS PAR LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	TOTAL DES FRAIS AFFÉRENTS
<b>SAGIR - VOLET RÉMUNÉRATION</b>		
2014-05-13	2	29 \$
2014-05-14	1	29 \$
<b>SAGIR - VOLET RESPONSABILITÉ DES DOSSIERS PERSONNES</b>		
2014-05-13	1	14 \$
2014-05-15	2	29 \$
<b>SAGIR - VOLET RESPONSABLE ASSIDUITÉ</b>		
2014-05-06	2	57 \$
2014-05-09	1	29 \$
<b>SEMAINE DE CITOYENNETÉ ET HANDICAP</b>		
2014-12-03	1	0 \$
<b>SÉMINAIRE GANGS ET DÉLINQUANCE</b>		
2014-06-11	1	52 \$
<b>SoQUIJ</b>		
2015-01-20	10	0 \$
2015-02-05	5	0 \$
2015-02-18	4	0 \$
<b>TESTS DE DÉPISTAGE DE DROGUES ET D'ALCOOL EN EMPLOI</b>		
2015-01-28	14	90 \$
2015-02-04	17	36 \$
2018-01-28	1	0 \$
<b>TRAJECTOIRES DÉVIANTS - QUE SE PASSE-T-IL À LA SORTIE DES CENTRES JEUNESSE</b>		
2014-12-08	1	54 \$
<b>TRAJECTOIRES SOCIOÉCONOMIQUES DES IMMIGRANTS</b>		
2015-02-26	1	0 \$
<b>TRIBUNAUX ET ORGANISMES ADMINISTRATIFS</b>		
2014-11-07	1	0 \$
<b>UNIK ET L'ESSENTIEL DES OUTILS DU CAIJ - 2013</b>		
2014-04-01	1	0 \$
<b>UNIVERSAL DESIGN AND ACCESSIBLE PUBLIC SPACES</b>		
2014-10-20	1	0 \$
<b>MONT-TREMBLANT</b>		
<b>AU-DELÀ DES SOMMETS</b>		
2014-06-05	1	845 \$
<b>NEW-YORK</b>		
<b>SÉMINAIRE «LES COMMISSIONS RÉGIONALES DES CONSEILS NATIONAUX DES DROITS DE L'HOMME»</b>		
2014-06-30	1	192 \$
<b>OTTAWA</b>		
<b>CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEILS DES DROITS DE LA PERSONNE</b>		
2014-06-11	2	2 535 \$
<b>ÉVÉNEMENT SUR LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROIT DES PEUPLES AUTOCHTONES ET CASHRA</b>		
2014-06-09	1	351 \$
<b>QUÉBEC</b>		
<b>10 ANS : LE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE 2004-2014</b>		
2014-05-14	1	453 \$
<b>LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE ET LA LOI SUR LA POLICE</b>		
2014-06-06	1	40 \$
<b>SAGIR - DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION</b>		
2014-11-12	1	218 \$
<b>RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE</b>		
<b>4E SÉMINAIRE FRANCOPHONE SUR L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL</b>		
2014-04-10	1	2 575 \$



ACTIVITÉS PAR LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	TOTAL DES FRAIS AFFÉRENTS
<b>TORONTO</b>		
<b>FORUM DE LA COMMISSION VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION CANADA</b>		
2014-11-18	1	0 \$
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>557</b>	<b>20 010 \$</b>

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

<u>LIEU</u>	<u>Coûts</u>	<u>DATE</u>	<u>Nb DE PARTICIPANTS</u>	<u>ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)</u>	<u>NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ</u>
MONTRÉAL	350 \$	1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	1	C.I.E.M.M. INC.	DIVERS FORMATIONS.
MONTRÉAL	113 \$	11 AVRIL 2014	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION: "RESPONSABILITÉ DES ADMINISTRATEURS."
MONTRÉAL	156 \$	22 AVRIL 2014	4	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉS RECONNUES: "ÉLABORATION D'UN PROCESSUS DE GESTION DES ABSENCES AVEC ET PAR L'EMPLOYEUR / PRÉVENTION ET SANTÉ PSYCHOLOGIQUE AU TRAVAIL. "
MONTRÉAL	100 \$	25 AVRIL 2014	1	BARREAU DE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE / JOURNÉE DE FORMATION
MONTRÉAL	3 485 \$	29 AVRIL 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "L'INSAISSISSABILITÉ ET AUTRES SUJETS QU'UN JEUNE AVOCAT DEVRAIT SAVOIR."
MONTRÉAL	2 531 \$	29 AVRIL 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "LOI SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES."
MONTRÉAL	2 738 \$	29 AVRIL 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS."
MONTRÉAL	2 551 \$	29 AVRIL 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "TRUCS, ÉTHIQUE ET PROCÉDURES EN MATIÈRE CRIMINELLE."
MONTRÉAL	692 \$	13 MAI 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "RÉGIME DES RENTES DU QUÉBEC ET PENSION DE VIEILLESSE."
MONTRÉAL	356 \$	15 MAI 2014	1	MANURI FORMATION INC.	FORMATION: "LA GESTION DU TEMPS ET DES PRIORITÉS."
MONTRÉAL	435 \$	21 MAI 2014	1	LES ÉDITIONS YVON BLAIS	FORMATION: "NOUVEAU CODE DE PROCÉDURES CIVILES CHAMBERLAND."
MONTRÉAL	465 \$	28 MAI 2014	1	AAPI	FORMATION: "LES RESTRICTIONS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS: DÉMARCHES ET APPLICATION. "
MONTRÉAL	1 002 \$	30 MAI 2014	1	GESTAR INC.	FORMATION: "E-DOCUMENTIK."
TREMBLANT	845 \$	5 AU 7 JUIN 2014	1	BARREAU DU QUÉBEC	CONGRÈS ANNUEL
MONTRÉAL	275 \$	9 JUIN 2014	1	LES ÉDITIONS YVON BLAIS	FORMATION: "ARTICLES 4.1 & 4.2."
MONTRÉAL	273 \$	24 JUILLET 2014	8	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE "COMMUNICATION ET MOBILISATION: MODE D'EMPLOI".

<u>LIEU</u>	<u>Coûts</u>	<u>DATE</u>	<u>Nb DE PARTICIPANTS</u>	<u>ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)</u>	<u>NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ</u>
MONTRÉAL	226 \$	14-15 AOÛT 2014	1	EDUMICRO INC.	FORMATION: " EXCEL - EXPÉRIMENTATION-2, 2007/2010/2013. "
MONTRÉAL	455 \$	2 SEPTEMBRE 2014	1	CRHA	GROUPE SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL.
MONTRÉAL	467 \$	19 SEPTEMBRE 2014	1	BARREAU DU QUÉBEC	COLLOQUE: "FAMILIAL 14."
MONTRÉAL	59 \$	24 SEPTEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "ANALYSE ET PRÉPARATION D'UN DOSSIER EN MATIÈRE D'ACCIDENT DU TRAVAIL - CAS PRATIQUES ET THÉORIQUES: LÉSION PROFESSIONNELLE, BLESSURE, MALADIE PROFESSIONNELLE, RRA OU TOUTES CES RÉPONSES?"
MONTRÉAL	59 \$	24 SEPTEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "JURISPRUDENCE RÉCENTE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE ET EN ADOPTION."
MONTRÉAL	78 \$	24 SEPTEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "LA COUVERTURE DES SERVICES À L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE ET PÉNALE."
MONTRÉAL	29 \$	24 SEPTEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "LE PTTCQ: UN PONT ENTRE LA JUSTICE ET LA RÉADAPTATION."
MONTRÉAL	59 \$	24 SEPTEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "LES RÉCENTS DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE LSJPA."
MONTRÉAL	117 \$	24 SEPTEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "QUOI DE NEUF POUR 2015 EN PROCÉDURE CIVILE?"
MONTRÉAL	273 \$	24 SEPTEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "ACCUEILLIR ET SERVIR UNE PERSONNE HANDICAPÉE."
ESTÉREL	391 \$	25 AU 28 SEPTEMBRE 2014	1	ASSOCIATION DES AVOCATS ET AVOCATES DE PROVINCE	CONGRÈS 2014
MONTRÉAL	495 \$	1 OCTOBRE 2014	1	LES ÉDITIONS YVON BLAIS	FORMATION: "LE NOUVEAU CODE DE PROCÉDURES CIVILES."
MONTRÉAL	113 \$	9 OCTOBRE 2014	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION: "MOYENS DE DÉFENSE - PARTIE 1."
MONTRÉAL	115 \$	16 OCTOBRE 2014	1	AADM	FORMATION: "ASPECTS PÉNAUX ET CRIMINELS DÉCOULANT DE LA FISCALITÉ."
MONTRÉAL	99 \$	17 OCTOBRE 2014	1	L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN - DIVISION DU QUÉBEC	FORMATION: "NON-RESPONSABILITÉ CRIMINELLE POUR CAUSE DE TROUBLES MENTAUX ET DÉFENSE D'INTOXICATION: PERSPECTIVES JURIDIQUES ET CLINIQUES."
MONTRÉAL	3 000 \$	23 OCTOBRE 2014	8	LE GROUPE CONSCIENTIA INC.	FORMATION: "COMMUNICATION ET MOBILISATION: MODE D'EMPLOI".
MONTRÉAL	150 \$	23 OCTOBRE 2014	1	FONDATION ROBERT-SAUVÉ	COLLOQUE: "LA FAMILLE DANS TOUS SES ÉTATS."
* LONGUEUIL	56 847 \$	5 AU 7 NOVEMBRE 2014	380	COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES	JOURNÉES DE FORMATION ANNUELLES DES AVOCATS DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE.

<u>LIEU</u>	<u>Coûts</u>	<u>DATE</u>	<u>Nb DE PARTICIPANTS</u>	<u>ORGANISATEUR (PERSONNE OU ORGANISME)</u>	<u>NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ</u>
MONTRÉAL	5 365 \$	6 NOVEMBRE 2014	28	LE GROUPE CONSCIENTIA INC.	FORMATION: "COMMUNICATION, EXPRESSION DE SOI ET ESPRIT D'ÉQUIPE".
MONTRÉAL	113 \$	21 NOVEMBRE 2014	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION: "MOYENS DE DÉFENSE - PARTIE 2."
MONTRÉAL	10 \$	21 NOVEMBRE 2014	1	GROUPE VINCENT DENAULT	FORMATION: "COMMUNICATION NON VERBALE ET LA DÉTECTION DU MENSONGE."
MONTRÉAL	113 \$	27 NOVEMBRE 2014	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION: "LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES."
MONTRÉAL	113 \$	28 NOVEMBRE 2014	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION : "PARTAGE RÉGIME DE RETRAITE."
MONTRÉAL	78 \$	16 DÉCEMBRE 2014	6	BARREAU DU QUÉBEC	ACTIVITÉ RECONNUE: "FORMATION DE BASE EN DROIT DE L'IMMIGRATION."
MONTRÉAL	45 \$	22 JANVIER 2015	1	AADM	CONFÉRENCE: "MODIFICATIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE PAR LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC, EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE."
MONTRÉAL	10 \$	28 JANVIER 2015	1	BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION EN LIGNE: "CODE DE DÉONTOLOGIE PEAU NEUVE."
MONTRÉAL	258 \$	12 FÉVRIER 2015	1	COLLÈGE AHUNTSIC	COURS DE BASE EN DROIT.
MONTRÉAL	95 \$	19 FÉVRIER 2015	1	LES ÉDITIONS YVON BLAIS	FORMATION WEB: "NOUVEAU CPC".

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**LISTE DES FORMATIONS SUIVIES PAR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL DU  
DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015**

	<b>PARTICIPANTS</b>	<b>Coût</b>
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC (TABLEAU 1)	26	77 457 \$
AU QUÉBEC (TABLEAU 2) *	628	215 575 \$
AU QUÉBEC (TABLEAU 2) **	1 220	79 172 \$
<b>TOTAL</b>	<b>1 874</b>	<b>372 204 \$</b>

\* TOTAL DES COÛTS QUI SONT IDENTIFIÉS PAR FORMATION.

\*\* TOTAL DES COÛTS QUI NE PEUVENT ÊTRE IDENTIFIÉS PAR FORMATION (MENTION N/D).

**TABEAU 1 – EXTÉRIEUR DU QUÉBEC**

<b>FORMATION</b>	<b>LIEU</b>	<b>NOMBRE DE PARTICIPANTS</b>	<b>Coûts</b>
CONFÉRENCE SUR LA TRAITE DE PERSONNES	BANFF (ALBERTA)	1	2 484 \$
COLLOQUE ANNUEL DES PROCUREURS	WHISTLER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)	2	0 \$
RENCONTRE AVEC L'INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE PARTICIPATION À L'ÉVÈNEMENT : « JOURNÉES DES RÉSEAUX INSTITUTIONNELS DE LA FRANCOPHONIE » RENCONTRE AVEC L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES	PARIS (FRANCE)	1	4 445 \$
FORMATION SUR L'ÉTAT DE DROIT À L'INTENTION DES FONCTIONNAIRES CHARGÉS DES AFFAIRES JUDICIAIRES DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES.	RABAT (MAROC)	1	0 \$
FORMATION DE LA CANADIAN OUTLAW MOTORCYCLE GANG INVESTIGATIONS CONFERENCE (COMGIC)	OTTAWA (ONTARIO)	1	1 234 \$

FORMATION	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts
FORMATION SUR LES TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE	MONCTON (NOUVEAU-BRUNSWICK)	10	49 477 \$
« BOARD MEETINGS AND CONFERENCES » DU « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDAA)	DENVER (COLORADO)	1	3 603 \$
FORMATION SUR L'ÉCOUTE ÉLECTRONIQUE	OTTAWA (ONTARIO)	2	1 758 \$
CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	TORONTO (ONTARIO)	1	1 814 \$
FORMATION EN RÉDACTION DE MÉMOIRES	OTTAWA (ONTARIO)	2	1 202 \$
9E CONFÉRENCE ANNUELLE ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP). RENCONTRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'AIPP.	DUBAÏ (ÉMIRATS ARABES UNIS)	2	11 075 \$
9E CONFÉRENCE ANNUELLE ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP).	DUBAÏ (ÉMIRATS ARABES UNIS)	1	0 \$
CONFÉRENCE : « S'ATTAQUER AUX MARIAGES PRÉCOCES ET FORCÉS ET À LA VIOLENCE LIÉE À L'HONNEUR, AU CANADA »	OTTAWA (ONTARIO)	1	365 \$
<b>TOTAL</b>		<b>26</b>	<b>77 457 \$</b>

**TABEAU 2 – AU QUÉBEC**

Formations	Fournisseurs/ Formateurs	Lieu	Nombre de Participants	Coûts
Écoles des Poursuivants - Session été 2014				
Appels : Préparer et plaider un dossier à la Cour d'appel	Directeur des poursuites criminelles et pénales	L'École nationale de Police Nicolet	21	215 575 \$
Arme à feu	Directeur des poursuites criminelles et pénales		18	
Arrestation, détention et intrusions étatiques	Directeur des poursuites criminelles et pénales		69	
Assises criminelles	Directeur des poursuites criminelles et pénales		28	
Atelier de sensibilisation sur la santé psychologique en milieu de travail et mieux se connaître pour optimiser son leadership	Directeur des poursuites criminelles et pénales		36	
Contre-interrogatoire	Directeur des poursuites criminelles et pénales		35	
Drogues et infractions connexes	Directeur des poursuites criminelles et pénales		23	
Droit de la jeunesse	Directeur des poursuites criminelles et pénales		29	
Droit pénal statutaire	Directeur des poursuites criminelles et pénales		23	
Experts	Directeur des poursuites criminelles et pénales		29	
Formation et sensibilisation aux bonnes pratiques pour un savoir partagé, protégé et durable	Directeur des poursuites criminelles et pénales		35	
Gérer et mobiliser une équipe de travail et déléguer pour une meilleure efficacité	Directeur des poursuites criminelles et pénales		34	
Médias	Directeur des poursuites criminelles et pénales		8	
Moyens de défense	Directeur des poursuites criminelles et pénales		35	
Peines	Directeur des poursuites criminelles et pénales		35	
Poursuites des infractions relatives à la conduite automobile sous l'effet de l'alcool ou de la drogue	Directeur des poursuites criminelles et pénales		20	
Règles de preuve et de procédure criminelle spécialisée	Directeur des poursuites criminelles et pénales		61	
Savoir-être et la pratique du droit criminel	Directeur des poursuites criminelles et pénales		35	
Violence conjugale	Directeur des poursuites criminelles et pénales	54		
Autres				
Accès alcool	Directeur des poursuites criminelles et pénales	N/D	6	N/D
Analyse de 10 arrêts rendus en droit criminel	Barreau du Québec	N/D	5	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/ FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts
APPLICATION DES MESURES EXTRAJUDICIAIRES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
APPRÉCIATION PAR SIMULATION	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	N/D	1	N/D
APTITUDE ET RESPONSABILITÉ CRIMINELLE	ASSOCIATION DES AVOCATS DE LA DÉFENSE	N/D	3	N/D
ARCHITECTURE D'ENTREPRISE DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	6	N/D
ATELIER CHOISIS TON CAMP	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
ATELIER COACH RH - AVANCEMENT D'ÉCHELON	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC/DGSAGIR	N/D	1	N/D
ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT D'ÉQUIPE TRIMA	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	22	N/D
ATTENTES DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES FACE À L'INTERVENTION POLICIÈRE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
AUTORISATION D'INFRACTIONS EN MATIÈRE DE FRAUDE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	24	N/D
BANQUE DE DONNÉES GÉNÉTIQUES	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/D	24	N/D
C-2 CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	33	N/D
C-2 DÉVELOPPEMENTS JURISPRUDENTIELS EN DIVULGATION DE LA PREUVE	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/D	33	N/D
C-21 ET LE TRAITEMENT DES VICTIMES EN MATIÈRE DE FRAUDE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
CENT JOURS POUR DIRIGER UNE ÉQUIPE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
COLLOQUE ANNUEL DE FORMATION DU REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	N/D	3	N/D
COLLOQUE ANNUEL DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME	N/D	1	N/D
COLLOQUE DES CORONERS ET PARTENAIRES	BUREAU DU CORONER	N/D	1	N/D
COLLOQUE EN RESSOURCES HUMAINES DE LA BAIE-DES-CHALEURS	SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTIVITÉ	N/D	1	N/D
COMMENT AMÉLIORER LA CONFIANCE DU PUBLIC	COMITÉ NATIONAL MIXTE DES HAUTS REPRÉSENTANTS OFFICIELS DE LA JUSTICE PÉNALE	N/D	1	N/D
COMMENT REPÉRER UNE DÉCISION JUDICIAIRE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION : TOUT CE QUE VOUS DEVRIEZ SAVOIR	COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION DU QUÉBEC	N/D	3	N/D
COMPORTEMENT À ADOPTER FACE À UN TIREUR ACTIF	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	N/D	86	N/D
CONDUITE AVEC UN TAUX D'ALCOOLÉMIE SUPÉRIEUR À LA LIMITE PERMISE	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC	N/D	4	N/D
CONFÉRENCE ANNUELLE ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES	ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES	N/D	2	N/D
CONFÉRENCE CANADIENNE MULTIDISCIPLINAIRE	ASSOCIATION CANADIENNE DES PROFESSIONNELS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	N/D	1	N/D
CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES SERVICES DE TÉMOINS	SÛRETÉ DU QUÉBEC	N/D	3	N/D
CONFÉRENCE SUR LA TRAITE DES PERSONNES EN ALBERTA	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA	N/D	1	N/D
CONGRÈS - ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES ARCHIVISTES DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
CONGRÈS ANNUEL DU REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS DE COURS MUNICIPALES DU QUÉBEC	ASSOCIATION DES PROCUREURS DE COURS MUNICIPALES DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
CONGRÈS DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	N/D	2	N/D
CONGRÈS DU BARREAU DE LA CÔTE-NORD	BARREAU DE LA CÔTE-NORD	N/D	14	N/D
CONGRÈS DU BARREAU DE L'ABITIBI-	BARREAU DE L'ABITIBI-	N/D	2	N/D



FORMATIONS	FOURNISSEURS/ FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts
TÉMISCAMINGUE	TÉMISCAMINGUE			
CONGRÈS DU BARREAU DU BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	BARREAU DU BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	N/D	16	N/D
CONGRÈS INTERNATIONAL FRANCOPHONE SUR L'AGRESSION SEXUELLE	CONGRÈS INTERNATIONAL FRANCOPHONE SUR L'AGRESSION SEXUELLE	N/D	1	N/D
CONSÉQUENCES AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ À UNE INFRACTION CRIMINELLE	SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC	N/D	59	N/D
CONSÉQUENCES DU TRAUMA SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT	CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	N/D	12	N/D
CONSÉQUENCES D'UNE SENTENCE SUR LE STATUT D'IMMIGRANT	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	35	N/D
CONTRE-INTERROGATOIRE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	20	N/D
COUVRIR LES GRANDS PROCÈS	LA PRESSE	N/D	1	N/D
CYBERCRIMINALITÉ, PHÉNOMÈNE, PROBLÉMATIQUE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
DÉBAT DE NOTIONS JURIDIQUES À L'ÉCOLE DE LA MAGDELEINE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
DÉCLARATION DE DÉLINQUANTS DANGEREUX À CONTRÔLER	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	7	N/D
DÉFENSE D'ALIBI ET INFRACTIONS DE VITESSE EXCESSIVE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
DÉFIS ET ADAPTATIONS DE L'APPLICATION DE LA LOI EN MILIEU AUTOCHTONE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
DÉFIS ET ENJEUX DANS L'EXERCICE DE MA PROFESSION	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	N/D	1	N/D
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DE LA COUR SUPRÊME ET DE LA COUR D'APPEL	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	64	N/D
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN DÉONTOLOGIE	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	2	N/D
DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE DE TERRORISME	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	4	N/D
DÉVELOPPER SON SENS POLITIQUE	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	N/D	1	N/D
DEVENIR GESTIONNAIRE, EST-CE POUR MOI?	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
DROIT DE GÉRANCE VERSUS HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	GUY POIRIER, AVOCAT	N/D	1	N/D
DROIT PÉNAL STATUTAIRE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
ÉDUCALOI	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
EMPREINTE DIGITALE	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA	N/D	2	N/D
ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS	SÛRETÉ DU QUÉBEC	N/D	3	N/D
ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE - GESTION D'INSTANCE	HONORABLE DANIELLE CÔTÉ	N/D	7	N/D
ENTENTE CONTRE LA MALTRAITANCE CHEZ LES AÎNÉS	MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC	N/D	4	N/D
ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS	ASSOCIATION DES CENTRES JEUNESSE DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
ÉTHIQUE À L'HEURE DES MÉDIAS SOCIAUX	BARREAU DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
EXPLOITANTS DE VÉHICULES LOURDS	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET	TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DE MONTRÉAL	N/D	5	N/D
EXPOSITION AU VIH, ASPECTS JURIDIQUES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
EXTRACTION ET INTERPRÉTATION DE DONNÉES STATISTIQUES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	7	N/D
FORMATION AUX MENTORS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE MENTORAT	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	4	N/D
FORMATION EN LIGNE CRIMINAL SOURCE, CRIMINAL SPECTRUM, QUICKLAW	LEXISNEXIS CANADA	N/D	10	N/D
FORMATION XEROX	XEROX CANADA	N/D	12	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/ FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts
FORUM DES SECRÉTAIRES DE COMITÉ	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	N/D	1	N/D
GANGS DE RUE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
GÉRER LES EMPLOYÉS AVEC SUCCÈS	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	20	N/D
GESTION DE L'IDENTITÉ ET DE L'ACCÈS	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
GROUPEWISE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	28	N/D
HABITATS FAUNIQUES, UNE RICHESSE À PRÉSERVER	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
INFORMATION JURIDIQUE	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE	N/D	1	N/D
INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL ET MALTRAITANCE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
INFRACTIONS EN MATIÈRE DE BOISSONS ALCOOLIQUES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
INFRACTIONS VISÉES POUR SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
INITIATION AU DROIT CRIMINEL	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	8	N/D
INSTITUT DE PLAIDOIRIE	SERVICE DU RENSEIGNEMENT CRIMINEL DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
INTRODUCTION AU QUALIMÈTRE	CONSEIL EXÉCUTIF	N/D	1	N/D
JEUNES EXPLORATEURS D'UN JOUR	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	4	N/D
JOURNÉE DE LA GOUVERNANCE DE L'IDENTITÉ DES ACCÈS	ASSOCIATION CANADIENNE DE LA GOUVERNANCE DE L'IDENTITÉ ET DES ACCÈS	N/D	1	N/D
JOURNÉE DE LA RECHERCHE DES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE	CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE - CAMPUS JOLIETTE	N/D	4	N/D
JOURNÉE DES RÉSEAUX INSTITUTIONNELS DE LA FRANCOPHONIE	ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE	N/D	1	N/D
JOURNÉE IMPACT (ÉLÈVES DU SECONDAIRE)	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
JURICOMPTABILITÉ	GOVERNEMENT DU CANADA	N/D	2	N/D
LA VRAIE VIE D'UN PROCUREUR	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	29	N/D
LANCEMENT DU SITE WEB ET PORTRAIT NATIONAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE	GROUPE RELAIS DE LA RÉGION DE LAVAL/LAURENTIDES/LANAUDIÈRE	N/D	3	N/D
LE OÙ-DIRE	HONORABLE CHANTALE PELLETIER	N/D	7	N/D
LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE AU QUÉBEC	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	10	N/D
MANDATS DE PERQUISITION	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
MÉDIAS	SÛRETÉ DU QUÉBEC DE GATINEAU	N/D	21	N/D
MENTORAT	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	4	N/D
MESURES EXTRAJUDICIAIRES PRISES PAR LES POLICIERS	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
MÉTHODE EN CYBERENQUÊTE	UNIVERSITÉ LAVAL	N/D	1	N/D
MIDI-CONFÉRENCE - ACCOMPAGNER LA PAROLE DE L'ENFANT	MIREILLE CYR, PSYCHOLOGUE	N/D	13	N/D
MOYENS DE DÉFENSE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	32	N/D
MOYENS D'ENTRAIDE PÉNALE INTERNATIONALE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
NÉGOCIER AVEC LES GENS DIFFICILES	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	N/D	1	N/D
NON-RESPONSABILITÉ CRIMINELLE POUR TROUBLES MENTAUX	ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN	N/D	1	N/D
PEINES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	4	N/D
PENSOUILLARD LE HAMSTER (VISIOCONFÉRENCE PORTANT SUR LA GESTION DU STRESS)	COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DE LA JEUNESSE	N/D	5	N/D
PERFECTIONNEMENT, RÉCAPITULATION ET CONNAISSANCES	HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES	N/D	6	N/D
PERQUISITIONS DANS LES CABINETS	DIRECTEUR DES POURSUITES	N/D	2	N/D

FORMATIONS	FOURNISSEURS/ FORMATEURS	LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	Coûts
D'AVOCATS ET DE NOTAIRES	CRIMINELLES ET PÉNALES			
PRATIQUES AU QUÉBEC DE NOTIFICATION PUBLIQUE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
PRÉSENTATION DE LA PROFESSION D'ANALYSTE EN INFORMATIQUE À L'ÉCOLE L'AUBIER	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
PRÉSENTATION DE LA PROFESSION D'AVOCAT DANS UNE ÉCOLE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
PRINCIPES DE LA PUBLICITÉ DES DÉBATS JUDICIAIRES	ASSOCIATION DU JEUNE BARREAU DE MONTRÉAL	N/D	1	N/D
PROCESSUS JUDICIAIRES	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	5	N/D
PROCESSUS JUDICIAIRES À LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	14	N/D
PROGRAMME D'APPRENTISSAGE POUR LE PERSONNEL PROFESSIONNEL - ADJOINTES EXÉCUTIVES	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	N/D	3	N/D
PROGRAMME DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE ET FAÇON DE PROCÉDER	REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	N/D	3	N/D
PROGRAMME GOUVERNEMENTAL D'APPRENTISSAGE DU GESTIONNAIRE LEADER	ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	N/D	9	N/D
RAPPORTS DE SOURCE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
RECHERCHE D'INFORMATION JURIDIQUE	CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	N/D	7	N/D
RÉDACTION ÉPICÈNE	OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE	N/D	1	N/D
RÈGLES DE L'ÉQUITÉ PROCÉDURALE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	61	N/D
RÈGLES DE PREUVE ET DE PROCÉDURE CRIMINELLE SPÉCIALISÉE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	4	N/D
RENDEZ-VOUS AVEC LA JUSTICE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
REPRÉSENTATION DU POURSUIVANT PUBLIC DEVANT LES TRIBUNAUX	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
SAGIR 2 IMPLANTATION	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC/DGSAGIR	N/D	17	N/D
SAGIR 2 IMPLANTATION	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	179	N/D
SANTÉ PSYCHOLOGIQUE AU TRAVAIL	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC ET DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	30	N/D
SÉANCE D'INFORMATION SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE	COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES	N/D	1	N/D
SECOURISME EN MILIEU DE TRAVAIL	PIERRE DENIS	N/D	1	N/D
SÉCURITÉ DE L'INFORMATIQUE	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC	N/D	1	N/D
SYSTÈME JUDICIAIRE ET INTERVENANTS	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	2	N/D
TRAITE DES PERSONNES	SERVICE DE POLICE DE LAVAL	N/D	22	N/D
UNIFORMISATION DES PRATIQUES DE GOUVERNANCE UNIFIÉE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	1	N/D
VIOLENCE CONJUGALE	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	3	N/D
WEBINAIRE EN GESTION CONTRACTUELLE	SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	N/D	4	N/D
WEBINAIRE SUR LA LOI SUR LA GESTION ET LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS	EXTRANET DES MARCHÉS PUBLICS	N/D	3	N/D
WORD	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/D	8	N/D
WORD ET EXCEL	VERSALYS	N/D	2	N/D

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

LIEU	COUT	DATE	NOMBRE	FORMATEUR	FORMATION
<b>EMPLOYÉS :</b>					
MONTRÉAL	0,00 \$	2014-09-11	1	CONTRÔLEUR DES FINANCES	NORMES COMPTABLES DU SECTEUR PUBLIC
MONTRÉAL	700,00 \$	2014-11-24	1	DYNACOM	NOUVEAU SYSTÈME COMPTABLE
<b>ADMINISTRATEURS :</b>					
BEAUPORT, QC	100,00\$	2014-05-15	1	ASSOCIATION DES FAMILIALISTES DE QUÉBEC	DROIT FAMILIAL (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
FORMATION EN LIGNE	134,00 \$	2015-03-12	1	BARREAU DU QUÉBEC	TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE : PRÉPARATION DU PROCÈS (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
FORMATION EN LIGNE	56,00 \$	2015-03-25	1	BARREAU DU QUÉBEC	LES PERSONNALITÉS DIFFICILES - QUI SONT-ELLES ? (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
FORMATION EN LIGNE	56,00 \$	2015-03-09	1	BARREAU DU QUÉBEC	LE DROIT CARCÉRAL : SURVOL DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
FORMATION EN LIGNE	64,39 \$	2015-03-24	1	BARREAU DU QUÉBEC	(FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
FORMATION EN LIGNE	64,39 \$	2015-03-24	1	BARREAU DU QUÉBEC	(FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
FORMATION EN LIGNE	64,39 \$	2015-03-25	1	BARREAU DU QUÉBEC	(FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)
QUÉBEC	0,00 \$	2014-11-20	1	MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	RENCONTRE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES POUR LES PRÉSIDENTS DE CONSEILS D'ADMINISTRATION D'ORGANISMES PUBLICS
QUÉBEC	287,00 \$	2015-03-12 ET 2015-03-13	1	BARREAU DU QUÉBEC	. CYBERCRIMINALITÉ ET RESPONSABILITÉ BANCAIRE; . LA PREUVE D'EXPERT EN INFORMATIQUE JUDICIAIRE; . LES DIMENSIONS JURIDIQUES DE LA PROSTITUTION; . LES REMÈDES EN CAS D'ATTEINTE AUX DROITS GARANTIS PAR LA CHARTE;  .CYBERCRIMINALITÉ : PHÉNOMÈNE, PROBLÉMATIQUE ET RÉPONSES JURIDIQUES; . LES MESURES SPÉCIALES DE SURVEILLANCE ET LES SENTENCES ADAPTÉES AUX DÉLITS PARTICULIERS. (FORMATION CONTINUE POUR LES AVOCATS)

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2015

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT
22ÈME CONGRÈS 2014 DE L'AAPI : LAISSEZ VOTRE EMPREINTE !	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	1	650,00 \$
23ÈMES JOURNÉES ANNUELLES DU DÉPARTEMENT DE MÉDECINE.	UNIVERSITE DE MONTRÉAL	1	604,48 \$
30E COLLOQUE ANNUEL: QUI SUIS-JE?	CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	6	7 080,00 \$
9E COLLOQUE ANNUEL PIERRE-FORCIER: LES BIAS EN EXPERTISE MÉDICALE.	SOCIÉTÉ DES EXPERTS EN ÉVALUATION MÉDICO-LÉGALE DU QUÉBEC	1	350,00 \$
ABSENCES (DGSR_001).	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	250,00 \$
ANALYSE, LOGIQUE ET RAISONNEMENT DÉDUCTIF.	ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION INC. (L')	1	565,00 \$
ANGLAIS.	BERLITZ	1	1 050,00 \$
APPLICATION GOP (GESTION DES OPÉRATIONS ET DE LA PRODUCTION).	HEC MONTRÉAL	1	222,42 \$
ATELIER PRATIQUE SUR LE CAVIARDAGE DE DOCUMENTS.	ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION	1	395,00 \$
AUGMENTEZ LA CAPACITÉ DE VOTRE ÉQUIPE D'INTÉGRER UN CHANGEMENT.	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	1	425,00 \$
BIEN PRÉPARER UN DOSSIER DE LÉSION PROFESSIONNELLE EN VUE D'UNE AUDIENCE DEVANT LA CLP.	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	125,00 \$
CERTIFICATION CISCO CCNA-1A.	CÉGEP LIMOILOU	1	300,00 \$
CERTIFICATION CISCO CCNA-1B.	CÉGEP LIMOILOU	1	300,00 \$
CERTIFICATION CISCO CCNA-2A.	CÉGEP LIMOILOU	1	300,00 \$
CERTIFICATION CISCO CCNA-2B.	CÉGEP LIMOILOU	1	300,00 \$
COACHING DE GESTION.	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	1	425,00 \$
COLLOQUE - TRAITEMENT DES TROUBLES PSYCHOTIQUES: ENJEUX ET DÉFIS.	INSTITUT PHILIPPE PINEL DE MONTRÉAL	1	180,00 \$
COLLOQUE EN DROIT DE LA SANTÉ MENTALE.	BARREAU DE QUEBEC	1	125,00 \$
COLLOQUE EN ÉTHIQUE APPLIQUÉE.	RÉSEAU D'ÉTHIQUE ORGANISATIONNELLE DU QUÉBEC	2	560,00 \$
COLLOQUE SUR LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES.	RÉSEAU ENVIRONNEMENT	1	685,00 \$
COLLOQUE SUR LA NON-RESPONSABILITÉ CRIMINELLE POUR CAUSE DE TROUBLES MENTAUX.	BARREAU DU QUEBEC	57	12 945,32 \$
COLLOQUE: LA NEUROLOGIE.	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	1	347,90 \$
COLLOQUE: LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE D'ACCIDENTS D'AUTOS (2014).	BARREAU DU QUÉBEC	3	1 401,00 \$
CONFÉRENCE PORTANT SUR LA COHÉRENCE DÉCISIONNELLE AU SEIN D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF.	HOULE, FRANCE	104	500,00 \$
CONGRÈS ANNUEL 2014: AU-DELÀ DES SOMMETS.	BARREAU DU QUEBEC	1	895,00 \$
CONGRÈS APTDQ 2014.	ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES TECHNICIENNES ET TECHNICIENS EN DOCUMENTATION DU QUÉBEC (APTDQ)	1	250,00 \$
CONGRÈS DE L'ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC.	ASSOCIATION DES ÉVALUATEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC	1	350,00 \$
CONGRÈS: LA PSYCHIATRIE.	FÉDÉRATION DES MÉDECINS OMNIPRATICIENS DU QUÉBEC	2	1 460,00 \$
DÉLÉGUER POUR UNE MEILLEURE EFFICACITÉ.	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	1	425,00 \$
DÉLINQUANCE SEXUELLE.	UNIVERSITÉ LAVAL	2	444,84 \$
DÉVIANCE SOCIALE, MARGINALITÉ, INCLUSION & EXCLUSION.	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	222,42 \$



NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT
DROIT DES OBLIGATIONS.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	222,42 \$
ÉLÉMENTS DE BASE CARACTÉRISANT LA MODERNISATION, ET NOUVELLE NORME DE PRATIQUE EN MATIÈRE D'ÉVALUATION.	ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	16	9 500,00 \$
ÉVALUATION DE L'APTITUDE À COMPARAÎTRE.	WATTS, JOEL	45	500,00 \$
ÉVALUATION DE L'APTITUDE À SUBIR UN PROCÈS.	WATTS, JOEL	22	574,00 \$
ÉVALUATION DU POTENTIEL EN GESTION.	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	1	1 500,00 \$
ÉVÈNEMENT ANNUEL DE L'ASIQ: LE CARREFOUR DE L'INDUSTRIE DE LA SÉCURITÉ.	COLLOQUE QUÉBÉCOIS SUR LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE	4	1 485,00 \$
ÉVÈNEMENT JIQ - L'ÉVÈNEMENT TI (QC141125).	RÉSEAU ACTION TI, QUÉBEC	2	500,00 \$
FORUM 2014 - RÈGLEMENTS DE GRIEFS: PLEINS FEUX SUR DES PRATIQUES EXEMPLAIRES.	MINISTÈRE DU TRAVAIL	1	173,50 \$
GRAND ÉVÈNEMENT RH 2014.	ASSOCIATION DES CONSEILLERS EN GRH DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	1	150,00 \$
INTRODUCTION À LA MÉTHODOLOGIE ET AUX PRATIQUES EN TRAVAIL SOCIAL.	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	227,31 \$
INTRODUCTION À LA PSYCHOLOGIE DE LA SANTÉ .	TÉLUQ	1	222,42 \$
INTRODUCTION AU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	222,42 \$
JEUNES ET JUSTICE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	227,31 \$
JOURNÉE DES ACQUISITIONS ET DES TIC: POUR EXPLORER DES SOLUTIONS D'AUJOURD'HUI.	CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	1	195,00 \$
LA JUSTICE ADMINISTRATIVE: ENTRE INDÉPENDANCE ET RESPONSABILITÉ.	BARREAU DE MONTRÉAL	1	26,10 \$
LA NEUROPSYCHOLOGIE DEVANT LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS.	COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES	8	600,00 \$
LA RÉDACTION DES DÉCISIONS.	PARADIS & LEMIEUX AVOCATS	26	4 163,88 \$
LE LANGAGE EN DROIT: SAVOIR COMMUNIQUER LE DROIT EFFICACEMENT.	CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC	3	300,00 \$
LE NON-VERBAL, ATOUT OU DANGER POUR LES DÉCIDEURS?	CONFÉRENCE DES JUGES ADMINISTRATIFS DU QUÉBEC	6	420,00 \$
LÉGISLATION DE L'AGROALIMENTAIRE.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	227,31 \$
LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT.	JEUNE BARREAU DE QUÉBEC	1	20,00 \$
L'ÉVIDENCE AU SERVICE DE L'ÉPAULE ET DU COUDE.	ASSOCIATION D'ORTHOPÉDIE DU QUÉBEC	1	200,00 \$
MISE À JOUR ANNUELLE.	ASSOCIATION D'ORTHOPÉDIE DU QUÉBEC	1	570,00 \$
MISE À JOUR DE LA JURISPRUDENCE RENDUE EN 2013-2014 EN MATIÈRE DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	295,00 \$
MON EXPERTISE MÉDICOLÉGALE, J'Y TIENS!	ASSOCIATION DES MÉDECINS PSYCHIATRES DU QUÉBEC	1	225,00 \$
NÉGOCIATION EFFICACE.	GROUPE MP PLUS	2	739,98 \$
NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE CHAMBERLAND.	EDITIONS YVON BLAIS (LES)	1	435,05 \$
OPTIMISER SON TEMPS.	GROUPE MP PLUS	2	739,98 \$
POLITIQUE SOCIALE DE LA VIEILLESSE.	UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	1	227,31 \$
REVUE ANNUELLE DE JURISPRUDENCE EN DROIT ADMINISTRATIF (2013-2014).	BARREAU DE QUÉBEC	1	50,00 \$
SANTÉ MENTALE AU TRAVAIL, PROBLÉMATIQUES & ORIENTATIONS.	UNIVERSITÉ LAVAL	1	227,31 \$
SÉMINAIRE ANNUEL DE LA CHAIRE LA CAPITALE EN LEADERSHIP DANS LE SECTEUR PUBLIC.	ÉCOLE NATIONALE ADMINISTRATION PUBLIQUE	1	325,00 \$

NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ	NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT
SÉMINAIRE RRSPT 2014 - MOBILISER VOTRE ÉQUIPE DE TRAVAIL À L'ÈRE DES NOUVELLES RÉALITÉS.	REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	3	1 125,00 \$
SESSION DE PLANIFICATION DE LA RETRAITE.	CÉGEP MARIE-VICTORIN	7	1 750,00 \$
VOUS ENGAGERIEZ-VOUS COMME PATRON?	ACADÉMIE DE TRANS-FORMATION INC. (L')	1	725,00 \$
<b>TOTAL</b>		<b>368</b>	<b>63 224,68 \$</b>

P.3    SOMMES DÉPENSÉES EN 2014-2015 (ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016) PAR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. VENTILER SELON LA CATÉGORIE DE DÉPENSES, SOIT S'IL S'AGIT D'ACHAT DE LOGICIELS OU DE LICENCES, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

MINISTÈRE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	4 438 700 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	21 499 800 \$
PROJETS	9 813 700 \$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	35 752 200 \$

FONDS DES REGISTRES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS	33 861 \$ (ACQUISITIONS)
MATÉRIEL	219 265 \$ (ACQUISITIONS)
SERVICES PROFESSIONNELS	2 747 722 \$ (RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL)
▪ INTERNE	202 079 \$ (SERVICES INTERNES MJQ)
▪ EXTERNE	18 718 \$ (CSPQ)
▪ CSPQ	5 870 007 \$ (SERVICES EXTERNES)
TOTAL	9 091 652 \$

NOTE : DONNÉES PRÉLIMINAIRES

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS	102 716 \$
MATÉRIEL	156 832 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	0 \$
▪ EXTERNE	58 007 \$
▪ CSPQ	105 000\$
TOTAL	422 555 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS	33 787 \$
MATÉRIEL	64 969 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	4 256 \$
TOTAL	103 012 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS ET LICENCE	182 259 \$
MATÉRIEL	269 720 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	4 510 330 \$
▪ EXTERNE	79 592 \$
▪ CSPQ	0 \$
TOTAL	5 041 901 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS ET LICENCE (SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM)	5 195,08 \$
MATÉRIEL	0\$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	
▪ EXTERNE	
▪ CSPQ	1 186,95 \$
TOTAL	6 382,03\$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

	2014-2015
LOGICIELS OU LICENCES	17 688,00 \$
MATÉRIEL	132 437,26 \$
SERVICES PROFESSIONNELS	
▪ INTERNE	335 500,00 \$
▪ EXTERNE	20 514,15 \$
CSPQ	313 777,20 \$
TOTAL	819 916,61 \$

**P.4 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS OU IMPLIQUANT D’AUTRES PARTENAIRES AUXQUELS A PARTICIPÉ LE MINISTÈRE EN 2014-2015, EN INDIQUANT POUR CHACUN :**

- A. SON MANDAT ;
- B. LA LISTE DES MEMBRES ;
- C. LE BUDGET DÉPENSÉ ;
- D. LE MONTANT VENTILÉ POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE REPAS OU AUTRES ;
- E. LES RÉSULTATS ATTEINTS.

**MINISTÈRE**

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2014-2015	RÉSULTATS ATTEINTS
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L’ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D’AGRESSION SEXUELLE.	NATHALIE DROUIN	N/A	RENCONTRE LE 6 JUIN 2014. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR DU FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	NATHALIE DROUIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PERMANENT DES FONCTIONNAIRES CHARGÉS DES DROITS DE LA PERSONNE	SUIVI DE L’APPLICATION AU CANADA DES CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE DROITS DE LA PERSONNE, AINSI QUE DES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS AU NIVEAU NATIONAL ET INTERNATIONAL, ET ÉCHANGE D’INFORMATION.	PIERRE MÉRETTE (DAJ-MRIFAIC)		SUIVI CONTINU (RÉUNION ANNUELLE).



SAQIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE BUREAU DE GOUVERNANCE PRÉSIDÉ PAR LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX SERVICES SOCIAUX ET UNE REPRÉSENTANTE DES PRINCIPALES INSTANCES DU MILIEU INUIT REGROUPE LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK. CE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	NATHALIE DROUIN	N/A	AUCUNE RÉUNION N'A ÉTÉ TENUE AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015 QUANT AU BUREAU DE GOUVERNANCE. DEUX RENCONTRES DE LA TABLE DE COORDINATION ONT EU LIEU AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015.
DÉVELOPPEMENT NORDIQUE TABLE DE PILOTAGE « DU PLAN NORD »	LA TABLE DE PILOTAGE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE PLUSIEURS MINISTÈRES ET A POUR MANDAT D'ENCADRER LES TRAVAUX DE LA TABLE DES PARTENAIRES EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD QUÉBÉCOIS ET PRENANT EN COMPTE LES PROBLÉMATIQUES ET LES ENJEUX SOCIAUX.	NATHALIE DROUIN JACQUES PRÉSENT	N/A	UNE DEMI-DOUZAIN DE RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES.
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGES SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	YAN PAQUETTE	N/A	N/A

TABLE DES DIRECTRICES ET DE DIRECTEURS RESPONSABLES DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE	SIGNIFICATION DES ATTENTES GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE ET ÉCHANGES SUR LES ENJEUX TOUCHANT CELLE-CI.	YAN PAQUETTE	N/A	N/A
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	EXAMINER TOUTES LES QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	YAN PAQUETTE MARTINE THIBAUT	N/A	N/A
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	VEILLER À LA MISE EN ŒUVRE DE CHACUNE DES MESURES DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE SELON L'ÉCHÉANCIER ÉTABLI; FAVORISER UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE ET COHÉRENTE DES ACTIONS EN ASSURANT, NOTAMMENT, UNE CIRCULATION FLUIDE DE L'INFORMATION LES CONCERNANT; FORMULER DES PROPOSITIONS RELATIVES AU MÉCANISME REQUIS AU SUIVI DES ACTIONS; VEILLER À L'ARRIMAGE DES AUTRES POLITIQUES ET PLANS D'ACTION GOUVERNEMENTAUX OU MINISTÉRIELS QUI PEUVENT AVOIR UNE INCIDENCE SUR LA LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE; EXAMINER LES MESURES INSTITUTIONNELLES EXISTANTES POUR RÉPONDRE AUX PROBLÈMES ET AUX BESOINS CONSTATÉS; PRODUIRE, À LA SUITE DE CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE, UN ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DU PLAN D'ACTION; TENIR DES ACTIVITÉS DE DIFFUSION ET DE PARTAGE DE CONNAISSANCES SUR DES PROBLÉMATIQUES ÉMERGENTES.	ROGER NOËL	N/A	N/A

RÉSEAU GOUVERNEMENTAL DE LA POLITIQUE FAMILIALE	ASSURER UNE CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE (POLITIQUE, PROGRAMMES ET TRAVAUX) EN FAVEUR DES FAMILLES ET DES ENFANTS.	JOHANKA GIGUÈRE	N/A	N/A
RÉSEAU GOUVERNEMENTAL DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS DE LA CONDITION FÉMININE	FAIRE LA PROMOTION DE LA CONDITION FÉMININE DANS SON MILIEU, RÉALISER LES GRANDS AXES D'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT ET LES ENGAGEMENTS MINISTÉRIELS, REPRÉSENTER SON MINISTÈRE AUPRÈS DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, PRÉPARER LES PLANS D'ACTION ET LE BILAN ANNUEL DE LA CONDITION FÉMININE, CONSEILLER LES AUTORITÉS EN MATIÈRE DE CONDITION FÉMININE, COORDONNER LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES PRÉVUES.	SONIA BEAUDOIN	N/A	N/A
RÉSEAU DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR LA SANTÉ PUBLIQUE	ÉCHANGE SUR LES IMPACTS DE LA SANTÉ PUBLIQUE SUR LES DÉCISIONS GOUVERNEMENTALES.	MICHEL PAQUETTE	N/A	N/A
RÉSEAU DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE	ASSURER LE SUIVI DES MESURES GOUVERNEMENTALES D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF	MICHEL PAQUETTE	N/A	N/A

TABLE QUÉBÉCOISE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	FORUM D'ÉCHANGES ET DE DISCUSSIONS AYANT POUR MANDAT DE FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE DES TRANSPORTS POUR AMÉLIORER LE BILAN ROUTIER. LA TABLE EST COMPOSÉE D'UNE QUARANTAINE DE MEMBRES REPRÉSENTANT LES USAGERS DE LA ROUTE, LE MILIEU MUNICIPAL, LE MILIEU POLICIER, LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, LES MINISTÈRES ET D'AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉS.	PIERRE NADEAU	N/A	LA TABLE A PRODUIT SON TROISIÈME RAPPORT EN NOVEMBRE 2013. DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU EN 2014-2015 SOIT LES 24 AOÛT ET 30 OCTOBRE 2014.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR UNE RÉVISION EN PROFONDEUR DE L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE Doter le Québec d'une nouvelle politique en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	NATHALIE DROUIN RENÉE MADORE MARIE TRAHAN	N/A	EN 2014-2015, QUATRE RENCONTRES ONT EU LIEU SOIT LES 10 JUILLET, 1 <sup>ER</sup> OCTOBRE, 7 OCTOBRE 2014 ET 25 FÉVRIER 2015.
TABLE DES SOUS-MINISTRES DÉDIÉE À LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION	LA COORDINATION ET LE SUIVI DES TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DES ORIENTATIONS ET MESURES GOUVERNEMENTALES POUR CONTRER L'INTIMIDATION	NATHALIE DROUIN		EN OCTOBRE 2014, LE FORUM SUR L'INTIMIDATION A EU LIEU. DEPUIS, LE COMITÉ S'EST RÉUNI À QUELQUES REPRISES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ FAVORISANT L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTION MJQ FAVORISANT L'INTÉGRATION DES PERSONNES HANDICAPÉES AU MINISTÈRE.	JADE CABANA PIERRE NADEAU		LE BILAN DU PLAN D'ACTION 2013-2014 SERA DÉPOSÉ SOUS PEU.
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSPORTS ACTIFS, COLLECTIFS ET ALTERNATIFS	GROUPE DE TRAVAIL DE LA TABLE QUÉBÉCOISE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE QUI SE PENCHE SUR LA SÉCURITÉ DES CYCLISTES ET ENVISAGE DE PROPOSER DES AMENDEMENTS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET DONT LE RÔLE EST D'APPORTER UN ÉCLAIRAGE POUR LES PROBLÈME DE NATURE JURIDIQUE.	MARIE TRAHAN		LES TRAVAUX SONT EN COURS

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LOI C-32 AU QUÉBEC	ÉVALUER LE PROJET DE LOI C-32 ET RECOMMANDER DES ACTIONS VISANT À FAVORISER LA MISE EN ŒUVRE HARMONIEUSE AU QUÉBEC DES DISPOSITIONS PRÉVUES DANS CE PROJET DE LOI.	JADE CABANA ANDRÉ COUTURE AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SONT EN COURS.
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, DE COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, DE FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET D'ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	CHRISTIAN VEILLETTE	N/A	DEUX RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015.
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA PRESTATION DES SERVICES DE PSYCHIATRIE LÉGALE RELEVANT DU <i>CODE CRIMINEL</i>	CIRCONSCRIRE LES PRINCIPAUX ENJEUX ET PROBLÈMES ASSOCIÉS À L'ORGANISATION DES SERVICES DE PSYCHIATRIE LÉGALE POUR AMÉLIORER CEUX-CI.	PIERRE NADEAU	N/A	LE COMITÉ A TERMINÉ SON MANDAT, MAIS DEVRAIT ÊTRE REMPLACÉ PAR UN NOUVEAU COMITÉ SUR LA PSYCHIATRIE LÉGALE QUI POURRAIT ÊTRE RELIÉ AU FORUM JSM.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES ORDONNANCES DE SOINS	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MSSS ET DU CURATEUR PUBLIC QUI ONT COMME MANDAT D'ANALYSER LES ORDONNANCES DE SOINS.	DOMINIQUE MALÉZA MARIE TRAHAN	N/A	LES TRAVAUX ONT DÉBUTÉ EN MARS 2014.



TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	CETTE TABLE REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE DIVERS MINISTÈRES. APRÈS AVOIR EU LE MANDAT D'ÉLABORER, PUIS D'ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, ELLE EST MAINTENANT CHARGÉE DE L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE EN ITINÉRANCE ET D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2014-2019.	RENÉE MADORE PIERRE NADEAU	N/A	LE PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2010-2013, RENDU PUBLIC LE 14 DÉCEMBRE 2009, A ÉTÉ PROLONGÉ AU 31 MARS 2014 EN VUE D'UN PLAN D'ACTION 2014-2019. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ ACCOMPAGNEMENT JUSTICE-ITINÉRANCE	CE COMITÉ REGROUPE DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DE LA COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, DU MSP, DE LA CDPDJ, DU SPVM, DE L'AGENCE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL ET DU RAPSIM.	PIERRE NADEAU	N/A	MIS SUR PIED À L'AUTOMNE 2007 SOUS LE NOM DE « COMITÉ SUR LES ALTERNATIVES À L'INCARCÉRATION », CE COMITÉ S'EST CHARGÉ DE L'ADAPTATION AU MILIEU DE L'ITINÉRANCE DES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES COMPENSATOIRES ET D'INITIER À LA COUR MUNICIPALE DE MTL LE PROGRAMME DE PROCUREUR ET PERCEPTEUR DESIGNÉS (PAJIC ET PAPSI). LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	QUATRE COMITÉS RÉGIONAUX ONT ÉTÉ MIS SUR PIED PAR LE MSSS, SOUS LA RESPONSABILITÉ DES AGENCES RÉGIONALES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX, POUR COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE À QUÉBEC, MONTRÉAL, TROIS-RIVIÈRES, GATINEAU ET CHAUDIÈRE-APPALACHES.	AMÉLIE COUTURE-ROY PIERRE NADEAU MARIE TRAHAN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LES CINQ COMITÉS RÉGIONAUX. TROIS NOUVEAUX COMITÉS RÉGIONAUX ONT ÉTÉ AJOUTÉS SOIT LAVAL, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET ESTRIE.
COMITÉ PILOTE PROTOCOLE D'ENTENTE MSSS/MSP RÉGION DE LA CAPITALE NATIONALE	CE COMITÉ CONSTITUE UNE TABLE DE CONCERTATION RÉGIONALE INTERSECTORIELLE SUR TOUS LES ASPECTS DE « JUSTICE ET SANTÉ MENTALE ».	PIERRE NADEAU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ NATIONAL SUR LE CRIME ORGANISÉ (CELCO)	COORDONNER LES ACTIONS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ.	HÉLÈNE MATHIEU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT SUR LES GANGS DE RUE.

COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA COUR DU QUÉBEC AINSI QUE DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE DE MÊME QUE DU DPCP ET D'AVOCATS DE LA DÉFENSE. IL A POUR MANDAT DE VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ.	RENÉE MADORE MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ OPÉRATIONNEL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCQ-MTL	CE COMITÉ, COMPOSÉ DE L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE DU QUÉBEC, CCJM ET DES AVOCATS DE LA DÉFENSE, CQ, DPCP, MSP, DE MÊME QUE DES REPRÉSENTANTS DE LA SANTÉ (CRDM-IU), A POUR MANDAT DE VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU PTTCQ DU PROGRAMME DE MONTRÉAL.	MYRIAM CANTIN	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS ENVIRON ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE	LE SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL, PRÉSIDÉ PAR LE MJQ, A POUR OBJECTIF DE FAIRE LE SUIVI DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE MILIEU AUTOCHTONE.	MARIE-ÈVE THÉRIAULT ANDRÉ COUTURE	N/A	LE NOUVEAU PLAN D'ACTION 2012-2017 A ÉTÉ LANCÉ LE 6 DÉCEMBRE 2012. LE SOUS-COMITÉ VEILLE À LA MISE EN ŒUVRE DES 35 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE DE CE PLAN D'ACTION. LES MEMBRES SE SONT RENCONTRÉS À QUELQUES REPRISES DEPUIS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION AFIN D'ÉCHANGER SUR LES DIFFÉRENTES INITIATIVES EN COURS AU QUÉBEC SELON LEUR CHAMP D'ACTIVITÉS ET CRÉER DES PARTENARIATS LORSQUE PERTINENTS.

SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES – VOLET AUTOCHTONE	LE SOUS-COMITÉ A POUR OBJECTIF DE FAIRE LE SUIVI DES MESURES PRÉVUES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE MILIEU AUTOCHTONE.	ANDRÉ COUTURE MARIE-ÈVE THÉRIAULT	N/A	LE SOUS-COMITÉ A RENCONTRÉ CERTAINS GROUPES AUTOCHTONES AFIN DE DRESSER LE BILAN DE RÉALISATION DES MESURES DU PLAN D'ACTION, ÉCHU DEPUIS 2013, TOUCHANT LE MILIEU AUTOCHTONE. UN BILAN OFFICIEL A ÉTÉ DÉPOSÉ EN NOVEMBRE 2014 PAR LE BIAIS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE. EN JUIN 2014, LE SOUS-COMITÉ A ÉGALEMENT PARTICIPÉ, DE CONCERT AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL, À UNE CONSULTATION AUPRÈS DU MILIEU AUTOCHTONE DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION EN MATIÈRE D'AGRESSIONS SEXUELLES. LE SOUS-COMITÉ TRAVAILLE ACTUELLEMENT À L'IDENTIFICATION DES MESURES À PROPOSER AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES EN CE SENS.
COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	LE COMITÉ A POUR MANDAT D'IDENTIFIER LES BESOINS ET DE FAIRE LES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MILIEU CRI. IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES, DU GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE ET DU GRAND CONSEIL DES CRIS.	JACQUES PRÉSENT	N/A	DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA JUSTICE AU NUNAVIK	LE GROUPE DE TRAVAIL A POUR OBJECTIF D'ANALYSER L'ÉTAT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK ET DE PROPOSER DES ACTIONS EN VUE D'AMÉLIORER SON ACCÈS ET D'OFFRIR DES SERVICES RÉPONDANT DAVANTAGE AUX BESOINS DES INUITS. CE GROUPE DE TRAVAIL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE MÊME QUE DE LA SOCIÉTÉ MAKIVIK ET DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK.	JACQUES PRÉSENT	N/A	UNE SEULE RENCONTRE AU COURANT DE L'ANNÉE 2014-2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	STRUCTURE AYANT POUR MANDAT DE METTRE DE L'AVANT, EN COLLABORATION AVEC CERTAINS MINISTÈRES ET INTERVENANTS JUDICIAIRES, DES MESURES VISANT À OPTIMISER L'UTILISATION DES RESSOURCES ACTUELLES CONSACRÉES À LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE AINSI QUE DES ACTIONS NOVATRICES. UN COMITÉ DIRECTEUR COMPOSÉ DES SOUS-MINISTRES ET DES REPRÉSENTANTS DU MJQ, MSP DU MSSS ET DU SAA FAIT LE SUIVI DES TRAVAUX DU FORUM.	FRANCE LYNCH RENÉE MADORE JACQUES PRÉSENT CHANTAL COUTURIER	N/A	DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU EN 2014-2015.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PROPOSER DES ACTIONS AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS ET DE VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE LA PROSTITUTION).	MYRIAM CANTIN ROSGARYS MERCADO	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. DES RENCONTRES RÉGULIÈRES SONT TENUES AFIN D'ÉLABORER ET DE PROPOSER DES ACTIONS EN MATIÈRE DE LUTTE ET DE PRÉVENTION DE L'EXPLOITATION SEXUELLE EN VUE DE PRODUIRE UN PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN CETTE MATIÈRE.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	LE MANDAT DE CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNE LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE; PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DES PLANS D'ACTION S'Y RATTACHANT.	ANDRÉ COUTURE ROSGARYS MERCADO	N/A	<ul style="list-style-type: none"> <li>- LANCEMENT DU NOUVEAU PLAN D'ACTION 2012-2017 EN VIOLENCE CONJUGALE LE 6 DÉCEMBRE 2012.</li> <li>- POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015, IL Y A EU 6 RENCONTRES.</li> </ul> <p><b>EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE :</b></p> <p>LE RAPPORT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE POUR LA PÉRIODE 2008-2014 A ÉTÉ RENDU PUBLIC EN NOVEMBRE 2014. CE PLAN D'ACTION A ÉTÉ RECONDUIT JUSQU'À LA RÉALISATION D'UN NOUVEAU PLAN D'ACTION PRÉVU EN 2016.</p> <p>UNE COMMISSION PARLEMENTAIRE ET TROIS FORUMS ITINÉRANTS SERONT RÉALISÉS DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'ÉLABORATION DE CE PLAN.</p>
GROUPE DE RECHERCHE ET D'ANALYSE SUR LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	ANALYSER LA QUESTION ET DÉGAGER DES PISTES DE SOLUTION	DOMINIQUE MALÉZA ROSGARYS MERCADO		CES TRAVAUX S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES 78 ET 92 DU PLAN D'ACTION EN VIOLENCE CONJUGALE.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS</i>	ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COORDINATION REQUISES ENTRE LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN REGARD DE LA LSJPA (POLITIQUES, PROCÉDURES ET PRATIQUES RESPECTIVES AINSI QUE FORMATION INTÉGRÉE POUR LES INTERVENANTS POLICIERS SOCIAUX ET JUDICIAIRES.	AUDREY TURMEL	N/A	UNE RENCONTRE S'EST TENUE LE 6 JUIN 2013.
SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA <i>LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS</i>	REVOIR LE CADRE ET CONDITIONS D'APPLICATION DES MESURES EXTRAJUDICIAIRES PAR LES POLICIERS.	AUDREY TURMEL	N/A	CINQ RENCONTRES SE SONT TENUES À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC. LE 30 AVRIL 2014, UNE PRÉSENTATION A ÉTÉ FAITE DU NOUVEAU CADRE AUPRÈS DE PLUS DE 180 PARTICIPANTS.



SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA <i>LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS</i>	REVOIR LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE AUTORISÉ PAR LE MJQ ET LE MSSS.	AUDREY TURMEL	N/A	DEPUIS OCTOBRE 2013, DIX RENCONTRES ONT EU LIEU ET LES TRAVAUX SONT TERMINÉS.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA <i>LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS</i>	RÉDIGER UNE ENTENTE EN BONNE ET DUE FORME SUR LA PROPRIÉTÉ DU REGISTRE, SON UTILISATION, LA SÉCURITÉ DES DONNÉES ET LE PARTAGE DES COÛTS.	AUDREY TURMEL SOPHIE JONCAS NAOMI AYOTTE (DAJ-MSSSF) CHRISTINE LAVOIE (DAJ-MSSSF)	N/A	EN 2013-2014 ET DEPUIS JANVIER 2015, QUELQUES RENCONTRES ONT EU LIEU SUR CE DOSSIER ET D'AUTRES SONT À VENIR POUR FINALISER UNE ENTENTE GLOBALE. UNE ENTENTE PORTANT UNIQUEMENT SUR LE PARTAGE DES COÛTS POUR LA PÉRIODE 2014-2016 A ÉTÉ FINALISÉE. LES TRAVAUX AVANCENT BIEN.
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	MISE SUR PIED EN SEPTEMBRE 1995 PAR L'ASSOCIATION DES CADRES SCOLAIRES DU QUÉBEC (ASCQ), LA TABLE EST LA RÉPONSE À L'UNE DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LE COMITÉ ORGANISATEUR DU COLLOQUE « AGIR ENSEMBLE CONTRE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES » ORGANISÉ PAR L'ASCQ. SON MANDAT EST DE SENSIBILISER LA POPULATION ET DE MOBILISER LES INTERVENANTS À LA PROMOTION DES COMPORTEMENTS PACIFIQUES, À LA PRÉVENTION OU À LA DIMINUTION DE LA VIOLENCE CHEZ LES JEUNES EN MILIEU SCOLAIRE PAR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PROVINCIALES OU RÉGIONALES QUI FAVORISENT UN RÉINVESTISSEMENT DES OUTILS DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION AU NIVEAU LOCAL.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE À L'ÉCOLE	FAVORISER LA COHÉRENCE, L'INTÉGRATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES ACTIONS NATIONALES EN CE QUI A TRAIT À LA PRÉVENTION ET AU TRAITEMENT DE LA VIOLENCE.	AUDREY TURMEL	N/A	CES TRAVAUX SE SONT FAITS EN LIEN AVEC LES TRAVAUX DE LA TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU JEU EN TERRITOIRE AUTOCHTONE	UN GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DIRIGÉ PAR LE MSP EXAMINE LA QUESTION DU JEU NOTAMMENT EN TERRITOIRE AUTOCHTONE EN VUE DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. CE TRAVAIL S'INSCRIT DANS LE CADRE DE LA PARTICIPATION DU QUÉBEC AU GROUPE DE TRAVAIL FPT SUR LE JEU QUI EXAMINE LES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES QUI POURRAIENT ÊTRE PROPOSÉES AU CODE CRIMINEL. CE GROUPE DE TRAVAIL AVAIT SUSPENDU SES TRAVAUX.	HÉLÈNE MATHIEU	N/A	LE COMITÉ A TENU DES CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES SUR LES CHANGEMENTS PROPOSÉS PAR LE GROUPE DE TRAVAIL FPT SUR LE JEU. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT TOUJOURS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR L'HARMONISATION DES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES DESTINÉES AU RÉSEAU SCOLAIRE	FAVORISER UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DU SYSTÈME DE JUSTICE PAR LES JEUNES EN PARTICIPANT À CE COMITÉ INTER DONT LE MANDAT COMPORTE DEUX VOLETS : FAVORISER L'HARMONISATION ENTRE LES DOCUMENTS ET PROGRAMMES DE DIFFÉRENTES PROVENANCES ET FACILITER L'ACCÈS DES ÉCOLES À CES DOCUMENTS.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	N/A	DEUX RENCONTRES ONT ÉTÉ TENUES, SOIT LE 21 OCTOBRE 2014 ET LE 25 FÉVRIER 2015.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES ÂÎNÉS	FAIRE LE SUIVI DES MESURES ANNONCÉES AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	RENÉE MADORE AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. LA FORMATION DES PARTENAIRES AU SUJET DU PL 180 SE FAIT MAINTENANT DANS TOUTE LA PROVINCE. PLUS DE 55 FORMATIONS DANS 12 RÉGIONS DU QUÉBEC ONT ÉTÉ DISPENSÉES DEPUIS LE LANCEMENT DU PLAN D'ACTION. DE PLUS, L'ENTENTE SOCIOJUDICIAIRE SUR LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂGÉES EST EN PROJET PILOTE DEPUIS AVRIL 2014 DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC. UN AUTRE PROJET PILOTE POUR UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE EST EN ÉLABORATION DANS CETTE MÊME RÉGION.

COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D'ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S'ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D'ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES ÂÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX DES POURSUIVENT.
COMITÉ PLAN D'ACTION RÉGIONAL POUR CONTRER LA VIOLENCE ENVERS LES ÂÎNÉS	EN COLLABORATION AVEC LE CSSS DE QUÉBEC, ASSISTER ET PARTICIPER À LA MISE EN PLACE DE MESURES CONCRÈTES DE PROTECTION POUR LES ÂÎNÉS.	AUDREY TURMEL	N/A	EN PLUS DES RENCONTRES MENSUELLES, NOUS COLLABORONS À LA RÉOLUTION DE PROBLÈMES LIÉS À L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS ET AU SECRET PROFESSIONNEL.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL GANG DE RUE	PRENDRE EN CHARGE LE DOSSIER GANG DE RUE À L'ÉCHELLE PROVINCIALE ET AMÉLIORER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE.	AUDREY TURMEL	N/A	EN 2014-2015, UNE RENCONTRE S'EST TENUE À MONTRÉAL. NOUS AVONS PARTAGÉ LES RÉSULTATS DE NOTRE RECHERCHE AUPRÈS DES PARTENAIRES.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ANDRÉ COUTURE	N/A	EN 2014-2015 LE COMITÉ A TENU HUIT RENCONTRES. IL ÉLABORE NOTAMMENT UN NOUVEAU CADRE DE RÉFÉRENCE SUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE.
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS AU MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	JADE CABANA RICHARD CARBONNEAU	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT À CHAQUE APPEL DE PROJETS, SOIT NORMALEMENT, DEUX FOIS PAR ANNÉE.  EN 2014-2015, IL N'Y A EU AUCUN APPEL DE PROJETS.

COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	COMITÉ PRÉSIDÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE QUI VEILLE À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER. LE RÉPONDANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE CONSEILLE LE COMITÉ SUR LES ASPECTS JURIDIQUES.	CHRISTIAN VEILLETTE	N/A	AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015, LE COMITÉ A MIS À JOUR ET ÉLABORÉ UN CERTAIN NOMBRE DE PRATIQUES POLICIÈRES. IL S'EST RÉUNI À TROIS REPRISES.
COMITÉ DE COORDINATION – PROJET-PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ASSURER LA COORDINATION MINISTÉRIELLE DE CE DOSSIER PAR RAPPORT AUX RESPONSABILITÉS QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	MARIE-ANDRÉE ALLARD AMÉLIE COUTURE-ROY ISABELLE DESROCHES SABRINA GRAND (DPCP) MARIE-JOSÉE HOULE (BIA) MARC LAHAIE PIERRE NADEAU JACQUES VACHON JULIE MASSÉ (DAJ-TAN)	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS	NOUVEAU COMITÉ CHARGÉ DE RATIONALISER LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS ET DE DÉTERMINER QUI DOIT PAYER CES FRAIS.	CHRISTIAN VEILLETTE NANCY SYLVESTRE	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	INSTITUÉ EN MAI 1998, CE COMITÉ EST CHARGÉ DE VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA <i>LOI INSTITUANT AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE</i> . LE COMITÉ DOIT, NOTAMMENT, ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER ROSGARYS MERCADO PIERRE TANGUAY	N/A	LE RAPPORT A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 2 AVRIL 2009. DES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE SONT ENTRÉES EN VIGUEUR LE 1 <sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2012. LES SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE SONT MAINTENANT DISPONIBLES DANS LES 42 PALAIS DE JUSTICE OÙ SIÈGE LA COUR SUPÉRIEURE DEPUIS LE 1 <sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2012. D'AUTRES MODIFICATIONS ONT FAIT PARTIE DE LA RÉFORME DU CPC ADOPTÉE EN FÉVRIER 2014. DES MODIFICATIONS AU RÈGLEMENT SUR LA MÉDIATION FAMILIALE DEVRONT ÊTRE APPORTÉES EN VUE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU NCPC.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE	ÉVALUER L'OPPORTUNITÉ DE PROCÉDER À UNE RÉFORME DE L'ENSEMBLE DU DROIT DE LA FAMILLE QUÉBÉCOIS. PROPOSER LES ÉLÉMENTS DEVANT ÊTRE REVUS.	MYRIAM ANCTIL MONIQUE DUCHARME MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER RENÉE MADORE PIERRE TANGUAY MARIE TRAHAN	N/A	LE RAPPORT PRÉLIMINAIRE PORTANT SUR L'OPPORTUNITÉ DE REVOIR LES RÈGLES DE DROIT A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 18 OCTOBRE 2013. LE COMITÉ EST DEPUIS CETTE DATE, DANS LA RÉALISATION DE LA 2 <sup>E</sup> PARTIE DE SON MANDAT. LE RAPPORT FINAL EST ATTENDU POUR LE PRINTEMPS 2015.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DES ACTIONS ET RÉALITÉS MASCULINES (CISARM)	<p>LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE EST REPRÉSENTÉ SUR CE COMITÉ QUI RELÈVE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.</p> <p>ASSURER LE SUIVI DES DONNÉES RELATIVES AUX CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION MASCULINE EN LIEN AVEC LES ACTIONS ET LES RÉSEAUX DES MINISTÈRES CONCERNÉS, ÉTABLIR ET SOUTENIR LES MÉCANISMES DE COLLABORATION TANT AU SEIN QU'ENTRE LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES, ET RÉALISER, S'IL Y A LIEU, DES ACTIVITÉS PONCTUELLES DE SENSIBILISATION OU DE FORMATION ÉTUDIER LA FAISABILITÉ D'UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN SANTÉ ET BIEN-ÊTRE DES HOMMES (SEBH).</p>	PIERRE TANGUAY	N/A	<p>LE RAPPORT DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES RÉALITÉS MASCULINES (CIRM) A ÉTÉ DÉPOSÉ EN DÉCEMBRE 2009. EN ACCORD AVEC L'UNE DES RECOMMANDATIONS, LE CISARM EST MIS SUR PIED POUR ASSURER LES TRAVAUX DE SUIVI SUR LA SBEH. UN BILAN DES ACTIONS DES MINISTÈRES CONCERNANT LES RÉALITÉS MASCULINES A ÉTÉ PRODUIT EN 2011-2012. EN MAI 2013, LE RAPPORT FINAL DE L'ACTION CONCERTÉE DE RECHERCHE PORTANT SUR « LES EFFETS DES SERVICES PRÉVENTIFS POUR LES PÈRES EN DIFFICULTÉ ET LEURS ENFANTS » A DÉPOSÉ PAR LA CHERCHEUR DIANE DUBEAU. IL EST INTITULÉ : SOUTENIR LES PÈRES EN CONTEXTE DE VULNÉRABILITÉ ET LEURS ENFANTS : DES SERVICES AU RENDEZ-VOUS, ADÉQUATS ET EFFICACES. EN 2014, LE RAPPORT DE RECHERCHE PORTANT SUR L'ÉVALUATION DU PROGRAMME DE FORMATION <i>INTERVENIR AUPRÈS DES HOMMES</i> DANS LE CADRE DU PROJET <i>FOR HOMMES</i> EN MONTÉRÉGIE EST PUBLIÉ PAR LE CHERCHEUR JEAN-MARTIN DESLAURIERS.</p>
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	CE COMITÉ A POUR MANDAT, NOTAMMENT, D'ASSURER LE SUIVI DU PLAN DE TRAVAIL 2013-2015 AFIN D'AMÉLIORER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	CE GROUPE DE TRAVAIL, FORMÉ DE REPRÉSENTANTS DU MJQ, DU MRI ET DE REVENU QUÉBEC, ÉTUDIE LA <i>CONVENTION DU 23 NOVEMBRE 2007 SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS DESTINÉS AUX ENFANTS ET À D'AUTRES MEMBRES DE LA FAMILLE</i> , VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE.	VINCENT-W. ROY FRANCE RÉMILLARD FRÉDÉRIQUE SABOURIN JOSÉE TREMBLAY, (DAJ-MTESS)	N/A	<p>LE GROUPE SE RÉUNIT MENSUELLEMENT DEPUIS OCTOBRE 2011.</p> <p>L'ANALYSE DE CONFORMITÉ DE LA CONVENTION AVEC LE DROIT CIVIL QUÉBÉCOIS EST COMPLÉTÉE. LE RAPPORT DEVRAIT ÊTRE TRANSMIS AU SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE AU COURS DE L'ANNÉE 2015.</p>



FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AMÉLIE COUTURE-ROY RENÉE MADORE PIERRE NADEAU MARIE TRAHAN	N/A	DEUX RÉUNIONS ONT ÉTÉ TENUES, SOIT LES 21 JANVIER 2014 ET LE 3 MARS 2015 CONDUISANT, NOTAMMENT, À LA PRÉPARATION D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE CONCERTATION EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE.
COMITÉ PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE D'UN PMR EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP, MSSS ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	PIERRE NADEAU AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN MYRIAM CANTIN MARIE-ÈVE THÉRIAULT	N/A	LES TRAVAUX ENTREPRIS EN DÉCEMBRE 2013 SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR L'INTRODUCTION DES MESURES DE RECHANGE AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	PROPOSITION D'AMENDEMENTS AU CPP EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, MSP ET COURS MUNICIPALES DE MONTRÉAL ET QUÉBEC.	PIERRE NADEAU AMÉLIE COUTURE-ROY MARIE TRAHAN AUDREY TURMEL MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX ENTREPRIS EN DÉCEMBRE 2013 SE POURSUIVENT.

COMITÉ SUR L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE</i>	DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES MODIFICATIONS À LA LPJ, DIFFÉRENTS RAPPORTS, AVIS OU COMMENTAIRES SUR L'APPLICATION DE LA LPJ ONT ÉTÉ SOUMIS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ) CONSIDÈRENT QU'IL Y A LIEU D'EXAMINER LES RECOMMANDATIONS FORMULÉES ET DE SE PENCHER SUR LES SOLUTIONS À METTRE DE L'AVANT.	AUDREY TURMEL MAGDALENA KAWINSKA MARIE TRAHAN AMÉLIE GAGNON JOHANNE DESTREMPE (DAJ-MSSSF)	N/A	EN 2014, LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ ONT ÉTÉ PRÉSENTÉES À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET À LA SANTÉ PUBLIQUE. LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN A ÉGALEMENT ÉTÉ INFORMÉE. DE PLUS, CE COMITÉ A ÉTÉ SOLlicitÉ POUR SE PENCHER SUR LA PROBLÉMATIQUE DES CRIMES D'HONNEUR ET DES GROUPES SECTAIRES.  CONCERNANT LA PROBLÉMATIQUE DES CRIMES D'HONNEUR, LE COMITÉ A RENDU UN AVIS SUR LA RECOMMANDATION DU CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME DE RÉVISER LA LPJ. CET AVIS A ÉTÉ TRANSMIS, LE 23 MARS 2015, À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET À LA SANTÉ PUBLIQUE ET À LA MINISTRE DE LA JUSTICE.
COMITÉ SUR LA CONCORDANCE <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> ET <i>LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE</i>	CE COMITÉ A ÉTÉ FORMÉ POUR S'ASSURER DE L'ARRIMAGE ENTRE LE NOUVEAU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> ET LA PROCÉDURE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.	AUDREY TURMEL MAGDALENA KAWINSKA MARIE TRAHAN AMÉLIE GAGNON JOHANNE DESTREMPE (DAJ-MSSSF)	N/A	DES TRAVAUX INTENSIFS SUR CETTE QUESTION ONT ÉTÉ NÉCESSAIRES. HUIT RENCONTRES ONT EU LIEU PENDANT CETTE PÉRIODE ET LES TRAVAUX DU MJQ SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE POUR ENFANT	EN COLLABORATION AVEC LE MSSS, LE MELS, LE MSP ET LE DPCP.	AUDREY TURMEL	N/A	DIX RENCONTRES ONT EU LIEU ET UNE FORMATION A ÉTÉ DONNÉE AUX PARTENAIRES LE 22 NOVEMBRE 2013.
SOUS-GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DÉNONCIATION D'ABUS PAR LES PROFESSIONNELS	SE PENCHER SPÉCIFIQUEMENT SUR LES OBSTACLES À LA DÉNONCIATION PAR LES PROFESSIONNELS ET TROUVER DES PISTES DE SOLUTIONS.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE <i>LA DIVERSITÉ : UNE VALEUR AJOUTÉE</i>	CE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL RÉUNIT LES REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES D'UNE MESURE DANS LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2008-2013, AFIN DE PERMETTRE LA COORDINATION DES MESURES QUI Y FIGURENT. LE SECRÉTARIAT EST ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION.	RENÉE MADORE MARIE TRAHAN	N/A	LE COMITÉ S'EST RENCONTRÉ À PLUSIEURS REPRISES AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE AFIN DE FAIRE PROGRESSER LES TRAVAUX ENTOURANT L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES TARIFS	CE GROUPE DE TRAVAIL A ÉTÉ MIS SUR PIED AFIN D'ÉTUDIER LES ENJEUX LIÉS À LA COHÉRENCE ET À L'ÉQUITÉ DES TARIFS ET LES MODALITÉS D'INDEMNISATION DES RÉGIMES PUBLICS. LE GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL DOIT ANALYSER LA FAISABILITÉ D'HARMONISER LA TARIFICATION ET EXPLIQUER LES ÉCARTS ENTRE LES RÉGIMES D'INDEMNISATION.	AUDREY TURMEL	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'EXERCICE DE LA PARTIE XXVII DU <i>CODE CRIMINEL</i> DANS LES COURS MUNICIPALES	CE GROUPE DE TRAVAIL VISE À PROPOSER DES AMÉNAGEMENTS À L'EXERCICE DE LA JURIDICTION DE LA PARTIE XXVII PAR LES COURS MUNICIPALES; IL POURRA ÉGALEMENT FAIRE DES RECOMMANDATIONS SUR L'AVENIR DES COURS MUNICIPALES.	AMÉLIE COUTURE-ROY MARC LAHAÏE RENÉE MADORE PIERRE NADEAU	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT DANS LE CADRE DE TROIS TABLES MISES SUR PIED PAR LE MAMOT (MONTRÉAL, QUÉBEC ET AUTRES RÉGIONS)
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PRESTATION SPÉCIALE POUR FRAIS DE SÉJOUR EN TOXICOMANIE DANS LE CADRE DE L'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS	ASSURER LE SUIVI DE LA CLIENTÈLE NÉCESSITANT DES BESOINS SPÉCIAUX.	MYRIAM CANTIN	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ASSURANCE DE FRAIS FUNÉRAIRES	CE COMITÉ A POUR MANDAT LA MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS SUR LA VENTE DE FRAIS FUNÉRAIRES.	RENÉE MADORE DOMINIQUE MALÉZA	N/A	LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

<p>GROUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS</p>	<p>CE GROUPE DE TRAVAIL ÉTUDIE LA CONVENTION, VÉRIFIE SA COMPATIBILITÉ AVEC LE DROIT QUÉBÉCOIS ET ÉLABORE DES PROPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE ET DES SCÉNARIOS OPÉRATIONNELS.</p>	<p>FRÉDÉRIQUE SABOURIN FRANCE RÉMILLARD (MJQ-DGAJL) SYLVIE SCHERRER (DAJ-MRIFAIC) MARIE-CLAUDE PARENT (DAJ-MSP)</p>	<p>N/A</p>	<p>LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL NE S'EST PAS RÉUNI EN 2014-2015. SEUL UN SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL A TENU DEUX RÉUNIONS DURANT CETTE PÉRIODE.</p>
<p>CHLC – GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉTAT CIVIL</p>	<p>RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME SUR LE CHANGEMENT DE SEXE, DANS UN PREMIER TEMPS, ET D'AUTRES SUJETS, DANS UN DEUXIÈME TEMPS.</p>	<p>MYRIAM CYR JOSÉE LALANCETTE FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE TOUS LES MOIS.</p>
<p>CHLC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LA SIGNIFICATION</p>	<p>RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION</p>	<p>FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>
<p>CHLC- PERSONNES DISPARUES</p>	<p>RECHERCHE JURIDIQUE EN VUE DE LA RÉDACTION D'UNE LOI UNIFORME PERMETTANT AUX POLICIERS D'AVOIR ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES POUR MENER LES ENQUÊTES PLUS EFFICACES SUR LES PERSONNES DISPARUES</p>	<p>MYRIAM CANTIN FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE TOUS LES MOIS. LE GROUPE DE TRAVAIL A DÉPOSÉ SON RAPPORT FINAL EN AOÛT 2014.</p>
<p>GROUPE CONSULTATIF SUR LE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ</p>	<p>DÉSIGNÉE PAR LE SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE QUÉBEC AU SEIN DE CE GROUPE DE TRAVAIL CRÉÉ EN 1973 PAR LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DE LA JUSTICE, IL S'AGIT DE CONSEILLER CE MINISTÈRE SUR LES QUESTIONS CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT DES CONVENTIONS INTERNATIONALES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ PRÉSENTANT UN INTÉRÊT POUR LE QUÉBEC.</p>	<p>FRÉDÉRIQUE SABOURIN</p>	<p>N/A</p>	<p>UNE RENCONTRE DE DEUX JOURS A LIEU AU PRINTEMPS 2014 À OTTAWA ET UNE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE À L'AUTOMNE 2014. UN SUIVI EST FAIT AUPRÈS DU MRI.</p>
<p>COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNESS) ET LE SOUS-COMITÉ ASSUJETTISSEMENT /DÉTACHEMENT (SCAD)</p>	<p>NÉGOCIATION DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDINATION DES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT</p>	<p>JULIEN FRENETTE (DAJ-MRIFAIC)</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE (CIEH)	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONE. ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES	JEAN-FRANÇOIS JOBIN, CTX MTL ALAIN LOUBIER, DDP JENNIFER TREMBLAY, CTX QC SOPHIE LÉPINE ZARUBA, DDP PARTENAIRES : MERN-DAA (DIRECTION DES AFFAIRES AUTOCHTONES DU MERN) ET SAA (SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES)	N/A	LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DU CIRDI	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS ENTRE ÉTATS ET RESSORTISSANTS D'AUTRES ÉTATS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES EN VEILLANT AU RESPECT DES COMPÉTENCES CONSTITUTIONNELLES DES GOUVERNEMENTS.	NATHALIE LATULIPPE (DAJ-MRIFAIC) FRÉDÉRIQUE SABOURIN, DOP PASCALE BRIÈRE, DAJ-JUSTICE	N/A	LES TRAVAUX AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES SONT TERMINÉS. IL RESTE À ASSURER LA MISE EN ŒUVRE AU QUÉBEC DE LA CONVENTION DU CIRDI. CES TRAVAUX SONT EN COURS.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES AFFAIRES DE L'OIT	EXAMEN DE PROJETS DE CONVENTIONS, DE RECOMMANDATIONS OU D'INSTRUMENTS DE L'OIT	PIERRE MÉRETTE (DAJ-MRIFAIC)	N/A	SUIVI BISANNUEL DES CONFÉRENCES DE L'OIT INCLUANT LA PRÉPARATION DE RÉPONSES DU QUÉBEC AUX PROJETS DE CONVENTIONS PROPOSÉS. IL N'Y A PAS EU DE RÉUNION FORMELLE DU COMITÉ.
CHLC- GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ARBITRAGE	RÉVISION DE LA LOI UNIFORME SUR L'ARBITRAGE INTERNE OU NATIONAL	RAYMOND TREMBLAY (DAJ-MRIFAIC)	N/A	PLUSIEURS RÉUNIONS TÉLÉPHONIQUES ONT EU LIEU EN 2014-2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ RELATIF À L'ÉTUDE SUR LE CHIFFREMENT DES DONNÉES TRANSMISES OU HÉBERGÉES DANS LE NUAGE	FORMULER DES COMMENTAIRES SUR L'ÉTUDE SUR LE CHIFFREMENT DES DONNÉES TRANSMISES OU HÉBERGÉES DANS LE NUAGE, PRÉPARÉE PAR ME NICOLAS VERMEYS DU CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC.	MARILÈNE GALLIEN (DRC) CAROLE FERRON (DRC) KRISTIAN ZIDAROV (DRC) PATRICK GINGRAS (DAJ-MRIFAIC) MATHIEU TREMBLAY ET JEAN RHÉAUME (SCT) DAVE TANGUY (MDDELCC)	S. O.	UNE RENCONTRE EN 2014-2015. SUJETS ABORDÉS : MISE EN CONTEXTE DE L'ÉTUDE PAR LE PROFESSEUR NICOLAS VERMEYS, DISCUSSION SUR LE PLAN DÉTAILLÉ ET SUR LE PROJET DE LA PREMIÈRE PARTIE DE L'ÉTUDE PORTANT SUR LA NOTION DU CHIFFREMENT, DISCUSSION SUR L'ÉTUDE EN GÉNÉRAL, DEMANDE DE COMMENTAIRES.

GROUPE DE TRAVAIL ET DE CONCERTATION DES M/O EN MATIÈRE JURIDICO-TECHNOLOGIQUE	CE GROUPE DE TRAVAIL VISE LA CIRCULATION DE L'INFORMATION AINSI QUE LE PERFECTIONNEMENT ET LE TRANSFERT DE CONNAISSANCES CONCERNANT LE DROIT DES TI.	LISE CADORET (DRC) MARYLÈNE GALLIEN (DRC) CAROLINE DOUCET (MJQ-DGSJR) PATRICK GINGRAS (DAJ-MRIFAIC) STÉPHANIE GAUVIN ET MYRIAM CYR (DAJ-DESS) PLUSIEURS AUTRES JURISTES	S. O.	UNE RENCONTRE EN 2014-2015. SUJETS ABORDÉS : PRÉSENTATION DE LA NOUVELLE DIRECTIVE SUR LES SERVICES DE CERTIFICATION OFFERTS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, PRÉSENTATION DU NOUVEAU CADRE DE GOUVERNANCE RELATIF À LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION, VÉRIFICATIONS DEMANDÉES PAR LES FOURNISSEURS DE LOGICIELS QUANT AUX LICENCES D'UTILISATION, DISCUSSION SUR LES PRINCIPALES CLAUSES À PRÉVOIR DANS UN CONTRAT D'INFONUAGIQUE.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	NATHALIE LATULIPPE (DAJ-MRIFAIC)	N/A	PLUSIEURS RÉUNIONS SONT ORGANISÉES ANNUELLEMENT PAR LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS, QUI DIRIGE LE COMITÉ, NOTAMMENT EN VUE DE PRÉPARER LES RÉUNIONS ANNUELLES DU COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL ET LES RÉUNIONS BIENNALES DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES.
CHLC – GROUPE DE TRAVAIL POUR LA MISE EN ŒUVRE UNIFORME DES CONVENTIONS INTERNATIONALES DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ	PARTICIPER À DES TRAVAUX, EN COLLABORATION AVEC DES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET D'AUTRES PROVINCES ET TERRITOIRES DU CANADA, AFIN DE PRODUIRE DES PRINCIPES POUR LA RÉDACTION DE LOIS UNIFORMES DONNANT FORCE DE LOI À UNE CONVENTION INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN, DOP SYLVIE SCHERRER ET NATHALIE LATULIPPE (DAJ-MRIFAIC)	N/A	LES TRAVAUX DU COMITÉ, QUI ONT DÉBUTÉ AU MOIS DE MARS 2013, SONT TERMINÉS. LES PRINCIPES POUR LA RÉDACTION DES LOIS UNIFORMES DONNANT FORCE DE LOI À UNE CONVENTION INTERNATIONALE ONT ÉTÉ ADOPTÉS PAR LA CHLC LE 30 NOVEMBRE 2014 ET SONT MAINTENANT AFFICHÉS SUR SON SITE WEB.
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE (GIS)	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NéCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME	SOPHIE LÉPINE ZARUBA GENEVIÈVE VERREAULT-TREMBLAY – DIRECTION DU DROIT PUBLIC	N/A	MISE EN ŒUVRE DU GUIDE INTÉRIMAIRE DE CONSULTATION AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET ÉLABORATION OU MISE À JOUR DE DIFFÉRENTS OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.



<p>GRUPE DE TRAVAIL JUSTICE-MRN SUR LA RÉVISION DES MÉCANISMES DE PUBLICITÉ FONCIÈRE</p>	<p>ANALYSER LES DEMANDES D'ÉVENTUELLES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES PRINCIPALEMENT EN MATIÈRE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE FORMULÉES PAR LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DU REGISTRE FONCIER. PRODUIRE UN RAPPORT FORMULANT LES RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL EN VUE D'UNE CONSULTATION DES PRINCIPAUX INTERVENANTS EN CE DOMAINE.</p>	<p>FRANCE FRADETTE (DGAJL-DGA) ALAIN ARCHAMBAULT STÉPHANIE CASHMAN-PELLETIER (OFFICIÈRE DE LA PUBLICITÉ DES DROITS) MARIE-JOSÉE PELCHAT (MERN-DGRF) CHANTAL POULIOT (MERN-DGRF) CHRISTIAN CARON (DAJ-MERNFFP) MARTINE MICHAUD (DAJ-MERNFFP) YANN DUGUAY (DAJ-JUSTICE) JOSÉE LALANCETTE (DAJ-JUSTICE) GHISLAINE MONTPETIT (DGRIAT-DRC)</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>
<p>GRUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA GESTION DE LA PRÉSENCE AU QUÉBEC</p>	<p>TABLE DE JURISTES EN SUPPORT AU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRÉSENCE AU QUÉBEC</p>	<p>JURISTE RRQ JURISTE RAMQ JURISTE ARQ STÉPHANIE GAUVIN, DAJ TESS</p>	<p>N/A</p>	<p>N/A</p>
<p>TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE</p>	<p>FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MEMBRES SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUE.</p>	<p>ANDRÉE BLANCHET (DGSJ) MARIUS LUPU(DGSJ) PAUL CHARBONNEAU (DGSJ) JACQUES VACHON (BIA) HALA SAMAAAN (DGSJ) DENIS CHAREST (DGSJ) PATRICE BLACKBURN (DGSJ) CAROLINE LANDRY (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DU DPCP, DU MSP, DE L'AMF ET DU ARQ</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>
<p>COMITÉ PROVINCIAL DE LIAISON AVEC LE MSP</p>	<p>FAVORISER LES ÉCHANGES ENTRE LES MINISTÈRES CONCERNÉS AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.</p>	<p>ANDRÉE BLANCHET (DGSJ) CAROLINE LANDRY (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DU MSP</p>	<p>N/A</p>	<p>LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.</p>

TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	FRANCE LYNCH (DGSJ) CHANTAL COUTURIER (DGSJ) ANDRÉE BLANCHET (DGSJ) CHRISTIAN G. SIROIS (DGSJ) DONALD TREMBLAY (DGSJ) ANNIE TURCOTTE (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DE LA SQI, DU MSP ET DU DPCP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEURS RÉGIONAUX (DGSJ) ANNIE TURCOTTE (DGSJ) ET DES REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU DPCP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
COMITÉ DE LIAISON AVEC LE BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME	DÉVELOPPER DES CONSENSUS ET ASSURER UN PARTAGE D'INFORMATION QUANT À L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME	SUZANNE POTVIN PLAMONDON (DRC) LISE CADORET (DRC)	N/A	IL N'Y A PAS EU DE RENCONTRE EN 2014-2015. CEPENDANT, LES DEUX ORGANISATIONS ONT, SUR UNE BASE RÉGULIÈRE, DES ÉCHANGES RELATIFS AU REGISTRE.
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	SUZANNE POTVIN PLAMONDON (DRC) CÉLINE HÉTU (DRC) ISABELLE GASSE (DRC) 5 REPRÉSENTANTS DES LOBBYISTES 4 TITULAIRES DE CHARGES PUBLIQUES 2 EXPERTS 3 REPRÉSENTANTS DU BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, DONT LE COMMISSAIRE	S. O.	RENCONTRE DE LANCEMENT LE 26 JANVIER 2015 : DÉFINITION DU MANDAT ET DES MODES DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ, LISTE DES SUJETS À ABORDER (AMÉLIORATIONS ENVISAGÉES, IMPORTANCE DE LA LOI SUR LA CONFIANCE DU PUBLIC ENVERS LES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET LES LOBBYISTES, IMPACTS DE LA LOI SUR LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE DES LOBBYISTES ET DES TITULAIRES DE CHARGES PUBLIQUES).
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MSP.	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE (DGSJ) ET REPRÉSENTANTS DU MSP	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.

COMITÉ DIRECTEUR – REHAUSSEMENT ET MODERNISATION DES ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AUX MOMENTS OPPORTUNS	ME FRANCE LYNCH SMA (DGSJ), MME MÉLANIE CODERRE (DGSJ), MME MARIE-CLAUDE PARENT (DGSJ) MME CAROLE PICARD (DGSJ) ME CHRISTIAN G. SIROIS (DGSJ) M. DONALD TREMBLAY (DGSJ) MME ANNIE TURCOTTE (DGSJ) REPRÉSENTANTS DE LA SQI, DU MSP DU DPCP	N/A	REVUE DE PROJET RENCONTRES PÉRIODIQUES JUSQU'À LA FIN DU PROJET (SEPTEMBRE 2015)
COMITÉ DE CONCERTATION POUR LE TRANSPORT DES PRÉVENUS ET DÉTENUS AU NORD DU QUÉBEC	DISCUTER ET RÉGLER LES PROBLÉMATIQUES CONCERNANT LE TRANSPORT DES PRÉVENUS ET DÉTENUS DANS LE NORD DU QUÉBEC	PAUL CHARBONNEAU (DGSJ) ET REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU KRPF	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
SCG : COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR L'AUTHENTIFICATION GOUVERNEMENTALE	LES TRAVAUX VISENT À ORIENTER L'ÉVOLUTION DES SOLUTIONS D'IDENTIFICATION ET D'AUTHENTIFICATION ÉLECTRONIQUE UTILISÉES PAR LES ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS ET DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT, PAR LES RÉSEAUX AINSI QUE PAR CERTAINES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT.	REVENU QUÉBEC, SCT, SERVICES QUÉBEC, RAMQ	N/A	TRAVAUX EN COURS
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCE UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN OEUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	LYNE BOUCHARD (SMA MJQ), REPRÉSENTANTS DE TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES	N/A	EN CONTINU.

COMITÉ DE GESTION DE L'EXPERTISE ET DU SAVOIR-FAIRE - SCT	<p>CONSEILLER LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES (RH) EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (RI)</p> <p>PARTAGER L'EXPERTISE ET LE SAVOIR-FAIRE EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AFIN DE FAVORISER LA MISE EN COMMUN</p> <p>CONTRIBUER AUX TRAVAUX PRIORISÉS PAR LE COMITÉ</p>	LISON DUBÉ (DG-DRI-MJQ), REVENU QUÉBEC, MRN, CNT, FADQ, CSST, CARRA, MTQ	N/A	EN CONTINU.
TABLE DES CONSEILLERS EN ARCHITECTURE D'ENTREPRISE	FAVORISER LA COHÉRENCE DES ORIENTATIONS EN MATIÈRE D'ARCHITECTURE D'ENTREPRISE GOUVERNEMENTALE	GHISLAIN DUBÉ (DGPAE), VALÉRIE PLANTE DTI ET LES REPRÉSENTANTS D'UNE TRENTAINE DE MINISTÈRES	N/A	TRAVAUX EN CONTINU.
CERT/AQ	ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D'ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL	KARINE GAGNON (DTI-DSAI) AINSI QU'UN REPRÉSENTANT DE CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC	N/A	EN CONTINU.
RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE VALIDATION DU VOLET SÉCURITÉ DU CADRE COMMUN D'INTEROPÉRABILITÉ DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (CCIGQ)	VALIDER LE VOLET DU CADRE COMMUN D'INTEROPÉRABILITÉ GOUVERNEMENTAL POUR FIN JUIN 2014	IMED MASMOUDI (DTI-DSAI-MJQ) AUTRES REPRÉSENTANTS DU MSP, REVENU QUÉBEC, MTQ, MESS, SCT, RAMQ, SQ, CSST ET CSPQ	N/A	EN COURS.
FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE (FRVI)	<p>FAVORISER UNE GESTION EFFICACE DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES PAR L'EXERCICE ET LA PROMOTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE.</p> <p>RENFORCER ET SOUTENIR LES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE AINSI QUE LEUR ÉQUIPE.</p>	<p>FRANCINE ASSELIN, MJQ (PRÉSIDENTE)</p> <p>NANCY CHALIFOUR, RRQ</p> <p>HODA ABDEL-MALAK, SAAQ</p> <p>ANNE DEBLOIS, CSPQ</p> <p>ANDRÉ DUGAS, HYDRO QUÉBEC</p> <p>SIMON CÔTÉ, MAPAQ</p> <p>SYLVAIN MASSÉ, MTESS</p> <p>SYLVAIN AYOTTE, MSP</p> <p>MARC-ANTOINE LADOUCEUR, RECYC-QUÉBEC</p> <p>OLIVIER BEAUREGARD, AMT</p>	N/A	<p>ORGANISATION D'ACTIVITÉS DE FORMATION.</p> <p>ÉCHANGE SUR LES ENJEUX EN VI ET LES DIFFÉRENTS DOSSIERS À METTRE DE L'AVANT.</p> <p>TRAVAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT D'OUTILS/GUIDES EN COLLABORATION AVEC LE SCT.</p> <p>RÉSEAUTAGE ENTRE LES VÉRIFICATEURS INTERNES.</p>

COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION DE L'ENQUÊTE DU CORONER - DOSSIER MAGLOIRE	DÉTERMINER LA POSITION À FAIRE VALOIR DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE DU CORONER POUR LES SUJETS OÙ LE MSP ET LE MSSS AURAIENT DES POSITIONS DIVERGENTES.	MJQ, MSP, DAJ DU MSP, MSSS ET DAJ DU MSSSF	N/A	AUCUNE RENCONTRE N'A ÉTÉ NÉCESSAIRE À CE JOUR.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE	A COMME PRINCIPAL MANDAT D'ANALYSER LA SITUATION ET LES ENJEUX LIÉS À L'ADOPTION D'ENFANTS DOMICILIÉS HORS DU QUÉBEC PAR DES PERSONNES DOMICILIÉES AU QUÉBEC. SOLUTIONS EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE À ENVISAGER.	ME MARC G. LAVIGNE (DAJ-MSSSF), ME MONIQUE DUCHARME, ME ANNE-MARIE WILSON, ME SYLVIE SCHERRER, ME AMÉLIE PELLETIER-DESROSIER AUTRES PARTENAIRES MEMBRES : MIDI, SAI, MSSS, MRI, MJQ.	N/A	PROPOSITIONS PARTIELLES DU COMITÉ 18 MAI 2012. EN PRÉPARATION D'UNE DEMANDE D'EXTENSION DE MANDAT.
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLIT ET DE HARCÈLEMENT	PARTAGER ET ÉCHANGER AVEC LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR LES DIVERSES PROBLÉMATIQUES RELIÉES À LA PRÉVENTION ET AU RÈGLEMENT DE SITUATIONS DE CONFLIT OU DE HARCÈLEMENT.	GUY LACOURCIÈRE (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	N/A	N/A
TABLE D'ÉCHANGE EN MATIÈRE D'INVALIDITÉ ET DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	ÉCHANGER AVEC LES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS ET PARTAGER LES MEILLEURES PRATIQUES ET OUTILS	MARIE-CLAUDE JOLY (DRH-SDSP) ANITA LACROIX (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	N/A	N/A
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DES RESPONSABLES DE PROGRAMMES D'AIDE AUX EMPLOYÉS (CIRPA)	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, ÉCHANGES SUR LES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES ET LES BONNES PRATIQUES	MARIE-CLAUDE JOLY (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE L'ÉTHIQUE, PERFECTIONNER LES CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES, ÉCHANGER DES CONTENUS ET OUTILS ET SOUTENIR LES RÉPONDANTS	JOHANNE BOLDUC, RÉPONDANTE MINISTÉRIELLE (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A

RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL DES INTERVENANTS EN GESTION DU CHANGEMENT	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, ÉCHANGER ET FAIRE ÉVOLUER LES PRATIQUES EN GESTION DU CHANGEMENT	ANNIE VINET (DRH-SDSP) ANICK GODIN (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	PARTICIPATION À UN SOUS-GROUPE DE TRAVAIL VISANT À ÉLABORER LE CADRE DE RÉFÉRENCE GOUVERNEMENTAL EN GESTION DU CHANGEMENT.
RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL MOBILISATION ET RECONNAISSANCE	SOUS LA GOUVERNE DU SCT, ÉCHANGER ET FAIRE ÉVOLUER LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE MOBILISATION ET DE RECONNAISSANCE	ANICK GODIN (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A
RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL DE DÉVELOPPEMENT DES CADRES	SOUS LA GOUVERNE DU SCT ÉCHANGER SUR LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES ET PARTAGER LES CONNAISSANCES ET OUTILS	KIM PELLETIER (DRH-SDSP) ANNIE VINET (DRH-SDSP) AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	N/A	N/A
COMITÉ MÉDIAS	VOIR QUESTION P.14			
COMITÉ DIRECTEUR SUR L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE (VISIOCONFÉRENCE NORD-DU-QUÉBEC ET PROJET OUTAOUAIS)	LES TRAVAUX VISNT À ACCROÎTRE ET NORMALISER LES FAÇONS DE FAIRE ET LES PROCESSUS EN MATIÈRE DE VISIOCONFÉRENCE AFIN DE FAVORISER UNE MEILLEURE ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE.	CHANTAL COUTURIER (DGSJ) DONALD TREMBLAY (DGSJ) PAUL CHARBONNEAU (DGSJ) JEAN LEMIEUX (DGRIAT) JACQUES PRÉSENT (DGAJ) REPRÉSENTANTS DU MSP ET DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES.		TRAVAUX EN CONTINU.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	L'ASSOCIATION EST COMPOSÉE DE REPRÉSENTANTS DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DE CHACUNE DES DIX PROVINCES DU CANADA ET DES TROIS TERRITOIRES (YUKON, NUNAVUT ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST) LESQUELS MAINTIENNENT UN PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE RECONNU.	N/A	LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES EST TOUJOURS MEMBRE DE L'EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION ET A PARTICIPÉ À DES DISCUSSIONS RELATIVEMENT AU RÔLE DE CETTE DERNIÈRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE					
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MEMBRES SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT À L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE. POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUES.	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY ET M <sup>E</sup> KAREN BÉDARD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, AMF, RQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ PROVINCIAL D'IMPLANTATION DES COMPARUTIONS PAR VOIE TÉLÉPHONIQUE	COORDONNER L'IMPLANTATION DE SERVICES DE COMPARUTION PAR VOIE TÉLÉPHONIQUE.	M <sup>E</sup> ANDRÉ BROCHU. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, CQ, SERVICES CORRECTIONNELS, CORPS POLICIERS, AIDE JURIDIQUE ET AQAAD.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
COMITÉ DIRECTEUR SUR LA DIVULGATION DE LA PREUVE	RECENSER ET ÉLABORER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE DE PARTAGE DE LA PREUVE.	M <sup>E</sup> PIERRE GOULET. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ADPQ ET CORPS POLICIERS.			LES TRAVAUX SONT INTERROMPUS.
SOUS-COMITE DE SUIVI DE L'ARRET <i>McNEIL</i> (PARTAGE DE LA PREUVE)	ÉLABORATION ET IMPLANTATION D'UNE PROCÉDURE DE COMMUNICATION DES INCONDUITES POLICIÈRES.	M <sup>E</sup> SOPHIE DELISLE. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ADPQ ET CORPS POLICIERS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE	GÉRER LA PLANIFICATION ET LA LOGISTIQUE DES MÉGAPROCÈS.	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY ET M <sup>E</sup> STEVE MAGNAN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ ET MAGISTRATURE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ SUR LA PLANIFICATION JUDICIAIRE	PRODUIRE UN TABLEAU DE SUIVI UNIQUE DES PROCÈS MAJEURS AU QUÉBEC, UTILE À LA PLANIFICATION DES DOSSIERS D'ENVERGURE.	M <sup>ME</sup> MONIA GAGNÉ. AUTRES PARTENAIRES : MJQ ET MAGISTRATURE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>AÎNÉS</b>					
COMITÉ DIRECTEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX AÎNÉS DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	M <sup>E</sup> CLAUDINE LAURIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, AMF, CDPDJ, CURATEUR PUBLIC, MSP ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ AVISEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIOJUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES DE MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX AÎNÉS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.	M <sup>E</sup> DANY SAUVAGEAU. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS ET ASSS DE LA RÉGION ADMINISTRATIVE DE LA MAURICIE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>AUTOCHTONES</b>					
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLECTER LA	M <sup>E</sup> MARIE-CHANTAL BRASSARD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, MSSS, CSSS, SAA, MAGISTRATURE DE LA CQ ET DE LA			FINALISATION DU PLAN D'ACTION. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	VOLONTE, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	CS.			
<b>CAPACITÉS AFFAIBLIES</b>					
COMITÉ PROVINCIAL SUR LES FACULTÉS AFFAIBLIES	COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ET LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DONT LE MANDAT CONSISTE À ÉLABORER ET PROPOSER DES MESURES PERMETTANT DE POURSUIVRE EFFICACEMENT LA LUTTE À L'ENCONTRE DES RÉCIDIVISTES DE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE ET DE PROPOSER DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN CE SENS.	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MTQ, MSP ET SAAQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA LUTTE À LA RÉCIDIVE EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES	SOUS-COMITÉ REGROUPANT LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA SOCIÉTÉ DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC, DONT LE MANDAT EST D'APPUYER LES TRAVAUX DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA LUTTE À LA RÉCIDIVE EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC LES FACULTÉS AFFAIBLIES.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MTQ, MSP ET SAAQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES INFRACTIONS ROUTIÈRES CRIMINELLES	DISCUTER ET APPORTER DES SOLUTIONS QUANT À LA PROBLÉMATIQUE RELIÉE À LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE. AGIR À TITRE DE CONSEILLER POUR	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS, M <sup>E</sup> GABRIEL BERVIN M <sup>E</sup> ANA-MARINA IONESCU, M <sup>E</sup> ALEXANDRE GAUTHIER, M <sup>E</sup> CLAUDE DOIRE, M <sup>E</sup> BENOÎT MORIER,			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	LA TABLE DES CHEFS ET ASSURER LA COORDINATION AVEC LES PARTENAIRES.	M <sup>E</sup> PASCALE TREMBLAY, M <sup>E</sup> JUSTIN TREMBLAY, M <sup>E</sup> ANNIE TRUDEL, M <sup>E</sup> VÉRONIC PICARD, M <sup>E</sup> FRANÇOIS PARENT. M <sup>E</sup> LUC CYR, M <sup>E</sup> FRANÇOIS SÉNÉCHAL, M <sup>E</sup> ÉRIC L. MORIN, M <sup>E</sup> MARIE-CHANTAL BRASSARD, M <sup>E</sup> JOSÉ RHÉAUME, M <sup>E</sup> CAROLINE DULONG, M <sup>E</sup> PIERRE DESROSIERS, M <sup>E</sup> DENIS KOURI ET MME MONIA GAGNÉ  AUTRES PARTENAIRES : MSP, SQ, ENPQ, LSJML, APCMQ ET COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL.			
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	FAVORISER LA CONCERTATION ET AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES MESURES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS ET M <sup>E</sup> GABRIEL BERVIN.  AUTRES PARTENAIRES : MSP, MJQ, ADPQ, SQ, ENPQ, SPVM, SPVQ, SPCL, SAAQ ET LSJML.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ TECHNIQUE DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CONDUITE AVEC CAPACITÉ AFFAIBLIE (CCCA)	CONSEILLER LE COMITÉ SUR DES QUESTIONS PARTICULIÈRES QUE LE COMITÉ SOUMET.	M <sup>E</sup> JACQUES BLAIS.  AUTRES PARTENAIRES : MSP, LSJML, SPVL, SQ, SPVM ÉNPQ ET SPVQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>COURS MUNICIPALES</b>					
COMITE SUR LES COURS MUNICIPALES	FAVORISER UNE JUSTICE DE PROXIMITÉ ACCESSIBLE AUX CITOYENS; HARMONISER LA JUSTICE PÉNALE DE PREMIÈRE INSTANCE; FACILITER LE PROCESSUS D'ASSIGNATION DES JUGES DANS LES COURS MUNICIPALES ET METTRE À JOUR LA <i>LOI SUR LES COURS MUNICIPALES</i> .	M <sup>E</sup> DANY SAUVAGEAU.  AUTRES PARTENAIRES : MJQ, AGCMQ, VILLE DE MONTREAL, COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE QUEBEC, COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE MONTREAL, APCMQ ET COUR MUNICIPALE DE LA VILLE DE SAINTE-ADELE.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>CRIME ORGANISÉ</b>					
COMITÉ ACCES-TABAC	GÉRER LES CRÉDITS ET ÉTATS DE SITUATION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIES SOUTERRAINES CONCERNANT LA CONTREBANDE DE	M <sup>E</sup> BETTY LAURENT.  AUTRES PARTENAIRES : RQ, MSP ET MFQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	TABAC.				
COLCO (COMITÉ OPÉRATIONNEL DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ)	DISCUTER DES DOSSIERS OPÉRATIONNELS ACTIFS EN MATIÈRE DE CRIME ORGANISÉ DANS LES ORGANISATIONS POLICIÈRES.	M <sup>E</sup> FRANÇOIS BRIÈRE ET M <sup>E</sup> BETTY LAURENT. AUTRES PARTENAIRES : SQ, SPVM, GRC, REPRÉSENTANTS DES SÛRETÉS MUNICIPALES DE QUÉBEC, LAVAL, GATINEAU ET LONGUEUIL.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS</b>					
COMITÉ DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES CRIMES FINANCIERS À INCIDENCE FISCALE - ACCEF	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DES DÉCISIONS DU COMITÉ STRATÉGIQUE.	M <sup>E</sup> ÉRIC LAPORTE. AUTRES PARTENAIRES : SQ, RQ, AMF, MFQ, MSP ET SPVM.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES CRIMES FINANCIERS	ASSURER LA COORDINATION DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE CRIMES FINANCIERS.	M <sup>E</sup> ÉRIC LAPORTE ET M <sup>E</sup> ÉRIC BEAUPARLANT. AUTRES PARTENAIRES : SQ, AMF, SPPC ET GRC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>GANG DE RUE</b>					
COMITÉ SUR LE PROGRAMME DE SUIVI INTENSIF (PSI) EN MATIÈRE DE GANGS DE RUE	CONCEVOIR UN PROGRAMME DE SUIVI INTENSIF DES MEMBRES DE GANGS DE RUE.	M <sup>E</sup> BETTY LAURENT. AUTRES PARTENAIRES : SPVM, MSP, VILLE DE MONTRÉAL, CENTRE JEUNESSE DE MONTRÉAL, CENTRE JEUNESSE BATSHAW, SERVICE DE TRAVAIL DE RUE ET ORGANISMES COMMUNAUTAIRES.			LES TRAVAUX SONT SUSPENDUS.
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES GANGS DE RUE	RECONDUIRE LE PLAN D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE.	M <sup>E</sup> BETTY LAURENT ET M <sup>E</sup> PIERRE GOULET. AUTRES PARTENAIRES : ERM-GDR, MSP, SQ, SPVM, SM, ASFC, SCQ, CELCO-ARMES À FEU, VILLE DE MONTRÉAL, MTESS, SAJ, MESRS, MAMOT, SCF, MSSS, ASSS, CSSS, INSPQ, FCSQ, CJQ, ACJQ, UQAM, MSP, CJM-IU, CNPC, MJQ ET SCQ.			LES TRAVAUX SONT SUSPENDUS.
COMITÉ STRATÉGIQUE DES	APPLIQUER LE PLAN	M <sup>E</sup> BETTY LAURENT.			LES TRAVAUX SONT SUSPENDUS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
AGENCES D'APPLICATION DE LA LOI	D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE.	AUTRES PARTENAIRES : SQ, MSP, SPVM, SRCQ ET ASFC.			
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES TÉMOINS EXPERTS (SUR LA CRIMINALITÉ DES GANGS)	TRAVAUX CONCERNANT LA MESURE N° 5.	M <sup>E</sup> BETTY LAURENT ET M <sup>E</sup> PIERRE GOULET. AUTRES PARTENAIRES : SQ, MSP, SPVM, SRCQ ET ASFC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>GESTION</b>					
GROUPE D'EXPERTISE EN GESTION DES DOCUMENTS AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (GEDG)	PROMOUVOIR L'EXCELLENCE DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES DOCUMENTS SUR TOUT SUPPORT ENTRE LES SPECIALISTES AINSI QU'AVEC LES GROUPES APPARENTES ET TOUTE AUTRE INSTANCE DANS LE DOMAINE.	M <sup>ME</sup> HÉLÈNE BÉRUBÉ ET M <sup>ME</sup> MÉLISSA GENDREAU. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			UNE RENCONTRE A EU LIEU LE 14 MAI 2014.
COMMUNAUTE D'ORGANISMES PUBLICS QUEBÉCOIS UTILISANT LE LOGICIEL LIBRE : CONSTELLIO	SUIVRE LA PROGRESSION DE LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE PAR LA PARTICIPATION AUX RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET AU COMITÉ DE PILOTAGE DANS LE BUT D'ÉVALUER LE POTENTIEL D'UN LOGICIEL LIBRE POUVANT RÉPONDRE AUX BESOINS DU DPCP EN MATIÈRE DE GESTION INTÉGRÉE DES DOCUMENTS.	M <sup>E</sup> CLAUDINE LAURIN ET M <sup>ME</sup> HÉLÈNE BÉRUBÉ. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			DEUX RENCONTRES ONT EU LIEU LES 4 ET 23 FÉVRIER 2015.
COMITE DIRECTEUR DE PROJETS IMMOBILIERS	DISCUTER ET SUIVRE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES PROJETS D'AGRANDISSEMENT ET DE RENOVATION DE PALAIS DE JUSTICE.	M <sup>E</sup> STEVE MAGNAN, M. DENIS GERMAIN, M. DOMINIC JARGAILLE ET M <sup>ME</sup> NATALIE DESROCHERS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP ET SQI.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES HUMAINES	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	M <sup>ME</sup> SYLVIE BOUDREAU. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES FINANCIÈRES	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES.	M. DOMINIC JARGAILLE. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES MATÉRIELLES	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES MATÉRIELLES.	M. DOMINIC JARGAILLE. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SECTORIEL SUR LA GESTION IMMOBILIÈRE – FORUM DES GESTIONNAIRES EN RESSOURCES MATÉRIELLES	DISCUTER ET PRÉSENTER LES MEILLEURES PRATIQUES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN GESTION IMMOBILIÈRE.	M <sup>ME</sup> NATALIE DESROCHERS. AUTRES PARTENAIRES : SQI, MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES GESTIONNAIRES EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS RELIÉS À LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES.	M <sup>ME</sup> JACYNTHÉ FORTIN. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
REGROUPEMENT DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION	PARTAGER L'EXPERTISE AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	M. DENIS GERMAIN AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES DIRIGEANTS DE L'INFORMATION	FORUM D'ÉCHANGE D'INFORMATION CONCERNANT LES NOUVELLES RÈGLES ADMINISTRATIVES RELATIVES À LA GESTION DES PROJETS INFORMATIQUES, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA FORMATION AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	M. DENIS GERMAIN ET M <sup>ME</sup> JACYNTHÉ FORTIN. AUTRES PARTENAIRES : SOUS LA COORDINATION DU SCT, L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'OBSERVATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES	FAIRE CONNAÎTRE LA <i>LOI SUR L'INTÉGRITÉ EN MATIÈRE DE CONTRATS PUBLICS ET LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE.</i>	M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : SOUS LA COORDINATION DU SCT, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
FORUM DES SECRÉTAIRES DE COMITÉS	FORUM D'ÉCHANGE EN GESTION CONTRACTUELLE S'ADRESSANT AUX SECRÉTAIRES DE COMITÉS DE SÉLECTION QUI A LIEU UNE FOIS PAR ANNÉE.	M <sup>ME</sup> ANNE-MARIE LAPERRIÈRE. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
RESEAU DES REpondants en matière de conflit et de harcèlement	PARTAGER ET ECHANGER AVEC LES REpondants MINISTERIELS SUR LES DIVERSES PROBLEMATIQUES RELIEES A LA PREVENTION ET AU REGLEMENT DE SITUATIONS DE CONFLIT OU DE HARCELEMENT.	M <sup>ME</sup> ISABELLE DORÉ.  AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RESEAU PLANIFICATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE (PMO)	PARTAGER ET ECHANGER AVEC LES REpondants MINISTERIELS AU REGARD DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE GESTION PREVISIONNELLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE.	M. NORMAND PECK.  AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE D'ÉCHANGE EN MATIERE DE REINTEGRATION AU TRAVAIL	ÉCHANGER AVEC LES REpondants MINISTERIELS RESPONSABLES DE LA REINTEGRATION AU TRAVAIL D'EMPLOYES A LA SUITE D'UNE INVALIDITE OU D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL.	M <sup>ME</sup> ISABELLE DORÉ.  AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
TABLE D'ÉCHANGE EN GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE	PARTAGER ET ECHANGER AVEC LES CONSEILLERS EN GESTION DE MAIN- D'ŒUVRE DES DIVERS MINISTERES ET ORGANISMES EN MATIERE DE PRATIQUES EN GESTION DE MAIN- D'ŒUVRE.	M. VICTOR PREDA.  AUTRES PARTICIPANTS: MINISTERES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUEBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITE DE CO-DEVELOPPEMENT EN RELATIONS DU TRAVAIL	OFFRIR UNE APPROCHE STRUCTUREE DE FORMATION CONTINUE QUI MET A PROFIT LE SAVOIR-FAIRE DES MEMBRES DU GROUPE ET VALORISER LES INTERACTIONS ENTRE LES PARTICIPANTS, ET CE, AFIN D'AMELIORER LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES DES UNS ET DES AUTRES. PERMETTRE A CHAQUE MEMBRE DU GROUPE D'ELARGIR SES CAPACITES D'ACTION ET DE REFLEXION.	M <sup>ME</sup> MARIE-PIER BOURDEAU.  AUTRES PARTICIPANTS: MTESS, SAAQ, MAMOT, MFQ, CSPQ, MFA, CAI ET MESRS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RESEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCES AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS	DISCUTER ET PRESENTER DIVERS SUJETS LIES A L'ACCES AUX DOCUMENTS ET A LA PROTECTION	M <sup>E</sup> MELISSA-ANN McFARLAND.  AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
PERSONNELS	DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DU QUÉBEC.			
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
RÉSEAU D'ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. JEAN-FRANÇOIS LABBÉ. AUTRES PARTENAIRES : MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES SAGES – PROGRAMME TOJ	FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME TOJ POUR LES ORIENTATIONS, LES STRATÉGIES ET LES PRIORITÉS DU PROGRAMME.	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MAGISTRATURE CQ, CS, CA, BARREAU DU QUÉBEC, CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC ET CHAMBRE DES HUISSIERS DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>JEUNESSE</b>					
COMITÉ SUR L'ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS	ASSURER UNE COORDINATION PROVINCIALE DES DOSSIERS PRINCIPALEMENT D'ENLÈVEMENTS PARENTAUX.	M <sup>E</sup> GIANNI CUFFARO ET M <sup>E</sup> ROXANE LAPORTE. AUTRES PARTENAIRES : GRC, SPVM, SQ, SPVQ, DPJ, PASSEPORT CANADA, ASFC IMMIGRATION, ASFC DOUANES, ENFANT RETOUR QUÉBEC ET MJQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ D'EXAMEN DE DÉCÈS D'ENFANTS DE QUÉBEC	EXAMINER LES DÉCÈS D'ENFANTS DE CINQ ANS ET MOINS SURVENUS SUR LE TERRITOIRE DE LA RÉGION 03, QU'ILS AIENT OU NON FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER, DONT LES CAUSES MÉDICALES ET LES CIRCONSTANCES SUSCITENT UN QUESTIONNEMENT ET, LE CAS ÉCHÉANT, CONTRIBUER À LES ÉTABLIR.	M <sup>E</sup> ANA-MARINA IONESCU. AUTRES PARTENAIRES : BUREAU DU CORONER, MSSS, DPJ, ADPQ, SPVL ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	FAVORISER LA CONCERTATION DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE POUR LES MINEURS ET FAIRE LE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA LSJPA AU NIVEAU PROVINCIAL.	M <sup>E</sup> ANNE-MARIE OTIS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP, SQ, SPVM, SPVQ ET ACJQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	REVOIR LE CADRE ET CONDITIONS D'APPLICATION DES MESURES EXTRAJUDICIAIRES PAR LES POLICIERS.	M <sup>E</sup> ANNE-MARIE OTIS. AUTRES PARTENAIRES : AIDE JURIDIQUE, MUNICIPALITÉS DE QUÉBEC, GRANBY, TERREBONNE, LONGUEUIL, ADPQ, MSSS, SQ, CENTRE JEUNESSE, ENPQ, SPVM, ROJAQ, OJA ET MSP.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
SOUS-COMITÉ INTERSECTORIEL SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	RÉVISER LE PROGRAMME DE SANCTION EXTRAJUDICIAIRE EN PARTENARIAT AVEC TOUTES LES ORGANISATIONS LES METTANT EN APPLICATION.	M <sup>E</sup> ANNE-MARIE OTIS. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, DPJ, ACJQ, OJA, DP, MSSS, CORPS POLICIERS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES OPÉRATIONS DU REGISTRE LSJPA	DISCUTER DES AMÉLIORATIONS À APPORTER AU SYSTÈME INFORMATIQUE ET PRODUIRE UNE LISTE DE PRIORITÉS POUR LE COMITÉ DE GESTION DU REGISTRE LSJPA.	M <sup>E</sup> ANNE-MARIE OTIS ET M <sup>ME</sup> LOUISE RENAUD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP ET CRPQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DE GESTION DU REGISTRE LSJPA	ENTÉRINER LES PRIORITÉS D'AMÉLIORATIONS À APPORTER ET ÉMETTRE DES RECOMMANDATIONS SUR LE PLAN D'ÉVALUATION PROPOSÉ PAR LE COMITÉ DES OPÉRATIONS DU REGISTRE LSJPA.	M <sup>E</sup> ANNE-MARIE OTIS, M <sup>E</sup> SOPHIE DELISLE ET M <sup>ME</sup> LOUISE RENAUD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP ET CRPQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ ACCÈS REGISTRE LSJPA	DÉFINIR UNE ENTENTE SUR LA GOUVERNANCE DU REGISTRE LSJPA EN COLLABORATION AVEC TOUS LES PARTENAIRES QUI L'UTILISENT.	M <sup>E</sup> ANNE-MARIE OTIS ET M <sup>ME</sup> LOUISE RENAUD. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MSP ET CRPQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	ASSURER UNE CONCERTATION EN CE QUI CONCERNE LES INTERVENTIONS SUR LA VIOLENCE ET L'INTIMIDATION EN MILIEU SCOLAIRE.	ASSOCIATION DES ADMINISTRATEURS DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU QUÉBEC, ACJQ, ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUÉBEC, ADPQ, ASSOCIATION DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUÉBEC, ASSOCIATION PROVINCIALE DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS DU QUÉBEC, ASSOCIATION MONTRÉLAISE DES DIRECTIONS D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES, ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES CADRES SCOLAIRES, CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES COMITÉS DE PARENTS DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC, FÉDÉRATION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS, FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTIONS D'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT, MSP, MESRS, MSSS, MJQ, TABLE NATIONALE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE DU RÉSEAU DE L'ÉDUCATION, SPVM ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE	ASSURER LE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE, PAR TOUS LES PARTENAIRES CONCERNÉS.	M <sup>E</sup> CLAUDINE LAURIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, MSSS, MESRS ET MFA.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
<b>LÉGISLATION</b>					
COMITÉ SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE LOI C-32	Étudier le projet de loi C-32 et proposer des solutions facilitant sa mise en œuvre.	M <sup>E</sup> Chloé Rousselle Autres partenaires : MJQ, MSP et SQ			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>PÉNAL</b>					
COMITÉ ACCES ALCOOL	DÉFINIR LES POLITIQUES D'INSPECTION ET DE POURSUITE QUANT AUX LOIS RELATIVES AUX BOISSONS ALCOOLIQUES ET EN ASSURER LE SUIVI (ACTIONS CONCERTÉES POUR CONTRER LES ÉCONOMIES SOUTERRAINES).	M <sup>E</sup> Jean-Gabriel L'Écuyer. Autres partenaires : MSP, MFQ, SQ, ADPQ, SAQ et RACJ.			PLANIFICATION DES INSPECTIONS SYSTÉMATIQUES ET DÉTECTION DE LA CONTREBANDE D'ALCOOL ET DE PRODUITS ALCOOLIQUES ILLÉGAUX. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ ACCES CONSTRUCTION	INTENSIFIER LES ACTIONS DE LUTTE CONTRE L'ÉVASION FISCALE ET LE TRAVAIL AU NOIR EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION (ACTIONS CONCERTÉES POUR CONTRER LES ÉCONOMIES SOUTERRAINES).	M <sup>E</sup> Karen Bédard et M <sup>E</sup> Marie-Pier Champagne. Autres partenaires : CCQ, RBQ, MFQ, RQ, CSST et MTESS.			ANALYSE ET MESURE DES PHÉNOMÈNES ET PROPOSITIONS DES MOYENS D'INTERVENTION. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES INTERVENTIONS POLICIÈRES SUR LES EMPRISES FERROVIAIRES DU QUÉBEC	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES MAJEURES. METTRE EN PLACE DES DIRECTIVES POLICIÈRES CONCERNANT LES INTERVENTIONS SUR LES EMPRISES FERROVIAIRES. ÉTUDIER LES DIFFÉRENTES LOIS ET RÈGLEMENTS DANS LE DOMAINE ET Y APPORTER DES AMÉLIORATIONS S'IL Y A LIEU.	M <sup>E</sup> Jean-Gabriel L'Écuyer. Autres partenaires : MSP, MTQ, SQ, SPVM, ENPQ, SPVQ, ADPQ, AMT, CN, CP, ASSOCIATION DES CHEMINS DE FER DU CANADA, VIA RAIL CANADA, CHEMINS DE FER DE COMPÉTENCE QUÉBÉCOISE ET CHEMINS DE FER D'ENTREPRISE.			ÉLABORATION D'UN PROJET DE DIRECTIVES SUR LES INTERVENTIONS POLICIÈRES SUR LES EMPRISES. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
GROUPE DE TRAVAIL PROVINCIAL DES AGENTS DE L'AUTORITÉ SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE	PERMETTRE DES DISCUSSIONS ENTRE LES PRINCIPAUX ORGANISMES MANDATÉS POUR L'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE AINSI QUE DE PERMETTRE UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES ORGANISMES RESPONSABLES DE LA MISE EN PLACE D'UNE	M <sup>E</sup> Karen Bédard et M <sup>E</sup> Jean-Gabriel L'Écuyer. Autres partenaires : SQ, GRC, BUREAU DE LA SÉCURITÉ NAUTIQUE DE TRANSPORTS CANADA, SPVM, SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX ET REPRÉSENTANTS DE MRC.			ÉCHANGES CONSTANTS ENTRE LES DIVERS INTERVENANTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NAUTIQUE. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	RÉGLEMENTATION EFFICACE SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE.				
COMITÉ DE COORDINATION – PHASE 2 DES CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	FAIRE LE SUIVI DU SCÉNARIO D'ACQUISITION DE 37 APPAREILS DE CONTRÔLE AUTOMATISÉ ADDITIONNELS ET DU DÉPLOIEMENT DE 36 DE CEUX-CI, QUI S'AJOUTERONT AUX 15 DÉJÀ EN PLACE.	M <sup>E</sup> SABRINA GRAND. AUTRES PARTENAIRES : MTQ, MJQ, SQ, MSP, ADPQ, SPVM, AGGLOMÉRATIONS DE QUÉBEC ET LONGUEUIL AINSI QUE LES VILLES DE LAVAL, GATINEAU ET MONTRÉAL.			À LA DEMANDE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS, LE CSPQ PUBLIAIT UN APPEL D'INTÉRÊT SUR LES APPAREILS DE CONTRÔLE AUTOMATISÉ LE 14 JANVIER 2014, SUIVI D'UN APPEL D'OFFRE PUBLIC, LE 2 JUIN. L'APPEL D'OFFRES A PRIS FIN LE 30 SEPTEMBRE 2014 ET LE MINISTÈRE DEVRAIT PROCÉDER À L'ACQUISITION DES 37 NOUVEAUX APPAREILS AU COURS DE L'ANNÉE 2015. LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ SUR LES PANNEAUX DE VITESSE VARIABLE	DISCUTER DES IMPACTS POSSIBLES RELATIFS À L'IMPLANTATION DE PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES (PMV) SUR DIFFÉRENTS AXES ROUTIERS DU QUÉBEC.	M <sup>E</sup> KATHY BERGERON AUTRES PARTENAIRES : MTQ, ET SQ.			IMPLANTATION DES PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES SUR L'AUTOROUTE ROBERT-BOURASSA ET À SAINT-VALLIER DE BELLECHASSE SUR L'AUTOROUTE 20.
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT SUR LES INSPECTIONS ET LES ENQUÊTES	EFFECTUER UN SUIVI SERRÉ DE TOUTE LA JURISPRUDENCE SUR LES INSPECTIONS ET LES PERQUISITIONS. CETTE TABLE S'INSCRIT DANS LE CONTEXTE DU PERFECTIONNEMENT DES JURISTES EN MATIÈRE D'INSPECTIONS ET D'ENQUÊTES.	M <sup>E</sup> DONALD BARNABÉ, M <sup>E</sup> MARYSE BLAIS, M <sup>E</sup> KATHY BERGERON ET M <sup>E</sup> NATHALIE DROLET. AUTRES PARTENAIRES : MSP, RQ, MJQ, MIDI, MERN, MTQ, MESRS, MRIF, MFA, MAPAQ, MFFP, ET MTESS.			IMPLANTATION DES PANNEAUX À MESSAGES VARIABLES SUR L'AUTOROUTE ROBERT-BOURASSA ET À ST-VALLIER SUR L'AUTOROUTE 20.
<b>PRATIQUES POLICIÈRES</b>					
COMITÉ DE TRAVAIL – PRISE D'EMPREINTES DIGITALES	ANALYSER LES SITUATIONS PROBLÉMATIQUES ET Y TROUVER DES SOLUTIONS.	M <sup>E</sup> SOPHIE DELISLE. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ADPQ, ENPQ, SPVM, SQ, SPVL ET SERVICE DE POLICE DE REPENTIGNY.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	EXAMINER LES PRATIQUES PRÉVUES AU GUIDE DES PRATIQUES POLICIÈRES.	M <sup>E</sup> SOPHIE DELISLE. AUTRES PARTENAIRES : MSP, MJQ, ADPQ, ENPQ, SERVICE DE POLICE DE GRANBY, SERVICE DE POLICE DE			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
		L'AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL, SQ, SPVM, SERVICE DE POLICE DE TERREBONNE, SPVQ ET SERVICE DE PROTECTION DES CITOYENS DE LAVAL.			
<b>PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ</b>					
COMITÉ DE PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	ÉTABLIR LES MODALITÉS DE PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ POUR LES ORGANISMES MUNICIPAUX.	M <sup>E</sup> CLAUDE LACHAPELLE, M <sup>E</sup> ÉRIC LAPORTE, M <sup>E</sup> CLAIRE LESSARD ET M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : MSP, ASPQ, SPVM, SQ, SERVICE DE POLICE DE LONGUEUIL, INFO-CRIME MONTRÉAL ET ÉCHEC AU CRIME.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>SANTÉ MENTALE</b>					
COMITÉ DES USAGERS DU SERVICE D'ANALYSE DES DROGUES DE SANTÉ CANADA	FOURNIR UNE MISE À JOUR DE LA SITUATION ACTUELLE DU SERVICE D'ANALYSE DES DROGUES DE SANTÉ CANADA, RENSEIGNER LES CLIENTS À PROPOS DES CHANGEMENTS, UNIFORMISER LES PRATIQUES DE SOUMISSION D'ÉCHANTILLONS ET RECUEILLIR DES RÉTROACTIONS ET COMMENTAIRES.	M <sup>E</sup> ISABELLE GRONDIN ET M <sup>E</sup> CLAUDINE CHAREST. AUTRES PARTENAIRES : SPPC, GRC, SERVICES POLICIERS PROVINCIAUX ET MUNICIPAUX DU QUÉBEC.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT À RAISON D'UNE RÉUNION PAR ANNÉE.
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE. FAVORISER L'IMPLANTATION DE PROGRAMMES D'ACCOMPAGNEMENT ET D'ADAPTABILITÉ VISANT À OFFRIR AUX CLIENTÈLES PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE LES SERVICES ADAPTÉS À LEURS BESOINS.	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY ET M <sup>E</sup> DANY SAUVAGEAU. AUTRES PARTENAIRES : MSSS, MJQ ET MSP.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	ASSURER LA COHÉRENCE DES MESURES PROPOSÉES AVEC CELLES VISANT D'AUTRES CLIENTÈLES VULNÉRABLES COMME CELLES PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE, DE TROUBLES ENVAHISSANTS DU DÉVELOPPEMENT, DE TOXICOMANIE OU D'ITINÉRANCE ET VEILLER À LEUR HARMONISATION POUR LES CLIENTÈLES PRÉSENTANT PLUSIEURS PARTICULARITÉS. METTRE EN COMMUN DES EXPÉRIENCES ET DES MEILLEURES PRATIQUES. FAVORISER LA COLLABORATION ET LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE, INTERSECTORIELLE ET MULTIDISCIPLINAIRE.				
SOUS-COMITÉ SUR LES MESURES DE RECHANGE – SECTEUR CRIMINEL	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE SOUS 717 C.CR.	M <sup>E</sup> DANY SAUVAGEAU. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, CMQ ET CMM.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
SOUS-COMITÉ SUR L'INTRODUCTION DE MESURES DE RECHANGE AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE	INTRODUIRE, AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, UN RÉGIME DE MESURES DE RECHANGE S'APPLIQUANT AUX INFRACTIONS DONT LE TRAITEMENT EST RÉGI PAR CETTE LOI.	M <sup>E</sup> KAREN BÉDARD. AUTRES PARTENAIRES: MJQ, CMQ ET CMM.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT
<b>SÉCURITÉ</b>					
COMITÉ CENTRAL DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION (PLI)	ASSURER L'INTÉGRITÉ DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES (LE PLI A ÉTÉ CRÉÉ À LA SUITE DE L'OPÉRATION PRINTEMPS 2001).	M <sup>E</sup> LISA LABOSSIERE, M <sup>E</sup> CLAUDINE LAURIN, M. SYLVAIN CHABOT ET M. PATRICK DUBÉ. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, SCC, SPPC, ADPQ, GRC, SRCQ, SPVM ET SQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA <i>POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC</i>	RÉALISER LA MESURE 38.2 CONCERNANT LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA <i>POLITIQUE INTERNATIONALE DU</i>	M <sup>E</sup> SABIN OUELLET ET M <sup>E</sup> SONIA PAQUET. AUTRES PARTENAIRES : MRIF, MAPAQ, MCC, MFQ, MESRS,			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	<i>QUÉBEC.</i>	MICC, MERN, MSP, MTQ, TOURISME QUÉBEC, CFA, IQ, SAA, SAIC ET LES DÉLÉGATIONS DU QUÉBEC AUX ÉTATS-UNIS.			
TABLE CENTRALE DE SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC	DISCUTER ET METTRE EN PLACE TOUTES LES MESURES VISANT À ACCROÎTRE LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	M <sup>E</sup> STEVE MAGNAN ET M. DENIS GERMAIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSP, MAGISTRATURE ET SQI.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
<b>TOXICOMANIE</b>					
COMITÉ PROVINCIAL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ- MTL)	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE LA COUR DU QUÉBEC AINSI QUE DES MINISTÈRES DE LA JUSTICE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX. IL A POUR MANDAT DE VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PTTCQ-MTL.	M <sup>E</sup> ANNICK MURPHY, M <sup>E</sup> STEVE MAGNAN ET M <sup>E</sup> CLAUDINE LAURIN. AUTRES PARTENAIRES : MJQ, MSSS, MTESS, MSP ET CQ.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.
COMITÉ OPÉRATIONNEL DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL (PTTCQ- MTL)	CE COMITÉ EST COMPOSÉ DE L'ASSOCIATION DES INTERVENANTS EN TOXICOMANIE DU QUÉBEC, CCJM, CQ, DPCP, MSP, AGENT DE LIAISON, ET REPRÉSENTANT DES AVOCATS DE LA DÉFENSE DU CENTRE DOLLARD- CORMIER. IL A POUR MANDAT DE VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DU PTTCQ-MTL.	M <sup>E</sup> ANNE-ANDRÉE CHARETTE. AUTRES PARTENAIRES : CQ, CENTRE DOLLARD-CORMIER, MJQ, MSP, AQAAD, AIDE JURIDIQUE DE MONTRÉAL ET MSSS.			LE COMITÉ SE RÉUNIT UNE FOIS PAR MOIS ENVIRON ET LES TRAVAUX SE POURSUIVENT. UN SOUS-COMITÉ A VU LE JOUR TOUT DERNIÈREMENT POUR L'ÉLABORATION DE LA PHASE 2 (PERSONNES EN LIBERTÉ).
<b>VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES</b>					
COMITE INTERMINISTERIEL SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AU GOUVERNEMENT EN VUE DE PRÉVENIR L'EXPLOITATION	M <sup>E</sup> CHLOÉ ROUSSELLE. AUTRES PARTENAIRES : SCF, MJQ, MESRS, MTESS, MAMOT, MIDI, MCE, MSSS, MSP ET MESRS			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.



COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	NOMBRES DE RENCONTRES 2014-2015	RÉSULTATS 2014-2015
	SEXUELLE (HYPERSEXUALISATION, PROSTITUTION, TRAITE DE FEMMES À L'INTÉRIEUR ET À L'EXTÉRIEUR DU PAYS ET DE VENIR EN AIDE AUX PERSONNES QUI VEULENT QUITTER LE MILIEU DE LA PROSTITUTION).				
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH	FOURNIR DES INFORMATIONS PERTINENTES (ÉTUDES SUR L'ÉVOLUTION DES RISQUES DE TRANSMISSION, RAPPORTS ÉTRANGERS, ÉTUDES DE CAS SOUMIS AUX TRIBUNAUX, JURISPRUDENCE ÉTRANGÈRE, BIBLIOGRAPHIE, ETC.) QUI POURRAIENT NOUS ÊTRE UTILES. IL S'AGIT D'UN DOMAINE (VIH) SPÉCIALISÉ OÙ LES DÉVELOPPEMENTS SCIENTIFIQUES RAPIDES SONT SUSCEPTIBLES D'INFLUENCER LE DROIT ET, PAR CONSÉQUENT, L'EXERCICE DE NOTRE DISCRÉTION DE POURSUIVRE.	M <sup>E</sup> RACHELLE PITRE, M <sup>E</sup> ANA-MARINA IONESCU, M <sup>E</sup> PATRICK MICHEL, M <sup>E</sup> MARIE-FRANCE GAGNON AUTRES PARTENAIRES : MJQ ET MSSS.			LES TRAVAUX SE POURSUIVENT.

**P.5 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS, PAR SECTEURS, AU MINISTÈRE EN 2014-2015 ET COMPARAISON AVEC LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES. PRÉCISER POUR CHAQUE SECTEUR ET CHAQUE ANNÉE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS DEVENUS PERMANENTS.**

**MINISTÈRE**

ANNÉE	EFFECTIF OCCASIONNEL	EFFECTIF TOTAL	POURCENTAGE
2014-2015	1 357	3 331	40,7 %

**EXCLUSION, S'IL Y A LIEU :** LES JUGES, JUGES DE PAIX MAGISTRATS, LE PERSONNEL DE CABINET ET LES ÉTUDIANTS SONT EXCLUS DE L'EFFECTIF.

**SOURCE:** SAGIP, DONNÉES AU 5 MARS 2015, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION - DRH

2014-2015	OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS	EMPLOYÉS OCCASIONNELS	%
TOTAL MJQ	115	1357	8,5
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE JUSTICE ET DES REGISTRES (DGSJR)	73	1101	6,6
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À L'ORGANISATION (DGSO)	8	20	40
DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES (DGAJL)	13	110	11,8
BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (BIA)	4	47	8,5
BUREAU DE LA JUGE EN CHEF DE LA COUR DU QUÉBEC (BJCCQ)	1	13	7,7
BUREAU DDE LA SOUS-MINISTRE (BSM)	0	1	0
DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP)	0	1	0
COUR D'APPEL	2	54	3,7
DIRECTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE (DVI)	0	0	0
FONDS ACCÈS JUSTICE (NO MINISTÈRE 771)	0	0	0
FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (NO MINISTÈRE 872)	0	0	0
FONDS DES REGISTRES (NO MINISTÈRE 878)	14	10	140

**EXCLUSION, S'IL Y A LIEU :** LES JUGES, JUGES DE PAIX MAGISTRATS, LE PERSONNEL DE CABINET ET LES ÉTUDIANTS SONT EXCLUS DE L'EFFECTIF.

P.6 VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR AUPRÈS DU MINISTÈRE OU UN DE SES ORGANISMES. VENTILATION PAR ANNÉE, PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES AINSI QUE PAR COMPRESSIONS RÉALISÉES ET À VENIR.

---

**MINISTÈRE ET ORGANISMES**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**P.7 LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2014-2015, EN INDIQUANT LES COÛTS, LE SUJET ET, LE CAS ÉCHÉANT, LA FIRME RETENUE POUR LE RÉALISER.**

**MINISTÈRE**

AUCUN.

**ORGANISMES**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

AUCUN.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

SONDAGES COMMANDÉS

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
SONDAGE RÉALISÉ DANS LE CADRE D’UNE RECHERCHE SYSTÉMIQUE DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L’ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS :  « PROMOTION EN EMPLOI DES MEMBRES DES MINORITÉS RACISÉES DANS LE SECTEUR PRIVÉ ». SONDAGE EN COURS : LES RÉSULTATS SERONT CONNUS EN 2015-2016.	BUREAU DES INTERVIEWEURS PROFESSIONNELS (B.I.P.) 1988 MONTRÉAL	2014-2015 : 3 780 \$
SONDAGE SUR LES PERCEPTIONS RELATIVES AUX DROITS ET LIBERTÉS CHEZ LES QUÉBÉCOIS. SONDAGE EN COURS : LES RÉSULTATS SERONT CONNUS EN 2015-2016.	ADVANIS JOLICOEUR MONTRÉAL	2014-2015 : 14 565 \$
ACTIVITÉ EN LIEN AVEC LE 40 <sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS.	SOUS LA DIRECTION DE PIERRE NOREAU, UDEM  AVEC LE CONCOURS DE PIERRE-ALAIN COTNOIR À TITRE D’EXPERT ET DE PRINCIPAL ANALYSTE DES RÉSULTATS	2014-2015 : 3 250 \$  2014-2015 : 1 140 \$

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

SONDAGES COMMANDÉS

SUJET DU SONDAGE	FIRME	Coût
MESURE DE LA SATISFACTION DU PROCESSUS DE RECRUTEMENT DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	N/A	419 \$
SONDAGE SUR LES BESOINS ET ATTENTES DES PARTENAIRES (PLAN STRATÉGIQUE 2014-2019)	N/A	0 \$

**FONDS D’AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

AUCUN.

**P.8**    **LISTE ET COPIE DE TOUS LES AVIS, JURIDIQUES ET AUTRES, COMMANDÉS EN 2014-2015 PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET DU MINISTRE EN INDICANT LES COÛTS, LE SUJET, LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA PERSONNE QUI A RÉALISÉ L'AVIS ET LA DATE DE RÉCEPTION. INDiquer LE NOMBRE TOTAL D'AVIS DEMANDÉS PAR LE MINISTÈRE.**

---

**MINISTÈRE**

---

LES AVIS JURIDIQUES PRODUITS DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES CONCLU AVEC UN AVOCAT OU UN NOTAIRE DE LA PRATIQUE PRIVÉE SONT PROTÉGÉS PAR LE SECRET PROFESSIONNEL. SEULES LES INFORMATIONS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL PEUVENT ÊTRE DIVULGUÉES.

POUR CONNAÎTRE LES INFORMATIONS ACCESSIBLES AU SUJET DES MANDATS CONFIÉS EN 2014-2015 À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.65 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

**P.9 LISTE DE TOUS LES FRAIS DE TRADUCTION ET DES DOCUMENTS TRADUITS POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES EN 2014-2015. FOURNIR LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS, LE NOM DES FIRMES RETENUES ET LES COÛTS.**

**MINISTÈRE**

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC. LES	TRADUCTION ANGLAISE DU RAPPORT DU PROFESSEUR ROBERGE	3 123,60 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	DIVERS DOCUMENTS (PUBLICATIONS, INTERNET, RAPPORT ANNUEL, DISCOURS, COMMUNIQUÉS)	3 140,68 \$
CHRISTINE GARDNER	DIVERS DOCUMENTS (PUBLICATIONS, INTERNET, RAPPORT ANNUEL, DISCOURS, COMMUNIQUÉS)	605,43 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE TROIS DOCUMENTS JURIDIQUES	639,58 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	260,42 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN RÈGLEMENT	250,80 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE TROIS DOCUMENTS JURIDIQUES	123,16 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE DEUX DOCUMENTS JURIDIQUES	154,52 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN RÈGLEMENT	149,72 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN RÈGLEMENT	250,04 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION EN LANGUES ÉTRANGÈRES D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	134,80 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE TROIS DOCUMENTS JURIDIQUES	139,50 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	167,58 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE QUATRE RÈGLEMENTS	609,18 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE QUATRE RÈGLEMENTS ET D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	1 279,55 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS DE TROIS RÈGLEMENTS ET D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	1 166,30 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	79,16 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	35,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	360,36 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	TRADUCTION ANGLAIS/FRANÇAIS D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	1 643,25 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION D'UN DOCUMENT JURIDIQUE	584,40 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	SERVICE DE TRADUCTION	529 972 \$
MOT D'EXCELLENCE INC.	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	1 715 \$
ROBERT, JEAN-GUY	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	4 467 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	SERVICE DE TRADUCTION	57 294 \$
TRADUCTIONS KLM INC.	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	1 219 \$
CHAREST, MURGANIE	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	280 \$
KANIYOLU, MELEK	SERVICE DE TRADUCTION – TEXTE RÉGULIER	215 \$
LES TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS	4 000 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
COMMUNICATIONS WRITE TOUCH	TRADUCTION DE FORMULAIRES INTERACTIFS	20 \$
COMMUNICATIONS WRITE TOUCH	TRADUCTION DE FORMULAIRES INTERACTIFS	30 \$

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION ORDRE DU JOUR ET COMPTE RENDU DE RÉUNION (FR.-ANG.)	1 188,13 \$
TRADUC-TEXTE	AJUSTEMENT CONVENTION CAVAC DU NUNAVIK (FR.-ANG.)	146,25 \$
TRADUC-TEXTE	TRADUCTION ORDRE DU JOUR (FR.-ANG.)	106,74 \$
TRADUC-TEXTE	AJUSTEMENT CONVENTION CAVAC CRI (FR.-ANG.)	168,75 \$

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

AUCUN.

**FONDS DES REGISTRES**

AUCUN.

**ORGANISMES**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DE LA DÉCISION # 698 – MORELLI & PAQUETTE ET LETTRE DOSSIER # 691	223,76 \$
AMÉRIQUE TRADUCTIONS	TRADUCTION DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES SUR LE TRAITEMENT D’UNE PLAINTÉ	287,15 \$

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BILODEAU, COLLEEN	TRADUCTION DE RÉOLUTIONS (9 DEMANDES) POUR LE SECRÉTARIAT ET CONTENTIEUX SOUSSION SUR INVITATION : CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ DE 0,22\$/MOT	2 722 \$
CAISSEY TRANSLATION	TRADUCTION DE DOCUMENTS D’ENQUÊTE (8 EXPOSÉS FACTUELS) POUR LE SERVICE DES ENQUÊTES SOUSSION SUR INVITATION : CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ DE 0,22\$/MOT	5 900 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION	TRADUCTION DE DOCUMENTS D’ENQUÊTE (EXPOSÉS FACTUELS ET CORRESPONDANCE), DE DÉPLIANTS ET D’UN AVIS OFFICIEL DE LA COMMISSION SOUSSION SUR INVITATION : CONTRAT OUVERT À TARIF NÉGOCIÉ DE 0,28\$/MOT	4 755 \$

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLÉE SUR LE SITE WEB): -"LE SARPA – SERVICE ADMINISTRATIF DE RAJUSTEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS"	230 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLÉE SUR LE SITE WEB): - "LES CONSÉQUENCES D’UNE SOIRÉE BIEN ARROSÉE"	181 \$
BETTINA KARPEL	DÉCISIONS DU COMITÉ DE RÉVISION DANS LES DOSSIERS 13-0983 ET 13-0984.	138 \$

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
BETTINA KARPEL	LETTRE AUX JUGES DE LA COUR D'APPEL.	128 \$
BETTINA KARPEL	LETTRE AUX JUGES DE LA COUR D'APPEL.	129 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "L'ENQUÊTE SUR REMISE EN LIBERTÉ"	220 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "L'IMPORTANCE DE RESPECTER DES CONDITIONS DE REMISE EN LIBERTÉ !"	220 \$
BETTINA KARPEL	TEXTE SUR LES "FAIT SAILLANTS 2013-2014".	415 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "JE SUIS PRESTATAIRE D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS ET JE REÇOIS UN HÉRITAGE"	115 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "MON PROPRIÉTAIRE ME DEMANDE DE ME DÉPARTIR DE MON CHIEN. QUE PUIS-JE FAIRE?"	83 \$
BETTINA KARPEL	LETTRE DE RÉPONSE À L'ALAP.	100 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "MARIAGE À L'ÉTRANGER"	87 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "JE DOIS ALLER VIVRE DANS UNE RÉSIDENCE POUR PERSONNES ÂGÉES, PUIS-JE METTRE FIN À MON BAIL ACTUEL?"	96 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "LA GARDE PARTAGÉE EST-ELLE DANS LE MEILLEUR INTÉRÊT DE VOTRE ENFANT?"	106 \$
BETTINA KARPEL	UNE CHRONIQUE JURIDIQUE (PUBLIÉE SUR LE SITE WEB): - "L'AIDE JURIDIQUE GRATUITE OU À PEU DE FRAIS?"	92 \$
TRADUCTIONS JURIS.	DIVERS PUBLICATIONS ET FORMULAIRES CONCERNANT LE NOUVEAU SERVICE "SARPA".	3 517 \$

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 355 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	2 505 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	43 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	3 335 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'ESPAGNOL	1 672 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ALLEMAND	227 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ALLEMAND AU FRANÇAIS	13 595 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ESPAGNOL AU FRANÇAIS	4 338 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ALLEMAND À L'ANGLAIS	729 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'ALLEMAND	801 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	200 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	796 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	189 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ALLEMAND	2 357 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'ALLEMAND	637 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU PORTUGAIS AU FRANÇAIS	692 \$



FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	773 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 059 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	809 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	93 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 110 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU GREC	1 461 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ESPAGNOL	1 785 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	132 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	403 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	60 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU GREC	1 405 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'HÉBREU	3 041 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU GREC AU FRANÇAIS	252 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS AU ROUMAIN	1 002 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'ESPAGNOL	2 119 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'HÉBREU À L'ANGLAIS	157 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	590 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	559 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	1 421 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	35 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS AU FRANÇAIS	50 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ALLEMAND	3 040 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	TRADUCTION DE L'ANGLAIS À L'ESPAGNOL	829 \$
CORTACANS, CONCEPCION	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	406 \$
CORTACANS, CONCEPCION	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	389 \$
DEMERS, GUY	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	916 \$
HOMSY, MICHÈLE	TRADUCTION DE L'ARABE AU FRANÇAIS	3 603 \$
LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	785 \$
LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	340 \$
LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	3 554 \$
LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	746 \$
LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE	TRADUCTION DU FRANÇAIS À L'ANGLAIS	197 \$
XENOPOULOS, JOSEPH	TRADUCTION DU GREC À L'ANGLAIS	477 \$

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**  
AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

FIRME	DESCRIPTION	MONTANT
ACCUEIL-PARRAINAGE OUTAOUAIS	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	105,00 \$
CLEROUX, JOANNE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	120,00 \$
COMPAGNIE KELENY	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	8 854,10 \$
COMMUNICATION WRITETOUCH	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	43,40 \$
NATIVE FRIENDSHIP CENTER OF MONTRÉAL	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	1 000,00 \$
NLP TECHNOLOGIES INC.	TRADUCTION DE DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES ET AUTRES DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	61 192,61 \$
ROBERT, JEAN-GUY	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	500,00 \$
SIVET SERVICE D'INTERPRÉTATION VISUELLE & TACTILE	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	371,25 \$
SERVICE REGIONAL D'INTEPRÉTATION DE L'EST DU QUEBEC INC.	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	225,00 \$
THACH HAI	SERVICE D'INTERPRÈTE LORS D'AUDIENCE	184,35 \$

P.10 MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR CONTRAT OU SOUS-CONTRATS, EN 2014-2015.

MINISTÈRE

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2014-2015
2014-06-01	1	PJ	GATINEAU	AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT ESPACE - PHASE I - (SALLE 12 + 2 PARLOIRS JEUNESSE)	48 218,20 \$
2014-04-01	1	PJ	GATINEAU	AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT ESPACE - PHASE II - AMÉNAGER 3 BUREAUX DE JUGES AU 2E ÉTAGE	77 168,64 \$
2014-07-22	1	PJ	GATINEAU	TRAVAUX SQI -MT - UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE (VISIOPARLOIR)	10 139,81 \$
2014-09-01	1	PJ	GATINEAU	TRAVAUX DE PEINTURE, RAGRÉAGE, INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ, CÂBLAGE RÉSEAU ET TÉLÉPHONIE, DÉMÉNAGEMENT ET SIGNALISATION DU NOUVEAU BUREAU DE COMTÉ DE LA MINISTRE - CHelsea	43 284,23 \$
2015-03-31	1	PJ	GATINEAU	EXPLOITATION SPÉCIALE - MAINTIEN AUX CONDITIONS NORMALES LORS DES JOURS FÉRIÉS	3 587,00 \$
2014-06-01	1	PJ	MANIWAKI	TRAVAUX SQI - MT - UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE (VISIOPARLOIR)	10 559,40 \$
2015-03-31	1	PJ	MANIWAKI	AJOUT D'UN INTERRUPTEUR VISIOPARLOIR	759,87 \$
2014-07-01	1	PJ	CAMPBELL'S BAY	TRAVAUX SQI - MT - UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE (VISIOPARLOIR)	3 389,60 \$
2014-04-01	1	PJ	QUÉBEC	DGAJL-AMÉNAGEMENT DE BUREAUX POUR NOUVEAUX JURISTES	96 136,68 \$
2014-08-01	1	PJ	QUÉBEC	MODIFICATIONS AU VITRAGE DES COMPTOIRS 1.17 ACCOUSTIQUE (TAPIS)	8 543,00 \$
2015-03-31	1	PJ	QUÉBEC	ACCROISSEMENT D'ESPACE (RC-32 ANCIEN LOCAL SQI)	8 294,94 \$
2014-09-01	1	PJ	QUÉBEC	NOMINATION DE JUGES : TRAVAUX ET PEINTURES	3 200,05 \$
2014-11-30	1	PJ	QUÉBEC	PEINTURE BUREAU R-515	1 457,42 \$
2015-03-31	1	PJ	QUÉBEC	DGAJL - AJOUT PRISE ÉLECTRIQUE (LOCAL 1.03.31)	317,08 \$
2014-07-01	1	PJ	CHICOUTIMI	JPM - AJUSTER SALLE D'ATTENTE ET AJOUT D'UNE TOILETTE	12 319,62 \$
2014-05-01	1	PJ	ALMA	RÉTROCESSION D'ESPACE AU DPCP	(6 785,68 \$)
2015-03-01	1	PJ	ROBERVAL	INSTALLATION D'UNE PORTE ACOUSTIQUE AU BUREAU DU JPM	5 318,44 \$
2015-03-31	1	RÉT	JONQUIÈRE	LOYER - POINT DE SERVICE DE JONQUIÈRE 2014-2015	600,00 \$
2014-04-01	1	PJ	VILLE-MARIE	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	32 247,96 \$
2014-07-01	1	PSP	LA SARRE	INSONORISATION DU LOCAL DU CAVAC AU POINT DE SERVICE DE LA SARRE	10 894,58 \$
2014-04-01	1	PJ	AMOS	MANQUE D'ESPACE DRSJ-NQ (BÂTIMENT MODULAIRE) - PHASE I	80 869,44 \$
2014-07-31	1	PJ	LONGUEUIL	AGRANDISSEMENT ET AMÉNAGEMENT BRIA	15 061,68 \$
2014-05-01	1	PJ	LONGUEUIL	SÉCURISATION DU COMPTOIR DES GREFFES CRIMINELS	40 473,29 \$
2014-04-01	1	PJ	LONGUEUIL	AMÉNAGEMENT POUR MÉGAPROCÈS (SALLE 1.36 , 1.30)	66 615,48 \$
2014-04-01	1	PJ	LONGUEUIL	AJOUT D'UN BUREAU DE JUGE - 1ER ÉTAGE	0,00 \$
2015-03-31	1	PJ	LONGUEUIL	AJUSTEMENT DES POSTES DE TRAVAIL - PETITES CRÉANCES	5 633,20 \$
2015-02-01	1	PJ	LONGUEUIL	BOUTONS D'URGENCE AUX LOCAUX RC 25B ET RC 27	4 604,95 \$
2015-01-13	1	PJ	LONGUEUIL	ACCÈS À LA ZONE RESTREINTE (CORRIDOR PUBLIC)	1 162,11 \$
2015-03-01	1	PJ	LONGUEUIL	RÉTROCESSION DES LOCAUX 1.26 & 1.26A AU DPCP	(825,97 \$)
2015-03-01	1	PJ	LONGUEUIL	GIVRAGE DES SALLES D'AUDIENCE	1 310,13 \$
2014-10-01	1	CSJ	MONTREAL	GARAGES ET STATIONNEMENTS (PROCUREURS & ENQUÊTEURS)	27 643,86\$
2014-07-01	1	PJ	MONTREAL	DÉGÂT D'EAU 17 FÉV 2014 - REMPLACEMENT TAPIS & PEINTURE	8 160,66 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2014-2015
2014-09-04	1	PJ	MONTRÉAL	RÉ-AMÉNAGEMENT DE LA SUITE 1.120 DU PJM	1 818,92 \$
2015-03-01	1	CSJ	MONTRÉAL	CLÔTURER LE STATIONNEMENT TEMPORAIRE POUR VISITEURS	20 137,06 \$
2015-03-31	1	PJ	MONTRÉAL	TRAVAUX À LA SUITE MINISTÉRIELLE (PEINTURE)	2 625,78 \$
2014-05-01	1	PJ	RIVIÈRE-DU-LOUP	RÉTROCESSION DU LOCAL 3.0 AU DPCP	(8 049,03 \$)
2015-03-31	1	PJ	RIVIÈRE-DU-LOUP	SYSTÈME DE BOUTON D'URGENCE	83,63 \$
2014-07-01	1	PJ	RIMOUSKI	TRAVAUX AU BUREAU DE JUGE	3 472,11 \$
2014-07-01	1	BCM	CHAMBLY	FIN DU BAIL DU BUREAU DE COMTÉ	(17 942,94 \$)
2014-07-01	1	SS	QUÉBEC-1200	REMPLACEMENT DE DEUX CLIMATISEURS POUR LE CTI (8E)	13 149,90 \$
2015-03-01	1	SS	QUÉBEC-1200	ACCROISSEMENT D'ESPACE - ANCIENS LOCAUX DE LA DRC	7 348,97 \$
2014-10-01	1	SS	QUÉBEC-1200	RÉACTIVATION DU LECTEUR DE CARTE SELON L'HORAIRE (PORTE D'ACCÈS À LA SUITE DE LA MINISTRE)	557,50 \$
2014-04-01	1	PJ	LAC-MÉGANTIC	RELOGEMENT TEMPORAIRE DU PALAIS	69 255,84 \$
2015-02-01	1	CA	MONTRÉAL - CA	AJOUT PRISE DE COURANT DANS UN BUREAU DE JUGE	625,25 \$
2014-05-01	1	CA	MONTRÉAL - CA	RÉTROCESSION SOUS-SOL À LA SQI	(548 392,57 \$)
2015-01-01	1	CAD	QUÉBEC	ACCROISSEMENT DES ESPACES - EN LIEN AVEC PROJET 1200	23 014,62 \$
2014-05-01	1	BCM	MANIWAKI	TRAVAUX DE PEINTURE ET INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ À LA PORTE D'ENTRÉE DU NOUVEAU BUREAU DE COMTÉ DE LA MINISTRE - MANIWAKI	23 339,50 \$
2014-09-01	1	RÉS	KUUJJUAQ	2E LOGEMENT REQUIS	20 404,77 \$
2014-10-01	1	PJ	LAVAL	EXPANSION ET AMÉNAGEMENT DU CAVAC	13 309,68 \$
2014-10-01	1	PJ	LAVAL	INTERVENTION À LA GREFFE	383,68 \$
2015-03-01	1	PJ	LAVAL	GIVRAGE DE PORTE ET FENÊTRES DES ESCALIERS 2 ET 4, PJ LAVAL	2 843,25 \$
2015-03-01	1	PJ	LAVAL	TOILE À ENROULEMENT, SALLE DE DÉLIBÉRATION ET REPOS	6 872,86 \$
2015-03-31	1	PJ	LAVAL	2E PORTE AU LOCAL 1.05A	3 397,41 \$
2015-01-01	1	PJ	BAIE-COMEAU	SÉCURISER MOBILIER SALLES D'AUDIENCE 113 ET RC05(14 JURY)	1 490,40 \$
2015-02-01	1	PJ	BAIE-COMEAU	INSONORISATION D'UN BUREAU DE JUGE	12 439,45 \$
2015-01-01	1	PJ	BAIE-COMEAU	RÉTROCESSION D'ESPACE	(2 305,92 \$)
2014-10-01	1	PJ	BAIE-COMEAU	GIVRAGE DES FENÊTRES DANS 2 BUREAUX JUGE AU RDC (FRAIS D'HONORAIRES)	260,00 \$
2014-06-05	1	PJ	SEPT-ÎLES	RÉAMÉNAGEMENT DU GREFFE	3 452,25 \$
2014-11-01	1	PJ	LAC-MÉGANTIC	AUTRES TRAVAUX MINEURS AU PALAIS TEMPORAIRE	387,55 \$
2014-11-01	1	PJ	SAINT-HYACINTHE	DÉMÉNAGEMENT CAVAC	3 810,82 \$
2014-11-01	1	PJ	SOREL-TRACY	ESPACE D'ENTREPOSAGE POUR MOBILIER LONGUEUIL	7 421,47 \$
2014-06-01	1	RÉT	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	METTRE FIN AU BAIL	(50 627,30 \$)
2014-05-01	1	PJ	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	RÉTROCESSION DU LOCAL RC-13G	(7 188,15 \$)
2014-09-01	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	LOI C-2 : AGRANDIR LE BANC DU JURY POUR ACCUEILLIR 14 JURÉS	6 830,18 \$
2015-03-31	1	PJ	TROIS-RIVIÈRES	INTERVENTION À LA SALLE DE PAUSE EMPLOYEUR (1ER ÉTAGE)	55,19 \$
2014-11-30	1	PJ	LA TUQUE	INSTALLATION DE NOUVEAUX SYSTÈMES DE BOUTONS PANIQUE	7 470,23 \$
2015-03-01	1	PJ	SHAWINIGAN	ACCROISSEMENT D'ESPACES (RÉCUPÉRER ESPACE DU SERVICE QUÉBEC)	1 303,23 \$
2015-01-01	1	PJ	SHAWINIGAN	INSTALLATION D'UNE RAMPE D'ACCÈS	2 782,88 \$
2015-02-01	1	PJ	SAINT-JÉRÔME	AMÉNAGEMENT D'UNE SALLE DE DÉLIBÉRATION DES JURÉS (14 CHAISES)	2 555,00 \$
2015-03-31	1	PJ	MONT-LAURIER	EXPLOITATION SPÉCIALE - MAINTIEN AUX CONDITIONS NORMALES LORS DES JOURS FÉRIÉS (FRAIS)	751,69 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT			DÉPENSES 2014-2015
2014-12-01	1	PSI	KUUJJUARAPIK	FIN DE LA LOCATION TEMPORAIRE SALLE D'AUDIENCE	6 305,60 \$
2015-03-31	1	PJ	PUVIRNITUK	TRAVAUX DIVERS APRÈS RELOGEMENT DU POINT DE SERVICE	2 718,32 \$
2014-11-01	1	PJ	MONTMAGNY	RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT - PQI(SCT)	585 441,05 \$
2015-03-31	1	PJ	MONTMAGNY	DÉGÂT D'EAU	5 802,46 \$
2015-01-19	1	PJ	PERCÉ	TRAVAUX SQI - MT-PLAN DE REMPLACEMENT VISIOCONFÉRENCE- SALLE 3	3 305,98 \$
2014-09-01	1	PJ	JOLIETTE	AJOUT D'UN NOUVEAU BUREAU DE JUGE CQ, PERSONNEL DE SOUTIEN ET D'UN SALON DES AVOCATS	17 877,51 \$
TOTAUX					870 955,75\$

## ORGANISMES

### CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

### COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

### COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	COÛT TRAVAUX	DÉPENSES 2014-2015
17-07-2014	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (MONTRÉAL)	3 600 \$	3 600\$
TOTAUX			3 600 \$	3 600 \$

MANDATS DONNÉS À LA SQI

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
01-09-2014	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – LAURENTIDES-LANAUDIÈRE (ST-JÉRÔME)	202 198 \$
15-09-2014	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – RIVE-SUD (SALABERRY-DE-VALLEYFIELD)	46 907 \$
01-03-2015	1	RÉAMÉNAGEMENT DE LOCAUX – ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (LA SARRE)	74 301 \$
TOTAL			323 406 \$

### DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2014-04-28	1	PROJET IMMOBILIER - 725, RUE HARVEY OUEST, ALMA	349 430,97 \$
2014-12-19	1	PROJET IMMOBILIER - 71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	80 610,61 \$
2014-06-06	1	PROJET IMMOBILIER - 1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	131 602,65 \$
2014-04-22	1	PROJET IMMOBILIER - 77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	4 711,68 \$
2014-11-01	1	PROJET IMMOBILIER - 1680, PTARMIGAN ALLEY, KUUJJUAQ	0,00 \$
2015-02-01	1	PROJET IMMOBILIER - 2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	48 158,95 \$
2014-03-01	1	PROJET IMMOBILIER - 2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	64 097,20 \$
2014-10-31	1	PROJET IMMOBILIER - 125, BOUL. SAINTE-FOY, LONGUEUIL	116 178,29 \$
2014-11-01	1	PROJET IMMOBILIER - 110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	685 566,25 \$
2014-08-01	1	PROJET IMMOBILIER - 1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	190 431,80 \$

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2014-07-11	1	PROJET IMMOBILIER - 2, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	666 036,69 \$
2014-10-20	1	PROJET IMMOBILIER - 800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	431 621,35 \$
N/A	1	DÉMÉNAGEMENT ET MANUTENTION	611,02 \$
N/A	2	HONORAIRES POUR PRÉPARATION DE MANDAT	2 382,16 \$
N/A	4	SIGNALISATION	158,04 \$
N/A	2	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	1 201,14 \$
N/A	7	TRAVAUX DIVERS	6 904,17 \$
N/A	11	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	19 583,07 \$
TOTAL			2 799 286,04 \$

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

DATE	NOMBRE DE MANDATS	DESCRIPTION DU MANDAT	MONTANT
2014-11-12	1	RELOCALISATION DU BUREAU DE LA PRÉSIDENTE DU 14 <sup>E</sup> AU 20 <sup>E</sup> ÉTAGE, AU 500 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL, SUITE À UNE DEMANDE DU MINISTRE DU MRNF.	33 058,01 \$
TOTAL			33 058,01 \$

**P.11 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2014-2015 :**

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS;
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
- D. LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUN.

**ORGANISMES**

---

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

AUCUN.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

- B. LA COMMISSION DÉCERNE CHAQUE ANNÉE DEPUIS 1988, LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS À DES PERSONNES, DES ENTREPRISES OU DES ORGANISMES AFIN DE SOULIGNER LEUR ENGAGEMENT ET LEUR CONTRIBUTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE AU QUÉBEC.

DANS LE BUT DE SOULIGNER LE 25<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2014 A ÉTÉ REMIS À ÉQUITAS, CENTRE INTERNATIONAL D'ÉDUCATION AUX DROITS HUMAINS, EN RECONNAISSANCE DE L'EXCELLENCE DE SES PROGRAMMES D'ÉDUCATION AUX DROITS À L'INTENTION DES ENFANTS ET DES JEUNES DE MONTRÉAL AU COURS D'UNE CÉRÉMONIE TENUE LE 20 NOVEMBRE 2014. DEPUIS 10 ANS, ÉQUITAS A SENSIBILISÉ PLUS DE 500 000 ENFANTS ET JEUNES AU QUÉBEC ET AU CANADA LEUR DONNANT LA CHANCE DE DÉVELOPPER UN PLUS GRAND RESPECT DE LA DIVERSITÉ, DE L'INCLUSION ET DE RÉDUIRE LES CONFLITS PAR LA COOPÉRATION.

LE PRIX EST UNE SCULPTURE EN BRONZE, INTITULÉE L'ÉVOL, D'UNE VALEUR DE 1 600 \$.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A. PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.
- B. ÉPINGLETTES (CÔÛT 185 \$).
- C. LE PRIX MÉRITE DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES SOULIGNE LE TRAVAIL MÉRITOIRE DES PERSONNES (EMPLOYÉS) DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE QUI SE SONT DISTINGUÉES PAR LEUR ENGAGEMENT, LEUR RÉALISATION ET ACCOMPLISSEMENT EN REGARD DE LA MISSION DE L'AIDE JURIDIQUE.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

- A. LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES EFFECTUÉS :
- NOM DU CONCOURS : MESURE DE LA SATISFACTION DU PROCESSUS DE RECRUTEMENT DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DU QUÉBEC.
- B. LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX
- TABLETTE ÉLECTRONIQUE DE MARQUE APPLE D'UNE VALEUR DE 419 \$.
- C. L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS
- ACCROÎTRE DE FAÇON SIGNIFICATIVE LE TAUX DE RÉPONSE;
  - DÉTERMINER EFFICACEMENT LA QUALITÉ DE NOS SERVICES OFFERTS;
  - CONNAÎTRE QUELS SONT LES POINTS FORTS DU RECRUTEMENT, LES POINTS À AMÉLIORER ET METTRE EN PLACE LES MESURES D'AMÉLIORATION.

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

AUCUN.

**P.12 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, CONCERNANT LES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION, FOURNIR POUR 2014-2015 :**

- LE NOM DE TOUTES LES CAMPAGNES;
- LES COÛTS DE CES CAMPAGNES;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL RETENU POUR LA RÉALISER;
- LES DATES DE DIFFUSION DE LA CAMPAGNE;
- LES OBJECTIFS VISÉS PAR CHAQUE CAMPAGNE.

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUN.

---

**ORGANISMES**

---

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

AUCUN.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

AUCUN.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

AUCUN.

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

AUCUN.



**P.13 POUR 2014-2015, LA LISTE DES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION DU MINISTÈRE, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, EN INDIQUANT POUR CHACUN :**

- A. LE NOM ET LA NATURE DES PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION;
- B. LE NOM DU OU DES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES;
- C. LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ.

FOURNIR ÉGALEMENT LA LISTE DES PROJETS QUI ONT ÉTÉ REJETTÉS POUR CHAQUE PROGRAMME.

**MINISTÈRE**

**PROGRAMME :** LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE  
**MONTANT GLOBAL VERSÉ EN 2014-2015 :** 164 220 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE)

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
AU-DELÀ DE LA TOLÉRANCE, COMBATTRE L'HOMOPHOBIE DÈS L'ÉCOLE PRIMAIRE	GRIS-MONTRÉAL	22 800 \$
LA FORMATION DES MAÎTRES : LES PRÉPARER À AGIR	COALITION DES FAMILLES LGBT	32 000 \$
LA LUTTE À L'HOMOPHOBIE, ÇA COMMENCE DANS LA RUE	GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINÉRAIRE	16 300 \$
DONNER UNE VOIX AU GRIS – BOÎTE À OUTILS ET STRATÉGIE DE LUTTE À L'HOMOPHOBIE	GRIS-QUÉBEC	24 000 \$
AU-DELÀ DU GENRE: SUPPORTER LES ENFANTS TRANS, LEURS FAMILLES ET LEUR COMMUNAUTÉ DANS UNE PLUS GRANDE ACCEPTATION DES DIFFÉRENCES	FAMIJEUNES	24 000 \$
PROJET EMPREINTES – LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE	ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	24 000 \$
S'OUTILLER POUR INTERVENIR AVEC DES PERSONNES TRANS OU EN QUESTIONNEMENT DE LEUR IDENTITÉ DE GENRE. UN PROJET D'INTERVENTION DANS LES RÉGIONS DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC (ATQ)	21 120 \$

**PROGRAMME :** SUBVENTIONS – JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU AUTOCHTONE  
**MONTANT GLOBAL :** 401 800 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
JUSTICE COMMUNAUTAIRE EN MILIEU INUIT	SOCIÉTÉ MAKIVIK	75 000 \$
PROJET DE VIDÉO SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE EN MATIÈRE ADULTE, PHASE 2	SOCIÉTÉ MAKIVIK	30 000 \$
SYSTÈME D'INTERVENTION D'AUTORITÉ ATIKAMEKW ET PROJET DE JUSTICE COMMUNAUTAIRE ATIKAMEKW	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	106 750 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAHNAWAKE	MOHAWK OF KAHNAWAKE	52 500 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – AKWESASNE	MOHAWK OF AKWESASNE	23 575 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – KAWAWACHIKAMACH	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	17 000 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – LISTUGUJ	MÍ'GMAQ DE LISTUGUJ	30 475 \$
JUSTICE COMMUNAUTAIRE - OPITCIWAN	CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITCIWAN	37 850 \$

PROJETS NON RETENUS	BÉNÉFICIAIRES
JUSTICE COMMUNAUTAIRE – MILIEU ALGONQUIN	CONSEIL TRIBAL DE LA NATION ALGONQUINE ANISHINABEG

**PROGRAMME :** SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC  
**MONTANT GLOBAL :** 1 185 600 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 185 600 \$

**PROGRAMME :** FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC  
**MONTANT GLOBAL :** 60 000 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	60 000 \$

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

**PROGRAMME :** NON APPLICABLE  
**MONTANT GLOBAL :** 17 989 502,81 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BAVAC

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	908 240 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	1 045 279 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	673 240 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC CÔTE-NORD	767 483 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'ESTRIE	802 200 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	626 529 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LANAUDIÈRE	969 719 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DES LAURENTIDES	778 450 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LAVAL	739 644 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MAURICIE	1 143 741 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	938 600 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE MONTRÉAL	2 499 390 \$
FINANCEMENT DE BASE	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (CAVAC DU NUNAVIK)	988 310 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC DE L'OUTAOUAIS	981 670 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC – RÉGION DE QUÉBEC	1 208 320 \$
FINANCEMENT DE BASE	CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	1 129 300 \$
FINANCEMENT DE BASE	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE (CAVAC CRI)	190 830 \$
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES	185 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	150 000 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
FINANCEMENT DE BASE	S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	842 858 \$

**PROGRAMME :** PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS  
**MONTANT GLOBAL :** 0 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** BAVAC

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
IL N'Y A PAS EU D'APPEL DE PROJETS EN 2014-2015		

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

**PROGRAMME :** NON APPLICABLE  
**MONTANT GLOBAL :** 1 864 733 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** FAJ

PROJETS RETENUS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	342 220 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	214 930 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL INC.	480 295 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	273 634 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	268 980 \$
FINANCEMENT DE BASE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	284 674 \$

**PROGRAMME :** AIDE FINANCIÈRE-ACCÈS JUSTICE  
**MONTANT GLOBAL :** 25 000 \$  
**DIRECTION OU ORGANISME QUI EN A LA GESTION :** FAJ

PROJETS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
ACCÈS JUSTICE	ÉDUCALOI	25 000 \$

**ORGANISMES**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**  
AUCUN.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**  
AUCUN.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**  
AUCUN.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**  
AUCUN.

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**  
AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**  
AUCUN.

**P.14 POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES, AGENCE, CONSEILS, COMITÉS OU AUTRES QUI EN RELEVANT, INDIQUER POUR 2014-2015 :**

- A. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES;
- B. LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES;
- C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES

INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.

**MINISTÈRE**

**NOTE : PAR LA DÉFINITION « AFFAIRES PUBLIQUES », NOUS ENTENDONS LES ACTIVITÉS RÉALISÉES PAR LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE REVUE DE PRESSE, DE RELATIONS MÉDIAS, DE DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE, D'ORGANISATION D'ACTIVITÉS PUBLIQUES ET DE PRISES DE PAROLE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE LORS DE CERTAINS ÉVÉNEMENTS.**

- A. **TROIS PERSONNES SONT AFFECTÉES AUX AFFAIRES PUBLIQUES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC :**
- PAUL-JEAN CHAREST, RELATIONNISTE DE PRESSE;
  - SYLVIE LECLERC, CONSEILLÈRE EN COMMUNICATION RESPONSABLE DE LA VEILLE MÉDIA;
  - CHANTAL STE-MARIE, ADJOINTE EXÉCUTIVE ET RÉDACTRICE STRATÉGIQUE RESPONSABLE DE LA RÉDACTION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE, DES ALLOCUTIONS DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE ET DE LA COORDINATION LOGISTIQUE DES ANNONCES PUBLIQUES.

- B. **LES DÉPENSES EN MATIÈRE D'AFFAIRES PUBLIQUES EN 2014-2015 SONT LES SUIVANTES :**

REVUE DE PRESSE (COMMUNICATION DEMO) : 68 749,49\$

CONTRAT D'ABONNEMENT ET LICENCE EUREKA.CC (CEDROM-SNI) : 8 881,05\$

IMPRESSION DE LA REVUE DE PRESSE (REPROGRAPHIE GOUVERNEMENTALE – CSPQ) : 13 077, 54 \$

DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR LE FIL D'INFORMATION GOUVERNEMENTAL (CNW) : 1 174,28 \$

COÛTS LIÉS À L'ORGANISATION D'ANNONCES PUBLIQUES EN 2014-2015 :

- ANNONCES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE (TRIBUNE DE LA PRESSE) : AUCUN COÛT
- PRISES DE PAROLE DE LA MINISTRE LORS DE CERTAINS ÉVÉNEMENTS (RENTREES JUDICIAIRES, CONGRÈS DU BARREAU, ETC.) : AUCUN COÛT
- INAUGURATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS : 1 658 \$
- INAUGURATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE : 58 \$
- INAUGURATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : 836 \$
- INAUGURATION DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY, AGRANDI ET RÉNOVÉ : 2 464 \$

- C. **NOMBRE ET DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉES AUX AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉ PAR INSTANCES OU ORGANISMES.**

PENDANT LA SESSION PARLEMENTAIRE, LE LUNDI MATIN À 11 H, LES TROIS RESSOURCES AFFECTÉES AUX AFFAIRES PUBLIQUES ASSISTENT À UNE RENCONTRE HEBDOMADAIRE DE 30 MINUTES AVEC L'ATTACHÉE DE PRESSE DE LA MINISTRE ET LES ADJOINTS EXÉCUTIFS DES DIRECTIONS GÉNÉRALES DU MINISTÈRE ET DU BUREAU DE LA SOUS-MINISTRE (5 AUTRES PERSONNES). L'OBJECTIF DE CES RENCONTRES EST DE PARTAGER L'INFORMATION ENTRE COLLABORATEURS SUR LES DOSSIERS DE LA SEMAINE. CES RENCONTRES RÉUNISSENT LES EMPLOYÉS PRÉSENTS DANS LE MÊME ÉDIFICE. LES REPRÉSENTANTS DU DPCP ET DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE Y PARTICIPENT PAR CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE.

EN 2014-2015, UN REPRÉSENTANT DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS A ÉGALEMENT ASSISTÉ À TROIS RENCONTRES DE TRAVAIL TOTALISANT 3 H CHACUNE AU SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE POUR LES DOSSIERS « FORUM SUR L'INTIMIDATION » ET « PRIX ET RECONNAISSANCE », AVEC LEURS VIS-À-VIS D'AUTRES MINISTÈRES COLLABORANT DANS CES DOSSIERS.

**ORGANISMES**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

NOMBRE D'EMPLOYÉS : 3

- A. AUCUN EMPLOYÉ AFFECTÉ AUX AFFAIRES PUBLIQUES
- B. AUCUN
- C. AUCUNE

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

AUCUN.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**A. NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES**

- 1) NOMBRE D'EMPLOYÉS : TROIS
- 2) NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES :
  - M<sup>E</sup> MARTINE BÉRUBÉ : PROCUREURE EN CHEF AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
  - M<sup>E</sup> RENÉ VERRET : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET PORTE-PAROLE
  - M<sup>E</sup> JEAN PASCAL BOUCHER : PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET PORTE-PAROLE

**B. MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES :**

N/D

**C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES**

RENCONTRE ENTRE LE BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION (BRPI) ET DES MEMBRES DU NOUVEAU CABINET DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)

**BRPI** : MARTINE BÉRUBÉ, RENÉ VERRET ET JEAN PASCAL BOUCHER  
**CABINET (MJQ)** : JOLYANE PRONOVOST ET MARJORIE THÉBERGE

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

**A. NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX AFFAIRES PUBLIQUES**

AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC, UNE SEULE PERSONNE EST AFFECTÉE AUX AFFAIRES PUBLIQUES. IL S'AGIT DE M<sup>ME</sup> PATRICIA LÉVESQUE, LA RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS. ENVIRON LE TIERS DE SON TEMPS EST CONSACRÉ AUX AFFAIRES PUBLIQUES (LA REVUE DE PRESSE, UN COMMUNIQUÉ SUR CNW/TELBEQ ET LES RELATIONS MÉDIAS).

**B. MONTANT DÉPENSÉ PAR LE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES PUBLIQUES :**

LE MONTANT DÉPENSÉ EN 2014-2015 EST DE 3 877,50 \$.

**C. LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES**

AUCUNE RENCONTRE N'A EU LIEU.

**P.15** LISTE DES PROJETS POUR LESQUELS, POUR CHAQUE ANNÉE FINANCIÈRE DEPUIS 2011, IL Y A PRÉSENTEMENT DES POURSUITES JUDICIAIRES EN COURS. INDiquer LE NOM DES PARTIES EN CAUSE, L'OBJET DÉTAILLÉ ET LA DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE, LES MONTANTS EN CAUSE ET S'IL Y A LIEU, LA DATE DU JUGEMENT (OU DÉSISTEMENT OU RÈGLEMENT HORS COURS). INDiquer CLAIREMENT QUEL PROJET DU MINISTÈRE EST EN CAUSE.

---

**MINISTÈRE**

---

IL Y A QU'UN SEUL PROJET DU MJQ POUR LEQUEL UNE POURSUITE JUDICIAIRE EST EN COURS : PROJET D'ACHAT D'UN PROGICIEL POUR LES CAVAC (CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS) ET DES SERVICES PROFESSIONNELS REQUIS EN VUE DE SON EXPLOITATION.

CETTE POURSUITE JUDICIAIRE QUI A ÉTÉ INTENTÉE (EN 2013) EST TOUJOURS ACTIVE.

**NOM DES PARTIES EN CAUSE :**

- **DEMANDEUR** = PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC
- **DÉFENDERESSES** = MULTIFORCE TECHNOLOGIES INC ET MÉDICAL COMPUTING GROUP INC

**OBJET DÉTAILLÉ DU PROJET :**

- IL S'AGIT D'UN PROJET D'ACHAT D'UN PROGICIEL POUR LES CAVAC (CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS) ET DES SERVICES PROFESSIONNELS PERMETTANT DE PERSONNALISER LE PROGICIEL, SUPPORTER LE PERSONNEL POUR L'IMPLANTATION ET L'EXPLOITATION DU DIT PROGICIEL.

**DATE DE LA PROCÉDURE INTRODUCTIVE :** 7 FÉVRIER 2013

**MONTANT EN CAUSE :** 474 563, 77 \$

P.16 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR GRANDES CATÉGORIES. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, PRÉVISIONS 2015-2016.

MINISTÈRE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
04-01-E3	<b>RECouvreMENTS DE TIERS</b> ( <i>RECouvreMENT -HONORAIRES JUDICIAIRES</i> )	309 462 \$
04-01-H1	<b>ACTES JUDICIAIRES</b> ( <i>FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE</i> )	35 535 951 \$
04-01-H2	<b>ACTES JURIDIQUES</b> ( <i>FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE</i> )	34 054 272 \$
04-01-R0	<b>AMORTISSEMENT DES REVENUS REPORTÉS-IMMOBILISATIONS</b> ( <i>REMBOURSEMENT PAR LE FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE DES FRAIS ENCOURUS PAR LE BIA POUR ADAPTER SON SYSTÈME INFORMATIQUE POUR LE TRAITEMENT DES CONSTATS RADAR-PHOTO</i> )	1 763 \$
04-01-01	<b>FORMULES ET DOCUMENTS</b> ( <i>PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉS DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE</i> )	463 704 \$
04-01-41	<b>DISPOSITION DE SURPLUS</b> ( <i>COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS</i> )	313 \$
04-02-07	<b>GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE</b> ( <i>IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE. AU TOTAL LE MINISTÈRE A TERMINÉ L'ANNÉE AVEC UN GAIN</i> )	533 \$
04-03-06	<b>INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE</b> ( <i>AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE</i> )	50 665 759 \$
04-03-07	<b>INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL</b> ( <i>AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES</i> )	15 905 699 \$
04-03-17	<b>INFRACTIONS À DIVERSES LOIS</b> ( <i>AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE CODE SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. (EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)</i> )	32 875 084 \$
04-03-35	<b>AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</b> ( <i>DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i> )	18 921 002 \$
04-04-01	<b>RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES</b> ( <i>CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES REÇUS DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE. NOUS DEVONS PROCÉDER AINSI SELON UNE</i>	80 268 \$

	CONVENTION COMPTABLE AFIN DE RESPECTER LES CRÉDITS VOTÉS CAR SI ON IMPUTE LE RECOUVREMENT CONTRE UNE DÉPENSE DE L'ANNÉE COURANTE CELA AURA POUR EFFET DE LIBÉRER DES CRÉDITS DÉJÀ DÉPENSÉS. À CE MOMENT, ON UTILISERAIT DEUX FOIS LES CRÉDITS ET CE N'EST PAS PERMIS)	
04-04-03	<b>RECOUVREMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES</b> (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	4 051 \$
04-04-04	<b>RECOUVREMENT – RÉMUNÉRATION</b> (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	27 483 \$
04-04-32	<b>SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES</b> (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES SUITE AU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE)	386 272 \$
06-04-AO	<b>CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES</b> (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 529 694\$, SUITE À UNE ENTENTE D'UNE DURÉE DE 5 ANS CONCLUE AVEC LE FÉDÉRAL. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. EN 2014-2015, LE MJQ A VERSÉ UNE SUBVENTION DE 1 185 600 \$ À CET ORGANISME)	529 694 \$
06-04-H5	<b>INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES</b> (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES, REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES (25,88\$ PAR CASSETTE EN 2014-2015))	58 126 \$
06-04-H6	<b>ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE</b> (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$)	27 694 \$
06-04-J7	<b>MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE</b> (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE)	243 045 \$
06-04-25	<b>AIDE JURIDIQUE</b> (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE) (RÉFÉRER À LA QUESTION G-36 POUR LE DÉTAIL DU CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE)	26 053 490 \$
	<b>TOTAL REVENUS</b>	<b>216 143 665 \$</b>

**NOTE :** DONNÉES PRÉLIMINAIRES EN DATE DU 10 AVRIL 2015



FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
540336	CONTRIBUTIONS PÉNALES 10 \$	16 745 400 \$
540315	SURAMENDES COMPENSATOIRES	4 852 073 \$
540316	CONTRIBUTIONS PÉNALES	1 550 \$
540318	PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	1 250 000 \$
040201	INTÉRÊTS (1)	58 620 \$
5403150203	SURAMENDES COMPENSATOIRES (15 % ADOLESCENT) (2)	4 087 \$
TOTAL REVENUS		22 911 730 \$

NOTE : (1) LE MONTANT INCLUT LES INTÉRÊTS ENCAISSÉS AU 31 DÉCEMBRE 2014 AU MONTANT DE 53 270 \$ ET UN MONTANT D'INTÉRÊTS ESTIMÉ À 5 350 \$ POUR LES MOIS DE JANVIER À MARS 2015.

(2) LE MONTANT INCLUT LES SURAMENDES COMPENSATOIRES ENCAISSÉS AU MONTANT DE 330 \$ ET UN MONTANT DE SURAMENDES COMPENSATOIRES ESTIMÉ À 3 757 \$ AU 31 MARS 2015.

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
04-03-AJ (442066)	AMENDES ET CONFISCATIONS (CONTRIBUTIONS DE 4\$)	6 400 000 \$
06-04-32 (471340)	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	2 655 340 \$
56-04-32 (484025)	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (MJQ)	1 398 800 \$
04-02-01 (441210)	REVENUS D'INTÉRÊTS (COMPTE DE BANQUE)	12 000 \$
(443010)	RECOUVREMENTS (DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES)	10 000 \$
TOTAL REVENUS		10 476 140 \$

NOTE : SELON LES RÉSULTATS PROBABLES 2014-2015 DU BUDGET DES DÉPENSES 2015-2016, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2015-2016.

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2014-2015
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	31 932 448 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	156 549 \$
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	193 773 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	592 492 \$
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	4 805 \$
TOTAL REVENUS		32 880 067 \$

NOTE : CES REVENUS SONT DES DONNÉES PRÉLIMINAIRES.

**P.17 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :**

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS. INDIQUER ÉGALEMENT LA COMPARAISON AVEC 2010-2011 ET 2011-2012.

**MINISTÈRE**

**A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES**

	31 MARS 2015 \$ MILLIONS
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	184,9
REVENUS	140,2
RECETTES	122,0
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	198,6

**COMMENTAIRES :**

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE, ET EXCLUT LES DOSSIERS DE 100 K\$ ET PLUS.

LES COMPTES À RECEVOIR À LA FIN ONT ÉTÉ RÉDUITS D'UN MONTANT DE 4,5 M\$ QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2015.

**C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT**

PENDANT L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, LE BIA A REÇU PRÈS DE 25 000 JUGEMENTS DE PLUS QU'EN 2013-2014. LA CLIENTÈLE ÉTANT DIRECTEMENT PROPORTIONNELLE À LA VOLUMÉTRIE, LE BIA A CONSACRÉ LA MAJORITÉ DE SES EFFORTS AU SERVICE À LA CLIENTÈLE ET DANS LE TRAITEMENT DES NOUVEAUX JUGEMENTS. LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES FAIT UN SUIVI BIMENSUEL DE LA VOLUMÉTRIE DES DOSSIERS EN DÉFAUT ET DES ENTENTES DE PAIEMENT NON-RESPECTÉES AFIN DE PRIORISER LES INTERVENTIONS À EFFECTUER.

**D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES / REVENUS**

	31 mars 2015 en %
	RÉSULTATS OBTENUS
INFRACTIONS	100,0
PERCEPTION	80,5
TOTAL DU BIA	87,0

**P.18 POUR CHAQUE ANNÉE ENTRE 2004 ET 2015, LE SOLDE IMPAYÉ (ANNUELLEMENT) POUR CHACUN DES TYPES DE CRÉANCES ET LE NOMBRE DE DOSSIERS À RECOUVRER PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA). PRÉSENTER LES SOLDES DE 100 00 \$ ET PLUS À PART ET IDENTIFIER (EN SOMME ET NOMBRE DE DOSSIER) LES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.**

**MINISTÈRE**

VALEUR TOTALE DES CRÉANCES DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES  
AU 31 MARS 2015

	DOSSIERS DE 100 K\$ ET MOINS		DOSSIERS + DE 100 K\$	
TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS ACTIFS	DOSSIERS FERMÉS		TOTAL
Actes juridiques	42 909 061 \$	3 818 540 \$	4 107 072 \$	50 834 674 \$
Infractions - Code sécurité routière	31 221 150 \$	2 938 185 \$	- \$	34 159 334 \$
Infractions - Code criminel	62 800 896 \$	513 291 \$	3 963 666 \$	67 277 853 \$
Infractions - Diverses lois	264 294 822 \$	10 666 789 \$	214 015 283 \$	488 976 894 \$
Aide aux victimes d'actes criminels	1 990 042 \$	105 506 \$	6 320 \$	2 101 868 \$
Total	403 215 971 \$	18 042 311 \$	222 092 342 \$	643 350 624 \$

LES DOSSIERS FERMÉS DE MOINS DE 100 000 \$ AINSI QUE LES DOSSIERS DE 100 000 \$ ET PLUS SONT CONSIDÉRÉS COMME DES CRÉANCES JUGÉES DIFFICILES À RECOUVRER.

P.19 POUR LES ANNÉES 2010 A 2015, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), L'ÂGE MOYEN, MÉDIAN ET MAXIMUM DES SOLDES IMPAYÉS (DOSSIERS).

---

**MINISTÈRE**

---

CES DONNÉES NE SONT PAS DISPONIBLES.

P.20 POUR LES ANNÉES 2004 À AUJOURD’HUI, POUR CHACUN DES TYPE DE CRÉANCE AU BUREAU DES INFRACTIONS ET DES AMENDES (BIA), LE NOMBRE DE DOSSIERS ÂGÉS D’UN AN AU MOINS, DE UN À DEUX ANS, DE DEUX À TROIS ANS, DE TROIS À QUATRE ANS, DE CINQ À SIX ANS, DE SIX À SEPT ANS, DE SEPT À HUIT ANS, DE HUIT À NEUF ANS, DE NEUF À DIX ANS, DE DIX ANS OU PLUS.

MINISTÈRE

VALEUR TOTALE DES CRÉANCES DU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES PAR TRANCHE D'ÂGE					
AU 31 MARS 2015					
ÂGE	TYPE DE CRÉANCES	DOSSIERS DE 100 K\$ ET MOINS		DOSSIERS + DE 100 K\$	TOTAL
		DOSSIERS ACTIFS	DOSSIERS FERMÉS		
1 an et moins	Actes juridiques	15 101 152,67 \$	76 951,60 \$	1 384 947,59 \$	16 563 051,86 \$
	Infractions - Code sécurité routière	11 942 434,73 \$	30 386,88 \$	- \$	11 972 821,61 \$
	Infractions - Code criminel	22 940 749,55 \$	3 813,98 \$	- \$	22 944 563,53 \$
	Infractions - Diverses lois	57 865 744,86 \$	197 588,49 \$	75 299 741,06 \$	133 363 074,41 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	790 735,64 \$	4 250,74 \$	2 560,00 \$	797 546,38 \$
	Sous-total - 1 an et moins	108 640 817,45 \$	312 991,69 \$	76 687 248,65 \$	185 641 057,79 \$
1 - 2 ans	Actes juridiques	7 299 923,26 \$	239 060,31 \$	292 280,06 \$	7 831 263,63 \$
	Infractions - Code sécurité routière	4 675 687,97 \$	73 586,84 \$	- \$	4 749 274,81 \$
	Infractions - Code criminel	8 689 353,56 \$	14 582,66 \$	240 000,00 \$	8 943 936,22 \$
	Infractions - Diverses lois	47 565 611,56 \$	589 603,39 \$	35 767 174,00 \$	83 922 388,95 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	319 289,42 \$	10 986,85 \$	1 340,00 \$	331 616,27 \$
	Sous-total 1 - 2 ans	68 549 865,77 \$	927 820,05 \$	36 300 794,06 \$	105 778 479,88 \$
2 - 3 ans	Actes juridiques	5 243 407,40 \$	347 009,06 \$	449 973,00 \$	6 040 389,46 \$
	Infractions - Code sécurité routière	3 119 123,18 \$	127 587,18 \$	- \$	3 246 710,36 \$
	Infractions - Code criminel	4 661 499,36 \$	31 719,98 \$	238 000,00 \$	4 931 219,34 \$
	Infractions - Diverses lois	28 238 563,02 \$	1 108 546,99 \$	26 506 213,04 \$	55 853 323,05 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	228 749,44 \$	18 422,25 \$	1 330,00 \$	248 501,69 \$
	Sous-total 2 - 3 ans	41 491 342,40 \$	1 633 285,46 \$	27 195 516,04 \$	70 320 143,90 \$
3 - 4 ans	Actes juridiques	3 738 548,40 \$	284 552,31 \$	342 299,79 \$	4 365 400,50 \$
	Infractions - Code sécurité routière	2 507 527,34 \$	114 985,05 \$	- \$	2 622 512,39 \$
	Infractions - Code criminel	3 159 055,00 \$	34 647,15 \$	3 140 666,00 \$	6 334 368,15 \$
	Infractions - Diverses lois	18 309 957,76 \$	1 199 705,64 \$	16 604 143,97 \$	36 113 807,37 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	157 934,47 \$	15 780,45 \$	430,00 \$	174 144,92 \$
	Sous-total 3 - 4 ans	27 873 022,97 \$	1 649 670,60 \$	20 087 539,76 \$	49 610 233,33 \$
4 - 5 ans	Actes juridiques	2 638 553,66 \$	289 870,25 \$	904 183,54 \$	3 832 607,45 \$
	Infractions - Code sécurité routière	1 772 961,84 \$	91 057,30 \$	- \$	1 864 019,14 \$
	Infractions - Code criminel	3 451 394,84 \$	36 104,77 \$	- \$	3 487 499,61 \$
	Infractions - Diverses lois	15 205 573,03 \$	1 179 068,79 \$	12 713 492,39 \$	29 098 134,21 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	110 553,87 \$	11 375,42 \$	230,00 \$	122 159,29 \$
	Sous-total 4 - 5 ans	23 179 037,24 \$	1 607 476,53 \$	13 617 905,93 \$	38 404 419,70 \$
5 ans et plus	Actes juridiques	8 887 476,04 \$	2 581 096,84 \$	733 388,51 \$	12 201 961,39 \$
	Infractions - Code sécurité routière	7 203 414,48 \$	2 500 581,60 \$	- \$	9 703 996,08 \$
	Infractions - Code criminel	19 898 843,78 \$	392 422,57 \$	345 000,00 \$	20 636 266,35 \$
	Infractions - Diverses lois	97 109 371,81 \$	6 392 275,45 \$	47 124 518,69 \$	150 626 165,95 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	382 779,15 \$	44 690,35 \$	430,00 \$	427 899,50 \$
	Sous-total 5 ans et plus	133 481 885,26 \$	11 911 066,81 \$	48 203 337,20 \$	193 596 289,27 \$
Total	Actes juridiques	42 909 061,43 \$	3 818 540,37 \$	4 107 072,49 \$	50 834 674,29 \$
	Infractions - Code sécurité routière	31 221 149,54 \$	2 938 184,85 \$	- \$	34 159 334,39 \$
	Infractions - Code criminel	62 800 896,09 \$	513 291,11 \$	3 963 666,00 \$	67 277 853,20 \$
	Infractions - Diverses lois	264 294 822,04 \$	10 666 788,75 \$	214 015 283,15 \$	488 976 893,94 \$
	Aide aux victimes d'actes criminels	1 990 041,99 \$	105 506,06 \$	6 320,00 \$	2 101 868,05 \$
	TOTAL	403 215 971,09 \$	18 042 311,14 \$	222 092 341,64 \$	643 350 623,87 \$

**P.21 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL EN INDIQUANT LES RÉALISATIONS FAITES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES QUI ONT ÉTÉ FAITES À CE JOUR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

---

## MINISTÈRE

---

LE MJQ N’A REÇU AUCUNE SOMME DU FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION EN 2014-2015.

### LES RÉALISATIONS 2014-2015

- OUTIL D’AIDE À LA RÉDACTION LÉGISLATIVE (OARL) - (RÉALISATION EN COURS)
- SAGIR LIVRAISON 2 - (TERMINÉ)
- REFONTE DU SITE WEB - (CONCEPTION TERMINÉE, SUSPENDU)
- NUMÉRISATION - (TERMINÉ)
- CONFORMITÉ À LA NORME PCI-DSS - (TERMINÉ)
- DÉPLOIEMENT DU CCC, 3E PANIER DE SERVICES - (TERMINÉ)
- INTRANET COUR D’APPEL - (TERMINÉ)
- PUBLICATION DES RÔLES EN LIGNE - (TERMINÉ)
- REFONTE SITE INTERNET COUR D’APPEL - (TERMINÉ)
- REMPLACEMENT DU SEN - (CONCEPTION TERMINÉE – EN ATTENTE D’AUTORISATION)
- TROUSSE DES PETITES CRÉANCES – PHASE 2 - (TERMINÉ)
- UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC - (RÉALISATION EN COURS)
- HÉBERGEMENT DU CTI DE SAINTE-FOY - (TERMINÉ)
- OCU – PHASE 1 – SANS-FIL ET DISPOSITIFS MOBILES (WiFi) – (RÉALISATION EN COURS)
- OPTIMISATION DE L’INFRASTRUCTURE DE TÉLÉCOMMUNICATION/VISIOCONFÉRENCE – (TERMINÉ)
- OPTIMISATION DES IMPRESSIONS – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PHASE PRÉPARATOIRE – (TERMINÉ)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET PRINCIPAL - (CONCEPTION EN COURS)
- PROGRAMME DE MISE À NIVEAU DE L’ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL – PROJET CONNEXE - (CONCEPTION EN COURS)
- PROGRAMME MITIGATION – (TERMINÉ)
- REHAUSSEMENT CAPACITÉ INFRASTRUCTURE DE TÉLÉCOM POUR UTILISATION VISIOCONFÉRENCE – (TERMINÉ)
- INTRANET COUR DU QUÉBEC – (CONCEPTION TERMINÉE)

### FONDS DES REGISTRES

EN 2014-2015, AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE AU FONDS DES REGISTRES PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

### LES RÉALISATIONS DE L’ANNÉE 2014-2015 DE LA DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION (DRC) SONT :

#### ■ POUR L’ENSEMBLE DES SYSTÈMES DE LA DRC :

- ✓ CERTIFICATION DE TOUS LES SYSTÈMES DE LA DRC EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DES DONNÉES POUR L’INDUSTRIE DES CARTES DE PAIEMENT (PCI-DSS);
- ✓ CONCEPTION ET DÉBUT DE RÉALISATION D’UNE NOUVELLE FONCTION COMMUNE DE GESTION DES DEMANDES ÉLECTRONIQUES DE SERVICES DE MISSION (GDSM);
- ✓ DÉBUT DES TRAVAUX D’OPTIMISATION DU PROCESSUS DE GESTION DU CONTENU INFORMATIONNEL ET CHOIX D’UN LOGICIEL DE GESTION DE CONTENU (CMS);
- ✓ MISE EN PLACE D’UNE SOLUTION DE STOCKAGE DE DOCUMENTS DE PREUVE EN UTILISANT LE COFFRE-FORT NUMÉRIQUE DE LA DRC (CAS);
- ✓ DÉBUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX D’ARCHITECTURE D’ENTREPRISE ORIENTÉE SERVICES (MODÈLE D’ARCHITECTURE D’ENTREPRISE, FICHES DE CAPACITÉ, PROCESSUS D’AFFAIRES ÉLABORÉS SELON LE NOUVEAU GABARIT, PLAN DE TRAVAIL DÉTAILLÉ, UTILISATION DE L’OUTIL DE MODÉLISATION « ENTERPRISE ARCHITECT »,...);
- ✓ DÉBUT DES TRAVAUX RELIÉS À LA CLASSIFICATION DES ACTIFS INFORMATIONNELS;
- ✓ OPTIMISATION DU PROCESSUS ET DES OUTILS DE GESTION DE PORTEFEUILLES ET DES PROJETS.

#### ■ POUR LE RDPRM :

- ✓ IMPLANTATION ET MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE BONIFICATION DU SYSTÈME DE GESTION DES DONNÉES CLIENTÈLES ET INTÉGRATION AU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE;

- ✓ IMPLANTATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION ÉLECTRONIQUE DE SERVICES POUR LA LIVRAISON NUMÉRIQUE DES DOCUMENTS CERTIFIÉS ET NON CERTIFIÉS DU RDPRM.
- **POUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES :**
  - ✓ EXTRACTION DE STATISTIQUES POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DU BUREAU DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME
- **POUR LE REGISTRE DES COMMISSAIRES À L’ASSERMENTATION :**
  - ✓ MISE EN PLACE DE LA SIGNATURE MÉCANISÉE DES COMMISSIONS.
- **POUR LE SERVICE DE CERTIFICATION :**
  - ✓ IMPLANTATION DE LA MISE À NIVEAU DE LA TAILLE DE LA CLÉ DE SIGNATURE DE L’AUTORITÉ DE CERTIFICATION (1024 À 2048 BITS);
  - ✓ RÉALISATION DE L’AUDIT DE L’INFRASTRUCTURE À CLÉS PUBLIQUES GOUVERNEMENTALE (ICPG) EN CONFORMITÉ AVEC LES EXIGENCES DE LA NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION NUMÉRIQUE ET RÉALISATION DES TRAVAUX VISANT LA CORRECTION DES SITUATIONS DE NON-CONFORMITÉ.
- **POUR LE REGISTRE DES VENTES :**
  - ✓ FINALISATION DES TRAVAUX D’ARCHITECTURE ET D’ANALYSE FONCTIONNELLE ET DÉBUT DES TRAVAUX DE PROGRAMMATION ET D’ESSAIS DU SYSTÈME DU REGISTRE DES VENTES, PARTIE INTÉGRANTE DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC);
  - ✓ ANALYSE FONCTIONNELLE ET DÉBUT DES TRAVAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE POUR L’INTÉGRATION D’UNE NOUVELLE CLIENTÈLE AU SYSTÈME DE GESTION DE LA CLIENTÈLE HUISSIERS DE JUSTICE, CHARGÉS DE VENTE, ABONNÉS ET PERSONNEL ADMINISTRATIF).
- **Pour le registre des lettres patentes foncières :**
  - ✓ MISE EN PLACE DE LA SIGNATURE MÉCANISÉE DES COPIES CERTIFIÉES.

### ORGANISMES

#### CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

#### COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET RÉELS POUR 2014-2015, TELS QU’INDIQUÉS LORS DES COLLECTES D’INFORMATION SUR LES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (PARI, PTPARI ET BARRI):

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS (000 \$)	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS (000 \$)	ÉCART	EXPLICATION SOMMAIRE DES ÉCARTS
ACTIVITÉS D’ENCADREMENT	145,9	139,2	(-6,7)	EFFECTIF RÉDUIT
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	881,8	740,6	(141,2)	UN EFFECTIF PROFESSIONNEL EN MOINS; RÉDUCTION IMPORTANTE DE LA VALEUR DU CONTRAT DES LICENCES MICROSOFT; RÉDUCTION DES SERVICES DE CONSULTANTS EXTERNES;
PROJETS (1)	218,0	205,0	(13,0)	LES TRAVAUX ONT PRIS FIN PLUS TÔT QUE PRÉVU.
<b>TOTAL</b>	<b>1 245,7</b>	<b>1 084,9</b>	<b>(160,9)</b>	

(1) LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE L’APPLICATION CLIC\_MARC (CHEMISE DE LIAISON INFORMATIQUE DU CLIENT\_MÉTHODE ALTERNATIVE DE RÉOLUTION DES CONFLITS) ONT PRIS FIN AU COURS DE L’EXERCICE 2014-2015, COMME PRÉVU.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	2014-2015 PHASE 15
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	28 178
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	29 634
CÔTE-NORD	9 012
ESTRIE	24 165
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	24 542
MAURICIE-BOIS-FRANCS	47 555
MONTRÉAL	154 336
OUTAOUAIS	17 170
QUÉBEC	37 500
RIVE-SUD	67 779
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	26 646
CSJ	48 848
TOTAL	515 365 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

PLAN ASSUMÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT (AU 31-03-2015)	RÉALISATION EN 2014-2015
001_MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : • REA-L8 – ANALYSE SYSTÈME MISSION ET TEMPS DE REPRISE
PVÉ - PROCÈS VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : • REA-L7-PV CONFÉRENCE DE GESTION SAE/STE
GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : • REA-L3.1-SAE/STE LIVRAISONS PROGRESSÉES : • REA-L2-SAS • REA-L3.2-SAI • REA-L5-DÉPÔTS ÉLECTRONIQUES
MIGRATION À WINDOWS 7	MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D’EXPLOITATION DU PARC BUREAUTIQUE – <i>TERMINÉ</i>	LIVRAISONS TERMINÉES : • REA-L2-DÉPLOIEMENT WINDOWS 7 • REA-L2-SUPPORT POST-IMPLANTATION
MODERNISATION DES TI	MODERNISATION DU SYSTÈME INFORMATIQUE DE MISSION – <i>RÉALISATION NON DÉBUTÉE</i>	CE PROJET CIBLE LA MODERNISATION DU SYSTÈME MISSION DU TAQ. SUITE À UNE ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ D'ARRIMAGE AVEC LE SYSTÈME SISTA (DE LA CLP) COMPLÉTÉE EN 2012, NOUS AVONS AMORCÉ CETTE ANNÉE DES ÉTAPES PRÉALABLES D’ANALYSE DU PROJET. DE PLUS, DES DISCUSSIONS AVEC LE SCT ONT EU LIEU EN VUE D’AMORCER UN DOSSIER D’AFFAIRES POUR COMPLÉTER LES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES.
SÉCURITÉ DE L’INFORMATION - PLAN D’ACTION	MISE EN PLACE DES ÉLÉMENTS POUR SOUTENIR LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ DE L’INFORMATION – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON TERMINÉE : • PREA-L1-PLANIFICATION DE LA SI LIVRAISON PROGRESSÉE : • PREA-L2-GOUVERNANCE DE LA SI
GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES	MISE EN PLACE D’UNE GESTION INTÉGRÉE DES RISQUES – <i>EN RÉALISATION (EN COURS)</i>	LIVRAISON PROGRESSÉE : • REA-L1-PLANIFICATION



**P.22 ÉTAT DE SITUATION ET VENTILATION DES SOMMES CONSACRÉES AU PROGRAMME DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE (TOJ) POUR 2013-2014 ET 2014-2015. PRÉCISEZ LES ÉTAPES RÉALISÉES, LES ÉTAPES À VENIR ET LES DATE PRÉVUES POUR L'IMPLANTATION PARTIELLE PUIS TOTALE DU PROGRAMME. INDIQUEZ LES SOMMES PRÉVUES EN 2015-2016. INDIQUEZ LES PROGRAMMES ORGANISATIONNELS « AUTOPORTANT » MIS SUR PIED DANS LE CADRE DU PROGRAMME TOJ DEPUIS 2012.**

**MINISTÈRE**

LE MINISTÈRE A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE PROJETS ET D'ACTIVITÉS DE TAILLE MODESTE PERMETTANT DE RENDRE LA JUSTICE PLUS ACCESSIBLE DE FAÇON CONCRÈTE POUR LES CITOYENS.

LE TABLEAU QUI SUIT PRÉSENTE LES SOMMES CONSACRÉES À LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN 2014-2015 :

PROJET	Coûts en 2014-2015
PUBLICATION DES RÔLES EN LIGNE	90 263 \$
DÉPLOIEMENT D'UN RÉSEAU SANS-FIL DANS LES PALAIS DE JUSTICE	154 483 \$
IMPLANTATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE NORD DU QUÉBEC	99 376 \$
ACTIVITÉS	Coûts en 2014-2015
DÉPÔT ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS DE PREUVE ET AUTRES DOCUMENTS JUDICIAIRES	154 630 \$

**P.23 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LE NOMBRE TOTAL D'ACCOMMODEMENT QUI ONT ÉTÉ ACCORDÉS OU REFUSÉS POUR LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES DÉPENDANT DU MINISTÈRE ET LA VENTILATION PAR TYPE D'ACCOMMODEMENT (HANDICAP, GROSSESSE, MOTIF RELIGIEUX, ETC.).**

**MINISTÈRE**

ACCOMMODEMENTS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2014-2015
GROSSESSE	
HANDICAP ET/OU MALADIE	4
TOTAL	4

**NOTE :**

- **PROLONGATION D'INVALIDITE :**
  - PROLONGATION DE LA DUREE D'UN RETOUR PROGRESSIF POUR UNE PERIODE DE SIX MOIS.
  - OCTROI D'UN RETOUR PROGRESSIF APRES 104 SEMAINES.
- **CONGES SANS TRAITEMENT :**
  - OCTROI D'UN CONGE SANS TRAITEMENT APRES 104 SEMAINES (2 CAS).

**ORGANISMES**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

AUCUN.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

TYPE D'ACCOMMODEMENT	2014-2015
GROSSESSE	1
HANDICAP ET/OU MALADIE	5
TOTAL	6

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

AUCUN.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

VOICI UNE LISTE INDIQUANT LA NATURE ET LE NOMBRE D'ACCOMMODEMENTS REPERTORIES PAR LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES POUR LA PERIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 6 MARS 2015.

TYPE D'ACCOMMODEMENT	NOMBRE
GROSSESSE	4
HANDICAP - LIMITATIONS FONCTIONNELLES	3

**GROSSESSE**

- MODIFICATION TEMPORAIRE DE CERTAINES TACHES DANS LE CADRE DU PROGRAMME « MATERNITE SANS DANGER »

**HANDICAP - LIMITATIONS FONCTIONNELLES**

- DIMINUTION DES HEURES DE TRAVAIL A LA SUITE D'UNE RECOMMANDATION MEDICALE
- ASSIGNATION TEMPORAIRE A LA SUITE D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL
- PRET DE SERVICES EN RAISON DE RESTRICTIONS MEDICALES

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUEBEC**

AUCUN.

P.24    INDiquer les démarches entreprises dans le cadre de la réflexion sur la concentration des causes dans le district de Montréal et la répartition des juges entre les régions, et le cas échéant, le détail sur les travaux menés et les actions prévues pour 2015-2016.

---

**MINISTÈRE**

---

La Cour du Québec est soucieuse de maintenir l'équilibre entre les ressources et le nombre de dossiers à traiter tant à Montréal qu'en région et travaille tout au cours de l'année à réaliser cet objectif.

**P.25 VENTILATION DES BUDGETS 2013-2014 ET 2014-2015 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES, LES CONGRÈS ET LES COLLOQUES INCLUANT LES BUDGETS SUPPLÉMENTAIRES QUI AURAIENT PU ÊTRE ACCORDÉS.**

**MINISTÈRE**

EN VERTU DU DÉCRET 709-2005 DU 3 AOÛT 2005, LE MONTANT ANNUEL AU-DELÀ DUQUEL L'APPROBATION DU MINISTRE DE LA JUSTICE EST REQUISE POUR QUE LE CONSEIL PUISSE FAIRE DES DÉPENSES ADDITIONNELLES DANS L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES CONCERNANT LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EST FIXÉ À 1 176 400 \$.

DEPUIS 2007-2008, DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE L'ORDRE DE 30 300 \$ SONT ACCORDÉS POUR LE PERFECTIONNEMENT DE JUGES AINSI QUE DES CRÉDITS ADDITIONNELS DE 62 000 \$ POUR L'AJOUT DE DIX NOUVEAUX JUGES EN 2012-2013 ET DE 10 NOUVEAUX JUGES EN 2013-2014. CECI PORTE DONC LE BUDGET EN PERFECTIONNEMENT À 1 268 700 \$.

BUDGET ALLOUÉ AU CONSEIL DE LA MAGISTRATURE POUR LE PERFECTIONNEMENT DES JUGES EN 2014-2015

<b>DOCUMENTATION JURIDIQUE</b>	<b>511 566,86 \$</b>
<b>ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT</b>	<b>757 131,14 \$</b>

**P.26 VENTILATION DES BUDGETS 2013-2014 ET 2014-2015 ALLOUÉS À LA MAGISTRATURE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC POUR L’ACHAT ET L’INSTALLATION DE NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES, ÉLECTRONIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. INDiquer LE NOMBRE DE NOUVEAUX APPAREILS POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, SELON CHACUNE DES RÉGIONS.**

**MINISTÈRE**

DÉPENSES ESTIMÉES POUR 2014-2015

TYPE D'ÉQUIPEMENT	COUR D'APPEL	COUR SUPÉRIEURE	COUR DU QUÉBEC
ORDINATEUR PORTABLE	0 \$	16 500 \$	25 500 \$
BLACKBERRY	0 \$	0 \$	0 \$
DICTAPHONE	0 \$	7 500 \$	11 500 \$

P.27 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2015, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ DE MALADIE EN INDiquANT LA DATE PRÉVUE DE RETOUR, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS EN INDiquANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE)  
NOMBRE DE JUGES — PAR RÉGION  
AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	JUGE PUÎNÉ					JUGE SUPPLÉANT	
	Chambres	H	F	Postes vacants	Date de libération du poste	H	F
Abitibi-Témiscamingue		5	5	---		0	0
Estrie		8	10	---		6	0
Laval-Laurentides-Lanaudière		26	14	---		5	1
Mauricie-Bois-Francs		10	3	---		2	0
Outaouais		7	6	1	2015-02-05	3	0
Saguenay-Lac-St-Jean		7	3	---		4	0
Montréal		44	41	3	2014-08-22 2015-01-01 2015-01-06	11	4
Montérégie		20	18	---		5	0
Québec-Chaudières-Appalaches		26	15	1	2013-02-08	5	0
Bas-St-Laurent-Côte-Nord-IDLM		8	9	---		8	0
Sous-total :		161	124	5		49	5
TOTAL :							54

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2014 : UN JUGE DE LA RÉGION DE MONTRÉAL EST EN INVALIDITÉ LONGUE DURÉE DEPUIS LE 22 AOÛT 2014.

PARTICIPATION DES FEMMES AUX INSTANCES DE POUVOIR QUÉBEC AU 31 MARS 2015

INSTANCES JUDICIAIRES	31 MARS 2015			
	F	H	TOTAL	%
COUR D’APPEL				
COUR SUPÉRIEURE				
COUR DU QUÉBEC	124	161	285	44 %
COURS MUNICIPALES				

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2015

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	15	32	47
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	38	26	64
CHAMBRE CIVILE	34	22	56
JURIDICTION MIXTE	73	44	117
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES	1	0	1
TOTAL	161	124	285

**P.28 DEPUIS LE PREMIER AVRIL 2014 ET POUR CHACUN DES TRIBUNAUX SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES AINSI NOMMÉES.**

**MINISTÈRE**

NOMINATIONS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
ALLEN, PIERRE	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CIVILE ET JEUNESSE	2015-01-14
ALMEIDA, CELESTINA	BAS-ST-LAURENT – CÔTE- NORD - GASPÉSIE - IDLM	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2015-01-14
BLANCHARD, SANDRA	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE ET JEUNESSE	2014-09-10
BOUCHARD, DAVID	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	CRIMINELLE	2014-06-11
BRILLON, ALAIN	MONTRÉAL	JEUNESSE	2014-09-10
BROUILLETTE, MARYSE	MAURICIE – BOIS-FRANCS – CENTRE-DU-QUÉBEC	JEUNESSE	2014-09-10
ÉMOND, RÉNA	QUÉBEC – CH.-APPALACHES	CRIMINELLE	2015-02-11
FOUCAULT, LYNE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CIVILE	2014-06-11
GALLANT, LOUISE	BAS-ST-LAURENT – CÔTE- NORD - GASPÉSIE - IDLM	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2014-06-11
GIBBENS, DOMINIQUE	MONTRÉAL	CIVILE	2015-01-14
LACHAPELLE, CLAUDE	LAVAL – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE - LABELLE	CRIMINELLE	2014-07-03
LAFORCE, PAULINE R.	MONTRÉAL	JEUNESSE	2015-01-14
PIAZZA, VINCENZO	MONTRÉAL	CIVILE	2015-01-14
SAUCIER, EMMANUELLE	MONTRÉAL	CIVILE	2015-01-14
ST-PIERRE, ANDRÉE	BAS-ST-LAURENT – CÔTE- NORD - GASPÉSIE - IDLM	CIVILE, CRIMINELLE ET JEUNESSE	2014-06-11

NOMINATIONS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION
RIVEST, GUYLAINE	MONTRÉAL	CRIMINELLE ET PÉNALE	2014-10-22



**P.29 MANDATS ACCORDÉS À DES AVOCATS POUR REPRÉSENTER DES JUGES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014.**

- A. TAUX HORAIRE ACCORDÉ POUR CES MANDATS, MONTANT TOTAL VERSÉ À CE JOUR;
- B. MONTANT ACCORDÉ À CHAQUE AVOCAT AVEC LE NOM DE SON CABINET, ÉTUDE OU SOCIÉTÉ;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION AVEC NOTATION QUI A AUTORISÉ LA PROLONGATION.

**MINISTÈRE**

**MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS**

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

NOM DU MANDATAIRE	CABINET	TAUX HORAIRE	OBJET
DORAY, RAYMOND	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE <sup>2</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.
GAGNÉ, SUZANNE	LÉTOURNEAU & GAGNÉ AVOCATS S.E.N.C.R.L.	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS S.E.N.C.R.L. AVOCATS	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE
MONTANT DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS :			13 046.00 \$

**NOTE :** LÉGENDE <sup>(1)</sup> MANDAT AYANT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE  
<sup>(2)</sup> MANDAT QUI FAIT L’OBJET D’UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR

AUCUN MANDAT N’A FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION

AVRIL 2015

**P.30 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX AVEC BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET CE, POUR CHACUNE DES ANNÉES.**

**MINISTÈRE**

NOMBRE DE PLAINTES DEPOSEES EN 2014-2015

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES REÇUES	145*

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2014-2015

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
• PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES	87
• PLAINTES AYANT CONDUIT À L'APPLICATION DE L'ARTICLE 267 L.T.J.	1
• PLAINTES DEVENUES SANS OBJET	1
• PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE	6
• PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT	50

**\* ATTENTION : DEUX INCIDENTS ONT GÉNÉRÉ 40 PLAINTES**

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2014-2015

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
<b>NE S'APPLIQUE PAS</b>	

**P.31 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAILS SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.**

**MINISTÈRE**

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	1 <sup>ER</sup> JUILLET 2014
JUGE EN CHEF	28 605,48 \$ <sup>1</sup>
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	26 221,69 \$ <sup>1</sup>
JUGES EN CHEF ADJOINTS	21 454,11 \$ <sup>1</sup>
JUGES COORDONNATEURS	19 070,32 \$ <sup>1</sup>
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	14 302,74 \$ <sup>1</sup>
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	12 176,58 \$ <sup>2</sup>
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	14 302 74 \$ <sup>1</sup>

<sup>1</sup> SALAIRE DE 238 379 \$

<sup>2</sup> SALAIRE DE 202 943 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	1 <sup>ER</sup> JUILLET 2014 <sup>3</sup>
JUGE EN CHEF	12 000 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000 \$
JUGES COORDONNATEURS	6 000 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000 \$

<sup>3</sup> AUCUN CHANGEMENT APPORTÉ AU COURS DE L'ANNÉE

**P.32 POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET POUR LES SIX ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, FOURNIR LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS SALARIALES (POUR CHAQUE ÉCHELLE DE SALAIRE) OBTENUES PAR :**

- A. LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES COURS MUNICIPALES ET DE LA COUR D'APPEL ;
- B. LES PROCUREURS DE LA COURONNE ;
- C. LES JURISTES DE L'ÉTAT.

**MINISTÈRE**

**JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC ET DES COURS MUNICIPALES**

ANNÉE	JUGE - COUR DU QUÉBEC	% D'AUGMENTATION SALARIALE	JUGES DES COURS MUNICIPALES	% D'AUGMENTATION SALARIALE
AU 1 <sup>ER</sup> JUILLET				
2013	236 722 \$	2,6 %	201 532 \$	2,6 %
2014	238 379 \$	0,7 %	202 943 \$	0,7 %

**JURISTES DE L'ÉTAT \***

ANNÉE	JURISTES DE L'ÉTAT	% D'AUGMENTATION SALARIALE
AU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014	107 471 \$ (MAX.)	2 %
LE 31 MARS 2015	108 546 \$ (MAX.)	1 %

\* DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2011, UN NIVEAU EXPERT EST INTRODUIT AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES JURISTES ET REPRÉSENTE 15 % DU TRAITEMENT MAXIMUM DE L'ÉCHELLE. LE JURISTE DOIT RÉPONDRE AUX DEUX CONDITIONS SUIVANTES POUR Y ACCÉDER : AVOIR SÉJOURNÉ DEUX ANNÉES AU DERNIER ÉCHELON (18) ET AVOIR EU UN RENDEMENT SATISFAISANT. CELA PORTE LE SALAIRE DU JURISTE À 124 828 \$ À COMPTER DU 31 MARS 2015.

NOTE : LES JUGES DE LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC SONT NOMMÉS SOUS JURIDICTION FÉDÉRALE, NOUS NE POSSÉDONS PAS LES DONNÉES RELATIVES À LEUR SALAIRE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Classe Échelon		Taux au 2014-04-01 ( \$ ) -----
1	1	
1	2	
1	3	
1	4	
1	5	53 310
1	6	55 554
1	6	57 802
1	7	60 330
1	8	62 871
1	9	65 519
1	10	68 270
1	11	71 152
1	12	74 147
1	13	77 269
1	14	80 522
1	15	83 913
1	16	87 440
1	17	91 128
1	18	94 964
1	19	98 962
1	20	103 128
1	21	107 471

SOURCE : SITE INTERNET DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

ÉCHELLES DE TRAITEMENT  
FONCTION PUBLIQUE

915    PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES  
      (TAUX ANNUELS)

	Taux 2014-04-01 (\$)	
	Minimum	Maximum
	-----	-----
Procureur en chef adjoint	126 398	152 284
Procureur en chef	137 388	165 526

SOURCE : SITE INTERNET DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.

P.33 POUR L'ANNÉE 2014-2015, LES ÉCONOMIES ESTIMÉES RELATIVEMENT À L'AUGMENTATION DE 7 % À 8 % DE LA PART COTISÉE PAR LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC À LEUR RÉGIME DE RETRAITE, EN RAISON DU PROJET DE LOI N° 33 MODIFIANT LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRE.

---

**MINISTÈRE**

---

L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PROJET DE LOI N° 33 EST PRÉVUE À LA DATE DE LA SANCTION DE LA LOI. LE PROJET DE LOI N'EST PAS ENCORE SANCTIONNÉ. LE PRÉLÈVEMENT DES SOMMES SERA EFFECTUÉ À COMPTER DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI ET LES SOMMES SERONT DÉPOSÉES AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU, TEL QUE PRÉVU À LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES. IL N'Y A DONC PAS D'ÉCONOMIES RÉALISÉES POUR L'ANNÉE 2014-2015.

**P.34 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET POUR 2013-2014 ET 2014-2015, INDIQUER :**

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

**A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION**

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2015

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
BOUCHARD, DIANE	140 117 \$	SAE
CORMIER, LOUIS – ARMAND	140 117 \$	SAE
LANTHIER, PIERRE	140 117 \$	SAE
LAVERDIÈRE, ODETTE	140 117 \$	SAE
RENY, GILLES	140 117 \$	SAE

5

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
BOUTIN, FRANÇOIS	140 117 \$	STE
LACROIX, ODETTE	140 117 \$	STE
LÉVESQUE, SUZANNE	139 380 \$	STE

3

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
BÉLANGER, LOUISE V.-P.	147 124 \$	SAI
BOUCHARD, MARIO	140 117 \$	SAI
CHAREST, MARIE	140 117 \$	SAI
COLLIN, RÉAL	140 117 \$	SAI
DE CHAMPLAIN, CLAUDE	140 117 \$	SAI
DE KOVACHICH, HÉLÈNE	86 113,93 \$*	SAI
DION, JEAN	135 765 \$	SAI
GAGNON, GUY	140 117 \$	SAI
GOSSELIN, CHARLES	140 117 \$	SAI
GOULET, CLÉMENT	140 117 \$	SAI
GOYER, MANON	140 117 \$	SAI
PELLETIER, VÉRONIQUE	140 117 \$	SAI
PROULX, JOSÉE	121 294 \$	SAI
SANCHE, ROBERT	140 117 \$	SAI
SÉGUIN, PIERRE	140 117 \$	SAI

15

\* SON TRAITEMENT ANNUEL EST DE 140 117 \$. ELLE EST CEPENDANT SUSPENDUE DE SES FONCTIONS DEPUIS LE 12 NOVEMBRE 2014.

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
LEJEUNE, NATALIE – V.P.	149 764 \$	SAS
ALLARD, DANIELLE	140 117 \$	SAS
ARSLANIAN, CHAHÉ-PHILIPPE	140 117 \$	SAS
BEAUMIER, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
BÉGIN, LORRAINE	145 385 \$	SAS
BERGERON, JOSEPH-ARTHUR	140 117 \$	SAS
BÉRUBÉ, SUZANNE	140 117 \$	SAS
BIBEAU, LISE	140 117 \$	SAS
BIBEAU, NATALIE	133 604 \$	SAS
BISSON JOLIN, LINA	140 117 \$	SAS
BOISSY, BENOIT	145 385 \$	SAS
BOTTINO, PRESHA	138 807 \$	SAS
BOUCHARD, CAROL	108 810 \$	SAS
BOULANGER, JACQUES	124 938 \$	SAS
BOURASSA, SYLVAIN	133 604 \$	SAS
BOURGALT, RICHARD	137 041 \$	SAS
CARON, JOSÉE	145 385 \$	SAS
CÔTÉ, CHRISTINE	140 117 \$	SAS
DAVIAULT, MICHEL	140 117 \$	SAS
DESAULNIERS, CLAIRE	140 117 \$	SAS
DIONNE, MARIE-JOSÉE	107 783 \$	SAS
DUCHARME, ANDRÉE	145 385 \$	SAS
DUFOUR, JEAN-MARC	140 117 \$	SAS
ÉVANGELISTE, MARIO	135 328 \$	SAS
FONTAINE, GILLES	107 783 \$	SAS
GAGNON, KATHIA	129 729 \$	SAS
GAGNON, MARIE ANNIK	133 604 \$	SAS
GAGNON, SYLVIE	140 117 \$	SAS
GARIÉPY, PHILIPPE M.	115 328 \$	SAS
GONTHIER, CAROLINE	140 117 \$	SAS
GOUIN, HÉLÈNE	140 117 \$	SAS
HAMEL, LOUISE	145 385 \$	SAS
LACASSE, GISELE	140 117 \$	SAS
LAGUEUX, DANIEL	140 117 \$	SAS
LANDRY, FRANÇOIS	140 117 \$	SAS
LAPORTE, MICHEL	140 117 \$	SAS
LE FRANÇOIS, LUCIE	140 117 \$	SAS
LE MOYNE, YVAN	140 117 \$	SAS
LECLERC, CARL	133 604 \$	SAS
LÉGARÉ, GILLES	140 117 \$	SAS
LESSARD, ROBERT	140 117 \$	SAS
LEYDET, ANNE	140 117 \$	SAS
MÉNARD, ÉRIC	133 604 \$	SAS



PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL AU 31 MARS 2015	SECTION
MERCURE, PAUL	140 117 \$	SAS
MORISSETTE, ÉRIC	112 643 \$	SAS
OUELLET, CAROLE	138 807 \$	SAS
PHANEUF, STELLA	145 385 \$	SAS
PILETTE-KANE, YOLANDE	84 175 \$	SAS
PROULX, MATHIEU – PRÉSIDENT	183 370 \$	SAS
RANDOIN, MICHÈLE	145 385 \$	SAS
SAUVÉ, DENIS	135 493 \$	SAS
TARDY, SOLANGE	145 385 \$	SAS
TURPIN, CLAUDE	140 117 \$	SAS
SAUCIER, MÉDARD – PRÉSIDENT CETM	149 764 \$	CETM (SAS)
ANGLADE, JOSEPH	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, DOMINIQUE	140 117 \$	CETM (SAS)
AUDET, JEAN	140 117 \$	CETM (SAS)
BORDUAS, ROBERT	140 117 \$	CETM (SAS)
LAVOIE , MARTINE	140 117 \$	CETM (SAS)
LAUZON, JUDITH	140 117 \$	CETM (SAS)
ROCHELIN, GERTRUDE	126 076 \$	CETM (SAS)

61

LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2015

PRÉNOM ET NOM	SECTION
CARPENTIER, JOCELYN	SAS
CZYIWI, ÉLIZABETH	SAS
DEMERS, HUGUETTE	SAS
GALARNEAU, LOUISE	SAS
L'HEUREUX, BRUNO	SAS
MARCIL, DOMINIQUE	SAS
ROBERGE, DANIEL	SAS
THÉRIAULT, GILLES	SAS
BECK, PHILIP	CETM (SAS)
BLAIN, LOUISE M	CETM (SAS)
CARON, CHANTAL	CETM (SAS)
CARPENTIER, PIERRE	CETM (SAS)
COURNOYER, GÉRARD	CETM (SAS)
COURTEMANCHE, MARCEL	CETM (SAS)
LABRIE, JACQUES	CETM (SAS)
LACERTE, JEAN-FRANÇOIS	CETM (SAS)
LAMBERT, LIONEL	CETM (SAS)
LEBLANC, LUCIEN	CETM (SAS)
MALTAIS, LOUISE	CETM (SAS)
NOBÉCOURT, PHILIPPE	CETM (SAS)
PAINCHAUD, GEORGES	CETM (SAS)

PRÉNOM ET NOM	SECTION
QUINTAL, MARIE-LUCE	CETM (SAS)
ROY, LOUIS	CETM (SAS)
TREMBLAY, GUY	CETM (SAS)
VILLENEUVE, ANDRÉ	CETM (SAS)
FORGUES, JACQUES	SAI

26

B. PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

EN 2014-2015

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L’AMENDEMENT APORTE A LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i> (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1ER JANVIER 2006, NOMMES SELON BONNE CONDUITE.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION.

EN 2014-2015

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
Marcil	Dominique	Médecin	SAS	2014-04-07			T. Partiel

1

CURRICULUM VITAE :

EN CONFORMITÉ AVEC L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (L.R.Q. CHAPITRE A-2.1), LE CURRICULUM VITAE NE PEUT ÊTRE TRANSMIS PUISQU’IL CONTIENT ESSENTIELLEMENT DES RENSEIGNEMENTS NOMINATIFS.

P. 35 POUR 2012-2013 ET 2013-2014, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL, INDIQUER :

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;
- B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS;
- C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES;
- D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS;
- E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
- F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF (EN JOURS)

L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE MENTIONNE QUE L’AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DONT LA DÉCISION EST CONTESTÉE EST TENUE, DANS LES 30 JOURS SUIVANT LA RÉCEPTION DE LA COPIE DE LA REQUÊTE INTRODUCTIVE DU RECOURS, DE TRANSMETTRE AU SECRÉTAIRE DU TRIBUNAL ET AU REQUÉRANT UNE COPIE DU DOSSIER RELATIF À L’AFFAIRE.

SECTION/ MATIÈRE(s)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	9
IMMIGRATION	31
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	35
RÉGIME DE RENTES	39
SÉCURITÉ DU REVENU	34
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	28
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	16
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	26
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	26

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE\* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(s)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	5,2
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	9,0
RÉGIME DE RENTES	10,7
SÉCURITÉ DU REVENU	10,5
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	3,8
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	1,3
EXPROPRIATION	3,2
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	-

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L’INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L’ACCEPTATION DE L’OFFRE DE CONCILIATION JUSQU’À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE.

3. DÉLAI MOYEN POUR LES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION\* (EN MOIS)

SECTION/ MATIÈRE(s)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	10,4
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	11,5

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
RÉGIME DE RENTES	9,3
SÉCURITÉ DU REVENU	10,4
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	8,0
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE	6,0
EXPROPRIATION	4,9
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	-
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	-

\* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L’INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L’ACCEPTATION DE L’OFFRE DE CONCILIATION JUSQU’À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE (EN MOIS)

CE DÉLAI MESURE LE TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF ET LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
<b>SECTION DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
ASSURANCE AUTOMOBILE	29,4
IMMIGRATION	9,5
INDEMNISATIONS DIVERSES	21,6
RÉGIME DE RENTES	18,2
SÉCURITÉ DU REVENU	23,3
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	6,3
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE	10,7
EXPROPRIATION*	35,8
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	6,8
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	8,5

\* EN MATIÈRE D’EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DE L’« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L’OUVERTURE DU DOSSIER).

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN JOURS)

L’ARTICLE 146 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* ÉNONCE QUE DANS TOUTE AFFAIRE, DE QUELQUE NATURE QU’ELLE SOIT, LA DÉCISION DOIT ÊTRE RENDUE DANS LES TROIS MOIS SUIVANT SA PRISE EN DÉLIBÉRÉ.

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
<b>SECTION DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
ASSURANCE AUTOMOBILE	60
IMMIGRATION	17
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	54
RÉGIME DE RENTES	50
SÉCURITÉ DU REVENU	53
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	49
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE	53
EXPROPRIATION	73
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	67
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	73

B. LE DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES DOSSIERS FERMÉS

DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS (EN MOIS)

CE DÉLAI MESURE LE TEMPS ÉCOULÉ ENTRE LA DATE DU DÉPÔT DU RECOURS PAR LE REQUÉRANT ET LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D’UNE DÉCISION, D’UN RÈGLEMENT, D’UN DÉSISTEMENT OU D’UNE CONCILIATION.

SECTION/ MATIÈRE(s)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	29,0
IMMIGRATION	19,6
INDEMNISATIONS DIVERSES	28,5
RÉGIME DE RENTES	23,0
SÉCURITÉ DU REVENU	21,8
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	9,3
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE	13,0
EXPROPRIATION*	41,8
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	12,9
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	11,3

\* EN MATIÈRE D’EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE L’« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L’OUVERTURE DU DOSSIER).

C. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

AFIN DE DONNER SUITE AUX RECOMMANDATIONS DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC À LA SUITE DE LA VÉRIFICATION EN OPTIMISATION DES RESSOURCES, UN EXERCICE DE CATÉGORISATION ET DE VALIDATION DE L’ENSEMBLE DES RAPPORTS STATISTIQUES EST EN COURS AU TRIBUNAL.

D. LES DOSSIERS EN ATTENTE D’ÊTRE FIXÉS

SECTION/ MATIÈRE(s)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 944
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	717
RÉGIME DE RENTES	686
SÉCURITÉ DU REVENU	1 766
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	589
AUTRES RECOURS*	36
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	835
EXPROPRIATION	581
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	40
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	81
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	8 275

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS

SECTION/ MATIÈRE(s)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	2 442
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	513
RÉGIME DE RENTES	506

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SÉCURITÉ DU REVENU	2 513
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1 176
AUTRES RECOURS*	58
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	1 380
EXPROPRIATION	158
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	88
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	133
<b>TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)</b>	
	8 967

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

**F. LE NOMBRE DE DOSSIERS FERMÉS ET DE QUELLE FAÇON (SUR ACCORD, PAR DÉSISTEMENT, RÈGLEMENT SANS DÉCISION, ETC.)**

**1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉCISION**

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
<b>SECTION DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
ASSURANCE AUTOMOBILE	1 131
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	271
RÉGIME DE RENTES	297
SÉCURITÉ DU REVENU	1 640
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	603
AUTRES RECOURS*	77
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	508
EXPROPRIATION	71
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	38
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	75
<b>TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)</b>	
	4 711

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

**2. DOSSIERS FERMÉS PAR ACCORD À LA SUITE D'UNE CONCILIATION**

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
<b>SECTION DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
ASSURANCE AUTOMOBILE	1 081
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	59
RÉGIME DE RENTES	12
SÉCURITÉ DU REVENU	963
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	4
AUTRES RECOURS*	0
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	2
EXPROPRIATION	21
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	0
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	0
<b>TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)</b>	
	2 142

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

3. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D’UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	57
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	8
RÉGIME DE RENTES	13
SÉCURITÉ DU REVENU	157
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	0
AUTRES RECOURS*	0
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	0
EXPROPRIATION	0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	0
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	0
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	235

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

4. DOSSIERS FERMÉS PAR RÈGLEMENT SANS DÉCISION\*

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	20*
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	16
RÉGIME DE RENTES	5
SÉCURITÉ DU REVENU	35
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	2
AUTRES RECOURS**	0
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE***	1
EXPROPRIATION	269
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	0
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L’ENVIRONNEMENT	
	1
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	349

\* AFIN D’UNIFORMISER LES PRATIQUES, UNE MODIFICATION A ÉTÉ APPORTÉE DANS LES PROCÉDURES DU TRIBUNAL OÙ, POUR CERTAINS CAS, LES DOSSIERS ONT ÉTÉ ORIENTÉS VERS L’« AVIS DE FIN DE LITIGE » PLUTÔT QUE LE « RÈGLEMENT HORS TRIBUNAL ».

\*\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

5. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	588
INDEMNISATIONS - VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	75
RÉGIME DE RENTES	120
SÉCURITÉ DU REVENU	399
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	416
AUTRES RECOURS*	86
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	118
EXPROPRIATION	0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
	51
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	51
<b>TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)</b>	
	1 904

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

6. DOSSIERS FERMÉS – AUTRES MOTIFS

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
<b>SECTION DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
ASSURANCE AUTOMOBILE	973
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	37
RÉGIME DE RENTES	7
SÉCURITÉ DU REVENU	47
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	288
AUTRES RECOURS*	0
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	0
EXPROPRIATION	3
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	1
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	0
<b>TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)</b>	
	1 356

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

7. TOTAL DES DOSSIERS FERMÉS

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
<b>SECTION DES AFFAIRES SOCIALES</b>	
ASSURANCE AUTOMOBILE	3 850
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	466
RÉGIME DE RENTES	454
SÉCURITÉ DU REVENU	3 241
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	1 313
AUTRES RECOURS*	163
<b>SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES</b>	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	629
EXPROPRIATION	364
<b>SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES</b>	
	90
<b>SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</b>	
	127
<b>TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)</b>	
	10 697

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.



TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

1. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT À LA SUITE D'UNE CONCILIATION

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 Du 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	57
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	8
RÉGIME DE RENTES	13
SÉCURITÉ DU REVENU	157
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	0
AUTRES RECOURS*	0
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	0
EXPROPRIATION	0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	0
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	0
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	235

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

2. DOSSIERS FERMÉS PAR DÉSISTEMENT (AUTRES QUE CEUX SURVENUS EN CONCILIATION)

SECTION/ MATIÈRE(S)	2014-2015 Du 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	588
INDEMNISATIONS - VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	75
RÉGIME DE RENTES	120
SÉCURITÉ DU REVENU	399
SERVICES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ET ACCIDENTS DE TRAVAIL	416
AUTRES RECOURS*	86
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE**	118
EXPROPRIATION	0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	51
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	51
TOTAL TRIBUNAL (EXCLUANT LA DIVISION DE LA SANTÉ MENTALE)	
	1 904

\* COMPREND ACCIDENTS DU TRAVAIL, IMMIGRATION ET INDEMNISATIONS – AUTRES.

\*\* COMPREND AUTRES RECOURS IMMOBILIERS.

**P. 37 POUR LES ANNÉES 2007 À AUJOURD’HUI, LE NOMBRE DE FOIS OU LE TRIBUNAL A DU FIXER UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114 DE LA LOI SUR LE JUSTICE ADMINISTRATIVE. INDICHER LES MONTANTS POUR CHACUNE ANNÉE, AINSI QUE LES ORGANISMES QUI ÉTAIENT EN CAUSE.**

---

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015, DEUX (2) REQUÊTES POUR FIXATION D’UNE INDEMNITÉ EN VERTU DE L’ARTICLE 114.1 DE LA *LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE* (RLRQ, CHAPITRE J-3) ONT FAIT L’OBJET D’UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC. POUR CES REQUÊTES, L’UNE IMPLIQUAIT LA RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC ET L’AUTRE CONCERNAIT LA VILLE DE SAINTE-ANNE-DES-MONTS ET LA MRC DE LA MATANIE. CES REQUÊTES ONT ÉTÉ REJETÉES. PAR CONSÉQUENT, AUCUNE INDEMNITÉ N’A ÉTÉ FIXÉE PAR LE TAQ.

P.38 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES : TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	2014-2015 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
DOSSIERS TRAITÉS	4 533

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT :

CONCILIATION	2014-2015 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015
ACCORDS	2 142
DÉSISTEMENTS	235
TOTAL DES RÈGLEMENTS	2 377

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC EST UN TRIBUNAL ITINÉRANT. IL SE DÉPLACE CONSTAMMENT SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS AFIN QUE LES CITOYENS AIENT GÉNÉRALEMENT ACCÈS À SES SERVICES DANS UN RAYON DE MOINS DE 100 KILOMÈTRES.

EN 2014-2015, LES JUGES ADMINISTRATIFS ONT SIÉGÉ DANS 173 LIEUX D’AUDIENCE RÉPARTIS DANS 58 VILLES DU QUÉBEC. ILS ONT, ENTRE AUTRES, TRAVAILLÉ DANS LES LOCAUX DU TRIBUNAL, MAIS ÉGALEMENT DANS LES PALAIS DE JUSTICE, DANS LES LOCAUX DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES ET DE LA RÉGIE DU LOGEMENT, DANS DES HÔPITAUX AINSI QUE DANS DES ÉTABLISSEMENTS HÔTELIERS. POUR SOUTENIR SON OFFRE DE SERVICE EN RÉGION, LE TRIBUNAL CONCLUT ENTRE AUTRES DES ENTENTES AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P.40 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :

- A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN;
- B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS INCLUANT LA DATE;
- C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN.

À TEMPS PLEIN AU 31 MARS 2015

TOTAL  
5

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
Bouchard	Diane	SAE	2012-06-04
Cormier	Louis-Armand	SAE	1997-01-06
Lanthier	Pierre	SAE	1992-01-20
Laverdière	Odette	SAE	1997-10-14
Reny	Gilles	SAE	2010-03-01

TOTAL  
3

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
Boutin	François	STE	2008-09-22
Lacroix	Odette	STE	2006-07-17
Lévesque	Suzanne	STE	2008-10-14

TOTAL  
15

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
Bélanger	Louise V.-P.	SAI	2006-07-17
Bouchard	Mario	SAI	2008-03-25
Charest	Marie	SAI	2008-04-03
Collin	Réal	SAI	1981-03-11
De Champlain	Claude	SAI	1994-05-02
de Kovachich	Hélène	SAI	2006-05-02
Dion	Jean	SAI	2009-03-02
Gagnon	Guy	SAI	1992-08-03
Gosselin	Charles	SAI	1992-08-03
Goulet	Clément	SAI	2011-04-04
Goyer	Manon	SAI	2006-10-30
Pelletier	Véronique	SAI	1994-07-18
Proulx	Josée	SAI	2012-06-18
Sanche	Robert	SAI	2008-03-25
Séguin	Pierre	SAI	2012-06-18

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
Lejeune	Natalie – V.P.	SAS	2009-02-23
Allard	Danielle	SAS	2007-10-09
Arslanian	Chahé-Philippe	SAS	1994-07-20
Beaumier	Hélène	SAS	1998-01-05
Bégin	Lorraine	SAS	2004-12-01
Bergeron	Joseph-Arthur	SAS	1997-12-01
Bérubé	Suzanne	SAS	1999-06-28
Bibeau	Lise	SAS	2006-07-17
Bibeau	Natalie	SAS	2014-02-17

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
Bisson-Jolin	Lina	SAS	1995-10-23
Boissy	Benoît	SAS	2009-04-14
Bottino	Persha	SAS	2006-04-24
Bouchard	Carol	SAS	2014-02-17
Boulanger	Jacques	SAS	2014-02-17
Bourassa	Sylvain	SAS	2014-02-17
Bourgault	Richard	SAS	2010-03-01
Caron	Josée	SAS	2009-03-16
Côté	Christine	SAS	2011-04-11
Daviault	Michel	SAS	1998-03-09
Desaulniers	Claire	SAS	2007-10-01
Dionne	Marie-Josée	SAS	2014-02-17
Ducharme	Andrée	SAS	2000-10-10
Dufour	Jean-Marc	SAS	2007-03-12
Évangéliste	Mario	SAS	2012-06-18
Fontaine	Gilles	SAS	2014-02-17
Gagnon	Kathia	SAS	2008-10-14
Gagnon	Marie Annik	SAS	2014-02-17
Gagnon	Sylvie	SAS	2012-06-04
Gariépy	Philippe M.	SAS	2012-06-18
Gonthier	Caroline	SAS	2009-02-23
Gouin	Hélène	SAS	1989-04-03
Hamel	Louise	SAS	2002-02-04
Lacasse	Gisèle	SAS	2011-03-28
Lagueux	Daniel	SAS	2007-10-29
Landry	François	SAS	1998-03-09
Laporte	Michel	SAS	2006-05-01
Le François	Lucie	SAS	2006-09-05
Le Moyne	Yvan	SAS	2007-09-24
Leclerc	Carl	SAS	2014-02-17
Légaré	Gilles	SAS	1989-11-03
Lessard	Robert	SAS	1994-07-18
Leydet	Anne	SAS	1998-03-23
Ménard	Éric	SAS	2014-02-17
Mercure	Paul	SAS	1980-04-01
Morissette	Éric	SAS	2014-02-17
Ouellet	Carole	SAS	2007-10-09
Phaneuf	Stella	SAS	2004-12-01
Pilette-Kane	Yolande	SAS	2014-02-17
Proulx	Mathieu – Président	SAS	1997-03-24
Randoin	Michèle	SAS	2009-03-23
Sauvé	Denis	SAS	2009-02-23
Tardy	Solange	SAS	1999-08-23
Turpin	Claude	SAS	2011-04-11
Saucier	Médard – Président CETM	CETM (SAS)	1992-07-06
Anglade	Joseph	CETM (SAS)	1997-02-10
Audet	Dominique	CETM (SAS)	1998-03-09
Audet	Jean	CETM (SAS)	2007-10-09
Borduas	Robert	CETM (SAS)	2008-10-14

TOTAL  
61

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
Lauzon	Judith	CETM (SAS)	2011-04-18
Lavoie	Martine	CETM (SAS)	2006-04-18
Rochelin	Gertrude	CETM (SAS)	2010-07-19

À TEMPS PARTIEL AU 31 MARS 2015

TOTAL  
26

NOM	PRENOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
Carpentier	Jocelyn	SAS	2008-01-01
Czyziw	Élizabeth	SAS	2012-11-26
Demers	Huguette	SAS	2011-03-28
Galarneau	Louise	SAS	2011-03-28
L'Heureux	Bruno J.	SAS	2014-02-17
Marcil	Dominique	SAS	2014-04-07
Roberge	Daniel	SAS	2011-08-12
Thériault	Gilles	SAS	1977-11-16
Beck	Philip	CETM (SAS)	1996-02-21
Blain	Louise-M	CETM (SAS)	1996-02-21
Caron	Chantal	CETM (SAS)	2010-01-10
Carpentier	Pierre	CETM (SAS)	1993-01-20
Cournoyer	Gérard	CETM (SAS)	2012-11-26
Courtemanche	Marcel	CETM (SAS)	1993-01-20
Labrie	Jacques	CETM (SAS)	1981-02-09
Lacerte	Jean-François	CETM (SAS)	2000-07-31
Lambert	Lionel	CETM (SAS)	1993-01-20
Leblanc	Lucien	CETM (SAS)	2009-11-16
Maltais	Louise	CETM (SAS)	1998-03-23
Nobécourt	Philippe	CETM (SAS)	2011-03-28
Painchaud	Georges	CETM (SAS)	2006-01-04
Quintal	Marie-Luce	CETM (SAS)	2013-07-08
Roy	Louis	CETM (SAS)	1993-03-10
Tremblay	Guy	CETM (SAS)	2012-06-04
Villeneuve	André	CETM (SAS)	2003-03-10
Forgues	Jacques	SAI	2008-04-01

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS AU 31 MARS 2015 INCLUANT LA DATE

À TEMPS PLEIN

NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
08014	2014-04-05
08019	2014-04-11
08020	2014-04-16
08034	2008-11-30
08057	2014-05-24
08058	2014-09-01
08061	2010-07-31
08068	2012-10-05
08071	2014-04-07
08083	2013-01-13
08092	2014-09-22

<b>TOTAL</b> <b>13</b>	NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	09093	2014-07-11
	08097	2013-03-16

À TEMPS PARTIEL

<b>TOTAL</b> <b>5</b>	NUMERO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	8904	2014-10-06
	8905	2015-01-01
	8914	2014-09-30
	8915	2014-06-01
	8932	2014-12-11

C. LE NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS EN FONCTION POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL DEPUIS 2004.

AU 31 MARS 2015

<b>TOTAL</b> <b>11</b>	NOMBRE DE JUGES COORDONNATEURS	SECTION
	7	SAS
	1	CETM (SAS)
	2	SAI
	1	SAE – STE



**P.41 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION. VENTILATION PAR ANNÉE.**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

2014-2015

NOMBRE	NATURE	RÉSULTATS
71	NOMBRE TOTAL DE DOSSIERS DE PLAINTES POUR L'EXERCICE 2013-2014	
12	DOSSIERS DE PLAINTES REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	
59	DOSSIERS DE PLAINTES OUVERTS DANS L'EXERCICE 2013-2014	
48		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES
5		PLAINTES DÉCLARÉES RECEVABLES (RETENUES POUR ENQUÊTE)
4		PLAINTES JUGÉES NON FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
0		PLAINTES DÉCLARÉES SANS OBJET PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
3		PLAINTES JUGÉES FONDÉES PAR UN COMITÉ D'ENQUÊTE
16		PLAINTES EN COURS DE TRAITEMENT
48		PLAINTES DÉCLARÉES IRRECEVABLES

P.42 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES ET VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

2014-2015

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS	MONTANT DES AMENDES PERÇUES
RADARS FIXES		
BOUCHERVILLE	42 932	3 911 016 \$
LÉVIS - AUTOROUTE 20	17 614	2 703 496 \$
MONTRÉAL – AUTOROUTE 15 SUD	31 783	4 509 694 \$
MONTRÉAL – MCDUGALL	975	80 242 \$
PINCOURT	13 771	1 274 248 \$
SAINT-GEORGES	4 010	311 212 \$
TOTAL FIXES	111 085	12 789 908\$
RADARS MOBILES <sup>1</sup>	56 591	8 919 974 \$
FEUX ROUGES		
LÉVIS – PRÉSIDENT-KENNEDY	1 631	263 845 \$
MONTRÉAL – SAINTE-CATHERINE-OUEST	397	64 314 \$
MONTRÉAL – UNIVERSITY	45	7 283 \$
MONTRÉAL – DÉCARIE NORD	1 262	204 410 \$
SAINT-CONSTANT	85	13 741 \$
THETFORD MINES	189	30 589 \$
TOTAL FEUX ROUGES	3 609	584 182 \$
TOTAL	171 285	22 294 064 \$

<sup>1</sup> TROIS RADARS MOBILES OPÈRENT SUR 35 SITES DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL.

**P.43 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE DE 2007 À 2015, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2015.**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION**

**Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 840	10 637	89.8%	1 135	9.6%	68	0.6%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	11 760	10 442	88.8%	1 247	10.6%	71	0.6%
CÔTE-NORD	5 961	5 410	90.8%	322	5.4%	229	3.8%
ESTRIE	15 968	14 294	89.5%	1 509	9.5%	165	1.0%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	33 874	27 611	81.5%	5 927	17.5%	336	1.0%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	20 304	17 111	84.3%	3 041	15.0%	152	0.7%
MONTRÉAL	76 536	61 331	80.1%	14 198	18.6%	1 007	1.3%
OUTAOUAIS	16 599	14 101	85.0%	2 325	14.0%	173	1.0%
QUÉBEC	27 856	23 605	84.7%	3 778	13.6%	473	1.7%
RIVE-SUD	36 868	30 058	81.5%	5 056	13.7%	1 754	4.8%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	11 343	10 135	89.4%	995	8.8%	213	1.9%
TOTAL	268 909	224 735	83.6%	39 533	14.7%	4 641	1.7%

**2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION**

**Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CAS CONFIÉS À DES AVOCATS	%	CAS CONFIÉS À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10 590	99.6%	47	0.4%	10 637
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	10 409	99.7%	33	0.3%	10 442
CÔTE-NORD	5 408	100.0%	2	0.0%	5 410
ESTRIE	14 254	99.7%	40	0.3%	14 294
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	27 576	99.9%	35	0.1%	27 611
MAURICIE-BOIS-FRANCS	17 029	99.5%	82	0.5%	17 111
MONTRÉAL	61 232	99.8%	99	0.2%	61 331
OUTAOUAIS	14 088	99.9%	13	0.1%	14 101
QUÉBEC	23 570	99.9%	35	0.1%	23 605
RIVE-SUD	29 966	99.7%	92	0.3%	30 058
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	10 123	99.9%	12	0.1%	10 135
TOTAL	224 245	99.8%	490	0.2%	224 735

**3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**

**Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 567	43.1%	6 023	56.9%	10 590
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5 818	55.9%	4 591	44.1%	10 409
CÔTE-NORD	2 640	48.8%	2 768	51.2%	5 408
ESTRIE	7 721	54.2%	6 533	45.8%	14 254
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	10 538	38.2%	17 038	61.8%	27 576
MAURICIE-BOIS-FRANCS	7 973	46.8%	9 056	53.2%	17 029
MONTRÉAL	29 149	47.6%	32 083	52.4%	61 232
OUTAOUAIS	8 316	59.0%	5 772	41.0%	14 088
QUÉBEC	10 693	45.4%	12 877	54.6%	23 570
RIVE-SUD	13 033	43.5%	16 933	56.5%	29 966
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	5 040	49.8%	5 083	50.2%	10 123
TOTAL	105 488	47.0%	118 757	53.0%	224 245

4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION

Du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2014 - volet contributif et volet gratuit

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 120	98.7%	15	1.3%	1 135
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1 228	98.5%	19	1.5%	1 247
CÔTE-NORD	320	99.4%	2	0.6%	322
ESTRIE	1 495	99.1%	14	0.9%	1 509
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	5 911	99.7%	16	0.3%	5 927
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2 977	97.9%	64	2.1%	3 041
MONTRÉAL	14 141	99.6%	57	0.4%	14 198
OUTAOUAIS	2 322	99.9%	3	0.1%	2 325
QUÉBEC	3 762	99.6%	16	0.4%	3 778
RIVE-SUD	5 023	99.3%	33	0.7%	5 056
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	989	99.4%	6	0.6%	995
TOTAL	39 288	99.4%	245	0.6%	39 533

5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

Du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2014 - volet contributif et volet gratuit

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	354	31.2%	781	68.8%	1 135
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	615	49.3%	632	50.7%	1 247
CÔTE-NORD	157	48.8%	165	51.2%	322
ESTRIE	752	49.8%	757	50.2%	1 509
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 878	31.7%	4 049	68.3%	5 927
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 288	42.4%	1 753	57.6%	3 041
MONTRÉAL	9 089	64.0%	5 109	36.0%	14 198
OUTAOUAIS	1 704	73.3%	621	26.7%	2 325
QUÉBEC	1 934	51.2%	1 844	48.8%	3 778
RIVE-SUD	2 832	56.0%	2 224	44.0%	5 056
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	477	47.9%	518	52.1%	995
TOTAL	21 080	53.3%	18 453	46.7%	39 533

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLE OU EN SUSPENS PAR RÉGION

Du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2014 - volet contributif et volet gratuit

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9	13.2%	59	86.8%	68
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	11	15.5%	60	84.5%	71
CÔTE-NORD	9	3.9%	220	96.1%	229
ESTRIE	0	0.0%	165	100.0%	165
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	73	21.7%	263	78.3%	336
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0.0%	152	100.0%	152
MONTRÉAL	275	27.3%	732	72.7%	1 007
OUTAOUAIS	15	8.7%	158	91.3%	173
QUÉBEC	119	25.2%	354	74.8%	473
RIVE-SUD	684	39.0%	1 070	61.0%	1 754
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	22	10.3%	191	89.7%	213
TOTAL	1 217	26.2%	3 424	73.8%	4 641

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2015

LA SITUATION DU RÉSEAU AU 31 MARS 2015 ÉTAIT LA SUIVANTE : L'AIDE JURIDIQUE AVAIT DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-SEIZE (96) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT TREIZE UNITÉS (113) DONT QUATRE-VINGT-DIX (90) À TEMPS PLEIN ET VINGT-TROIS (23) À TEMPS PARTIEL. L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU EST D'ENVIRON 17.1 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU 31 MARS 2015.

P.44 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS DE 2007 A 2015 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSEES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET A LA PRATIQUE PRIVEE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTEES ET REFUSEES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS EMIS A LA PRATIQUE PRIVEE;
- D. COUT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVEE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. TOTAL DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION

Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	Non-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	655	640	97.7%	15	2.3%	0	0.0%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	463	456	98.5%	7	1.5%	0	0.0%
CÔTE-NORD	113	110	97.3%	0	0.0%	3	2.7%
ESTRIE	693	681	98.3%	11	1.6%	1	0.1%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 836	1 747	95.2%	83	4.5%	6	0.3%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	982	951	96.8%	27	2.7%	4	0.4%
MONTRÉAL	3 570	3 500	98.0%	53	1.5%	17	0.5%
OUTAOUAIS	749	746	99.6%	3	0.4%	0	0.0%
QUÉBEC	1 188	1 164	98.0%	13	1.1%	11	0.9%
RIVE-SUD	755	712	94.3%	19	2.5%	24	3.2%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	604	599	99.2%	4	0.7%	1	0.2%
TOTAL	11 608	11 306	97.4%	235	2.0%	67	0.6%

- B. RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AUX JEUNES CONTREVENANTS

Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- C. RÉPARTITION DES DEMANDES RELATIVES AUX JEUNES CONTREVENANTS ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION

Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	344	53.8%	296	46.3%	640
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	300	65.8%	156	34.2%	456
CÔTE-NORD	61	55.5%	49	44.5%	110
ESTRIE	500	73.4%	181	26.6%	681
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	758	43.4%	989	56.6%	1 747
MAURICIE-BOIS-FRANCS	443	46.6%	508	53.4%	951
MONTRÉAL	1 440	41.1%	2 060	58.9%	3 500
OUTAOUAIS	630	84.5%	116	15.5%	746
QUÉBEC	885	76.0%	279	24.0%	1 164
RIVE-SUD	360	50.6%	352	49.4%	712
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	291	48.6%	308	51.4%	599
TOTAL	6 012	53.2%	5 294	46.8%	11 306

- D. Coût MOYEN

LE Coût MOYEN D'UN DOSSIER RELATIF AUX JEUNES CONTREVENANTS CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 EST DE 546 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

P.45 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION DE 2007 À 2015 :

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. **TOTAL DES DEMANDES EN IMMIGRATION, INCLUANT LES RÉFUGIÉS POLITIQUES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION**  
**Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	Non-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	1	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	5	5	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
CÔTE-NORD	2	2	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
ESTRIE	35	21	60.0%	11	31.4%	3	8.6%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	22	11	50.0%	11	50.0%	0	0.0%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	24	14	58.3%	9	37.5%	1	4.2%
MONTRÉAL	4 065	3 710	91.3%	350	8.6%	5	0.1%
OUTAOUAIS	97	84	86.6%	13	13.4%	0	0.0%
QUÉBEC	30	20	66.7%	9	30.0%	1	3.3%
RIVE-SUD	56	46	82.1%	10	17.9%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	6	2	33.3%	4	66.7%	0	0.0%
TOTAL	4 343	3 916	90.2%	417	9.6%	10	0.2%

- B. **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS D'IMMIGRATION (INCLUANT RÉFUGIÉS POLITIQUES)**  
**Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- C. **RÉPARTITION DES DEMANDES EN IMMIGRATION ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**  
**Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	100.0%	0	0.0%	1
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	3	60.0%	2	40.0%	5
CÔTE-NORD	1	50.0%	1	50.0%	2
ESTRIE	7	33.3%	14	66.7%	21
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2	18.2%	9	81.8%	11
MAURICIE-BOIS-FRANCS	2	14.3%	12	85.7%	14
MONTRÉAL	842	22.7%	2 868	77.3%	3 710
OUTAOUAIS	6	7.1%	78	92.9%	84
QUÉBEC	1	5.0%	19	95.0%	20
RIVE-SUD	4	8.7%	42	91.3%	46
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	1	50.0%	1	50.0%	2
TOTAL	870	22.2%	3 046	77.8%	3 916

- D. **COÛT MOYEN**

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN IMMIGRATION CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 EST DE 745 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

**P.46 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CARCÉRAL DE 2007 À 2015 :**

- A. LE NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. LE NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. LE COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A. **NOMBRE TOTAL DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	Non-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	48	46	95.8%	1	2.1%	1	2.1%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	59	53	89.8%	6	10.2%	0	0.0%
CÔTE-NORD	576	563	97.7%	3	0.5%	10	1.7%
ESTRIE	41	38	92.7%	2	4.9%	1	2.4%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	1 350	1 202	89.0%	139	10.3%	9	0.7%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	785	687	87.5%	97	12.4%	1	0.1%
MONTRÉAL	1 419	1 177	82.9%	235	16.6%	7	0.5%
OUTAOUAIS	11	11	100.0%	0	0.0%	0	0.0%
QUÉBEC	1 761	1 653	93.9%	89	5.1%	19	1.1%
RIVE-SUD	751	721	96.0%	30	4.0%	0	0.0%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8	7	87.5%	1	12.5%	0	0.0%
TOTAL	6 809	6 158	90.4%	603	8.9%	48	0.7%

- B. **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CARCÉRAL**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

- C. **RÉPARTITION DES DEMANDES EN DROIT CARCÉRAL ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR RÉGION**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	2.2%	45	97.8%	46
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	13	24.5%	40	75.5%	53
CÔTE-NORD	302	53.6%	261	46.4%	563
ESTRIE	0	0.0%	38	100.0%	38
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	9	0.7%	1 193	99.3%	1 202
MAURICIE-BOIS-FRANCS	92	13.4%	595	86.6%	687
MONTRÉAL	255	21.7%	922	78.3%	1 177
OUTAOUAIS	2	18.2%	9	81.8%	11
QUÉBEC	84	5.1%	1 569	94.9%	1 653
RIVE-SUD	0	0.0%	721	100.0%	721
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	3	42.9%	4	57.1%	7
TOTAL	761	12.4%	5 397	87.6%	6 158

- D. **COÛT MOYEN**

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CARCÉRAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 EST DE 452 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

P.47 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CRIMINEL ET PÉNAL DE 2007 À 2015 :

- A. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE CHACUNE DES ÉTAPES DU PROCÈS;
- B. MONTANTS ATTRIBUÉS ET PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES CORPORATIONS RÉGIONALES;
- C. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- E. NOMBRE DE MANDATS D'AIDE JURIDIQUE ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- F. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER ET DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. LE TARIF D'HONORAIRES DES AVOCATS DANS LE CADRE DU RÉGIME D'AIDE JURIDIQUE A ÉTÉ NÉGOCIÉ PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LE BARREAU DU QUÉBEC. IL A ÉTÉ PUBLIÉ À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC DU 27 MARS 2013 AUX PAGES 1109 ET SUIVANTES. CE TARIF PRÉVOIT, POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION, UNE RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES INCLUANT LA COMPARUTION, LA PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LA TENUE DE L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE AINSI QUE LA RENONCIATION À CETTE ENQUÊTE, LA COMMUNICATION DE LA PREUVE, LA PRÉPARATION DU PROCÈS ET LE PROCÈS DE MÊME QUE LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE À LAQUELLE S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE, S'IL Y A LIEU, ET DE PROCÈS. UN HONORAIRE ADDITIONNEL EST PRÉVU POUR LA TENUE DE L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT SEULEMENT POUR LES INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION SI LA POURSUITE S'OBJECTE À LA REMISE EN LIBERTÉ ET QU'UNE ENQUÊTE EST EFFECTIVEMENT TENUE.

POUR LES POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE, UN TARIF EST PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DES SERVICES AUQUEL S'AJOUTENT DES HONORAIRES FIXES POUR LES DEMI-JOURNÉES ADDITIONNELLES DE PROCÈS. L'ENSEMBLE DES SERVICES COMPREND LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE SUR CAUTIONNEMENT S'IL Y A LIEU, LA PRÉPARATION DU PROCÈS, LE PROCÈS ET LES REPRÉSENTATIONS SUR SENTENCE.

QUANT AUX ACTES CRIMINELS RELEVANT DE LA JURIDICTION EXCLUSIVE DE LA COUR SUPÉRIEURE (ARTICLE 469 DU CODE CRIMINEL), LES MONTANTS SONT TOUJOURS ATTRIBUÉS ET PAYÉS POUR CHAQUE ÉTAPE ET/OU PROCÉDURE TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES T-105 À T-119 DU TARIF.

LE TARIF D'AIDE JURIDIQUE COMPORTE PRINCIPALEMENT DEUX MODES DE RÉMUNÉRATION, SOIT UN TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET PAR ÉTAPE EN MATIÈRE CIVILE.

- B. RÉPARTITION DES MONTANTS PAYÉS AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE CONCERNANT LES MANDATS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS) PAR RÉGION

Du 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	MONTANTS PAYÉS	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 386 632	6.5%
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	670 270	3.2%
CÔTE-NORD	618 038	2.9%
ESTRIE	1 028 336	4.8%
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 720 079	12.8%
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 260 249	5.9%
MONTRÉAL	6 888 537	32.4%
OUTAOUAIS	940 293	4.4%
QUÉBEC	2 421 760	11.4%
RIVE-SUD	2 356 035	11.1%
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	978 224	4.6%
TOTAL DES HONORAIRES ET DES DÉBOURSÉS	21 268 453	100.0%



C. **DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)**  
**POURSUITES PAR VOIE DE DÉCLARATION SOMMAIRE**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C)	E)				F)
66 106	30 799	8	22 709	801	446 \$

**DEMANDES EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL ET DOSSIERS JEUNES CONTREVENANTS)**  
**INFRACTIONS POURSUIVIES PAR ACTE D'ACCUSATION**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

TOTAL DES DEMANDES	PRATIQUE PRIVÉE		SALARIÉS		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	ACCEPTÉES	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	
C)	E)				F)
45 132	26 874	4	12 734	330	794 \$
.					

(1) COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

D. **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS EN DROIT CRIMINEL ET PÉNAL (EXCLUANT LE DROIT CARCÉRAL)**  
**DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**  
  
VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

**P.48    CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT ADMINISTRATIF DE 2007 À 2015 :**

- A.    **NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- B.    **NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;**
- C.    **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;**
- D.    **COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, DISTINGUER ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A.    **DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT L'IMMIGRATION)  
DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A)	C)		D)
DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF	44 082	9 613	22 801	430 \$

**(1)** COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

- B.    **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS  
POUR LES DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL ET ADMINISTRATIF (EXCLUANT  
L'IMMIGRATION)  
DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE " MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

**P.49 CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT CIVIL DONT, NOTAMMENT, LES CHANGEMENTS DE NOM, LES SUCCESSIONS, LES SERVICES NOTARIAUX ET LA FIXATION DE LOYER PAR LA RÉGIE DU LOGEMENT DE 2007 À 2015 :**

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

**A. DEMANDES RELATIVES AU DROIT CIVIL  
DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A)	C)		D)
CHANGEMENT DE NOM	184	24	94	249 \$
SUCCESSION (2)	1 496	321	663	316 \$
SERVICES NOTARIAUX (3)	737	490	1	328 \$
LOGEMENT	7 614	1 603	3 953	307 \$

- (1)** COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT CIVIL CONFÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1ER JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.
- (2)** INCLUANT LES DOSSIERS RELATIFS AU TESTAMENT.
- (3)** INCLUANT LES DOSSIERS DE SUCCESSIONS ASSUMÉS PAR LES NOTAIRES.

**P.50    CONCERNANT LES MANDATS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL DE 2007 À 2015 :**

- A. NOMBRE TOTAL DES DEMANDES ADRESSÉES AUX BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE ET À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- B. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES ET LES MOTIFS DE REFUS;
- C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS À LA PRATIQUE PRIVÉE;
- D. COÛT MOYEN INVESTI POUR CE TYPE DE DOSSIER, EN DISTINGUANT ENTRE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A.     **DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL  
DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

NATURE	TOTAL DES DEMANDES	ACCEPTÉES		COÛT MOYEN PRATIQUE PRIVÉE (1)
		PRATIQUE PRIVÉE	SALARIÉS	
	A)	C)		D)
DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL (2)	85 264	37 254	37 439	748 \$

**(1)** COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL CONFIE ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

**(2)** INCLUANT LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

- B.     **RÉPARTITION DES MOTIFS DE REFUS POUR LES DOSSIERS RELATIFS AU DROIT MATRIMONIAL ET FAMILIAL  
DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

VOIR L'ANNEXE INTITULÉE "MOTIF DE REFUS" CI-JOINTE.

**P.51 DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> JANVIER 2007 :**

- A. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
  - B. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
  - C. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
  - D. **NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
  - E. **NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**
- 

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

- A. EN 2014-2015, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES CENTRES CONCERNÉS ET ELLE A ÉTÉ ACCEPTÉE. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- B. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.
- C. 8 527 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9<sup>O</sup> DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.
- D. 4 185 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8<sup>O</sup> DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.
- E. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DE 9 MOIS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, EST DE 2 678. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :
  - 1) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;
  - 2) CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;
  - 3) LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;
  - 4) LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;
  - 5) LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;
  - 6) LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.

P.52 DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2007, COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIES DE FRAIS. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	46 876	63.9%	26 529	36.1%	73 405
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	95 540	59.0%	66 277	41.0%	161 817
CÔTE-NORD	42 677	79.4%	11 082	20.6%	53 759
ESTRIE	170 324	92.1%	14 612	7.9%	184 936
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	203 337	86.6%	31 361	13.4%	234 698
MAURICIE-BOIS-FRANCS	131 865	90.0%	14 650	10.0%	146 515
MONTRÉAL	910 193	93.9%	58 947	6.1%	969 140
OUTAOUAIS	173 277	86.9%	26 135	13.1%	199 412
QUÉBEC	130 882	75.1%	43 459	24.9%	174 341
RIVE-SUD	303 101	93.5%	21 153	6.5%	324 254
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	74 355	90.8%	7 543	9.2%	81 898
TOTAL	2 282 427	87.6%	321 748	12.4%	2 604 175

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES (1) ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	93 084	35.9%	165 930	64.1%	259 014
BAS ST-LAURENT- GASPÉSIE	66 546	64.1%	37 203	35.9%	103 749
CÔTE-NORD	21 734	35.4%	39 635	64.6%	61 369
ESTRIE	163 939	83.8%	31 674	16.2%	195 613
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	382 450	59.3%	262 925	40.7%	645 375
MAURICIE-BOIS-FRANCS	111 181	64.3%	61 667	35.7%	172 848
MONTRÉAL	988 897	70.2%	420 544	29.8%	1 409 441
OUTAOUAIS	50 242	91.9%	4 420	8.1%	54 662
QUÉBEC	166 796	63.0%	97 805	37.0%	264 601
RIVE-SUD	314 154	87.3%	45 839	12.7%	359 993
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	32 831	80.6%	7 884	19.4%	40 715
TOTAL	2 391 854	67.0%	1 175 526	33.0%	3 567 380

(1) INCLUANT LES FRAIS D'EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.53 DEPUIS 2006, COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE. VENTILER PAR ANNÉE FINANCIÈRE, PAR RÉGION ET SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	19 503	60.1%	12 959	39.9%	32 462
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	35 480	39.9%	53 473	60.1%	88 953
CÔTE-NORD	5 197	36.0%	9 228	64.0%	14 425
ESTRIE	64 621	88.1%	8 765	11.9%	73 386
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	192 624	87.8%	26 766	12.2%	219 390
MAURICIE-BOIS-FRANCS	51 942	83.1%	10 569	16.9%	62 511
MONTRÉAL	233 221	88.8%	29 284	11.2%	262 505
OUTAOUAIS	31 377	75.3%	10 289	24.7%	41 666
QUÉBEC	25 279	43.8%	32 431	56.2%	57 710
RIVE-SUD	78 491	87.3%	11 404	12.7%	89 895
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	18 540	73.5%	6 686	26.5%	25 226
TOTAL	756 275	78.1%	211 854	21.9%	968 129

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR  
LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 - VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	26 780	64.8%	14 550	35.2%	41 330
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	27 052	84.9%	4 825	15.1%	31 877
CÔTE-NORD	6 213	69.9%	2 680	30.1%	8 893
ESTRIE	60 213	74.5%	20 629	25.5%	80 842
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	145 359	67.5%	69 829	32.5%	215 188
MAURICIE-BOIS-FRANCS	23 609	57.9%	17 198	42.1%	40 807
MONTRÉAL	345 556	59.6%	234 548	40.4%	580 104
OUTAOUAIS	15 088	100.0%	0	0.0%	15 088
QUÉBEC	78 347	78.8%	21 100	21.2%	99 447
RIVE-SUD	113 637	89.2%	13 740	10.8%	127 377
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	11 404	88.4%	1 500	11.6%	12 904
TOTAL	853 258	68.1%	400 599	31.9%	1 253 857

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2014-2015 (κ\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE	159 667,1
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	4 000,0
UTILISATION DE LA RÉSERVE GÉNÉRALE	9 575,4
TOTAL	173 242,5

EXCLUT LES FINANCEMENTS POUR LES COÛTS D'HONORAIRES ET DE DÉBOURS DE LA PRATIQUE PRIVÉE DU CHAPITRE III, POUR LES DOSSIERS FÉDÉRAUX ET POUR LE SERVICE DU SARPA.



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2015

RÉGIONS	Avocats	Autre personnel	Stagiaires	Total
ABITIBI - TÉMISCAMINGUE				
Administration & Amos	3,0	5,6		8,6
Rouyn-Noranda	3,0	3,0		6,0
Ville-Marie	1,0	1,0		2,0
Val d'Or	3,0	4,0		7,0
La Sarre	1,0	1,6		2,6
Nord	3,0	2,0		5,0
Kuuujuaq	1,0	1,0		2,0
Chibougamau	1,0	1,0		2,0
	16,0	19,2	0,0	35,2
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
Rimouski	5,0	8,0	1,0	14,0
New Richmond	2,0	2,7		4,7
Rivière-du-Loup	3,0	5,0	1,0	9,0
Gaspé	1,0	1,5		2,5
Iles-de-la-Madeleine	1,0	1,0		2,0
Matane	2,0	2,5		4,5
Chandler	2,0	2,7		4,7
Amqui	1,0	1,5		2,5
Ste-Anne-des-Monts	1,0	1,5		2,5
Cabano	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
Sept-Iles	5,0	5,5		10,5
Baie-Comeau	4,0	4,0	0,5	8,5
Forestville	1,0	2,0		3,0
	10,0	11,5	0,5	22,0
ESTRIE				
Sherbrooke (administration et civil)	9,0	16,0	0,5	25,5
Coaticook	1,0	1,0		2,0
Thetford Mines	3,0	4,0		7,0
Asbestos	2,0	2,5		4,5
Lac Megantic	1,0	1,0		2,0
Magog	2,0	2,5		4,5
Sherbrooke (jeunesse et criminel)	8,0	6,5		14,5
	26,0	33,5	0,5	60,0
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
St-Jérôme (30 ouest, de Martigny)	12,0	14,1	1,0	27,1
Joliette	10,0	9,0	0,5	19,5
Mont-Laurier	2,0	2,4		4,4
Ste-Thérèse	2,0	3,7		5,7
Repentigny	2,0	4,5		6,5
Ste-Agathe	1,0	1,5		2,5
Lachute	1,0	1,6		2,6
St-Eustache	1,0	2,0		3,0
Terrebonne	1,0	1,5		2,5
Administration	1,0	4,0		5,0
	33,0	44,3	1,5	78,8

MAURICIE-BOIS-FRANCS				
Trois-Rivières (1350 Royale)	9,0	10,0	0,5	19,5
Shawinigan	4,0	5,0	0,5	9,5
La Tuque	1,0	1,0		2,0
Drummondville	5,0	5,5		10,5
Victoriaville	4,0	4,5	0,5	9,0
Louiseville	1,0	1,0		2,0
Administration	1,0	3,5		4,5
	<b>25,0</b>	<b>30,5</b>	<b>1,5</b>	<b>57,0</b>

MONTREAL				
Laval	12,0	10,0	0,5	22,5
Centre Sud	7,0	9,0	0,5	16,5
Div. jeunesse (5800 St-Denis)	12,0	9,0		21,0
Division criminelle	20,0	27,0	2,0	49,0
Maisonnette-Mercier	8,0	10,0	0,5	18,5
Montréal-Nord	8,0	10,0	0,5	18,5
Côte-des-Neiges	5,0	7,0	0,5	12,5
Crémazie	8,0	10,0	0,5	18,5
Sud-Ouest	9,0	11,0	0,5	20,5
Administration	3,0	22,0		25,0
Immigration	4,0	8,0		12,0
Santé mentale	5,0	2,0		7,0
Pointe-St-Charles	3,0	5,0	0,5	8,5
Service de garde	6,0	1,0		7,0
	<b>110,0</b>	<b>141,0</b>	<b>6,0</b>	<b>257,0</b>

OUTAOUAIS				
Hull (Civil & administration)	9,0	14,0		23,0
Maniwaki	2,0	2,5		4,5
Campbell's Bay	1,0	1,0		2,0
Buckingham	1,8	2,5		4,3
Gatineau	5,0	6,5		11,5
Hull - Section criminelle	6,0	6,0	0,5	12,5
Aylmer	1,0	1,0		2,0
Hull - Section famille				0,0
St-André Avellan	0,2			0,2
Clinique jur. populaire de Hull				0,0
	<b>26,0</b>	<b>33,5</b>	<b>0,5</b>	<b>60,0</b>

QUEBEC				
Charlesbourg (5350 H.-Bourassa)	2,0	6,0		8,0
La Malbaie	1,0	1,0		2,0
Lévis	3,0	4,0		7,0
Montmagny	2,0	2,0		4,0
St-Georges-de-Beauce	3,0	3,0		6,0
St-Joseph-de-Beauce	2,0	2,0		4,0
Qc - Section jeunesse	7,0	6,0	1,0	14,0
Qc - Section criminelle	9,0	10,0	1,0	20,0
Centre-Ville	5,0	7,0		12,0
Charlesbourg (8500 H.-Bourassa)	5,0	7,0		12,0
	<b>39,0</b>	<b>48,0</b>	<b>2,0</b>	<b>89,0</b>

<b>RIVE-SUD</b>				
Longueuil (101 Roland-Therrien)	2,0	4,0	0,5	6,5
Longueuil-Affaires civiles	6,0	7,5	1,0	14,5
Châteauguay	2,0	3,0		5,0
St-Jean-sur-Richelieu	3,0	4,0		7,0
St-Hyacinthe	4,0	5,0		9,0
Sorel	3,0	4,0		7,0
Granby	4,0	4,0		8,0
Valleyfield	5,0	5,0		10,0
Cowansville	2,0	3,0		5,0
Longueuil- Pénal & Jeunesse	10,0	7,0		17,0
Brossard	4,0	5,0		9,0
Vaudreuil - Dorion	1,0	1,0		2,0
	<b>46,0</b>	<b>52,5</b>	<b>1,5</b>	<b>100,0</b>
<b>SAGUENAY-LAC-ST-JEAN</b>				
Chicoutimi	6,0	9,0		15,0
Alma	3,0	4,0		7,0
Roberval	2,0	2,0		4,0
Dolbeau-Mistassini	1,0	2,0		3,0
Ville de La Baie	1,0	1,0		2,0
Jonquière	3,0	4,0		7,0
	<b>16,0</b>	<b>22,0</b>	<b>0,0</b>	<b>38,0</b>
<b>COMMISSION</b>				
	<b>14,0</b>	<b>44,0</b>		<b>58,0</b>
<b>TOTAL DES EFFECTIFS</b>				
	<b>380,0</b>	<b>508,0</b>	<b>16,0</b>	<b>904,0</b>

**P.56 LES SOMMES PERÇUES EN VERTU DE LA CONTRIBUTION RÉCLAMÉE SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC DEPUIS 2013 (ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE DU QUÉBEC) ET VERSÉE AU FONDS ACCÈS JUSTICE. INDIQUER LES SOMMES PERÇUES CHAQUE MOIS DEPUIS AVRIL 2013.**

**MINISTÈRE**

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

2014	
AVRIL	212 038 \$
MAI	351 052 \$
JUIN	365 932 \$
JUILLET	313 803 \$
AOÛT	382 714 \$
SEPTEMBRE	1 426 228 \$
OCTOBRE	386 676 \$
NOVEMBRE	358 072 \$
DÉCEMBRE	1 192 580 \$
2015	
JANVIER	861 556 \$
FÉVRIER	396 879 \$
MARS	NON DISPONIBLE
TOTAL	6 247 530 \$

**P.57 AVEC L'ADOPTION DU PROJET DE LOI N° 28 : LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA MISE EN ŒUVRE DE CERTAINES DISPOSITIONS DU DISCOURS SUR LE BUDGET DU 4 JUIN 2014 ET VISANT LE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN 2015-2016, L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE SERA MODIFIÉ DE TELLE SORTE QUE LA CONTRIBUTION SERA MODULÉE EN FONCTION DE L'AMENDE. IL EST PAR AILLEURS PRÉVU QUE LES PREMIERS 10 \$ SERONT PORTÉS AU CRÉDIT DU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS INSTITUÉ EN VERTU DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CHAPITRE A-13.2) ET LES 8 \$ SUIVANTS SERONT PORTÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE (ACCESSIBILITÉ ET AIDE JURIDIQUE). EXPLIQUER À QUOI SERVIRONT LES SOMMES QUI EXCÈDENT CES 18 \$; SERONT-ELLES DÉDIÉS À UN PROGRAMME SPÉCIFIQUE OU SIMPLEMENT VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ ?**

---

## **MINISTÈRE**

---

LE PROJET DE LOI N° 28 N'A PAS ÉTÉ ADOPTÉ EN DATE DU 31 MARS 2015.

**P.58 BILAN DU FONDS ACCÈS JUSTICE (REVENUS ET DÉPENSES) POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016.**

---

**MINISTÈRE**

---

SE RÉFÉRER AU RÉSULTATS PROBABLES 2014-2015 DU DOCUMENT BUDGET DES DÉPENSES 2015-2016, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2015-2016.

**P.59 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LES EFFECTIFS DU BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.**

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

BUREAU DU FONDS ACCÈS JUSTICE

FONCTIONNEMENT 112 762 \$  
(SELON LES RÉSULTATS PROBABLES 2014-2015 DU BUDGET DES DÉPENSES 2015-2016, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2015-2016)

EFFECTIFS  
DEUX EFFECTIFS AUTORISÉS

**P.60 LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET LE SALAIRE DE CHACUN DES MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.**

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

RÉMUNÉRATION 0 \$

BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2 000 \$

(SELON LES RÉSULTATS PROBABLES 2014-2015 DU BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016, BUDGET DES FONDS SPÉCIAUX 2015-2016)



**P.61 LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.**

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

UN PROGRAMME : MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE

**P.62 LE NOMBRE DE PROGRAMMES DE MÉDIATION FAMILIALE FINANCÉS PAR LE FONDS ACCÈS JUSTICE EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.**

---

SE RÉFÉRER À LA QUESTION P.61.

**P.63 LE COÛT RELATIF AUX TRAVAUX MENÉS À CE JOUR PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE, CONSTITUÉ EN AVRIL 2013. INDiquer LES PRÉVISIONS POUR LE COÛT TOTAL DU PROJET, JUSQU'À LA REMISE DU RAPPORT FINAL.**

**MINISTÈRE**

	2014-2015
FRAIS DE DÉPLACEMENT DES MEMBRES EXTERNES, LOCATION DE SALLE ET REPAS <sup>1</sup>	10 288 \$
CONTRAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	20 000 \$
COÛT D'IMPRESSIOn DU RAPPORT FINAL	-
<b>TOTAL</b>	<b>30 288 \$</b>

<sup>1</sup> LE MINISTÈRE NE PRÉVOIT AUCUNE RÉMUNÉRATION POUR LES MEMBRES EXTERNES DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. TOUTEFOIS, LE MINISTÈRE ASSUME LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT.

**P.64** POUR LES ANNÉES 2013-2014 ET 2014-2015, SUBVENTIONS ACCORDÉES AU TERME D'UN APPEL DE PROJETS À TOUTE PERSONNE OU À TOUT ORGANISME POUR FAVORISER LA RÉALISATION DE PROJETS OU D'ACTIVITÉS VISÉS PAR L'ARTICLE 32.0.2 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

---

**MINISTÈRE**

---

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015
Éducaloi	25 000 \$

**P.65 LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2013-2014 ET 2014-2015 À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT EN PRÉCISANT :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. L'INSCRIPTION DE L'OBJET DU MANDAT, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT À DATE, ET LE CAS ÉCHÉANT INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2015-2016 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL;
- F. UNE COMPARAISON DU COÛT TOTAL DE CES MANDATS AVEC LES CINQ ANNÉE FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME.

**MINISTÈRE**

CETTE LISTE DIVULQUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX: **NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$.**

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.\*

\* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 «CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU»

**LÉGENDE**

TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE *TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES* (C-65.1, R.11)

TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6. 2) B) DU *TARIF D'HONORAIRES POUR SERVICES PROFESSIONNELS FOURNIS AU GOUVERNEMENT PAR DES AVOCATS OU DES NOTAIRES* (C-65.1, R.11)

H TAUX HORAIRE

1 MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE

2 MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR

3 MANDAT HORS QUÉBEC

**NOTE EXPLICATIVE**

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS EN 2014-2015 (DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

**MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES**

**SECTION SUPPLÉMENTAIRE:** COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC)

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

**MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS**

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

**MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES**

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BEAUREGARD, MICHEL	100 \$/H	JUIN 2014	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANT DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	4 010.00 \$
MARCHILDON, DENIS	100 \$/H	SEPTEMBRE 2014	PROCÉDER À LA PRÉPARATION D'UNE QUITTANCE FINALE D'EXPROPRIATION ET À LA CESSION D'UN IMMEUBLE DÉCLARÉ EXCÉDENTAIRE.	0.00 \$
PASQUIER, ARIANE	100 \$/H	JUIN 2014	AGIR POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE RELATIONS DE TRAVAIL ET DE REPRÉSENTANTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC LORS D'ARBITRAGE DE GRIEFS.	24 140.00 \$
RETROUVEY, VINCENT	50 \$/H	MARS 2015	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0.00 \$
ROBERT, LOUIS-PHILIPPE	100 \$/H	AOÛT 2014	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR UN TERRAIN ET D'ÉTABLIR UNE SERVITUDE TEMPORAIRE DE TRAVAIL.	132.50 \$
ST-PIERRE, JULES	100 \$/H	DÉCEMBRE 2014	PROCÉDER À L'ÉTUDE DES TITRES ET, S'IL Y A LIEU, À LA PRÉPARATION ET L'EXÉCUTION DES ACTES SUBSÉQUENTS AFIN D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES.	740.00 \$
VERNER, MATTHIEU	100 \$/H <sup>3</sup>	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UN RECOURS EN DOMMAGES ET INTÉRÊTS INSTITUÉ EN ONTARIO.	7 850.00 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES				36 872.50 \$

**MANDATS POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES**

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	MAI 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	645,00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	MAI 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	200,00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	JUIN 2014	AGIR À TITRE DE PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	90.00 \$
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	50 \$/H	OCTOBRE 2014	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE EN OUVERTURE D'UN RÉGIME DE PROTECTION CONTESTÉE.	537.00 \$
CADIEUX, LOUISE	100 \$ / H	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA.	24 530.00 \$
CYR, SONIA	100 \$/H	JANVIER 2015	AGIR COMME PROCUREURE DU CURATEUR PUBLIC DANS UNE REQUÊTE POUR JUGEMENT DÉCLARATIF DE DÉCÈS.	800.00 \$
GAUDREAU, RICHARD	100 \$/H	JUIN 2014	AGIR COMME CORRESPONDANT AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA POUR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.	0.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 \$/H	JUIN 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	992.00 \$

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	70.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	1 515.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	1 495.00 \$
LEBEL, FRANÇOIS	100 / H	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCÈS.	0.00 \$
LEMIEUX, DENIS	180 \$ / H <sup>1</sup>	OCTOBRE 2014	FOURNIR DES CONSEILS JURIDIQUES À LA COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC.	7 360.00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 / H	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER LA RÉGIE DU LOGEMENT DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	1 840.00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 / H	MARS 2015	REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0.00 \$
LEMIEUX, MADELEINE	100 / H	MARS 2015	REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0.00 \$
			<b>TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES</b>	<b>40 074.00 \$</b>

**MANDATS ACCORDÉS DANS LE CADRE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC) - RENONCIATION AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE.**

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
VALLIÈRES, ÉRIC	100 \$/H	Mai 2014	ASSISTER MONSIEUR GUY CHEVRETTE DANS LE CADRE DE SON ASSIGNATION À TÉMOIGNER DANS LE COURS DES TRAVAUX DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC).	5 431.20 \$
			<b>TOTAL DES HONORAIRES SECTION COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION (CEIC)</b>	<b>5 431.20 \$</b>

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL — FIN DE SECTION)
BATTISTA, GIUSEPPE	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	ASSISTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC APPELÉS COMME TÉMOINS DANS UNE ENQUÊTE CRIMINELLE	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	FÉVRIER 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
CHARETTE, STÉPHANIE	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN FONCTIONNAIRE DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE.	
DEBLOIS, ROBERT	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	
DEBLOIS, ROBERT	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
DORAY, RAYMOND	DÉROGATOIRE <sup>2</sup>	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
			<b>Sous-total</b> <b>*VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION</b>	<b>13 392.50 \$</b>



MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL — FIN DE SECTION)
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	FÉVRIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	MAI 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	DÉCEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
FISSET, ANDRÉ	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
FRADETTE, JEAN-MARC	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER DES FONCTIONNAIRES À LA SUITE D'ACCUSATIONS CRIMINELLES.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS DES CITATIONS EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	NOVEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
GAGGINO, MARCO	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS UNE CITATION EN DÉONTOLOGIE POLICIÈRE.	
			<b>Sous-total</b> *VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION	<b>15 545.00 \$</b>

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL — FIN DE SECTION)
GAGNÉ, SUZANNE	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE.	
GAUTHIER, ANDRÉ	DÉROGATOIRE <sup>1</sup>	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA MAGISTRATURE À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ PORTÉE À SON ÉGARD DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE	
LEBEL, FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	ASSISTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF ASSIGNÉ À TÉMOIGNER DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
LEBEL, FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	ASSISTER LES MEMBRES D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF ASSIGNÉS À TÉMOIGNER DANS LE CADRE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
LEPAGE, MAGALI	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
ROBERGE, MICHEL	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
SCHNEIDER, PHILIP	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	RÉGLEMENTAIRE	OCTOBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JUIN 2014	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AOÛT 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
			Sous-total *VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION	25 557.80 \$

MANDATAIRE	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES* (VOIR TOTAL — FIN DE SECTION)
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	Août 2014	REPRÉSENTER DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FONT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	SEPTEMBRE 2014	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	JANVIER 2015	ASSISTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC RENCONTRÉ À TITRE DE TÉMOIN DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	MARS 2015	REPRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC QUI FAIT L'OBJET D'UNE ENQUÊTE CRIMINELLE.	
			Sous-total	1 250.00 \$
			*VOIR TOTAL DES HONORAIRES À LA FIN DE LA SECTION	
			TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS	55 745.30 \$
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS				138 123.00 \$

AUCUN MANDAT N’A FAIT L’OBJET D’UNE PROLONGATION.

D. LES MONTANTS EN HONORAIRES DÉVOILÉS POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES CONFIS AUX AVOCATS ET AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE CORRESPONDENT À LA FACTURATION RÉELLE DES TRAVAUX POUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015 ET, COMPTE TENU DE LA NATURE DES CONTRATS ET DES SERVICES À OBTENIR, IL EST IMPOSSIBLE D'EN ESTIMER LA VALEUR TOTALE.  
(À NOTER QUE CETTE RÉPONSE, CONVENUE AVEC LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, EST FORMULÉE LORS DU DÉVOILEMENT DE CE TYPE DE CONTRAT DANS LE SEAO).

E.

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BASTIEN, MARIE-HÉLÈNE	CLICHE LORTIE LADOUCEUR INC.	1121, 6 <sup>E</sup> RUE	VAL-D'OR (QUEBEC)	J9P 3W8
BATTISTA, GIUSEPPE	SHADLEY BATTISTA	1100, AVE DES CANADIENS-DE-MONTREAL, 10 <sup>E</sup> ETAGE, C.P. 17	MONTREAL (QUEBEC)	H3B 2S2
BEAUREGARD, MICHEL	DUNTON RAINVILLE	PLACE VICTORIA 800, RUE DU SQUARE-VICTORIA, # 4300 C.P. 303, SUCC. TOUR DE LA BOURSE	MONTREAL (QUEBEC)	H4Z 1H1
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHER CABINET D'AVOCATS	395, RUE BÉRUBÉ, BUREAU 110	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1M 1C7
CADIEUX, LOUISE	LAFORTUNE CADIEUX S.E.N.C.R.L.	500 PLACE D'ARMES, BUREAU 1400	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H2Y 2W2
CHARETTE, STÉPHANIE	VERDON SAMSON LEMIEUX ARMANDA, AVOCATS S.E.N.C.R.L.	67, RUE SAINTE-URSULE	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1R 4E7
CYR, SONIA	CYR & MINVILLE S.E.N.C.	147-1, RUE DE LA REINE	GASPÉ (QUÉBEC)	G4X 1T5
DEBLOIS, ROBERT	DEBLOIS AVOCATS S.E.N.C.R.L.	2875, BOULEVARD LAURIER, 10 <sup>E</sup> ÉTAGE	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1V 2M2
DORAY, RAYMOND	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	1, PLACE VILLE-MARIE, BUR. 4000	MONTREAL (QUEBEC)	H3B 4M4
DUPRAS, PIERRE ÉMILE	TRUDEL NADEAU AVOCATS	300, RUE LÉO-PARISEAU, BUREAU 2500	MONTREAL (QUEBEC)	H2X 4B7
FISSET, ANDRÉ	LES CONSEILLERS FISSET & ASSOCIÉS SPÉCIALISÉS EN RELATIONS DE TRAVAIL	1068, AVENUE OLIER-PAYETTE	LAVAL (QUÉBEC)	H7L 5L2
FRADETTE, JEAN-MARC	FRADETTE, GAGNON, TÊTU, LEBEL, GIRARD	351, RUE LABRECQUE	CHICOUTIMI (QUÉBEC)	G7H 4S7
GAGGINO, MARCO	SCHNEIDER & GAGGINO	375, CHEMIN BORD-DU-LAC	DORVAL (QUÉBEC)	H9S 2A5
GAGNÉ, SUZANNE	LÉTOURNEAU & GAGNÉ	116, RUE SAINT-PIERRE, BUREAU 111	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 4A7
GAUDREAU, RICHARD	BERGERON, GAUDREAU	167, RUE DE NOTRE-DAME DE L'ÎLE	GATINEAU (QUÉBEC)	J8X 3T3
GAUTHIER, ANDRÉ	CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS S.E.N.C.R.L. AVOCATS	630 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUR 2780	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H3B 1S6
LEBEL, FRANÇOIS	LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS	COMPLEXE JULES-DALLAIRE, 2820, BOULEVARD LAURIER, T3, 13 <sup>E</sup> ÉTAGE	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1V 0C1
LEMIEUX, DENIS	TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY	1195, AVENUE LAVIGERIE, BUREAU 200	QUEBEC (QUEBEC)	G1V 4N3

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
LEMIEUX, MADELEINE	PARADIS LEMIEUX FRANCIS S.E.N.C	1, RUE DE LA RIVIÈRE	BEDFORD (QUEBEC)	J0J 1A0
LEPAGE, MAGALI	LEPAGE CARETTE	500, PLACE D'ARMES, # 2830	MONTREAL (QUEBEC)	H2Y 2W2
MARCHILDON, DENIS	NOTAIRE	129, RUE CARRÉ PROTEAU	SAINTE-THÈCLE (QUÉBEC)	G0X 3G0
PASQUIER, ARIANE	BÉLANGER SAUVÉ	5, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 900	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H3B 2G2
RETROUVEY, VINCENT	ANDRÉ LEVASSEUR, AVOCAT	271-A 1 <sup>RE</sup> AVENUE OUEST	AMOS (QUÉBEC)	J9T 1V1
ROBERGE, MICHEL	DUMAS GAGNÉ LABRECQUE, AVOCATS	400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, # 310	QUÉBEC (QUÉBEC)	G1K 8W1
ROBERT, LOUIS-PHILIPPE	NOTAIRE	183, RUE PRINCIPALE	ST-ANDRÉ-AVELLIN (QUÉBEC)	J0V 1W0
SCHNEIDER, PHILIP	SCHNEIDER & GAGGINO	375, CHEMIN BORD-DU-LAC	DORVAL (QUEBEC)	H9S 2A5
ST-PIERRE, JULES	NOTAIRE	85, NOTRE-DAME, BUREAU 101	NICOLET (QUÉBEC)	J3T 1V8
SYLVESTRE, FRÉDÉRIC	SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	1600, RUE GIROUARD OUEST, BUREAU 236	SAINT-HYACINTHE (QUÉBEC)	J2S 2Z8
TOUMA, NADINE	POUPART, DADOUR TOUMA & ASSOCIÉS	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTRÉAL (QUÉBEC)	H2Y 2W8
VALLIÈRES, ÉRIC	McMILLAN S.E.N.C.R.L., S.R.L.	1000, RUE SHERBROOKE OUEST, BUR. 2700	MONTREAL (QUEBEC)	H3A 3G4
VERNER, MATTHIEU	NOËL & ASSOCIÉS	111, RUE CHAMPLAIN	GATINEAU (QUÉBEC)	J8X 3R1

**AUTRES MANDATS CONFIÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS EN VERTU DE L’AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE, POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE, PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION**

**NOTE EXPLICATIVE**

EN CE QUI CONCERNE LES **MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D’EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L’AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIÉS POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU’UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIÉS AVANT LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES CI-JOINTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015.

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BEAUPRÉ, MYLÈNE (ME)	400\$/JOUR (DÉCRET 1725-90)	AGIR COMME ARBITRE DANS UN DOSSIER D'ENQUÊTE, EN VERTU DE L'ARTICLE 62 DE LA CHARTE ET CONFORMÉMENT À LA LISTE DES ASSESSEURS ET ARBITRES (DÉCRET 913-2013)	1 000 \$
GAUDREAU, RICHARD (ME)	100\$/HEURE	AGIR COMME CORRESPONDANT DANS UN DOSSIER DEVANT LA COUR SUPRÊME (MANDAT JURIDIQUE). MONTANT ESTIMÉ (SOUMIS POUR APPROBATION AU MJQ).	3 625 \$
MELOCHE, FRANCIS (ME)	150\$/HEURE	AGIR COMME CONSEILLER DANS LES DOSSIERS DE RELATIONS DE TRAVAIL ET RESSOURCES HUMAINES	2 163 \$
MISSAKILA, AYMAR (ME)	100\$/HEURE	AVIS JURIDIQUE DEMANDÉ PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DANS UN DOSSIER	1 200 \$
MISSAKILA, AYMAR (ME)	100\$/HEURE	AVIS JURIDIQUE DEMANDÉ PAR LES MEMBRES DE LA COMMISSION DANS UN DOSSIER	1 200 \$

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME LOUIS-MARIE CHABOT	100\$ DE L'HEURE	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	525 \$
ME LUCIE DUFRESNE	100\$ DE L'HEURE	TRAVAUX SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE.	200 \$
LORANGER MARCOUX S.E.N.C.	243\$ DE L'HEURE	CONSULTATIONS RELATIVES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL.	4 001 \$
GAUTHIER, BÉDARD, S.E.N.C.	208\$ DE L'HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	35 345 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

**NOTE EXPLICATIVE :** CERTAINS MANDATS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS VISANT DES INDIVIDUS.

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M <sup>E</sup> CLAUDE ALEXANDRE 2402, CHEMIN DU TOUR-DU-LAC LAC-SERGEANT (QUÉBEC) G0A 2J0	100 \$	AGIR À TITRE DE MENTOR DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT AUPRÈS DES JEUNES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LEUR OFFRIR DE LA FORMATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET AGIR COMME PERSONNE-RESSOURCE AUPRÈS D'EUX DANS LE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENVIRONNEMENT AINSI QUE DANS LA PLAIDOIRIE DE CES DOSSIERS.	14 231 \$
M <sup>E</sup> MICHEL ROBERGE DUMAS GAGNÉ, AVOCATS 400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, BUREAU 310 QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8W1	DÉROGATOIRE 175 \$	AGIR À TITRE DE PROCUREUR AD HOC, ÉTUDIER LE RAPPORT D'ENQUÊTE DE LA SURETÉ DU QUÉBEC, DÉPOSER LES ACCUSATIONS APPROPRIÉES, LE CAS ÉCHÉANT, ET CONDUIRE LES PROCÉDURES JUDICIAIRES QUI EN DÉCOULENT.	7 700 \$
M <sup>E</sup> PIERRE A. FOURNIER O'REILLY & ASSOCIÉS 1155 RUE UNIVERSITY, BUREAU 1007 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3A7	100 \$	REPRÉSENTER UN PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS LE TRAITEMENT D'UNE ENQUÊTE MENÉE PAR LE BUREAU DU SYNDIC DU BARREAU DU QUÉBEC POUR DES GESTES ALLÉGUÉS DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.	2 210 \$
HONORABLE PIERRE J. DALPHOND STIKEMAN ELLIOTT, S.E.N.C.R.L., S.R.L. 1155, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 4000 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3V2	DÉROGATOIRE 200 \$	AGIR À TITRE DE PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0 \$
M <sup>E</sup> LUCIE JONCAS 500 PLACE D'ARMES, BUREAU 1940 MONTRÉAL (QUÉBEC) H2W 2W2	DÉROGATOIRE 200 \$	AGIR À TITRE DE PROCUREURE AD HOC AU SEIN DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0 \$

FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME YOLAND COUTU	100 \$ DE L'HEURE	ME COUTU INTERVIENT DANS LES DOSSIERS DU FONDS LORSQUE LA SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE DU FONDS EST DANS L'IMPOSSIBILITÉ D'AGIR, EN RAISON DE SA PRÉSENCE À DEUX AUDIENCES DANS LA MÊME JOURNÉE OU LORS DES JOURNÉES DE CONSEIL D'ADMINISTRATION, PUISQUE SA PRÉSENCE EST REQUISE.	20 346,34 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2015

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCE HOULE 3101, CHEMIN DE LA TOUR MONTRÉAL (Qc) H3T 1J7	FORFAIT DE 500 \$	CONFÉRENCE PORTANT SUR LA COHÉRENCE DÉCISIONNELLE AU SEIN D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF	500,00 \$
LES AVOCATS PARADIS LEMIEUX FRANCIS INC. 1, RUE DE LA RIVIÈRE, BEDFORD (Qc) J0J 1A0	FORFAIT DE 2 000 \$	FORMATION INTITULÉE «FORMATION SUR LA RÉDACTION DES DÉCISIONS» AUX JUGES ADMINISTRATIFS DE LA SECTION DES AFFAIRES SOCIALES.	2 000,00 \$
LES AVOCATS PARADIS LEMIEUX FRANCIS INC. 1, RUE DE LA RIVIÈRE, BEDFORD (Qc) J0J 1A0	FORFAIT DE 2 000\$	FORMATION INTITULÉE «FORMATION SUR LA RÉDACTION DES DÉCISIONS» AUX JUGES ADMINISTRATIFS DES SECTIONS DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES, DU TERRITOIRE ET ENVIRONNEMENT, ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES.	2 000,00 \$
SHADLEY BATTISTA COSTOM, S.E.N.C. 1100, AV. DES CANADIENS-DE- MONTRÉAL, 10E ÉTAGE, C.P. 17 MONTRÉAL (Qc), H3B 2S2.	180 \$/h.	REPRÉSENTER UN MEMBRE DEVANT LES TRIBUNAUX SUPÉRIEURS.	3 705,31 \$



**P.66** LISTE, DÉTAIL ET COÛTS DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES ET LÉGISISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE DANS LE CADRE D’AVIS, CONSULTATIONS, ASSISTANCE OU RÉDACTION CONCERNANT LA LÉGISLATION, POUR LES ANNÉES 2013-2014 ET 2014-2015.

**MINISTÈRE**

**DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES**  
AUCUN.

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**  
AUCUN.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
2014/2015			\$
M <sup>E</sup> LOUIS-MARIE CHABOT	100 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES POUR CONSULTATION SUR LA JUSTICE EN MILIEU AUTOCHTONE.	525 \$
M <sup>E</sup> LUCIE DUFRESNE	100 \$ DE L'HEURE	TRAVAUX SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE.	200 \$
LORANGER, MARCOUX, S.E.N.C	243 \$ DE L'HEURE	CONSULTATIONS RELATIVES À L'ÉQUITÉ SALARIALE ET AUX RELATIONS DE TRAVAIL.	4 001 \$
GAUTHIER, BÉDARD, S.E.N.C.	208 \$ DE L'HEURE	HONORAIRES PROFESSIONNELS RELATIFS AU TARIF DE LA PRATIQUE PRIVÉE APPLICABLE AUX MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III.	35 345 \$
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			40 071 \$

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**  
AUCUN.

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**  
AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**  
AUCUN.

**P.67** LISTE, COÛTS ET DÉTAIL DES MANDATS DONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT À DES AVOCATS, NOTAIRES OU JURISTES DE LA PRATIQUE PRIVÉE OU À LA RETRAITE QUI ONT DÉJÀ ÉTÉ À L'EMPLOI DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. PRÉCISER LA DATE DE FIN DE LEUR EMPLOI.

**MINISTÈRE**

AUCUN.

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

AUCUN.

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

VEUILLEZ VOUS RÉFÉRER À LA QUESTION P.65.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	DATE DE FIN D'EMPLOI
M <sup>E</sup> CLAUDE ALEXANDRE 2402, CHEMIN DU TOUR-DU-LAC LAC-SERGEANT (QUÉBEC) G0A 2J0	100 \$	AGIR À TITRE DE MENTOR DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT AUPRÈS DES JEUNES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LEUR OFFRIR DE LA FORMATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET AGIR COMME PERSONNE-RESSOURCE AUPRÈS D'EUX DANS LE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENVIRONNEMENT AINSI QUE DANS LA PLAIDOIRIE DE CES DOSSIERS.	14 231 \$	31 MARS 2011
TOTAL DES HONORAIRES POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES			14 231 \$	

**FONDS D'AIDE AUX RECOURS COLLECTIFS**

AUCUN.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC**

AUCUN.

**P.68 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, STATISTIQUES RELATIVES AU NOMBRE DE MANDATS CIVILS, CRIMINELS ET PÉNAUX OCTROYÉS À DES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES :**

- A. JOINDRE LA LISTE DES BUREAUX AVEC LE NOM DES PROFESSIONNEL(LE)S QUI ONT OBTENU DE TELS MANDATS;
- B. VENTILATION DES HONORAIRES VERSÉS EN 2013-2014 ET 2014-2015, EN INDIQUANT, S'IL Y A LIEU, CEUX QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- C. COMPARAISON AVEC LES CINQ ANNÉES FINANCIÈRES PRÉCÉDENTES.

**MINISTÈRE**

NOM DU MANDATAIRE	MOIS	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
RETROUVEY, VINCENT	MARS 2015	50 \$ / H	REPRÉSENTER LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.	0,00 \$	MJQ-DGAJL

**ORGANISMES**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

NOTE 1 : LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES CRIMINELLES ET PÉNALES DU MJQ A ÉTÉ REMPLACÉE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DES POURSUITES PUBLIQUES QUI N’EXISTE PLUS. C’EST MAINTENANT UN ORGANISME BUDGÉTAIRE INDÉPENDANT APPELÉ DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES QUI DIRIGE POUR L’ÉTAT, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC.

NOTE 2 : LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES A OBTENU LA DÉLÉGATION REQUISE EN VERTU DE LA LOI POUR OCTROYER CES MANDATS.

NOTE 3 : CERTAINS MANDATS CONFISÉS VISAIENT À REPRÉSENTER DES INDIVIDUS. AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDs PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L’ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS.

NOM DU MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
M <sup>E</sup> CLAUDE ALEXANDRE 2402, CHEMIN DU TOUR-DU-LAC LAC-SERGEANT (QUÉBEC) G0A 2J0	100 \$	AGIR À TITRE DE MENTOR DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT AUPRÈS DES JEUNES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, LEUR OFFRIR DE LA FORMATION DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET AGIR COMME PERSONNE-RESSOURCE AUPRÈS D'EUX DANS LE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENVIRONNEMENT AINSI QUE DANS LA PLAIDOIRIE DE CES DOSSIERS.	14 231,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M <sup>E</sup> MICHEL ROBERGE DUMAS GAGNÉ, AVOCATS 400, BOULEVARD JEAN-LESAGE, BUREAU 310 QUÉBEC (QUÉBEC) G1K 8W1	DÉROGATOIRE 175 \$	AGIR À TITRE DE PROCUREUR AD HOC, ÉTUDIER LE RAPPORT D'ENQUÊTE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, LE CAS ÉCHÉANT, DÉPOSER LES ACCUSATIONS APPROPRIÉES ET CONDUIRE LES PROCÉDURES JUDICIAIRES QUI EN DÉCOULENT.	7 700,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M <sup>E</sup> PIERRE A. FOURNIER	100 \$	REPRÉSENTER UN PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS LE TRAITEMENT D'UNE ENQUÊTE MENÉE PAR LE BUREAU DU SYNDIC DU BARREAU DU QUÉBEC POUR DES GESTES ALLÉGUÉS DANS	2 210,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES

NOM DU MANDATAIRE	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES	PAYEUR
O'REILLY & ASSOCIÉS 1155 RUE UNIVERSITY, BUREAU 1007 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3A7		L'EXERCICE DE SES FONCTIONS.		CRIMINELLES ET PÉNALES
HONORABLE PIERRE J. DALPHOND STIKEMAN ELLIOTT, S.E.N.C.R.L., S.R.L. 1155, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST., BUREAU 4000 MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 3V2	DÉROGATOIRE 200 \$	AGIR À TITRE DE PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
M <sup>E</sup> LUCIE JONCAS 500 PLACE D'ARMES, BUREAU 1940MONTRÉAL (QUÉBEC) H2W 2W2	DÉROGATOIRE 200 \$	AGIR À TITRE DE PROCUREURE AD HOC AU SEIN DU COMITÉ DE PROCUREURS INDÉPENDANTS FORMÉ PAR LE DPCP À LA SUITE D'UNE DEMANDE DE LA MINISTRE. PROCÉDER À UNE NOUVELLE ÉVALUATION DE L'ENSEMBLE DE LA PREUVE AU DOSSIER, INCLUANT LES COMPLÉMENTS D'ENQUÊTES QUE LE COMITÉ POURRAIT JUGER NÉCESSAIRE DE REQUÉRIR, AFIN DE FAIRE RAPPORT À LA DIRECTRICE DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LUI FORMULER UNE RECOMMANDATION QUANT À SAVOIR SI DES ACCUSATIONS DEVRAIENT OU NON ÊTRE DÉPOSÉES.	0,00 \$	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
MONTANT DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			24 141,00 \$	

**P.69 LISTE DES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES DÉPENSES ET LES HONORAIRES RELATIFS À UNE POURSUITE ET/OU À UNE DÉFENSE, AVEC LE NOM DES PARTIES ET DES AVOCATS IMPLIQUÉS, LA NATURE DU DOSSIER ET LES MONTANTS DÉPENSÉS PAR CHAQUE PARTIE EN 2013-2014 ET EN 2014-2015.**

---

**MINISTÈRE**

---

1) NOUS AVONS RÉPERTORIÉ DEUX DOSSIERS POUR L'ANNÉE 2014-2015 POUR LEQUEL LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER À LA FOIS LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE **ET** À UNE DÉFENSE DANS UNE MÊME CAUSE:

**1<sup>ER</sup> DOSSIER :**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

M<sup>E</sup> MADELEINE LEMIEUX

REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.

HONORAIRES: 0,00 \$

**MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF**

**(REPRÉSENTATION D'UN INDIVIDU – DONNÉES PROTÉGÉES PAR LE SECRET PROFESSIONNEL)**

M<sup>E</sup> PIERRE ÉMILE DUPRAS

REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE.

HONORAIRES: 3 767,50 \$

**2<sup>E</sup> DOSSIER :**

**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

M<sup>E</sup> MADELEINE LEMIEUX

REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE.

HONORAIRES: 0,00 \$

**MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF**

**(REPRÉSENTATION D'UN INDIVIDU – DONNÉES PROTÉGÉES PAR LE SECRET PROFESSIONNEL)**

M<sup>E</sup> PIERRE ÉMILE DUPRAS

REPRÉSENTER UN MEMBRE D'UN TRIBUNAL ADMINISTRATIF À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ DÉONTOLOGIQUE

HONORAIRES: 0,00 \$

2) CONCERNANT LES DOSSIERS POUR LESQUELS LE GOUVERNEMENT DOIT ASSUMER LES HONORAIRES ET LES DÉPENSES DES AVOCATS MANDATÉS EN PRATIQUE PRIVÉE RELATIFS À UNE POURSUITE **OU** À UNE DÉFENSE, NOUS VOUS RÉFÉRONS AUX MANDATS LISTÉS À LA QUESTION P.65 QUI FOURNIT CETTE INFORMATION.

**P.70 BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR L'ANNÉE 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 EN PRÉCISANT :**

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT;
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON;
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.

**MINISTÈRE**

**A. PROJETS TERMINÉS**

ANNÉE 2014-2015

**NOM DU PROJET :** RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT  
PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY

**BUDGET :** 31,2 M\$ (INCLUANT LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES.)

**LIVRAISON :** 2014-2015

**B. PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT\***

**NOM DU PROJET :** REHAUSSEMENT SÉCURITÉ  
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

**BUDGET :** 9,9 M\$

**LIVRAISON :** 2015-2016

**NOM DU PROJET :** RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR  
PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

**BUDGET :** 6,0 M \$

**LIVRAISON :** PQI 2014-2014  
PROJET EN PLANIFICATION  
2016-2017

**NOM DU PROJET :** RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT  
PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

**BUDGET :** 72,9 M\$ (INCLUANT LES COÛTS RELATIFS AU MOBILIER ET AUX ÉQUIPEMENTS TECHNOLOGIQUES.)

**LIVRAISON :** PQI 2014-2014  
PROJET EN PLANIFICATION  
2018-2019

**NOM DU PROJET :** RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT  
PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

**BUDGET :** 46 M \$

**LIVRAISON :** PQI 2014-2014  
PROJET EN PLANIFICATION  
2019-2020

**NOM DU PROJET :** RÉNOVATION ET AGRANDISSEMENT  
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

**BUDGET :** 53 M \$

**LIVRAISON :** PQI 2014-2014  
PROJET EN PLANIFICATION  
2020-2021

**NOM DU PROJET :** LONGUEUIL PHASE I – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

**BUDGET :** 9,3 M\$

**LIVRAISON :** PQI 2014-2014  
PROJET EN PLANIFICATION  
2018-2019

**NOM DU PROJET :** LONGUEUIL PHASE II – AGRANDISSEMENT DES ESPACES

**BUDGET :** 25,0 M\$

**LIVRAISON :** PQI 2014-2014  
PROJET EN PLANIFICATION  
2024-2025

**NOM DU PROJET :** GATINEAU – AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D'ESPACE

**BUDGET :** 3,6 M\$

**LIVRAISON :** 2016-2017

**NOM DU PROJET :** RÉFECTION DES BUREAUX DE JUGES  
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL

**BUDGET :** 19,7 M\$

**LIVRAISON :** 2020-2021

**C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD**

AUCUN.

**D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON**

AUCUN.

**E. PROJETS EN ATTENTE**

AUCUN.

\* CES PROJETS SONT INSCRITS AU PQI 2014-2024

P.71 SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2015.

MINISTÈRE

DÉPENSES EN 2014-2015 : 379 747,43 \$

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2014-2015

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
ARTHABASKA	2 170,00 \$	2 170,00 \$
BAIE-COMEAU	27 499,58 \$	1 490,40 \$
KAMOURASKA	83,63 \$	83,63 \$
LONGUEUIL	612 379,64 \$	127 657,54 \$
MONTRÉAL	2 250 575,36\$	240 875,63\$
SAINT-AURICE	7 470,23 \$	7 470,23 \$
TOTAL	2 900 178,44 \$	379 747,43 \$

AUCUNE ACTION N'A ÉTÉ MISE EN OEUVRE PAR LA « TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC ».



**P.72** SOMMES INVESTIES DEPUIS 2007 POUR L'INFORMATISATION DANS LES PALAIS DE JUSTICE PAR ANNÉE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. DÉTAILLER L'UTILISATION DE CES SOMMES DANS CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

**MINISTÈRE**

INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION 2014-2015 POUR L'ENSEMBLE DU MINISTÈRE

	2014-2015
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	4 438,7 k\$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	21 499,8 k\$
PROJETS	9 813,7 k\$
DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES	35 752,2 k\$

IL N'EST PAS POSSIBLE DE VENTILER CES DONNÉES PAR PALAIS DE JUSTICE OU DISTRICTS JUDICIAIRES.

**P.73 PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2013-2023. FOURNIR TOUT AUTRE DOCUMENT PRODUIT PAR LE MINISTÈRE À CE SUJET.**

**MINISTÈRE**

**1. PLAN QUÉBÉCOIS D'IMMOBILISATION (PQI) 2014-2024**

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC (MJQ) A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT) SON PQI DES PROJETS IMMOBILIERS 2014-2024. LE SCT A APPROUVÉ CE PQI LE 23 MAI 2014.

**SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PQI DEPUIS 2014**

**PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY**

LE PROJET CONSISTAIT À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY. LE 18 OCTOBRE 2011, LE SCT A AUTORISÉ LA RÉALISATION DU PROJET POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 30,5M\$. LES TRAVAUX ONT DÉBUTÉS EN NOVEMBRE 2012, L'INAUGURATION A EU LIEU LE 14 NOVEMBRE 2014. LE PROJET A ÉTÉ RÉALISÉ À MOINDRE COÛT QUE PRÉVU.

**PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D'AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D'EXÉCUTION. LE DOSSIER D'AFFAIRES EST EN COURS ET DEVRA ÊTRE SOUMIS AU CONSEIL DES MINISTRES AVANT LE DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION. LES TRAVAUX DEVRAIENT DÉBUTER À L'ÉTÉ 2016 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE À L'ÉTÉ 2018.

LE CONCEPT PRÉLIMINAIRE A ÉTÉ PRÉSENTÉ À LA COMMUNAUTÉ JURIDIQUE LE 26 MARS 2015.

**PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL – REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ**

LE PROJET A POUR OBJECTIF DE REHAUSSER LES MESURES DE SÉCURITÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. IL EST EFFECTUÉ CONJOINTEMENT AVEC LE PROJET DE MAINTIEN D'ACTIF DE LA SQI QUI EST DE MODERNISER LES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ EXISTANTS. LE PROJET PRÉVOIT AINSI L'INSTALLATION D'ARCHES DE MÉTAL ET D'APPAREILS À RAYONS X. LE SCT A APPROUVÉ CES DEUX PROJETS QUI SONT EN COURS DE RÉALISATION.

LE COÛT POUR CES DEUX PROJETS S'ÉLÈVE À 20,3 M\$ , SOIT 9,9 M\$ POUR LE REHAUSSEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ (MJQ) ET 10,4 M\$ POUR LA MODERNISATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ (SQI).

LES DEUX PROJETS SERONT COMPLÉTÉS POUR SEPTEMBRE 2015.

**PROJETS EN PLANIFICATION ET RÉSERVE**

**PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT ACTUEL SERAIT PRÉSERVÉ.

LE PROJET SERA SOUMIS À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE. LE MJQ PRÉPARERA UN DOSSIER STRATÉGIQUE QUI SERA AUTORISÉ PAR LA MINISTRE AFIN DE RÉALISER LE DOSSIER D'AFFAIRES.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 53,0 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL**

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET À RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERAIT PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET POURRAIT COMPRENDRE LA CONVERSION DES ESPACES VACANTS DU CENTRE DE DÉTENTION OU L'AGRANDISSEMENT PAR LA CONSTRUCTION D'ESPACES ADDITIONNELS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 46,0 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (RÉFECTION DES BUREAUX DE JUGE)**

LE PROJET CONSISTE À RÉNOVER LE SECTEUR DES BUREAUX POUR LA MAGISTRATURE. C'EST UN PROJET DE MAINTIEN D'ACTIF. CE PROJET EST JUSTIFIÉ, CAR CES LOCAUX N'ONT PAS ÉTÉ RÉNOVÉ DEPUIS L'INAUGURATION DU PALAIS EN 1970.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 19,6 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU**

LE PROJET CONSISTE À EFFECTUER DES RÉNOVATIONS MAJEURES AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,0 M\$.

**AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT - NOUVELLES INITIATIVES**

**PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1**

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES 10 PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT, NOTAMMENT, DE SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES, D’UNE SALLE D’AUDIENCE AMÉNAGÉE POUR LES MÉGAPROCÈS ET LE DÉPLACEMENT DES ACTIVITÉS DU BUREAU RÉGIONAL DES INFRACTIONS ET DES AMENDES.

LE PROJET NÉCESSITERA LE RELOGEMENT DU SERVICE DE PROBATION DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA CONSTRUCTION D’ESPACES ATTENANTS AU PALAIS POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LES DEUX CT SONT EN PRÉPARATION POUR LES DEUX ÉTAPES DE LA PHASE 1.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 9,3 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2**

LE PROJET DE PHASE II EST PRÉVU POUR UN SECOND AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL. CE PROJET VISE À RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE VINGT ANS APRÈS CELUI DE LA PHASE 1. CE DEUXIÈME AGRANDISSEMENT PERMETTRA NOTAMMENT L’AJOUT DE SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGE ET DES LOCAUX NÉCESSAIRES POUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME JUDICIAIRE.

LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 2 EST ESTIMÉ À 25,0 M\$

**PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU**

LE PROJET CONSISTE À AMÉNAGER ET ACCROITRE À L’INTERNE LES ESPACES DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU POUR RÉPONDRE AUX BESOINS POUR UN MINIMUM DE 20 ANS. CES BESOINS SONT DÛS À L’ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE GATINEAU. LES AMÉNAGEMENTS SERONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L’AJOUT DE DEUX SALLES D’AUDIENCE, DE BUREAUX DE JUGES ET L’AMÉNAGEMENT D’UNE SALLE D’AUDIENCE POUR LES MÉGAPROCÈS.

UN CT EST EN PRÉPARATION POUR L’AUTORISATION DES TRAVAUX PAR LE SCT.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 3,6 M\$.

**AUTRES PROJETS INSCRITS AU PQI**

**AMÉLIORATIONS ET REMPLACEMENT – PROJETS À L’ÉTUDE**

CERTAINS PROJETS SONT INSCRITS AU PQI AFIN DE PRÉPARER DES ÉTUDES. ILS POURRAIENT FAIRE L’OBJET DE TRAVAUX D’AMÉNAGEMENT IMPORTANTS. LES COÛTS INSCRITS AU PQI REPRÉSENTENT SEULEMENT LES COÛTS ESTIMÉS POUR EFFECTUER LES ÉTUDES.

**PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES**

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE SOREL**

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

**PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA**

LE COÛT POUR LES ÉTUDES EST ESTIMÉ À 1,5 M\$.

**P.74 BILAN DES MESURES PRISES POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE DU NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES POUR 2009-2010, 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015. PRÉVISIONS POUR 2015-2016.**

**MINISTÈRE**

**NOMBRE D'ARCHES DE SÉCURITÉ INSTALLÉES**

<b>PALAIS DE JUSTICE</b>	<b>2014-2015</b>
CENTRE DE SERVICES JUDICIAIRES GOUIN *	1
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>

\* REMPLACEMENT

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	COÛTS TOTAUX (K\$) (SALAIRES, LOYERS ET AUTRES)
1	AMQUI	218 655
	MATANE	343 841
	MONT-JOLI	135 803
	SOUS-TOTAL RÉGION 01 : BAS ST-LAURENT	698 299
2	SAGUENAY (JONQUIÈRE)	600
	CHIBOUGAMAU	294 255
	DOLBEAU	124 679
	SOUS-TOTAL RÉGION 02 : SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	419 534
4	LA TUQUE	216 624
	SOUS-TOTAL RÉGION 04 : MAURICIE-BOIS-FRANCS	216 624
5	GRANBY	1 827 599
	MAGOG	59 351
	SOUS-TOTAL RÉGION 05 : ESTRIE	1 886 950
7	MANIWAKI	316 974
	SOUS-TOTAL RÉGION 07 : OUTAOUAIS	316 974
8	VAL D'OR	2 456 393
	LA SARRE	217 078
	SENNETERRE	34 579
	SOUS-TOTAL RÉGION 08 : ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 708 050
9	FORESTVILLE	136 199
	COUR ITINÉRANTE	44 626
	SOUS-TOTAL RÉGION 09 : CÔTE NORD	180 825
10	COUR ITINÉRANTE	2 791 792
	SOUS-TOTAL RÉGION 10 : GRAND NORD	2 791 792
11	HÂVRE-AUBERT	396 803
	STE-ANNE-DES-MONTS	276 618
	GASPÉ	105 924
	CARLETON	95 031
	SOUS-TOTAL RÉGION 11 : GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	874 376
14	REPENTIGNY	10 156
	SOUS-TOTAL RÉGION 14 : LANAUDIÈRE	10 156
15	STE-AGATHE-DES-MONTS	70 446
	LACHUTE	56 147
	SOUS-TOTAL RÉGION 15 : LAURENTIDES	126 593
TOTAL		10 230 173

- P.76 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC POUR 2011-2012, 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES) ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :**
- A. **CHAMBRE CIVILE;**
  - B. **CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES;**
  - C. **CHAMBRE CRIMINELLE;**
  - D. **CHAMBRE DE LA JEUNESSE.**

---

**MINISTÈRE**

---

**ANNÉE CIVILE 2014 :**

**A. CHAMBRE CIVILE :**

DOSSIERS OUVERTS : 65 604  
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES UN JOUR OU MOINS : 259  
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 275  
DÉLAI D'AUDITION - CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 309

**B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :**

DOSSIERS OUVERTS : 18 067  
DÉLAI D'AUDITION : 325

**C. CHAMBRE CRIMINELLE :**

DOSSIERS OUVERTS : 166 680  
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION : 48  
DÉLAI D'AUDITION - ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE : 151  
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS : 166

**D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :**

DOSSIERS OUVERTS - DÉLINQUANCE : 13 156  
DÉLAI D'AUDITION - COMPARUTION DÉLINQUANCE : 37  
DÉLAI D'AUDITION - PROCÈS DÉLINQUANCE : 55  
  
DOSSIERS OUVERTS - PROTECTION : 8 056  
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION PROTECTION : 43  
  
DOSSIERS OUVERTS - ADOPTION : 865  
DÉLAI D'AUDITION - AUDITION ADOPTION : 32

P.77 NOMBRE DE DOSSIERS A LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES). INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$ ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS.

---

MINISTÈRE

---

ANNÉE CIVILE 2014 :

TOTAL	18 067
3 000,00 \$ ET MOINS	10 050
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 027
5 000,01 \$ ET PLUS	4 990

**P.78 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER. STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :**

- A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS;
- B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;
- C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;
- D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.

**MINISTÈRE**

**A. NOMBRE DE PAIEMENT ACQUITTÉS;**

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

**B. NOMBRE DE CAS PAR MOIS POUR LESQUELS L'EXÉCUTION DU JUGEMENT S'EST AVÉRÉE IMPOSSIBLE;**

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

**C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT;**

**ANNÉE CIVILE 2014 :**

LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL DE BREFS D'EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL.

<b>TOTAL</b>	<b>5 385</b>
JANVIER	452
FÉVRIER	435
MARS	454
AVRIL	547
MAI	545
JUIN	437
JUILLET	421
AOÛT	391
SEPTEMBRE	485
OCTOBRE	431
NOVEMBRE	468
DÉCEMBRE	319

**D. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES DE L'AIDE JURIDIQUE POUR FAIRE EXÉCUTER UN JUGEMENT.**

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.



P.79 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION A LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES).

---

MINISTÈRE

---

ANNÉE CIVILE 2014 :

TOTAL : 1 103

P.80 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 (OU ANNÉES CIVILES).

---

MINISTÈRE

---

ANNÉE CIVILE **2014** :

DOSSIERS OUVERTS, CH. CIVILE : 27 749

DOSSIERS OUVERTS, CH. DE LA FAMILLE : 26 911

MINISTÈRE

	2014-2015
CÉLÉBRANTS	5 736

**P.82 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGES CIVILS DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS « AD HOC ») POUR L'ANNÉE 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015.**

**MINISTÈRE**

	2014-2015
CÉLÉBRANTS « AD HOC »	5 590

**P.83 TAUX D’UTILISATION MOYEN DES SALLES D’AUDIENCE DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015. VENTILATION PAR PALAIS DE JUSTICE.**

**MINISTÈRE**

LE TAUX D’UTILISATION EST CALCULÉ À PARTIR DES SÉANCES TENUES ET ENREGISTRÉES DANS LES SALLES D’AUDIENCE POUR L’ANNÉE CIVILE 2014. LES SÉANCES DE JUILLET ET D’AOÛT NE SONT PAS CONSIDÉRÉES, PUISQU’ELLES NE REFLÈTENT PAS L’ACTIVITÉ JUDICIAIRE NORMALE. CE TAUX NE TIENT PAS COMPTE DE L’ENSEMBLE DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES, NOTAMMENT LES CONFÉRENCES DE RÈGLEMENT À L’AMIABLE.

PALAIS DE JUSTISCE	NOMBRE DE SALLES D’AUDIENCE	TAUX D’UTILISATION (%)
RIMOUSKI	4	59,3 %
AMQUI	1	32,0 %
MATANE	1	76,8 %
MONT-JOLI	1	27,0 %
RIVIÈRE-DU-LOUP	5	49,3 %
CHICOUTIMI	9	51,1 %
ROBERVAL	3	54,2 %
ALMA	4	36,6 %
CHIBOUGAMAU	2	13,5 %
DOLBEAU – MISTASSINI	1	15,0 %
QUÉBEC	36	63,9 %
QUÉBEC - COUR D'APPEL	3	30,3 %
LA MALBAIE	2	44,9 %
TROIS-RIVIÈRES	9	59,3 %
SHAWINIGAN	5	38,1 %
LA TUQUE	1	44,8 %
SHERBROOKE	12	57,8 %
COWANSVILLE	2	36,9 %
GRANBY	6	48,0 %
LAC-MÉGANTIC	1	29,3 %
MONTRÉAL	88	68,9 %
MONTRÉAL - COUR D'APPEL	4	35,0 %
MONTRÉAL - CH. DE LA JEUNESSE	18	39,3 %
GATINEAU	13	69,5 %
CAMPBELL'S BAY	2	9,4 %
MANIWAKI	2	30,0 %
MONT-LAURIER	3	48,8 %
ROUYN-NORANDA	3	60,7 %
AMOS	5	56,1 %
VILLE-MARIE	2	41,6 %
VAL-D'OR	4	68,6 %
LA SARRE	1	35,8 %
SEPT-ÎLES	4	23,2 %
BAIE-COMEAU	4	34,1 %
NEW CARLISLE	3	37,8 %
PERCÉ	3	36,3 %
HAVRE-AUBERT	1	25,8 %
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1	61,3 %
CARLETON	1	6,0 %
THETFORD MINES	4	29,9 %
MONTMAGNY	2	50,5 %
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	5	38,5 %
LAVAL	13	54,0 %
JOLIETTE	12	64,1 %
SAINT-JÉRÔME	17	64,3 %
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	1	9,0 %
LONGUEUIL	20	62,5 %
SAINT-HYACINTHE	6	58,3 %
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	57,8 %
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	8	72,2 %
SOREL – TRACY	5	42,6 %
DRUMMONDVILLE	4	60,2 %
VICTORIAVILLE	4	64,3 %

**P.84 NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE AU 31 MARS 2014. COMPARAISON DU TOTAL DE SUBSTITUTS AVEC LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES.**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>QUÉBEC</b>		<b>99</b>
QUÉBEC	37	
BUREAU DU DIRECTEUR	8	
BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION	2	
BUREAU DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION DES POURSUIVANTS	4	
BUREAU DES AFFAIRES EXTÉRIEURES	6	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	12	
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	12	
BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ	5	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	8	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	4	
BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	1	
<b>CHARLEVOIX</b>		<b>1</b>
LA MALBAIE	1	
<b>MONTMAGNY</b>		<b>2</b>
MONTMAGNY	2	
<b>BEAUCE</b>		<b>3</b>
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	3	
<b>RIMOUSKI</b>		<b>10</b>
AMQUI	0	
MATANE	4	
MONT-JOLI	0	
RIMOUSKI	4	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
<b>KAMOURASKA</b>		<b>7</b>
RIVIÈRE-DU-LOUP	6	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
<b>GASPÉ</b>		<b>5</b>
PERCÉ	4	
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	1	
<b>BONAVENTURE</b>		<b>2</b>
CARLETON-SUR-MER	0	
NEW CARLISLE	2	
<b>BAIE-COMEAU</b>		<b>5</b>
BAIE-COMEAU	4	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
<b>MINGAN</b>		<b>5</b>
COUR ITINÉRANTE	0	
SEPT-ÎLES	5	
<b>ROBERVAL</b>		<b>4</b>
ROBERVAL	4	
<b>CHICOUTIMI</b>		<b>11</b>
SAGUENAY	9	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	2	
<b>ALMA</b>		<b>3</b>
ALMA	3	

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	13 2 1 1	<b>17</b>
<b>ARTHABASKA</b> VICTORIAVILLE	4	<b>4</b>
<b>SAINT-MAURICE</b> LA TUQUE SHAWINIGAN	1 8	<b>9</b>
<b>DRUMMOND</b> DRUMMONDVILLE	4	<b>4</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b> SHERBROOKE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	12 3 1 2	<b>18</b>
<b>BEDFORD</b> COWANSVILLE GRANBY BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0 4 2 1	<b>7</b>
<b>FRONTENAC</b> THETFORD MINES	2	<b>2</b>
<b>LONGUEUIL</b> LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	35 4 6	<b>45</b>
<b>IBERVILLE</b> SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	5	<b>5</b>
<b>BEAUHARNOIS</b> SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	10 1 2	<b>13</b>
<b>RICHELIEU</b> SOREL-TRACY	3	<b>3</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b> SAINT-HYACINTHE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	7 17	<b>24</b>
<b>MONTREAL</b> MONTREAL BUREAU DU DIRECTEUR BUREAU DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE L'INFORMATION BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	116 1 1 8 4 23 41 18 22	<b>234</b>
<b>TERREBONNE</b> SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	20 1 1 3	<b>25</b>
<b>TÉMISCAMINGUE</b> VILLE-MARIE	0	<b>0</b>

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
<b>ABITIBI</b>		<b>20</b>
AMOS	12	
GRAND NORD	0	
KUUJJUAQ	1	
LA SARRE	0	
MATAGAMI	0	
SENNETERRE	0	
VAL-D'OR	6	
CHIBOUGAMAU	0	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
<b>LABELLE</b>		<b>3</b>
MANIWAKI	1	
MONT-LAURIER	2	
<b>PONTIAC</b>		<b>0</b>
CAMPBELL'S BAY	0	
<b>GATINEAU</b>		<b>33</b>
GATINEAU	27	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	4	
<b>ROUYN-NORANDA</b>		<b>9</b>
ROUYN	8	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
<b>LAVAL</b>		<b>17</b>
LAVAL	14	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	2	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	1	
<b>JOLIETTE</b>		<b>21</b>
JOLIETTE	17	
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	1	
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	3	
<b>GRAND TOTAL</b>		<b>670</b>

LES DONNEES SONT EN DATE DU 6 MARS 2015.



**P.85   POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES COÛTS LIÉS À CES DÉMISSIONS (PRIMES DE DÉPART, ETC.).**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

POUR 2014-2015, SEPT PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N’EST LIÉ À CES DÉMISSIONS.

**P.86 POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 6 MARS 2015, UN SEUL PROCUREUR-CADRE A FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION. IL S'AGIT DE M<sup>E</sup> MAXIME CHEVALIER.

**P.87 NOMBRE DE PROCUREURS DE LA COURONNE AFFECTÉS À DES DOSSIERS SPÉCIALISÉS EN 2013-2014 ET 2014-2015. (EX. : GANGS DE RUES, CRIMES SEXUELS, CRIME ORGANISÉ, CRIMES ÉCONOMIQUES, ETC.). VENTILATION PAR CATÉGORIE ET PAR DISTRICT JUDICIAIRE. PRÉVISIONS POUR 2015-2016.**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

2014-2015

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
<b>QUÉBEC</b> QUÉBEC BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	4	6	8	1 2
<b>CHARLEVOIX</b> LA MALBAIE				
<b>MONTMAGNY</b> MONTMAGNY				
<b>BEAUCE</b> SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE				
<b>RIMOUSKI</b> AMQUI MATANE MONT-JOLI RIMOUSKI				
<b>KAMOURASKA</b> RIVIÈRE-DU-LOUP				
<b>GASPÉ</b> PERCÉ SAINTE-ANNE-DES-MONTS				
<b>BONAVENTURE</b> CARLETON-SUR-MER NEW CARLISLE				
<b>BAIE-COMEAU</b> BAIE-COMEAU				
<b>MINGAN</b> COUR ITINÉRANTE SEPT-ÎLES				
<b>ROBERVAL</b> ROBERVAL				
<b>CHICOUTIMI</b> SAGUENAY				
<b>ALMA</b> ALMA				
<b>TROIS-RIVIÈRES</b> BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ		1	1	1
<b>ARTHABASKA</b> VICTORIAVILLE				
<b>SAINT-MAURICE</b> LA TUQUE SHAWINIGAN				

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
<b>DRUMMOND</b> DRUMMONDVILLE		1		
<b>SAINT-FRANÇOIS</b> SHERBROOKE BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ		1	1	
<b>BEDFORD</b> COWANSVILLE GRANBY BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ			2	
<b>FRONTENAC</b> THETFORD-MINES				
<b>LONGUEUIL</b> LONGUEUIL	2	1		
<b>IBERVILLE</b> SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU				
<b>BEAUHARNOIS</b> SALABERRY-DE-VALLEYFIELD		3		
<b>RICHELIEU</b> SOREL-TRACY				
<b>SAINT-HYACINTHE</b> SAINT-HYACINTHE		1		
<b>MONTRÉAL</b> MONTRÉAL BUREAU DE LUTTE AUX PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LUTTE À LA CORRUPTION ET À LA MALVERSATION	13 1 2 2	7  4	13  43 5	9 6  21
<b>TERREBONNE</b> SAINT-JÉRÔME BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ		2	1 1	
<b>TÉMISCAMINGUE</b> VILLE-MARIE				
<b>ABITIBI</b> AMOS GRAND NORD KUUJJUAQ LA SARRE MATAGAMI SENNETERRE VAL-D'OR CHIBOUGAMAU				
<b>LABELLE</b> MANIWAKI MONT-LAURIER				
<b>PONTIAC</b> CAMPBELL'S BAY				
<b>GATINEAU</b> GATINEAU BUREAU DE LUTTE AU CRIME ORGANISÉ	1	2	1	

DISTRICT JUDICIAIRE	GANGS DE RUE	CRIMES SEXUELS	CRIME ORGANISÉ	CRIMES ÉCONOMIQUES
<b>ROUYN-NORANDA</b> ROUYN				
<b>LAVAL</b> LAVAL	1		1	
<b>JOLIETTE</b> JOLIETTE	2	3	1	
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>78</b>	<b>40</b>

NOTE : LES PROCUREURS PRÉSENTÉS DANS LE TABLEAU SONT CEUX DONT LES DOSSIERS SPÉCIALISÉS REPRÉSENTENT PLUS DE 50 % DE LEUR TÂCHE.

LE NOMBRE DE DOSSIERS SPÉCIALISÉS VARIE D'UN POINT DE SERVICE À L'AUTRE ET DANS CERTAINS POINTS DE SERVICE AUCUN PROCUREUR N'EST AFFECTÉ SPÉCIFIQUEMENT.

P.88 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS ET EN MATIÈRE PÉNALE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2014 : (DÉLAI D’AUDITION MOYEN)

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
	2014	2014	2014
RÉGION 01			
RIMOUSKI	29,8	116,8	130,5
AMQUI	20,3	20,3	80,0
MATANE	38,8	80,8	92,5
MONT-JOLI	16,4	82,6	83,2
RIVIÈRE-DU-LOUP	42,7	129,8	176,6
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	56,3	101,7	101,9
ROBERVAL	42,0	132,5	171,8
ALMA	41,3	102,8	125,0
CHIBOUGAMAU	44,0	45,2	45,2
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	17,5	40,3	40,3
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	60,8	76,0	255,2
SHAWINIGAN	37,5	137,9	202,5
LA TUQUE	47,1	110,5	119,1
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	34,7	69,4
COWANSVILLE	35,0	15,3	142,1
GRANBY	35,0	17,8	142,5
LAC MÉGANTIC	68,8	87,7	181,9
RÉGION 06			
MONTRÉAL	36,9	195,0	195,8
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	129,2	136,7
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	223,3
MONT-LAURIER	69,4	76,9	87,0
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	37,0	96,3	96,3
AMOS	47,7	146,1	146,1
VILLE-MARIE	32,7	99,8	99,8
VAL D’OR	26,2	218,5	218,5
LA SARRE	57,0	84,8	84,8
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	140,3	107,8	169,8
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	142,7	146,1	160,0
BAIE-COMEAU	56,4	112,9	153,3
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	21,3	21,3	21,8
PERCÉ	55,0	49,7	63,1
HÂVRE-AUBERT	22,8	22,8	23,2
STE-ANNE-DES-MONTS	28,8	108,8	165,1
CARLETON**	58,4	N/A	N/A
RÉGION 12			
THEDFORD-MINES	111,3	180,8	192,3
MONTMAGNY	30,0	80,0	120,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	41,3	93,8	132,5

<b>RÉGION 13</b>			
LAVAL	95,3	169,0	328,1
<b>RÉGION 14</b>			
JOLIETTE	62,2	94,3	204,0
<b>RÉGION 15</b>			
ST-JÉROME	57,5	155,1	144,1
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A	N/A
<b>RÉGION 16</b>			
LONGUEUIL	45	238,4	285,75
ST-HYACINTHE	46,8	313,4	222,3
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	61,2	179,8	244,8
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	32,5	180,2	213,3
SOREL-TRACY	70,2	149,7	191,5
<b>RÉGION 17</b>			
DRUMMONDVILLE	45,0	95,0	95,0
VICTORIAVILLE	63,0	154,9	145,0

\* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

\*\* SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC — MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
	2014	2014
<b>RÉGION 01</b>		
RIMOUSKI	58,3	58,3
AMQUI	75,8	75,8
MATANE	143,8	332,4
MONT-JOLI	28,9	27,3
RIVIÈRE-DU-LOUP	282,8	104,5
<b>RÉGION 02</b>		
CHICOUTIMI	67,8	67,8
ROBERVAL	64,3	64,3
ALMA	84,3	84,3
CHIBOUGAMAU	72,9	84,0
DOLBEAU-MISTASSINI	75,0	80,0
<b>RÉGION 03</b>		
QUÉBEC	60,0	60,0
LA MALBAIE	70,7	77,9
<b>RÉGION 04</b>		
TROIS-RIVIÈRES	96,8	125,0
SHAWINIGAN	132,5	135,0
LA TUQUE	74,2	74,5
<b>RÉGION 05</b>		
SHERBROOKE	45,0	81,9
COWANSVILLE	108,8	73,2
GRANBY	104,2	104,2
LAC MÉGANTIC	74,0	74,0
<b>RÉGION 06</b>		
MONTRÉAL	63,0	99,8
<b>RÉGION 07</b>		
GATINEAU	90,1	142,5
CAMPBELL’S BAY	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0
MONT-LAURIER	98,3	98,3
<b>RÉGION 08</b>		
ROUYN	70,7	70,7
AMOS	63,1	63,1
VILLE-MARIE	30,4	30,4
VAL D’OR	94,9	94,9
LA SARRE	70,6	70,6

<b>RÉGION 09</b>		
SEPT-ÎLES	120,6	161,6
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	149,4	159,2
BAIE-COMEAU	55,3	64,8
<b>RÉGION 11</b>		
NEW-CARLISLE	53,3	53,4
PERCÉ	66,8	93,9
HÂVRE-AUBERT	24,8	24,8
STE-ANNE-DES-MONTS	57,9	75,7
CARLETON	0,0	0,0
<b>RÉGION 12</b>		
THEDFORD-MINES	82,9	89,4
MONTMAGNY	30,0	90,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	95,0	80,0
<b>RÉGION 13</b>		
LAVAL	106,8	106,2
<b>RÉGION 14</b>		
JOLIETTE	60,8	60,0
<b>RÉGION 15</b>		
ST-JÉROME	60,0	130,5
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A
<b>RÉGION 16</b>		
LONGUEUIL	27,3	192,3
ST-HYACINTHE	140,7	113,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	233,9	233,9
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	198,3	163,8
SOREL-TRACY	83,8	83,8
<b>RÉGION 17</b>		
DRUMMONDVILLE	30,0	110,3
VICTORIAVILLE	109,3	227,6

\* LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE, NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

P.89 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, DÉLAIS POUR LA COMPARUTION, L'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE ET LE PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET EN MATIÈRE PÉNALE.

MINISTÈRE

ANNÉE CIVILE 2014 : (DÉLAI D'AUDITION MOYEN)

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE CRIMINELLE		
	COMPARUTION	ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE	PROCÈS
	2014	2014	2014
RÉGION 01			
RIMOUSKI	29,8	116,8	130,5
AMQUI	20,3	20,3	80,0
MATANE	38,8	80,8	92,5
MONT-JOLI	16,4	82,6	83,2
RIVIÈRE-DU-LOUP	42,7	129,8	176,6
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	56,3	101,7	101,9
ROBERVAL	42,0	132,5	171,8
ALMA	41,3	102,8	125,0
CHIBOUGAMAU	44,0	45,2	45,2
DOLBEAU – MISTASSINI*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 03			
QUÉBEC	90,0	60,0	45,0
LA MALBAIE	17,5	40,3	40,3
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	60,8	76,0	255,2
SHAWINIGAN	37,5	137,9	202,5
LA TUQUE	47,1	110,5	119,1
RÉGION 05			
SHERBROOKE	30,0	34,7	69,4
COWANSVILLE	35,0	15,3	142,1
GRANBY	35,0	17,8	142,5
LAC MÉGANTIC	68,8	87,7	181,9
RÉGION 06			
MONTREAL	36,9	195,0	195,8
RÉGION 07			
GATINEAU	45,0	129,2	136,7
CAMPBELL’S BAY	60,0	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0	223,3
MONT-LAURIER	69,4	76,9	87,0
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	37,0	96,3	96,3
AMOS	47,7	146,1	146,1
VILLE-MARIE	32,7	99,8	99,8
VAL D’OR	26,2	218,5	218,5
LA SARRE	57,0	84,8	84,8
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	140,3	107,8	169,8
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	142,7	146,1	160,0
BAIE-COMEAU	56,4	112,9	153,3
RÉGION 11			
NEW-CARLISLE	21,3	21,3	21,8
PERCÉ	55,0	49,7	63,1
HÂVRE-AUBERT	22,8	22,8	23,2
STE-ANNE-DES-MONTS	28,8	108,8	165,1
CARLETON**	58,4	N/A	N/A
RÉGION 12			
THEDFORD-MINES	111,3	180,8	192,3
MONTMAGNY	30,0	80,0	120,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	41,3	93,8	132,5



RÉGION 13			
LAVAL	95,3	169,0	328,1
RÉGION 14			
JOLIETTE	62,2	94,3	204,0
RÉGION 15			
ST-JÉROME	57,5	155,1	144,1
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A	N/A
RÉGION 16			
LONGUEUIL	45	238,4	285,75
ST-HYACINTHE	46,8	313,4	222,3
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	61,2	179,8	244,8
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	32,5	180,2	213,3
SOREL-TRACY	70,2	149,7	191,5
RÉGION 17			
DRUMMONDVILLE	45,0	95,0	95,0
VICTORIAVILLE	63,0	154,9	145,0

\*LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

\*\* SEULES LES COMPARUTIONS ONT LIEU À CARLETON.

LOCALITÉ	COUR DU QUÉBEC – MATIÈRE PÉNALE	
	COMPARUTION	PROCÈS
	2014	2014
RÉGION 01		
RIMOUSKI	58,3	58,3
AMQUI	75,8	75,8
MATANE	143,8	332,4
MONT-JOLI	28,9	27,3
RIVIÈRE-DU-LOUP	282,8	104,5
RÉGION 02		
CHICOUTIMI	67,8	67,8
ROBERVAL	64,3	64,3
ALMA	84,3	84,3
CHIBOUGAMAU	72,9	84,0
DOLBEAU-MISTASSINI	75,0	80,0
RÉGION 03		
QUÉBEC	60,0	60,0
LA MALBAIE	70,7	77,9
RÉGION 04		
TROIS-RIVIÈRES	96,8	125,0
SHAWINIGAN	132,5	135,0
LA TUQUE	74,2	74,5
RÉGION 05		
SHERBROOKE	45,0	81,9
COWANSVILLE	108,8	73,2
GRANBY	104,2	104,2
LAC MÉGANTIC	74,0	74,0
RÉGION 06		
MONTRÉAL	63,0	99,8
RÉGION 07		
GATINEAU	90,1	142,5
CAMPBELL’S BAY	60,0	90,0
MANIWAKI	60,0	120,0
MONT-LAURIER	98,3	98,3
RÉGION 08		
ROUYN	70,7	70,7
AMOS	63,1	63,1
VILLE-MARIE	30,4	30,4
VAL D’OR	94,9	94,9
LA SARRÉ	70,6	70,6
RÉGION 09		
SEPT-ÎLES	120,6	161,6

SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	149,4	159,2
BAIE-COMEAU	55,3	64,8
<b>RÉGION 11</b>		
NEW-CARLISLE	53,3	53,4
PERCÉ	66,8	93,9
HÂVRE-AUBERT	24,8	24,8
STE-ANNE-DES-MONTS	57,9	75,7
CARLETON	0	0
<b>RÉGION 12</b>		
THEDFORD-MINES	82,9	89,4
MONTMAGNY	30,0	90,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	95,0	80,0
<b>RÉGION 13</b>		
LAVAL	106,8	106,2
<b>RÉGION 14</b>		
JOLIETTE	60,8	60,0
<b>RÉGION 15</b>		
ST-JÉROME	60,0	130,5
STE-AGATHE-DES-MONTS*	N/A	N/A
<b>RÉGION 16</b>		
LONGUEUIL	27,3	192,3
ST-HYACINTHE	140,7	113,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	233,9	233,9
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	198,3	163,8
SOREL-TRACY	83,8	83,8
<b>RÉGION 17</b>		
DRUMMONDVILLE	30,0	110,3
VICTORIAVILLE	109,3	227,6

\*LA COUR DU QUÉBEC, CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE, NE SIÈGE PAS À CET ENDROIT.

P.90 EN 2013-2014 ET 2014-2015, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION EN INDIQUANT, SI POSSIBLE, LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABLEAU STATISTIQUE – NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION  
2014-2015

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEUR À 5 000 \$	334 B)	2 205	40,08
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS	4 (1) (5)	2 045	37,17
VOIES DE FAIT (PEINE)	266	345	6,27
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)	263	4,78
DÉFAUT DE SE CONFORMER À UNE ORDONNANCE DE PROBATION	733.1	95	1,73
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430 (1)	160	2,91
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE SOMMATION	145 (4)B)	2	0,04
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEURE À 5 000 \$	380 (1)B)	110	2,00
ENTRAVER VOLONTAIREMENT UN AGENT DE LA PAIX DANS L’EXÉCUTION DE SES FONCTIONS	129 A)	7	0,13
RECEL D’UN BIEN DONT LA VALEUR EST INFÉRIEUR À 5 000 \$	355 B)	42	0,76
OMISSION DE COMPARAÎTRE SUITE À UNE CITATION OU UNE PROMESSE DE COMPARAÎTRE	145 (5)	2	0,04
INFRACTIONS DIVERSES	-	226	4,11
TOTAL		5 502	100

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2015 (11 MOIS)

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
ABITIBI	605	AMOS	20	
	170	CHIBOUGAMAU	11	
	640	GRAND NORD	17	
	620	LA SARRE	24	
	635	LG-2	23	
	625	SENNETERRE	11	
	615	VAL D'OR	46	
				152
ALMA	160	ALMA	53	
				53
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	152	
				152
BAIE COMEAU	655	BAIE COMEAU	26	
				26
BEAUCE	350	ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	124	
				124
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	136	
				136
BEDFORD	455	COWANSVILLE	46	
	460	GRANBY	52	
				98
BONAVENTURE	105	NEW CARLISLE	38	
				38
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	44	
				44
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	207	
				207
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	103	
				103
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	30	
				30

DISTRICT JUDICIAIRE	NO GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL	TOTAL PAR DISTRICT
<b>GASPÉ</b>	115	HAVRE AUBERT	6	
	110	PERCÉ	20	
	130	STE-ANNE-DES-MONTS	7	
				<b>33</b>
<b>HULL</b>	550	HULL	431	
				<b>431</b>
<b>IBERVILLE</b>	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	136	
				<b>136</b>
<b>JOLIETTE</b>	705	JOLIETTE	304	
				<b>304</b>
<b>KAMOURASKA</b>	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	77	
				<b>77</b>
<b>LABELLE</b>	565	MANIWAKI	20	
	560	MONT LAURIER	47	
				<b>67</b>
<b>LAVAL</b>	540	LAVAL	373	
				<b>373</b>
<b>LONGUEUIL</b>	505	LONGUEUIL	242	
				<b>242</b>
<b>MÉGANTIC</b>	480	LAC MÉGANTIC	3	
				<b>3</b>
<b>MINGAN</b>	652	COUR ITINÉRANTE	10	
	650	SEPT-ÎLES	19	
				<b>29</b>
<b>MONTMAGNY</b>	300	MONTMAGNY	43	
				<b>43</b>
<b>MONTREAL</b>	500	MONTREAL	54	
	850	VILLE DE MONTREAL	468	
				<b>522</b>
<b>PONTIAC</b>	555	CAMPBELL'S BAY	18	
				<b>18</b>
<b>QUEBEC</b>	200	QUEBEC	695	
				<b>695</b>
<b>RICHELIEU</b>	765	SOREL	77	
				<b>77</b>
<b>RIMOUSKI</b>	120	AMQUI	8	
	125	MATANE	26	
	135	MONT JOLI	2	
	100	RIMOUSKI	58	
				<b>94</b>
<b>ROBERVAL</b>	155	ROBERVAL	69	
				<b>69</b>
<b>ROUYN-NORANDA</b>	600	ROUYN	34	
				<b>34</b>
<b>SAINT-FRANÇOIS</b>	450	SHERBROOKE	221	
				<b>221</b>
<b>SAINT-HYACINTHE</b>	750	SAINT-HYACINTHE	133	
				<b>133</b>
<b>SAINT-MAURICE</b>	425	LA TUQUE	28	
	410	SHAWINIGAN	85	
				<b>113</b>
<b>TÉMISCAMINGUE</b>	610	VILLE-MARIE	9	
				<b>9</b>
<b>TERREBONNE</b>	700	SAINT-JÉRÔME	463	
				<b>463</b>
<b>TROIS-RIVIÈRES</b>	400	TROIS-RIVIÈRES	153	
				<b>153</b>
<b>GRAND TOTAL :</b>				<b>5 502</b>

NOTE : LES DONNÉES SONT EN DATE DU 28 FÉVRIER 2015 (11 MOIS)

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III
2014-2015:	
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS:	6 990 673 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS:	83 040 \$

MÉGA PROCÈS DU CHAPITRE III DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES :

LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ASSURE, DEPUIS LE 9 SEPTEMBRE 2010 EN VERTU DU CHAPITRE III DE LA LOI, LA GESTION DES HONORAIRES DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE QUI AGISSENT DANS LES MÉGAPROCÈS ET DONT LES CLIENTS SONT ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE OU QUI ONT OBTENU UNE ORDONNANCE JUDICIAIRE ENJOIGNANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL D'ASSUMER LES ÉMOLUMENTS DE CES PROCUREURS. DE PLUS, LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES GÈRE LES HONORAIRES DES AVOCATS QUI AGISSENT DANS LE CADRE D'UNE DÉSIGNATION D'AVOCAT ORDONNÉE EN VERTU DU CODE CRIMINEL.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP NE DÉTIENT AUCUN SYSTÈME INFORMATIQUE PERMETTANT D'OBTENIR CES INFORMATIONS.

**P.92 LA LISTE DES PROCÈS EN MATIÈRE CRIMINELLE QUI ONT AVORTÉ POUR 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015. INDIQUER LE NOMBRE ET LA NATURE DES ACCUSATIONS QUI SONT TOMBÉES.**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**2014-2015**

DOSSIER	AVORTEMENT DE PROCÈS
500-01-015745-083 THAROUL MÉNARD	MEURTRE AU 1 <sup>ER</sup> DEGRÉ – AVORTEMENT DE PROCÈS LE 17/02/2015

NOTE : UN PROCÈS AVORTÉ EST UN PROCÈS QUI A FAIT L'OBJET D'UN DÉSACCORD DU JURY.

**P.93 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2013-2014 ET 2014-2015. INDIQUER LES COÛTS, DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2015-2016.**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**NOMBRE DE RENCONTRES EN 2014-2015 : 2**

DATES	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
14 ET 15 MAI 2014	HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE)	M <sup>E</sup> SABIN OUELLET	1 237,49 \$
21 AU 23 OCTOBRE 2014	CHARLOTTETOWN (ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD)	M <sup>E</sup> SABIN OUELLET	974,15 \$

**P.94 BILAN DES PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS ET/OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.**

---

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DEPUIS DÉCEMBRE 2013, DES TRAVAUX ÉTÉ AMORCÉS PAR LA DIRECTION DES ORIENTATIONS ET POLITIQUES (DOP) DU MJQ EN COLLABORATION AVEC LE DPCP, EN VUE DE L'ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (PMR) SUIVANT L'ART. 717 (1) DU *CODE CRIMINEL*, À L'EXEMPLE DE LA PLUPART DES JURIDICTIONS CANADIENNES QUI ONT ADOPTÉ DE TELS PROGRAMMES. DANS LE COURS DE CES TRAVAUX ET SELON LES MODALITÉS QUI RESTENT À DÉFINIR, DES ÉLÉMENTS DE JUSTICE RÉPARATRICE POURRAIENT ÉGALEMENT ÊTRE ÉLABORÉS EN FAVORISANT LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS OU À LA SOCIÉTÉ. LES PROGRAMMES AINSI ÉLABORÉS TIENDRAIENT COMPTE DES LEURS BESOINS. À CE STADE DES TRAVAUX, UNE PERSONNE RESSOURCE DE LA DOP A ÉTÉ DÉSIGNÉE AFIN QUE CELLE-CI EXPLORE LES DONNÉES FINANCIÈRES DE L'ÉVENTUEL PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE APPLICABLE AU QUÉBEC. UNE RÉUNION DU COMITÉ DU PMR S'EST TENUE LE 31 MARS DERNIER, AFIN DE PRÉSENTER L'AVANCEMENT DES TRAVAUX AUX REPRÉSENTANTS SIÉGEANT À CE COMITÉ.

DE PLUS, EN MAI 2014, LE DPCP ET LE MJQ SE SONT RENDUS DANS LA COMMUNAUTÉ ATTIKAMEKS AFIN DE RENCONTRER LE CHEF DE MANAWAN ET LE GRAND CHEF DU CONSEIL DE LA NATION ATTIKAMEKS POUR DISCUTER DU PROGRAMME DE MESURE DE RECHANGE POUVANT VISER CERTAINES QUESTIONS ENTOURANT LA VIOLENCE FAMILIALE.



**P.95 BILAN POUR 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS 2015-2016 DES COÛTS POUR LES PROCÈS RELIÉS À L'OPÉRATION SHARQC. FOURNIR ÉGALEMENT LE NOMBRE D'EFFECTIFS AFFECTÉS ET PRÉVUS (PROCUREURS DE LA COURONNE, ETC.)**

**MINISTÈRE**

DÉPENSES EN RÉMUNÉRATION ET EN FONCTIONNEMENT POUR LES PROCÈS RELIÉS À SHARQC :

DÉPENSES DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 JANVIER 2015	
RÉMUNÉRATION	62 156 \$
FONCTIONNEMENT	71 980 \$
ETC	1.27

DÉPENSES DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015	
FONCTIONNEMENT – IMMOBILIER	131 300 \$

**ORGANISMES**

**COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

	SHARQC. I	SHARQC. II
<b>2014-2015 :</b>		
TOTAL DES HONORAIRES VERSÉS :	769 425 \$	4 205 575 \$
TOTAL DES DÉBOURSÉS VERSÉS :	2 097 \$	25 151 \$

LA COMMISSION EN PARTENARIAT AVEC LE CCJM A AFFECTÉ UN AVOCAT RÉGULIER AU PROCÈS SHARQC. DE PLUS, LA COMMISSION A VERSÉ DES HONORAIRES À QUARANTE-DEUX (42) AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015.

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

OPÉRATION SHARQC 2014-2015	
DÉPENSES	MONTANT
RÉMUNÉRATION	1 862 652 \$
COTISATIONS PROFESSIONNELLES	26 326 \$
FRAIS DE DÉMÉNAGEMENT	29 851 \$
FRAIS DE DÉPLACEMENT	44 962 \$
LOYER ET AMÉNAGEMENT	320 319 \$
MATÉRIEL ET FOURNITURE	8 499 \$
MESURES DE SÉCURITÉ	24 223 \$
SERVICES AUXILIAIRES	756 \$
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	577 \$
TOTAL	2 318 165 \$

AU TOTAL, 17 PROCUREURS, UN SOUTIEN ET UN TECHNICIEN EN DROIT ONT TRAVAILLÉ À L'OPÉRATION SHARQC AU COURS DE L'EXERCICE 2014-2015.

**P.96 LE RAPPORT D'ENQUÊTE DU COMITÉ SPÉCIAL, NOTAMMENT FORMÉ DE L'EX-JUGE PIERRE DALPHOND, CHARGÉ DE REVOIR LES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE INDÉPENDANTE (DÉCISION DU DPCP) MENÉE SUR LA MORT D'UN GARÇON DE 5 ANS, LE 13 FÉVRIER 2014 À LONGUEUIL.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

LE RAPPORT D'ENQUÊTE DU COMITÉ SPÉCIAL N'A PAS ENCORE ÉTÉ DÉPOSÉ.

MINISTÈRE

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
ANGÈLE GRENIER C. R.M.A.A.Q. ET F.P.A.Q. ET P.G.Q. 200-09-008754-142	APPEL D'UNE DÉCISION DE LA C.S. REJETANT LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA RÉGIE CONCLUANT À SA COMPÉTENCE SUR LE COMMERCE INTERPROVINCIAL D'UNE PRODUCTRICE EXPORTATRICE DE SIROP D'ÉRABLE	INTIMÉ	08-10-2014	19-12-2014	23-02-2015		
COMPAGNIE D'ASS. JEVCO C. PGQ ET SYSTÈME DE CONSTRUCTION ET MINES SMS/COMPAGNIE D'ASS. JEVCO C. P.G.Q. ET SIGNALISATION SMG2 INC. 200-09-008109-131	APPEL D'UNE DÉCISION RENDUE PAR LA COUR SUPÉRIEURE EN FÉVRIER 2013, AYANT REJETÉ DEUX RECOURS EN GARANTIE ENTREPRIS PAR JEVCO CONTRE LE PGQ, LESQUELS ONT TRAIT À DES RÉCLAMATIONS DE SOUS-TRAITANTS IMPLIQUÉS DANS UN CHANTIER DE CONSTRUCTION DU MTQ	INTIMÉ	05-08-2013	21-01-2014	17-04-2014		EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10 MARS 2015

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>ÉRABLIÈRE LA GRANDE COULÉE INC. C. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRIQUES DU QUÉBEC ET P.G.Q. 200-09-008738-145</b>	APPEL D'UN JUGEMENT ÉMETTANT UNE INJONCTION PERMANENTE CONTRE PRODUCTEUR ACÉRIQUE QUI EFFECTUE COMMERCE INTERPROVINCIAL DE SIROP D'ÉRABLE	MIS EN CAUSE	03-09-2014	05-01-2015	(07-04-2015)	(07-04-2015)	
<b>ÉRIC PARENT C. PGC ET PGQ 200-09-008904-150</b>	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT ACCUEILLI LA REQUÊTE EN REJET DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA RELATIVE À LA REQUÊTE EN PROVISION POUR FRAIS D'ÉRIC PARENT	INTIMÉ	07-01-2015	(08-05-2015)	(06-08-2015)		
<b>LESSARD C. PGQ 200-09-008912-153</b>	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ LA REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU DEMANDEUR	INTIMÉ	21-01-2015	(21-02-2015)	(23-03-2015)		
<b>MARIE-ÈVE ÉTHIER C. C.N., C.L.P., C.S.S.T. ET P.G.Q. 200-09-008261-148</b>	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA C.S. AYANT REJETÉ LA RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION DE LA C.L.P. (CONFIRMANT LA DÉCISION DE LA C.S.S.T.)	MIS EN CAUSE	16-04-2014	30-07-2014	01-11-2014		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>P.G.Q. c. ÉMILIO DUMAIS ET JOSÉE DENIS ET AL</b> <b>200-09-008357-144</b>	APPEL D'UN JUGEMENT EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA COUR SUPÉRIEURE LEQUEL CASSE UNE DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC QUI AVAIT DÉCIDÉ QU'UN NON AVOCAT PEUT REPRÉSENTER LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE EN PRÉPARANT DES PROCÉDURES DEVANT LE TAQ. LE BARREAU DU QUÉBEC INTERVIENT AU DOSSIER POUR SOUTENIR LA POSITION DES INTIMÉS.	APPELANT	24-07-2014	29-10-2014	19-01-2015		
<b>PGQ c. BERNARD FRANCKE ET JULIE GRIGNON</b> <b>200-09-008866-144</b>	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE FIXANT UNE PENSION ALIMENTAIRE QUI DÉROGE AU BARÈME	APPELANT	01-12-2014				DÉSISTEMENT À VENIR
<b>PGQ c. MRC DE BELLECHASSE</b> <b>200-09-008899-152</b>	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT CONDAMNÉ LA PGQ À PAYER LA SOMME DE 353 214,98 \$ À LA MRC DE BELLECHASSE POUR DES DOMMAGES SUBIS SUITE À L'ÉMISSION FAUTIVE D'UN CERTIFICAT D'AUTORISATION	APPELANT	05-01-2015	05-05-2015	03-08-2015		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>S.K. EXPORT INC. C. FÉDÉRATION DES PRODUCTEURS ACÉRIQUES DU QUÉBEC</b> <b>200-09-008942-150</b>	APPEL D'UN JUGEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE AYANT REJETÉ UN REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE D'UNE DÉCISION INTERLOCUTOIRE DE LA RÉGIE CAR MAL FONDÉE (QUORUM DE LA RÉGIE RESPECTÉ) ET PRÉMATURÉE (ABSENCE DE DÉCISION DE LA RÉGIE SUR LE CONTEXTE FACTUEL).	MIS EN CAUSE					PRÉSENTATION DE LA REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPELER 11-05-2015
<b>SARTO LANDRY C, PIERRE-GABRIEL GUIMONT ET ALS</b> <b>200-09-008873-140</b>	REQUÊTE POUR PERMISSION D'APPEL D'UN JUGEMENT DE LA C.S. AYANT REJETÉ UNE REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DU TRIBUNAL DES PROFESSIONS ET NOTAMMENT CONCLU À LA VALIDITÉ DE L'ART. 149.1 DU CODE DES PROFESSIONS	MIS EN CAUSE	08-12-2014				
<b>AIR CANADA C. P.G.Q.</b> <b>500-09-023371-131</b>	RESPECT DES OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA LOI SUR LA PARTICIPATION PUBLIQUE AU CAPITAL D'AIR CANADA  MAINTIEN DES ACTIVITÉS D'ENTRETIEN À MONTRÉAL	INTIMÉ	27-02-2013	27-06-2013	25-10-2013	25-09-2013	CAUSE EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10 NOVEMBRE 2014

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>BRUNO FORTIER C. P.G.Q. 500-09-023376-130</b>	CONGÉDIEMENT. DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU QUÉBEC À NEW YORK. PLAINTÉ DE HARCÈLEMENT. DOMMAGES POUR PERTE DE GAINS. ATTEINTE À LA RÉPUTATION	INTIMÉ	01-03-2013	25-09-2013	27-12-2013		DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 5 NOVEMBRE 2014
<b>CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC ET ALS C. P.G.Q. ET ALS 500-09-024742-140</b>	ÉQUITÉ SALARIALE, ENTREPRISES SANS CATÉGORIE D'EMPLOI À PRÉDOMINANCE MASCULINE - COMPARATEUR MASCULIN ÉTABLI PAR RÈGLEMENT - REDRESSEMENT SALARIAL REPORTÉ DE DEUX ANS DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT, DISCRIMINATION BASÉE SUR LE SEXE	INTIMÉ	29-09-2014	27-01-2015			

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>G CORNEAU C. PGQ (ET 9 AUTRES DOSSIERS CONNEXES) 200-09-008957-158 ET 9 AUTRES # C.A.</b>	DROIT ANCESTRAUX MÉTIS	INTIMÉ	2015-03-11	2015-07-11	2015-10-11		
<b>GROUPE DUBÉ INC. C. P.G.Q 500-09-024573-149</b>	RÉCLAMATION SUR CONTRAT EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION (1.7 M\$) vs 6000 \$	INTIMÉ	11-07-2014	02-03-2015	(11-02-2014)		



COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>IMPERIAL TOBACCO, ROTHMANS, BENSON &amp; HEDGES ET JTI-MacDONALDS c. P.G.Q</b> <b>500-09-024341-141</b>	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DE LA LOI SUR LE RECOUVREMENT DU COÛT DES SOINS DE SANTÉ  C.S. A DÉCLARÉ LA LOI CONSTITUTIONNELLE JUGEMENT DU 5 MARS 2014			31-07-2014	29-10-2014		AUDITION LE 18 JUIN 2015
<b>LA REINE ET PGQ c. LELAND KALUZA</b> <b>500-10-005787-146</b>	CONSTITUTIONNALITÉ DE L'ARTICLE 95 CCR (VERSION 2007), PEINE MINIMALE 1 AN	APPELANTE	2015-02-05	14-MAI-15 (GESTION DU DOSSIER)	EN ATTENTE DE LA DÉCISION CSC DANS NUR		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
LES CONSULTANTS S.M. ET AL. C. P.G.Q. 500-09-024896-144 DOSSIER LIÉ: 500-09- 024895-146	HONORAIRE ADDITIONNEL DE 1% POUR JUGEMENT DÉCLARATOIRE (ART. 42 DU <i>TARIF</i> )	INTIMÉE	2015-12-09	2015-04-08	2015-07-07		
P.G.Q. C. AYERS 500-09-024363-145	NAVIGABILITÉ DE LA RIVIÈRE DU NORD - PROPRIÉTÉ DES FORCES HYDRAULIQUES	APPELANT	15-04-2014	13-08-2014	12-11-2014		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>PAUL ROY ET AL. C. VILLE DE PINCOURT ET AL. ET PGQ 500-09-024575-144</b>	VALIDITÉ DE RÉOLUTIONS DE LA VILLE DE PINCOURT AU REGARD DE LA <i>LOI SUR L'INTERDICTION DES SUBVENTIONS MUNICIPALES</i>	INTERVENANTE	09-07-2014	14-11-2014	19-12-2014	28-11-2014	AUDITION PRÉVUE 9 JUIN 2015
<b>PGQ C. MAGASINS BEST BUY ET AL 500-09-024419-145</b>	AFFICHAGE COMMERCIAL - AFFICHAGE D'UNE MARQUE DE COMMERCE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS - MARQUE DE COMMERCE ANGLAIS SANS VERSION FRANÇAISE DÉPOSÉE - SUSPENSION DES CERTIFICATS DE FRANCISATION	APPELANT	2014-05-07	2014-09-05	2014-12-04	2014-12-04	AUDITION LE 27 ET 28 AVRIL 2015

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>PGQ C. SOLANGE BÉDARD MARTIN ET ALS 500-09-025076-159</b>	APPEL D'UN JUGEMENT REJETTANT LA REQUÊTE EN SUSPENSION DU PGQ ET ORDONNANT LA RÉUNION.	APPELANTE	2015-03-17	2015-04-28	2015-06-09		AUDITION LE 4 SEPTEMBRE 2015
<b>RAMZI DANIEL C. PGQ ET VILLE DE MONT ST-HILAIRE 500-09-024581-142</b>	INTERPRÉTATION - TRAVAUX AUTORISÉS PAR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION - LOTS VISÉS PAR LA DEMANDE - MILIEUX HUMIDES	INTIMÉ		2014-11-11	(2015-05-28)		

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>RAMZI DANIEL C. PGQ ET VILLE DE MONT ST-HILAIRE ET GENIVAR</b> <b>500-09-024342-149</b>	MONT ST-HILAIRE - DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL - MARÉCAGES ET MILIEUX HUMIDES - INFORMATIONS ERRONÉES TRANSMISES AU MDDEFP - DÉPLACEMENT DE RUISSEAU - DIMINUTION DE DE VALEUR DE L'IMMEUBLE NON-EXPROPRIÉ	INTIMÉ		2014-09-04			
<b>RENOI DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DEVANT LA COUR D'APPEL</b> <b>500-09-024618-142</b>	RENOI RELATIF À L'ART. 98 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 (NOMINATION DU JUGE MAINVILLE)	DEMANDEUR	28-07-2014	31-10-2014	31-10-2014	31-10-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 3 DÉCEMBRE 2014

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>SOCIÉTÉ EN COMMANDITE RICHMOND C. P.G.Q. 500-09-025115-155</b>	APPEL D'UN JUGEMENT QUI REJETAIT UNE REQUÊTE EN JUGEMENT DÉCLARATOIRE - ENVIRONNEMENT - NOTIONS DE MARÉCAGE	INTIMÉE	2015-03-06	2015-07-06	2015-10-05		
<b>YVAN HOUDE ET AL. ET JEAN COUTURE ET AL ET P.G.Q. 500-09-024961-153</b>	LAC AYLMER, PROPRIÉTÉ DE LA BANDE DE TERRAIN SUBMERGÉ EN FRONT DU LOT 11 RANG 4 SUD OUEST, CANTON DE STRATFORD	INTIMÉ APPELANT INCIDENT	08-01-2015 APPEL INCIDENT PRODUIT LE 16-01-2015				

COUR D'APPEL DU QUÉBEC							
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	DATE DE L'INSCRIPTION OU DATE À LAQUELLE LE JUGE A ACCORDÉ LA PERMISSION D'EN APPELER	PRODUCTION MEMOIRE APPELANT (120 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTIME (90 JOURS)	PRODUCTION MEMOIRE INTERVENANT	AUDITION OU JUGEMENT
<b>ERICH CHEMAMA C. LA REINE ET P.G.Q. 500-10-005314-123 ET AL.</b>	APPEL DE JUGEMENTS DE LA COUR SUPÉRIEURE REJETANT UNE REQUÊTE HABEAS CORPUS ET DÉCLARANT L'APPELANT PLAIDEUR QUÉRULENT VEXATOIRE AU CRIMINEL ET AU CIVIL	INTIMÉ	23-11-2012	(23-03-2013) NON PRODUIT			
<b>ULRICK CHARBONNEAU C. LA REINE 500-10-005088-123</b>  <b>DANY MOUREAU C. LA REINE 500-10-005089-121</b>	HOMICIDE / CONTESTATION DE L'ART. 222(5)C) C.CR. MENACES - CRAINTES DE VIOLENCE MENANT QUELQU'UN À CAUSER LA MORT	INTIMÉ	06-02-2012		23-02-2013		DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 10 SEPTEMBRE 2014

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
<b>407 ETR</b> <b>CONCESSION</b> <b>COMPANY</b> <b>LIMITED C.</b> <b>SURINTENDANT</b> <b>DES FAILLITES</b> <b>35696</b>  <b>PG DE L'ALBERTA</b> <b>C. JOSEPH</b> <b>WILLIAM</b> <b>MOLONEY</b> <b>35820</b>	CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE - REFUS DE DÉLIVRER UN PERMIS À UN DEMANDEUR LIBÉRÉ D'UNE FAILLITE	INTERVENANT	09-06-2014	27-06-2014	30-07-2014	19-09-2014	14-11-2014	22-12-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 15-01-2015
		INTERVENANT	31-07-2014	26-08-2014	19-09-2014	17-10-2014	12-12-2014	22-12-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 15-01-2015
<b>COMMISSION</b> <b>SCOLAIRE</b> <b>FRANCOPHONE DU</b> <b>YUKON, DISTRICT</b> <b>SCOLAIRE #23C.</b> <b>PROCUREUR</b> <b>GÉNÉRALE DU</b> <b>TERRITOIRE DU</b> <b>YUKON</b> <b>35823</b>	ART. 23 CHARTE - PORTÉE DU POUVOIR DE GESTION ET DE CONTRÔLE DES MINORITÉS LINGUISTIQUES	INTERVENANT	28-07-2014	21-08-2014	22-09-2014	21-10-2014	10-12-2014	19-12-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 21- 01-2015



COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
<b>IVAN WILLIAM MERVIN HENRY C. SA MAJESTÉ LA REINE (COLOMBIE-BRITANNIQUE) 35745</b>	LE PARAGRAPHE 24(1) DE LA CHARTE CANADIENNE AUTORISE-T-IL UN TRIBUNAL COMPÉTENT À CONDAMNER LE MINISTÈRE PUBLIC AU PAIEMENT DE DOMMAGES-INTÉRÊTS POUR LA CONDUITE RÉPRÉHENSIBLE DE CE DERNIER LORSQUE NULLE MALVEILLANCE N'A ÉTÉ PROUVÉE?	INTERVENANT	16-05-2014	09-06-2014	20-06-2014	15-08-2014	09-10-2014	30-10-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 13-11-2014
<b>JULIE GUINDON C. SA MAJESTÉ LA REINE 35519</b>	CONTESTATION D'UNE SANCTION ADMINISTRATIVE PÉCUNIAIRE EN VERTU DE L'ART. 163.2 DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU.	INTERVENANT	22-04-2014	14-05-2014	17-06-2014	07-08-2014	30-09-2014	04-11-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 05-12-2014

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
<b>RENGOI DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DEVANT LA COUR D'APPEL 36231</b>	RENGOI RELATIF À L'ART. 98 DE LA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867 (NOMINATION DU JUGE MAINVILLE	APPELANT	20-01-2015	13-01-2015		06-03-2015	(07-04-2015)		AUDITION PRÉVUE LE 24-04-2015
<b>RICHARD JAMES GOODWIN, ET AL. C. COLOMBIE-BRITANNIQUE ET AL. 35864</b>	CONTESTATION CONSTITUTIONNELLE DU RÉGIME DE SANCTIONS ADMINISTRATIVES VISANT À CONTRER L'ALCOOL AU VOLANT (ART. 8, 11D) CHARTE CANADIENNE ET PARTAGE)	INTERVENANT	23-12-2014	21-01-2015	19-02-2015	11-03-2015	(22-04-2015)	(05-05-2015)	AUDITION PRÉVUE LE 19-05-2015
<b>SA MAJESTÉ LA REINE, ET AL. C. HUSSEIN JAMA NUR, ET AL. 35678</b>  <b>SA MAJESTÉ LA REINE C. SIDNEY CHARLES, ET AL. 35684</b>	PEINES MINIMALES - ARMES À FEU - PEINE CRUELLE ET INUSITÉ - ARBITRAIRE - PORTÉE EXCESSIVE - CRITÈRE DE L'ART. 7 CHARTE	INTERVENANT	05-05-2014	03-06-2014	03-07-2014	22-08-2014	17-10-2014	23-10-2014	EN DÉLIBÉRÉ DEPUIS LE 07-11-2014

COUR SUPRÊME DU CANADA									
NOM DES PARTIES	OBJET	POSITION	AVIS D'APPEL	ORDONNANCE QUESTION CONSTITUTIONNELLE	DATE DE L'INTERVENTION (4 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE APPELANT (12 SEMAINES DE LA QUESTION CONST.)	PRODUCTION MÉMOIRE DE L'INTIMÉ (8 SEMAINES DU MÉMOIRE DE L'APPELANT)	PRODUCTION MÉMOIRE INTERVENANT (20 SEMAINES DU DÉPÔT DE L'AVIS D'INTERVENTION)	AUDITION OU JUGEMENT
ROGERS COMMUNICATIONS INC. C. VILLE DE CHÂTEAUGUAY ET P.G.Q. 36027	EMPLACEMENT DES ANTENNES DE COMMUNICATIONS	UNE MUNICIPALITÉ PEUT-ELLE DICTER L'EMPLACEMENT D'UN BÂTI D'ANTENNE DANS LA MESURE OÙ LE LIEN CHOISI PERMET DE COMBLER LES BESOINS DE L'ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATION	INTIMÉ	02-03-2015	22-06-2015 (12 SEMAINES DU REFUS DE FORMULER DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES LE 30 MARS 2015)			17-08-2015	
ROGERS COMMUNICATIONS INC. C. VILLE DE CHÂTEAUGUAY ET P.G.Q. 36027	UNE MUNICIPALITÉ PEUT-ELLE DICTER L'EMPLACEMENT D'UN BÂTI D'ANTENNE DANS LA MESURE OÙ LE LIEN CHOISI PERMET DE COMBLER LES BESOINS DE L'ENTREPRISE DE TÉLÉCOMMUNICATION	INTIMÉ	02-03-2015	22-06-2015 (12 SEMAINES DU REFUS DE FORMULER DES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES LE 30 MARS 2015)			17-08-2015		

**P.98 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE DES REQUÊTES EN CASSATION OU EN ANNULATION D'UN RÈGLEMENT DU CONSEIL OU D'UN PROCÈS-VERBAL, RÔLE, RÉOLUTION OU AUTRES ORDONNANCES DU CONSEIL OU DU COMITÉ EXÉCUTIF D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRA MUNICIPAL PRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR S'ENTENDRE AVEC LES MUNICIPALITÉS VISÉES PAR CES REQUÊTES.**

**MINISTÈRE**

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
LA SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC (SÉPAQ) CONTRE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON ET LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC	LA SÉPAQ A ENTREPRIS UN RECOURS POUR DEMANDER L'ANNULATION DE RÈGLEMENTS MUNICIPAUX ADOPTÉS PAR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-HENRI-DE-TAILLON ET TARIFANT ABUSIVEMENT LA SÉPAQ POUR LES IMMEUBLES DONT ELLE EST PROPRIÉTAIRE DANS LE « PARC NATIONAL DE LA POINTE-TAILLON » POUR LA FOURNITURE EN EAU POTABLE. CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 95 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LA SÉPAQ A MIS EN CAUSE LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ).	LA PGQ A REÇU LE MANDAT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE (MAMOT) DE DEMANDER AUSSI LA NULLITÉ DES RÈGLEMENTS VISÉS. EN EFFET, LE MAMOT PAIE DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES QUI INCLUENT AUSSI DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DES MODES DE TARIFICATION. PUISQUE L'ÉTAT POSSÈDE DES IMMEUBLES DANS LE PARC, LE MAMOT PAIE DONC DES COMPENSATIONS TENANT LIEU DE CETTE TARIFICATION QUI, EN L'OCCURRENCE, EST ABUSIVE. LE MAMOT DEMANDE LE REMBOURSEMENT D'UN MONTANT D'ENVIRON 30 000 \$ QUI N'AURAIT PAS DÛ ÊTRE RÉCLAMÉ PAR LA MUNICIPALITÉ ET PAYÉ À CELLE-CI.

**P.99 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL OU UN FONCTIONNAIRE OU EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.**

**MINISTÈRE**

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE ROLAND-LUC BÉLIVEAU ET MUNICIPALITÉ DE LACOLLE	DANS CE DOSSIER, LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ) A DÉPOSÉ UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE POUR L'ÉMISSION D'UN BREF DE <i>QUO WARRANTO</i> (838 C.P.C.) CONTRE MONSIEUR ROLAND-LUC BÉLIVEAU, MAIRE DE LACOLLE. LA PGQ SOUTENAIT QUE LE MAIRE AVAIT ÉTÉ ÉLU ALORS QU'IL N'ÉTAIT PAS ÉLIGIBLE PUISQU'IL NE « RÉSIDAIT » PAS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LACOLLE PENDANT LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE DE 12 MOIS PRÉCÉDANT LE 1 <sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2013. DE FAIT, LA PGQ ALLÉGUAIT QUE MONSIEUR BÉLIVEAU ÉTAIT INHABILE PAR L'EFFET DE LA LOI EN VERTU DE L'ARTICLE 300 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i> (CHAPITRE E-2.2).	LA REQUÊTE DE LA PGQ A ÉTÉ SIGNIFIÉE LE 25 AVRIL 2014. LE 15 OCTOBRE 2014, LA COUR SUPÉRIEURE A RENDU SON JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE DE LA PGQ. LA COUR EST D'AVIS QUE LA PGQ AURAIT DÛ INTRODUIRE SON RECOURS PLUS RAPIDEMENT ET QUE LA PRÉSENCE OCCASIONNELLE DE MONSIEUR BÉLIVEAU, DÉMONTRÉE LORS DE L'AUDITION, LUI PERMET DE RESPECTER L'ESPRIT DE LA LOI.

**P.100 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ OU REQUÊTES EN QUO WARANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDiquer LES MOTIFS DES ACTIONS OU REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.**

**MINISTÈRE**

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE ROLAND-LUC BÉLIVEAU ET MUNICIPALITÉ DE LACOLLE	DANS CE DOSSIER, LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ) A DÉPOSÉ UNE REQUÊTE INTRODUCTIVE D’INSTANCE POUR L’ÉMISSION D’UN BREF DE <i>QUO WARRANTO</i> (838 C.P.C.) CONTRE MONSIEUR ROLAND-LUC BÉLIVEAU, MAIRE DE LACOLLE. LA PGQ SOUTENAIT QUE LE MAIRE AVAIT ÉTÉ ÉLU ALORS QU’IL N’ÉTAIT PAS ÉLIGIBLE PUISQU’IL NE « RÉSIDAIT » PAS SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE LACOLLE PENDANT LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE DE 12 MOIS PRÉCÉDANT LE 1 <sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2013. DE FAIT, LA PGQ ALLÉGUAIT QUE MONSIEUR BÉLIVEAU ÉTAIT INHABILE PAR L’EFFET DE LA LOI EN VERTU DE L’ARTICLE 300 DE LA <i>LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS</i> (CHAPITRE E-2.2).	LA REQUÊTE DE LA PGQ A ÉTÉ SIGNIFIÉE LE 25 AVRIL 2014. LE 15 OCTOBRE 2014, LA COUR SUPÉRIEURE A RENDU SON JUGEMENT REJETANT LA REQUÊTE DE LA PGQ. LA COUR EST D’AVIS QUE LA PGQ AURAIT DÛ INTRODUIRE SON RECOURS PLUS RAPIDEMENT ET QUE LA PRÉSENCE OCCASIONNELLE DE MONSIEUR BÉLIVEAU, DÉMONTRÉE LORS DE L’AUDITION, LUI PERMET DE RESPECTER L’ESPRIT DE LA LOI.
PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC CONTRE JOËL ARSENEAU ET MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	EN JUIN 2013, MONSIEUR JOËL ARSENEAU, MAIRE DE LA MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE, A ÉTÉ ACQUITTÉ D’UNE ACCUSATION CRIMINELLE DE VOL ET DE FRAUDE DANS LE CADRE DE L’EXERCICE DE SES FONCTIONS. ON REPROCHAIT À MONSIEUR ARSENEAU D’AVOIR TARDÉ À REMETTRE À LA MUNICIPALITÉ LES SOMMES QU’IL RECEVAIT À TITRE DE REMBOURSEMENT POUR CERTAINES DÉPENSES PAYÉES À L’AIDE DE LA CARTE DE CRÉDIT DE CELLE-CI. SUR LA BASE DE LA PREUVE DÉPOSÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DANS CE DOSSIER, LA PROCUREURE GÉNÉRALE DU QUÉBEC (PGQ) A ENTREPRIS UN RECOURS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ CONTRE MONSIEUR ARSENEAU. DANS LA REQUÊTE DÉPOSÉE EN SEPTEMBRE 2014, LA PGQ DEMANDAIT QUE MONSIEUR ARSENEAU SOIT DÉCLARÉ INHABILE POUR « ABUS DE CONFIANCE » ET « INCONDUITE ».	LE 9 JANVIER 2015, MONSIEUR ARSENEAU A SIGNÉ UN ACQUIESCEMENT À JUGEMENT. UN JUGE A PRIS LE DOSSIER EN DÉLIBÉRÉ LE 19 JANVIER 2015. EN DATE DU 7 AVRIL 2015, AUCUN JUGEMENT N’AVAIT ENCORE ÉTÉ RENDU.
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME CHANTAL ARNOLD ET MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT	SELON LES TERMES DE L’ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, MME ARNOLD SERAIT INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL, CAR ELLE A UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. L’ENTREPRISE DE SON CONJOINT, M. SYLVAIN BOUCHARD, A OBTENU DES CONTRATS MUNICIPAUX D’UNE VALEUR DE 155 064,97 \$. EN VERTU DU PARAGRAPHE 2 <sup>O</sup> DU PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 303 DE CETTE MÊME LOI, MME ARNOLD SERAIT ÉGALEMENT INHABILE POUR NE PAS AVOIR DIVULGUÉ LA NATURE GÉNÉRALE DE CET INTÉRÊT AVANT LE DÉBUT DES DÉLIBÉRATIONS PORTANT SUR UN DE CES CONTRATS LORS D’UNE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL AYANT EU LIEU LE 6 JUIN 2011, ALORS QU’ELLE ÉTAIT PRÉSENTE À CETTE SÉANCE. À CETTE OCCASION, MME ARNOLD NE S’EST PAS NON PLUS ABSTENUE DE PARTICIPER AUX DÉLIBÉRATIONS SUR CETTE QUESTION ET DE VOTER OU DE TENTER D’INFLUENCER LE VOTE SUR CELLE-CI.	REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ INTENTÉE PAR LE PGQ CONTRE MME CHANTAL ARNOLD, CONSEILLÈRE À LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUDGER-DE-MILOT.  LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 14 JANVIER 2014.  LA DATE D’AUDIENCE N’A PAS ENCORE ÉTÉ FIXÉE.
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER ET MUNICIPALITÉ DE PREISSAC	SELON LES TERMES DE L’ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, MME SAUCIER SERAIT INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL, CAR ELLE A UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS PLUSIEURS CONTRATS AVEC LA MUNICIPALITÉ. SON CONJOINT, M. JEAN-MARC DESROSNIERS, A RÉALISÉ CONTRE RÉMUNÉRATION DES TRAVAUX POUR LA MUNICIPALITÉ TOTALISANT AU MOINS 30 000 \$ SUR UNE PÉRIODE DE PLUS DE 5 ANS.	REQUÊTE EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ INTENTÉE PAR LE PGQ CONTRE MME HUGUETTE SAUCIER, MAIRESSE DE LA MUNICIPALITÉ DE PREISSAC. LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 5 DÉCEMBRE 2012.  LA CAUSE A ÉTÉ ENTENDUE PAR LA COUR SUPÉRIEURE LE 16 FÉVRIER 2015. EN DATE DU 7 AVRIL 2015, AUCUN JUGEMENT N’AVAIT ENCORE ÉTÉ RENDU.

LISTE DES REQUÊTES	MOTIFS DES REQUÊTES	LES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC (PGQ) CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON ET MUNICIPALITÉ DE SAINT- AUGUSTIN	<p>ACTION EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ INTENTÉE PAR LE PGQ CONTRE M. KEITH GLEN MCKINNON, CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN, DANS LA MRC DU GOLFE-DU-SAINT-LAURENT.</p> <p>M. MCKINNON A ÉTÉ ÉLU CONSEILLER MUNICIPAL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-AUGUSTIN, LE 12 DÉCEMBRE 2010. SELON LES TERMES DE L'ARTICLE 304 DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS ET LES RÉFÉRENDUMS DANS LES MUNICIPALITÉS, M. MCKINNON EST INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL, CAR IL AVAIT ALORS UN INTÉRÊT DIRECT OU INDIRECT DANS UN CONTRAT AVEC LADITE MUNICIPALITÉ. M. MCKINNON EST ADMINISTRATEUR, DIRIGEANT ET ACTIONNAIRE DE 3920216 CANADA INC., COMPAGNIE AYANT UN CONTRAT AVEC LA MUNICIPALITÉ.</p>	<p>LA REQUÊTE A ÉTÉ DÉPOSÉE LE 24 MAI 2011. LE PGQ A PERDU DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE DANS UN JUGEMENT RENDU LE 7 DÉCEMBRE 2012. LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC, LE 25 FÉVRIER 2015, A RENVERSÉ LA DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE ET DÉCLARÉ MONSIEUR MCKINNON INHABILE À EXERCER LA FONCTION DE MEMBRE DU CONSEIL DE TOUTE MUNICIPALITÉ POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.</p> <p>AU MOMENT DU PRONONCÉ DU JUGEMENT, MONSIEUR MCKINNON ÉTAIT MAIRE DE LA MUNICIPALITÉ. LE JUGEMENT EST EXÉCUTOIRE ET, AU 7 AVRIL 2015, AUCUNE DEMANDE DE SURSIS N'AVAIT ÉTÉ FAITE.</p>

P.101 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, LISTE DES REQUÊTES DEMANDANT LA CONFIRMATION JUDICIAIRE DE LA FIN DU MANDAT DU MEMBRE D'UN CONSEIL MUNICIPAL PRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL. INDiquer LES MOTIFS DES REQUÊTES ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES REQUÊTES N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUN.



**P.102 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMROT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.**

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

**POURSUITES INTENTÉES POUR 2014-2015**

No. DE DOSSIER	ACCUSÉ	ACCUSATION
DOSSIER MASCARET 705-01-086670-140	JEAN-CLAUDE GINGRAS	122
DOSSIER ST-MÉDARD 100-01-018810-149	ANDRÉ OUELLET BEAULIEU	122

**P.103 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRESENTEES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS AVEC LE RESULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSEES EN 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015 PAR REGION. POUR CHAQUE CATEGORIE DE PRESTATIONS, PRECISER LE MONTANT AFFECTE POUR CHAQUE SOUS-CATEGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BENEFICIAIRES, LE CAS ECHEANT. FOURNIR LE TOTAL DES PRESTATIONS ET DES FRAIS D'ADMINISTRATION DE L'IVAC POUR CES MEMES ANNEES.**

**MINISTÈRE**

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)  
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2014 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ-RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	127	39		3	169	2,0%
BAS-SAINT-LAURENT	176	46			222	2,7%
CHAUDIÈRE-APPALACHES	362	84		2	448	5,4%
CÔTE-NORD	31	13	1		45	0,5%
ESTRIE	513	135	2	6	656	7,9%
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	43	14			57	0,7%
ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 398	325		14	1 737	21,0%
LANAUDIÈRE	476	141			617	7,4%
LAURENTIDES	514	156	1	6	677	8,2%
LAVAL	188	44		4	236	2,8%
LONGUEUIL	352	81	2		435	5,2%
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	678	135	1	1	815	9,8%
OUTAOUAIS	220	35		2	257	3,1%
QUÉBEC	593	156	1	3	753	9,1%
SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN	210	50	1	3	264	3,2%
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	220	46			266	3,2%
VALLEYFIELD	177	36		1	214	2,6%
YAMASKA	276	92		1	369	4,5%
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	35	11	1	2	49	0,6%
EXTÉRIEUR DU CANADA	2	2			4	0,0%
TOTAL	6 591	1 641	10	48	8 290	100%
POURCENTAGE	79,5%	19,8%	0,1%	0,6%	100%	

PRESTATIONS VERSEES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2014
ASSISTANCE MÉDICALE	21 500 182,75 \$
RÉADAPTATION	11 881 405,79 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	30 849 738,97 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	2 149 877,43 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	85 179,96 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	254 120,83 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	40 874 688,39 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	107 595 194,12 \$
FRAIS D'ADMINISTRATION	16 918 027,69 \$
TOTAL	124 513 221,81 \$

**P.104 BILAN AU 31 MARS 2015 DE L'IMPLANTATION DES CAVAC AVEC BUDGETS ET EFFECTIFS ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. FOURNIR LES MONTANTS D'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉS AUX CAVAC DEPUIS 2005-2006 (AVEC VENTILATION PAR RÉGION) ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016.**

**FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2014-2015

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI	JUIN 2002	14	908 240
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	14	1 045 279
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	11	673 240
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	11	767 483
CRI	JANVIER 2008	3	190 830
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	11	802 200
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	10	626 529
LANAUDIÈRE	MARS 1998	16	969 719
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	14	778 450
LAVAL	MARS 1991	10	739 644
MAURICIE	FÉVRIER 1990	16,5	1 143 741
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	22	938 600
MONTRÉAL	NOVEMBRE 1988	34	2 499 390
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	8	988 310
OUTAOUAIS	NOVEMBRE 1989	14	981 670
QUÉBEC	JUIN 1988	19	1 208 320
SAGUENAY	JANVIER 1989	16	1 129 300

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2014-2015

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
QUÉBEC	1	18	19
MONTRÉAL	1	33	34
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1	15	16
OUTAOUAIS	1	13	14
BAS-SAINT-LAURENT	1	13	14
MAURICIE	1	15,5	16,5
MONTÉRÉGIE	1	21	22
LAVAL	1	9	10
ESTRIE	1	10	11
LAURENTIDES	1	13	14
LANAUDIÈRE	1	15	16
CÔTE-NORD	1	10	11
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	13	14
GASPÉSIE/ ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	9	10
CENTRE-DU-QUÉBEC	1	10	11
INUIT	1	7	8
CRI	1	2	3
TOTAL	17	226,5	243,5

P.105 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D’OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

DESCRIPTION	2014-2015
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE	842 857,71
AQPV	150 000
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700
QUÉBEC & MONTRÉAL	
AFPAD	185 000
SERVICES RÉCURRENTS - TOTAL PARTIEL	1 598 557,71
PROJETS SPÉCIAUX	
IL N'Y A PAS EU D'APPEL DE PROJETS EN 2014-2015	0
PROJETS SPÉCIAUX - TOTAL PARTIEL	0
GRAND TOTAL	1 598 557,71

P.106 LE DÉFICIT ACTUARIEL (COÛT POUR TOUT PAYER D’UN COUP) DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC) AU 31 MARS 2015 ET POUR CHACUNE DES DIX DERNIÈRES ANNÉES (770 M\$ EN 2009 ET 804,2 M\$ EN 2013).

---

**MINISTÈRE**

---

LE RÉGIME N'EST PAS CAPITALISÉ ET LES DÉPENSES SONT PAYÉES À MÊME LE FOND CONSOLIDÉ, L'ÉVALUATION LA PLUS RÉCENTE DE L'IVAC INDIQUE QU'IL EN COÛTERAIT 803,5 MILLIONS DE DOLLARS AU 31 DÉCEMBRE 2013 S'IL FALLAIT RACHETER L'ENSEMBLE DES RENTES.

**P.107 LES PRESTATIONS DE TYPE « ALLOCATION SPÉCIALE » VERSÉE, EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, AU CONJOINT OU AUX PERSONNES À CHARGE EN CAS DE DÉCÈS DE LA VICTIME ET AUX PARENTS D'UN ENFANT MINEUR DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL, VENTILÉ SELON LE TYPE DE BÉNÉFICIAIRE.**

**MINISTÈRE**

	2014		
TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	14		6 249,94 \$
MÈRE ENFANT MINEUR	1		500,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR		2	24 000,00 \$
PARENTS ENFANT MINEUR		4	48 432,00 \$
VEUF AVEC ENFANTS	3		1 500,00 \$
VEUF SANS ENFANT	2		1 000,00 \$
VEUVE AVEC ENFANTS	6		3 000,00 \$
VEUVE SANS ENFANT	1		500,00 \$
TOTAL	27	6	85 181,94 \$

**P.108 LES SOMMES IMPOSÉES PAR LES JUGES QUÉBÉCOIS À TITRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 737 DU CODE CRIMINEL, PAR DISTRICT JUDICIAIRE ET PAR MOIS, POUR LES ANNÉES 2003 ET SUIVANTES JUSQU'AU 31 MARS 2015. INDiquer LE NOMBRE DE SURAMENDES COMPENSATOIRES RÉCLAMÉES. INDiquer S'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE.**

# MINISTÈRE

L'INFORMATION À L'EFFET QU'IL S'AGIT D'UNE DÉCLARATION DE CULPABILITÉ SUR MISE EN ACCUSATION OU PAR PROCÉDURE SOMMAIRE N'EST PAS DISPONIBLE.

LE TABLEAU CI-DESSOUS PRÉSENTE LE MONTANT ET LE NOMBRE DE SURAMENDE PAR DISTRICT JUDICIAIRE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015.

Montant et nombre de suramende par district judiciaire et par mois															
2014-2015															
		mois													
NM_DISTR	JUDC	Données	avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total général
ABITIBI		Montant peine	23 636 \$	18 995 \$	28 575 \$	88 204 \$	25 437 \$	47 721 \$	66 665 \$	69 358 \$	54 337 \$	91 893 \$	103 365 \$	55 400 \$	673 586 \$
		Nombre de dossiers	150	127	192	617	140	294	530	425	283	508	613	280	3 979
ALMA		Montant peine	5 793 \$	13 543 \$	10 035 \$	5 740 \$	10 535 \$	10 773 \$	5 213 \$	17 053 \$	16 775 \$	14 520 \$	18 055 \$	15 040 \$	143 073 \$
		Nombre de dossiers	29	55	42	24	44	50	23	69	69	55	61	53	574
ARTHABASKA		Montant peine	9 873 \$	7 913 \$	12 100 \$	12 333 \$	11 750 \$	10 995 \$	15 003 \$	19 210 \$	14 900 \$	24 358 \$	14 443 \$	16 240 \$	169 115 \$
		Nombre de dossiers	46	45	57	53	48	65	62	86	57	90	70	88	787
BAIE-COMEAU		Montant peine	8 480 \$	6 053 \$	9 108 \$	3 740 \$	4 030 \$	7 895 \$	7 300 \$	11 700 \$	16 710 \$	11 015 \$	9 730 \$	10 950 \$	106 710 \$
		Nombre de dossiers	38	24	33	22	15	29	29	34	56	45	33	39	397
BEAUCE		Montant peine	9 278 \$	12 929 \$	15 283 \$	28 923 \$	16 623 \$	17 730 \$	16 665 \$	32 998 \$	11 548 \$	22 560 \$	30 953 \$	21 130 \$	236 616 \$
		Nombre de dossiers	45	49	62	129	50	77	61	134	45	90	133	97	972
BEAUHARNOIS		Montant peine	51 540 \$	61 819 \$	15 053 \$		53 455 \$	49 425 \$	615 \$	76 503 \$	52 168 \$	58 655 \$	72 015 \$	135 207 \$	626 453 \$
		Nombre de dossiers	250	323	86		257	210	4	326	222	257	285	563	2 783
BEDFORD		Montant peine	19 173 \$	12 633 \$	9 529 \$	17 415 \$	15 045 \$	15 215 \$	31 628 \$	29 355 \$	24 715 \$	36 575 \$	23 955 \$	23 520 \$	258 758 \$
		Nombre de dossiers	109	60	41	76	64	63	136	139	100	162	132	127	1 209
BONAVENTURE		Montant peine	450 \$	6 185 \$	8 920 \$	325 \$	5 975 \$	6 430 \$	12 463 \$	7 098 \$	4 450 \$	20 788 \$	14 225 \$	13 995 \$	101 303 \$
		Nombre de dossiers	3	33	41	2	23	36	64	42	17	62	54	36	413
CHARLEVOIX		Montant peine	600 \$	5 873 \$	2 965 \$	4 610 \$	6 150 \$	3 540 \$	645 \$	8 \$	14 218 \$	4 843 \$	5 670 \$	15 025 \$	64 145 \$
		Nombre de dossiers	1	22	14	19	21	13	3	1	59	20	23	47	243
CHICOUTIMI		Montant peine	24 185 \$	26 263 \$	36 353 \$	37 828 \$	45 780 \$	46 310 \$	33 685 \$	50 293 \$	48 163 \$	43 278 \$	42 655 \$	34 520 \$	469 493 \$
		Nombre de dossiers	97	116	140	159	163	181	151	184	177	169	178	146	1 861
DRUMMOND		Montant peine	12 803 \$	10 105 \$	4 590 \$	17 603 \$	16 940 \$	25 210 \$	18 580 \$	13 800 \$	3 415 \$	19 300 \$	17 548 \$	39 410 \$	199 303 \$
		Nombre de dossiers	54	45	24	85	74	97	81	60	17	88	87	156	868
FRONTENAC		Montant peine	15 768 \$	3 420 \$	5 413 \$	5 545 \$	1 310 \$	21 928 \$	8 330 \$	15 263 \$	15 149 \$	8 478 \$	8 605 \$	12 390 \$	121 596 \$
		Nombre de dossiers	64	18	28	25	6	92	38	61	63	45	49	61	550
GASPE		Montant peine	18 183 \$	5 430 \$	10 543 \$	6 825 \$	26 020 \$	8 392 \$	4 245 \$	12 060 \$	9 745 \$	16 965 \$	17 620 \$	17 794 \$	153 821 \$
		Nombre de dossiers	74	26	48	28	81	37	20	46	43	82	69	75	629
GATINEAU		Montant peine	40 177 \$	30 370 \$	50 526 \$	45 027 \$	49 684 \$	52 421 \$	51 632 \$	44 734 \$	71 833 \$	62 794 \$	61 684 \$	82 120 \$	643 001 \$
		Nombre de dossiers	256	184	315	276	301	301	336	288	363	373	358	484	3 835
IBERVILLE		Montant peine	33 405 \$	16 165 \$	1 070 \$	21 163 \$	22 238 \$	25 983 \$	735 \$	9 475 \$	2 600 \$	51 545 \$	19 493 \$	5 430 \$	209 301 \$
		Nombre de dossiers	147	72	7	97	101	140	2	40	13	282	113	31	1 045
JOLIETTE		Montant peine	23 627 \$	27 261 \$	35 389 \$	33 269 \$	89 630 \$	39 343 \$	39 398 \$	20 610 \$	29 848 \$	33 618 \$	33 625 \$	136 121 \$	541 736 \$
		Nombre de dossiers	126	139	202	183	447	206	159	92	139	157	133	638	2 621
KAMOURASKA		Montant peine	16 443 \$	15 549 \$	27 564 \$	13 503 \$	150 \$	26 123 \$	5 560 \$	42 445 \$	3 470 \$	27 035 \$	12 830 \$	17 550 \$	208 220 \$
		Nombre de dossiers	85	68	122	56	1	105	24	177	30	126	45	65	904
LABELLE		Montant peine	14 563 \$	10 308 \$	10 781 \$	8 141 \$	9 423 \$	7 687 \$	21 315 \$	13 188 \$	10 487 \$	12 050 \$	21 668 \$	24 945 \$	164 554 \$
		Nombre de dossiers	74	57	69	42	62	44	102	78	62	64	105	137	896
LAVAL		Montant peine	23 525 \$	14 720 \$	21 240 \$	42 419 \$	17 380 \$	11 690 \$	47 988 \$	37 935 \$	12 383 \$	34 087 \$	46 545 \$	27 192 \$	337 104 \$
		Nombre de dossiers	153	91	96	205	108	72	267	142	69	149	216	125	1 693
LONGUEUIL		Montant peine	55 800 \$	54 458 \$	44 272 \$	54 005 \$	14 240 \$	125 435 \$	73 945 \$	72 700 \$	54 313 \$	85 189 \$	92 565 \$	56 350 \$	783 270 \$
		Nombre de dossiers	266	253	194	238	61	521	320	308	227	358	408	255	3 409
MEGANTIC		Montant peine		30 \$	930 \$	7 440 \$	3 875 \$	2 050 \$	2 300 \$	2 277 \$	2 380 \$	3 965 \$	2 000 \$	3 834 \$	31 081 \$
		Nombre de dossiers		2	3	28	8	7	13	7	14	19	10	17	128
MINGAN		Montant peine	21 248 \$	16 243 \$	705 \$	31 166 \$	8 855 \$	6 688 \$	22 225 \$	19 233 \$	24 620 \$	19 525 \$	5 385 \$	15 026 \$	190 917 \$
		Nombre de dossiers	91	83	5	141	37	26	90	98	117	100	26	88	902
MONTMAGNY		Montant peine	5 310 \$	5 268 \$	6 285 \$	11 136 \$	5 580 \$	11 235 \$	15 675 \$	7 988 \$	16 403 \$	19 393 \$	10 835 \$	11 190 \$	126 296 \$
		Nombre de dossiers	23	28	20	43	29	41	62	28	63	81	44	50	512
MONTREAL		Montant peine	140 517 \$	38 938 \$	92 266 \$	224 566 \$	87 302 \$	105 054 \$	84 548 \$	161 478 \$	135 936 \$	60 277 \$	215 000 \$	85 201 \$	1 431 081 \$
		Nombre de dossiers	616	217	393	1 004	396	464	351	696	627	258	1 028	412	6 462
PONTIAC		Montant peine	200 \$	350 \$	3 330 \$	145 \$	1 820 \$	2 100 \$	2 880 \$		350 \$	2 100 \$	1 500 \$	1 410 \$	16 185 \$
		Nombre de dossiers	3	6	6	2	17	9	14			6	12	9	8
QUEBEC		Montant peine	64 193 \$	102 590 \$	51 484 \$	114 339 \$	87 331 \$	132 623 \$	140 183 \$	130 585 \$	129 418 \$	121 393 \$	127 145 \$	149 125 \$	1 350 406 \$
		Nombre de dossiers	290	388	218	414	366	474	551	486	475	445	500	535	5 142
RICHELIEU		Montant peine	9 595 \$	2 570 \$	12 110 \$	11 173 \$	27 688 \$	7 890 \$	18 798 \$	32 018 \$	7 525 \$	27 338 \$	18 788 \$	13 875 \$	189 365 \$
		Nombre de dossiers	53	12	41	65	142	31	103	172	41	154	101	76	991
RIMOUSKI		Montant peine	12 650 \$	22 545 \$	9 953 \$	14 230 \$	26 887 \$	22 920 \$	14 428 \$	27 325 \$	12 435 \$	25 891 \$	22 525 \$	27 515 \$	239 303 \$
		Nombre de dossiers	58	94	55	57	108	94	64	105	28	117	93	123	996
ROBERVAL		Montant peine	4 165 \$	13 465 \$	17 250 \$	16 228 \$	15 780 \$	15 380 \$	15 673 \$	31 833 \$	7 035 \$	28 120 \$	33 755 \$	25 570 \$	224 253 \$
		Nombre de dossiers	17	51	65	65	74	65	71	116	28	118	117	108	895
ROUYN-NORANDA		Montant peine	4 373 \$	3 947 \$	12 570 \$	2 410 \$	6 665 \$	5 915 \$	10 000 \$	5 160 \$	10 443 \$	12 685 \$	8 895 \$	4 668 \$	87 730 \$
		Nombre de dossiers	28	20	46	10	27	21	33	27	41	46	33	18	350
SAINT-FRANCOIS		Montant peine	20 090 \$	43 518 \$	24 244 \$	39 920 \$	45 987 \$	27 595 \$	71 905 \$	53 548 \$	35 118 \$	46 675 \$	47 075 \$	64 653 \$	520 326 \$
		Nombre de dossiers	99	174	105	158	241	145	324	244	202	228	228	294	2 442
SAINT-HYACINTHE		Montant peine	13 288 \$	24 213 \$	9 745 \$	14 720 \$	27 284 \$	21 288 \$	18 088 \$	18 788 \$	16 853 \$	34 890 \$	16 450 \$	20 410 \$	236 015 \$
		Nombre de dossiers	59	127	53	62	154	109	90	92	78	175	84	96	1 179
SAINT-MAURICE		Montant peine	7 818 \$	11 025 \$	10 584 \$	13 648 \$	600 \$	13 538 \$	19 244 \$	9 823 \$	15 348 \$	27 695 \$	14 768 \$	29 722 \$	173 809 \$
		Nombre de dossiers	40	57	44	61	4	68	91	43	81	115	79	113	796
TEMISCAMINGUE		Montant peine	695 \$	551 \$	1 265 \$	3 150 \$	2 840 \$	250 \$	3 575 \$	3 625 \$	2 550 \$	7 275 \$		4 030 \$	29 806 \$
		Nombre de dossiers	5	5	7	11	10	2	21	13	16	32		16	138
TERREBONNE		Montant peine	49 800 \$	26 868 \$	32 225 \$	64 973 \$	39 145 \$	49 044 \$	131 772 \$	81 387 \$	45 773 \$	70 053 \$	81 748 \$	81 310 \$	754 096 \$
		Nombre de dossiers	279	168	243	367	221	295	701	481	230	349	421	417	4 172
TROIS-RIVIERES		Montant peine	39 539 \$	38 537 \$	37 681 \$	24 004 \$	30 829 \$	38 743 \$	38 617 \$	31 476 \$	27 423 \$	50 141 \$	57 513 \$	46 940 \$	943 943 \$
		Nombre de dossiers	171	174	160	118	128	172	178	146	195	127	217	258	2 044
Total Montant peine			800 776 \$	7 10 643 \$	682 114 \$	1 039 863 \$	860 261 \$	1 022 554 \$	1 071 513 \$	1 212 322 \$	979 850 \$	1 214 238 \$	1 323 256 \$	1 355 380 \$	12 572 788 \$
Total Nombre de dossiers			3 899	3 413	3 277	4 942	4 029	4 656	4 989	5 486	4 353	5 558	6 155	6 132	56 788

**P.109 BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA *LOI CONCERNANT LA MÉDIATION FAMILIALE* ET POUR LES ANNÉES 2013-2014 ET 2014-2015 :**

- A. **NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATIONS;**
- B. **NOMBRE DE COUPLES AYANT OBTENU UNE DISPENSE;**
- C. **NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.**

**MINISTÈRE**

**STATISTIQUES EN MÉDIATION FAMILIALE**

	2014-2015
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATION <u>DE GROUPE</u> *	--
• NOMBRE DE SÉANCES	332
• NOMBRE DE PARTICIPANTS	2 924
NOMBRE DE COUPLES AYANT PARTICIPÉ AUX SÉANCES D’INFORMATION <u>DE COUPLE</u> **	1 419
NOMBRE DE DISPENSES POUR MOTIF SÉRIEUX.**	453
NOMBRE DE COUPLES AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE.**	12 946

\* LA SÉANCE SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE A REMPLACÉ LES SÉANCES D'INFORMATION DE GROUPE SUR LA MÉDIATION. CES SÉANCES SONT OFFERTES PAR VISIOCONFÉRENCE DANS LES 42 PALAIS DE JUSTICE OÙ SIÈGE LA COUR SUPÉRIEURE.

\*\* À NOTER QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX RAPPORTS DE MÉDIATION REÇUS AU SERVICE DE MÉDIATION FAMILIALE.



**P.110 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2013-2014 ET 2014-2015 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) AVEC LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.**

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

2014-2015 (DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 28 FÉVRIER 2015)  
CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE  
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	1
63	1
140	1
TOTAL	3

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR SITE WEB RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS  
ARTICLE 63 : AFFICHAGE DU NOM DE L'ENTREPRISE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS  
ARTICLE 140 : OMISSION DE TRANSMETTRE LE PROGRAMME DE FRANCISATION

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	2
RETRAIT	1
TOTAL	3

P.111 EN 2013-2014 ET 2014-2015, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE DES CONTRAVENTIONS.

MINISTÈRE

2014-2015  
(DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015)  
NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES - LANGUE D'ENSEIGNEMENT : 43

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
1.	2012 SAS-M-201394-1207	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 3 FÉVRIER 2015 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (1°)
2.	2012 SAS-M-204472-1210	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 29 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 B)
3.	2012 SAS-Q-188515-1212	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 17 JUILLET 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART, 76 ET 73 (1°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
4.	2013 SAS-M-208806-1303	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT 29 JANVIER 2015	ART. 73 (1°)
5.	2013 SAS-M-209828-1303	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 RECOURS DÉCLARÉ SANS OBJET	ART. 81
6.	2013 SAS-M-210612-1304	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 14 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
7.	2013 SAS-M-210662-1304	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 30 MAI 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
8.	2013 SAS-Q-193273-1307	REQUÊTE EN RÉVISION PRODUITE AU TAQ (ART. 154 ET 155 DE LA <i>LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE</i> ) À L'ENCONTRE DE LA DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 12 AOÛT 2013	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 20 AOÛT 2014 REQUÊTE REJETÉE	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
9.	2013 SAS-M-211658-1305	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014 CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 A)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
10.	2013 SAS-Q-193825-1308	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 30 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (1°)
11.	2013 SAS-M-213596-1307	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
12.	2013 SAS-M-215384-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
13.	2013 SAS-M-216160-1309	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014  CONTESTATION ACCUEILLIE  DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE INFIRMÉE	ART. 73 (2°)  RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
14.	2014 500-17-081206-149	COUR SUPÉRIEURE - REQUÊTE EN RÉVISION JUDICIAIRE DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 85.1 DE LA <i>CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	PARTIE INTIMÉE	DÉCISION DE LA COUR SUPÉRIEURE PRONONCÉE SUR LE BANC LE 23 JANVIER 2015.  REQUÊTE ACCUEILLIE  LA COUR ORDONNE QUE LE DOSSIER SOIT RETOURNÉ AU COMITÉ D'EXAMEN POUR UNE NOUVELLE ÉTUDE (UNE RENCONTRE DOIT AVOIR LIEU ENTRE LE COMITÉ D'EXAMEN ET LES PARENTS)	ART. 85.1
15.	2013 SAS-M-218488-1311	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 85.1 DE LA <i>CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 16 AVRIL 2014  RECOURS DU REQUÉRANT DÉCLARÉ IRRECEVABLE - ABSENCE DE COMPÉTENCE DU TAQ AU REGARD D'UNE RECOMMANDATION DU COMITÉ D'EXAMEN	ART. 85.1
16.	2014 SAS-M-227382-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT  8 OCTOBRE 2014	ART. 73 (2°)
17.	2014 SAS-M-219860-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT  22 JUILLET 2014	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
18.	2014 SAS-M-220238-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN CONSTITUÉ EN VERTU DE L'ARTICLE 85.1 DE LA <i>CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE</i> TRAITÉE PAR LE TAQ COMME UNE CONTESTATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE RENDUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 81 DE LA <i>CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85.1
19.	2014 SAS-M-220246-1401	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)
20.	2014 SAS-Q-199495-1402	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 29 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
21.	2014 SAS-M-222256-1403	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76 ET 73 (2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
22.	2014 SAS-M-222850-1403	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
23.	2014 SAS-M-223146-1404	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)  RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
24.	2014 SAS-M-224976-1405	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 81
25.	2014 SAS-M-225604-1406	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 73 (2°)  ENFANT DE MILITAIRE

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
26.	2014 SAS-M-226640-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 22 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 85
27.	2014 SAS-M-227202-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT  9 OCTOBRE 2014	ART. 81
28.	2014 SAS-M-227086-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 27 AVRIL 2015	ART. 81
29.	2014 SAS-M-227088-1407	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 19 DÉCEMBRE 2014  CONFIRMATION DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	ART. 76, 73 (2°)



	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
30.	2014 SAS-M-227994-1408	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	ENFANTS DÉCLARÉS ADMISSIBLES LE 20 MARS 2015 EN VERTU DE L'ARTICLE 73 (2°) DE LA <i>CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>  DÉSISTEMENT  8 AVRIL 2015	ART. 73 (2°) RÈGLEMENT SUR LES CRITÈRES ET LA PONDÉRATION APPLICABLES POUR LA PRISE EN COMPTE DE L'ENSEIGNEMENT EN ANGLAIS REÇU DANS UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ NON AGRÉÉ AUX FINS DE SUBVENTIONS
31.	2014 SAS-M-228600-1409	ORDONNANCE DE SAUVEGARDE	PARTIE INTIMÉE	JUGEMENT - TAQ - RENDU LE 21 OCTOBRE 2014  REJET DE LA REQUÊTE EN ORDONNANCE DE SAUVEGARDE	ART. 85
32.	2014 SAS-M-228600-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT  6 FÉVRIER 2015	ART. 85
33.	2014 SAS-M-228392-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	DÉSISTEMENT  6 FÉVRIER 2015	ART. 81
34.	2014 SAS-M-228780-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 30 AVRIL 2015	ART. 76 ET 73 A)
35.	2014 SAS-M-229036-1409	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 30 AVRIL 2015	ART. 73 (2°)

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE
36.	2014 SAS-Q-205779-1411	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION  ENFANT DÉCLARÉ ADMISSIBLE LE 30 MARS 2015 EN VERTU DE L'ARTICLE 81 DE LA <i>CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>	ART. 81
37.	2014 SAS-M-232216-1412	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 30 AVRIL 2015	ART. 73 (1°)
38.	2015 SAS-Q-206593-1501 SAS-Q-206595-1501	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	ENFANTS DÉCLARÉS ADMISSIBLES LE 3 MARS 2015 EN VERTU DE L'ARTICLE 73 (2°) DE LA <i>CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE</i>  DÉSISTEMENT  1 <sup>ER</sup> AVRIL 2015	ART. 73 (2°) ENFANT DE MILITAIRE
39.	2015 SAS-M-234072-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA RECOMMANDATION NÉGATIVE DU COMITÉ D'EXAMEN	PARTIE INTIMÉE	AUDITION - TAQ - PRÉVUE LE 4 JUIN 2015	ART. 85.1
40.	2015 SAS-Q-207283-1502	CONTESTATION AU TAQ DE LA DÉCISION DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE	PARTIE INTIMÉE	EN ATTENTE D'UNE DATE D'AUDITION	ART. 73 (1°)
41.	2006 500-17-033805-063	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE DEUX FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M <sup>E</sup> BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DE LA PGQ, M <sup>E</sup> TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS

	N° DOSSIER TRIBUNAL	NATURE DU RECOURS	NATURE DE L'INTERVENTION DE LA PGQ	ÉTAPE OÙ EN EST RENDUE CHACUNE DES CONTESTATIONS	ARTICLE CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE
42.	2007 500-17-040428-073	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 10 OCTOBRE 2006 (RECOURS DE CINQ FAMILLES REPRÉSENTÉES PAR M <sup>E</sup> BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DE LA PGQ, M <sup>E</sup> TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIERS ONTARIENS
43.	2008 500-17-043476-087	RÉVISION JUDICIAIRE DEVANT LA COUR SUPÉRIEURE D'UNE DÉCISION DU TAQ RENDUE LE 25 MAI 2008 (RECOURS D'UNE SEULE FAMILLE REPRÉSENTÉE PAR M <sup>E</sup> BRENT D. TYLER)	PARTIE MISE EN CAUSE	MALGRÉ UN RAPPEL FAIT PAR LE REPRÉSENTANT DE LA PGQ, M <sup>E</sup> TYLER N'A PAS ENCORE PRODUIT SON MÉMOIRE. LE DÉLAI DE 180 JOURS PRÉVU À L'ARTICLE 110.1 DU <i>CODE DE PROCÉDURE CIVILE</i> POUR FIXER LA CAUSE POUR ENQUÊTE ET AUDITION EST LARGEMENT ÉCOULÉ.	ART. 73 (2°) DOSSIER ONTARIEN

P.112 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

Infractions à la loi R-20	
	Année 2014-2015
Nombre de constats émis	15 059
Amendes (1)	10 475 509 \$
Frais (2)	3 131 530 \$
<b>Total amendes et frais</b>	<b>13 607 039 \$</b>
Montant payé (3)	3 821 813 \$
Plaidoyer de culpabilité	4 500
% Plaidoyer de culpabilité	29,88%

NOTES :

- 1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
- 2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION.
- 3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

**P.113 VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2011-2012, 2013-2014, 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. BILAN DES MESURES ENTREPRISES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2006 POUR VENIR EN AIDE AUX FEMMES ET ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE ET POUR COMBATTRE CE PHÉNOMÈNE.**

**MINISTÈRE**

**SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (MJQ)**

	2014-2015
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	835 250,00 \$
FRAIS DE LA LIGNE 1-800-VIOLENCE CONJUGALE	7 607,71 \$ <sup>1</sup>

- DIX MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DES 135 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS CE PLAN D'ACTION. ILS SONT RÉPARTIS EN DEUX VOLETS : GÉNÉRAL ET AUTOCHTONE.
- L'ENSEMBLE DES ENGAGEMENTS PERMET DE POURSUIVRE LES EFFORTS POUR AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES PERSONNES VICTIMES ET DES ENFANTS EXPOSÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE, DE MÊME QUE LE TRAVAIL EN VUE DE RESPONSABILISER DAVANTAGE LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS.
- LE VOLET AUTOCHTONE PERMET DE RÉPONDRE AUX BESOINS PARTICULIERS DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS.
- LE MJQ EST RESPONSABLE DE PLUS D'UN TIERS DES MESURES INSCRITES DANS LE PLAN D'ACTION (34 MESURES DU VOLET GÉNÉRAL, 13 MESURES DU VOLET AUTOCHTONE ET 10 DU VOLET GÉNÉRAL SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE).
- PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D'ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE MÉDIATION FAMILIALE, DE MODIFICATIONS AU DÉLAI DE PRESCRIPTION DES ACTIONS EN RESPONSABILITÉ CIVILE VISANT LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UN CRIME ET AU DÉLAI POUR PRÉSENTER UNE DEMANDE EN MATIÈRE D'INDEMNISATION DES VICTIMES. SOULIGNONS AUSSI LA CONSOLIDATION DES SERVICES POUR LES CONJOINTS AYANT DES COMPORTEMENTS VIOLENTS PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LA RÉALISATION DE TRAVAUX EN MATIÈRE DE SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS PAR LES MINISTÈRES DE LA FAMILLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE. NOTONS ÉGALEMENT LES ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE PROMOTION DES MODÈLES RELATIONNELS FONDÉS SUR LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE, LES RESPONSABILITÉS INDIVIDUELLES ET LE RESPECT DES DIFFÉRENCES ET DES RAPPORTS ÉGALITAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DE MÊME QU'ENTRE LES GARÇONS ET LES FILLES.
- ENFIN, LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.
- LES SOMMES AFFECTÉES À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE SONT ESTIMÉES À UN PEU PLUS DE 57 M\$ SUR CINQ ANS POUR LES DIFFÉRENTS MINISTÈRES.

**RÉPARTITION DES COÛTS ESTIMÉS**

MINISTÈRES ET ORGANISMES	ESTIMATION SUR 5 ANS
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT	50 000 \$
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	13 962 500 \$
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	125 000 \$
MINISTÈRE DE LA FAMILLE	204 100 \$
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18 346 870 \$
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	17 970 000 \$
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	4 775 000 \$
SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE	678 000 \$
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES	1 200 000 \$
<b>TOTAL</b>	<b>57 311 470 \$</b>

1- POUR LA PÉRIODE COUVERTE D'AVRIL 2014 À FÉVRIER 2015. LE MONTANT POUR LE MOIS DE MARS 2015 SERA CONNU AU COURS D'AVRIL 2015.

**P.114 SOMMES INVESTIES DANS LA SENSIBILISATION ET LA LUTTE AUX AGRESSIONS SEXUELLES POUR 2013-2014 ET 2014-2015, NOTAMMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D’AGRESSIONS SEXUELLES, ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016. BILAN DES ACTIONS POSÉES JUSQU’À MAINTENANT.**

**SOMMES INVESTIES PAR LE MJQ**

	2014-2015
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (RESPONSABLE DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE DE RÉFÉRENCE SANS FRAIS EN AGRESSION SEXUELLE)	781 806 \$
CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT	420 700 \$

**PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE :**

LE RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D’AGRESSION SEXUELLE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 25 NOVEMBRE 2014. IL A ÉTÉ ÉLABORÉ EN COLLABORATION AVEC TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES CONCERNÉS. LES RÉSULTATS RAPPORTÉS DANS CE DOCUMENT PERMETTENT DE CONSTATER LES EFFORTS CONSENTIS POUR LA RÉALISATION DES 100 MESURES DU PLAN DURANT LA PÉRIODE COUVERTE D’AVRIL 2008 AU 31 MARS 2014, SOIT PLUS DE 149 M\$ AU TOTAL. PARMI LES PRINCIPALES RÉALISATIONS, SOULIGNONS :

- L’IMPLANTATION ET LA PROMOTION DE LA LIGNE TÉLÉPHONIQUE SANS FRAIS 1 888 933-9007 PERMETTANT D’ORIENTER LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE ET LEURS PROCHES, AINSI QUE LES INTERVENANTES ET LES INTERVENANTS CONCERNÉS, VERS DES SERVICES APPROPRIÉS DANS L’ENSEMBLE DES RÉGIONS DU QUÉBEC;
- LA RÉALISATION DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION AUX AGRESSIONS SEXUELLES PERMETTANT DE FAIRE CONNAÎTRE À LA POPULATION LES ASPECTS OBJECTIFS DE CE TYPE D’AGRESSIONS (QUI EN SONT LES VICTIMES ET LES AGRESSEURS) ET DE L’INFORMER SUR LES SERVICES OFFERTS AUX VICTIMES. DANS LE CADRE DE CETTE CAMPAGNE, LES PERSONNES IMMIGRANTES, LES PERSONNES ÂÎNÉES, LES PERSONNES SOUFFRANT D’UN HANDICAP ONT PU BÉNÉFICIER D’UN MESSAGE ADAPTÉ À LEURS RÉALITÉS.
- LA RÉALISATION DES SESSIONS D’INFORMATION SUR LA PORTÉE DE LA *LOI MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EU ÉGARD À LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS EN VUE D’ASSURER LA PROTECTION DES PERSONNES*;
- LA DIFFUSION D’INFORMATIONS CONCERNANT L’OBLIGATION DE SIGNALER SANS DÉLAI LA SITUATION D’UN ENFANT AU SUJET DUQUEL IL Y A UN MOTIF DE CROIRE QU’IL A ÉTÉ VICTIME D’UNE AGRESSION SEXUELLE;
- LA MISE EN PLACE DES DIFFÉRENTES MESURES VISANT À SÉCURISER DAVANTAGE LES VICTIMES ET À VENIR EN AIDE AUX AGRESSEURS SEXUELS AFIN DE CONTRER LA RÉCIDIVE;
- LA CONSOLIDATION DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE SUR L’ENSEMBLE DU TERRITOIRE QUÉBÉCOIS;
- LA MISE EN ŒUVRE DE PROGRAMMES D’INFORMATION AUX PERSONNES VICTIMES;
- LA SENSIBILISATION, LA FORMATION ET L’OUTILLAGE DU PERSONNEL DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L’ENFANCE DU QUÉBEC, AUX FINS DE L’AJUSTEMENT DES PRATIQUES ÉDUCATIVES FAVORISANT UNE SOCIALISATION ÉGALITAIRE DÈS LA PETITE ENFANCE;
- LA FORMATION ET LE SOUTIEN DES INTERVENANTES ET DES INTERVENANTS DANS LES RÉSEAUX DES CINQ MINISTÈRES COSIGNATAIRES DE L’ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D’ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D’UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE;
- LA VÉRIFICATION DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES OU DES ABSENCES D’EMPÊCHEMENT, QUE CE SOIT DANS LE RÉSEAU SCOLAIRE, DU LOISIR ET DU SPORT OU DANS LE RÉSEAU DES SERVICES DE GARDE;
- LA MISE À JOUR DE LA FORMATION DESTINÉE AUX FUTURS POLICIERS ET POLICIÈRES;
- LA PUBLICATION ANNUELLE DES STATISTIQUES POLICIÈRES CONCERNANT LES INFRACTIONS SEXUELLES AU QUÉBEC;
- LE FINANCEMENT D’ORGANISMES VENANT EN AIDE AUX VICTIMES ET À LEURS PROCHES AINSI QU’AUX AGRESSEURS (NOTAMMENT CALACS, CAVACS, CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT, CRIPHASE).

EN MILIEU AUTOCHTONE, CE PLAN D’ACTION A JETÉ LES BASES PERMETTANT AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DE DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES RELATIVES AUX AGRESSIONS SEXUELLES.

P.115 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS DONNÉES À DES RÉSIDENCES PRIVÉES D’HÉBERGEMENT QUI NE DÉTENAIENT PAS DE PERMIS  
TEL QUE REQUIS PAR L’ARTICLE 437 DE LA LOI SUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX EN 2013-2014 ET  
2014-2015, VENTILÉ PAR RÉGION.

---

**MINISTÈRE**

---

AUCUN.

P.116 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR 2015-2016.

---

**MINISTÈRE**

---

EN 2014-2015, 854 220 \$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE.



**P.117 NOMBRE DE RENCONTRE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2013-2014 ET 2014-2015.**  
**INDIQUER LES DATES ET LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET FOURNIR UNE COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES**  
**PROCÈS-VERBAUX. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2015-2016.**

**MINISTÈRE**

**RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE**

AU TOTAL, CINQ RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ONT ÉTÉ TENUES EN 2014-2015.  
EN 2015-2016, UNE RÉUNION EST PRÉVUE VERS LA FIN MAI, À UNE DATE À DÉTERMINER.

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2014-2015	2014-06-12	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. DONALD BAILLARGEON, MFA M <sup>ME</sup> VÉRONIQUE BARIL, MAMOT M <sup>ME</sup> VALÉRIE BÉDARD, MESS (SACAI) M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> LORRAINE FOURNIER, SAJ M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M <sup>ME</sup> MARCELLE GENDREAU, MJQ (SCF) M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MESS M. OLIVIER ROY, MIDI
	2014-11-28	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. DONALD BAILLARGEON, MFA M <sup>ME</sup> EVE JOSEPH, MAMOT M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MELS M <sup>ME</sup> JULIE MARTEL, MCE, SECRETARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES M. ROGER NOËL, MJQ M <sup>ME</sup> ELISAH RAJAONIMARIA, MFA, SECRETARIAT AUX AINES M. MIKE ROUSSEAU, MESS M. OLIVIER ROY, MIDI
	2015-01-29	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> GERALDINE CUSSONNEAU, MJQ, SCF M <sup>ME</sup> LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. MICHEL LAVALLÉE, MSSS M. ROBERT LAVERTUE, MSP M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M <sup>ME</sup> AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS M <sup>ME</sup> JULIE MARTEL, MCE, SAA M. MIKE ROUSSEAU, MESS
	2015-02-19	MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC	M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> GERALDINE CUSSONNEAU, MJQ, SCF M <sup>ME</sup> LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DANIEL GAGNON, MSSS M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M. ROBERT LAVERTUE, MSP M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M <sup>ME</sup> AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS M <sup>ME</sup> ELISAH RAJAONIMARIA, MFA, SECRETARIAT AUX AINES M. MIKE ROUSSEAU, MESS

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
	2015-03-30	MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE À QUÉBEC ET AU 410 RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL (VISIOCONFÉRENCE)	M. DONALD BAILLARGEON, MFA M. JONATHAN BOISVERT, DEC M <sup>ME</sup> GERALDINE CUSSONNEAU, MJQ, SCF M <sup>ME</sup> LORRAINE FOURNIER, MCE, SAJ M <sup>ME</sup> YOLANDE FRENETTE, MJQ M. DAVID GALARNEAU, MTRAV M. ROBERT LAVERTUE, MSP M <sup>ME</sup> ANNIK LEMIEUX, MELS M. ROGER NOËL, MJQ M <sup>ME</sup> AUDREY NORMAND-LANIEL, MESRS M. MIKE ROUSSEAU, MESS
2015-2016	FIN MAI 2015		DATE À DÉTERMINER

P.118 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS ET LA VENTILATION DE CES SOMMES (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) EN 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT PRÉVUES – 2014-2015			
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSE DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	45 000 \$	263 177 \$	105 040 \$
RIMOUSKI	15 187 \$	180 768 \$	90 812 \$
MONTRÉAL	66 000 \$	288 231 \$	171 174 \$
OUTAOUAIS *	33 056 \$	140 601 \$	99 977 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE *	15 000 \$	135 576 \$	118 404 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN *	14 455 \$	135 576 \$	134 643 \$
TOTAL	188 698 \$	1 143 929 \$	720 050 \$

\* LES MONTANTS ONT ÉTÉ CALCULÉS SUR NEUF MOIS D’ACTIVITÉ EN 2014-2015.

NOTE : UNE PARTIE DES DÉPENSES SONT ASSUMÉES PAR LES SURPLUS CUMULÉS DES ORGANISMES.

P.119 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2013-2014 ET 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016.

FONDS ACCÈS JUSTICE

2014-2015

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
RIMOUSKI	4	0	7
QUÉBEC	6	1	14
MONTRÉAL	7	2	16
OUTAOUAIS	4	0	18
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	0	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	0	10
TOTAL	29	3	72

**P.120 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS) EN 2013-2014 ET 2014-2015.**

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE	AVIS JURIDIQUE	SERVICES DE SOUTIEN ET D’ACCOMPAGNEMENT	AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR	MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS
RIMOUSKI	3 126	-	-	-	-
QUÉBEC	6 221	-	-	-	-
MONTRÉAL	10 679	-	-	-	-
OUTAOUAIS*	718	-	-	-	-
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE**	82	-	-	-	-
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN***	9	-	-	-	-
TOTAL	20 835	-	-	-	-

CES STATISTIQUES SONT CELLES DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 DÉCEMBRE 2014, PUISQUE CELLES AU 31 MARS 2015 NE SONT PAS ENCORE DISPONIBLES.

\* LE CENTRE A OUVERT SES PORTES AU PUBLIC LE 15 SEPTEMBRE 2014

\*\* LE CENTRE A OUVERT SES PORTES AU PUBLIC LE 6 NOVEMBRE 2014

\*\*\* LE CENTRE A OUVERT SES PORTES AU PUBLIC LE 15 DÉCEMBRE 2014

**P.121 NOMBRE, COUT ET NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDEES A DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU AUTRE OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCES A LA JUSTICE. VENTILER PAR REGION ET PAR GROUPE OU OBNL.**

**MINISTÈRE**

RÉGIONS	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ
QUÉBEC (MAIS ACTIF DANS TOUTE LA PROVINCE)	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 185 600 \$
MONTÉGÉRIE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 \$

**FONDS ACCÈS JUSTICE**

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2014-2015		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT ACCORDÉ EN 2014-2015
BAS-SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE BAS SAINT-LAURENT	214 930 \$ \$
CAPITALE NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	342 220 \$
GASPÉSIE ÎLES DE-LA-MADELEINE*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE ÎLES DE-LA-MADELEINE	268 980 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL INC.	480 295 \$
OUTAOUAIS*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	273 634 \$
SAGUENAY LAC-SAINT-JEAN*	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY – LAC-SAINT-JEAN	284 674 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	25 000 \$

\* LES MONTANTS ONT ÉTÉ CALCULÉS SUR NEUF MOIS D'ACTIVITÉ EN 2014-2015.

- P.122 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer :**
- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
  - B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

---

**MINISTÈRE**

---

- A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.
- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**
- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE POSSÈDE PAS L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.123 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2013-2014 ET 2014-2015. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, UNE VENTILATION PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE / BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	TOTAL 2014-2015
ÂGE	63	11	5	2	0	81
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	53	0	1	0	0	54
AUTRES	0	0	0	0	10	10
CONDITION SOCIALE	1	7	4	2	2	16
CONVICTIONS POLITIQUES	2	0	1	5	1	9
ÉTAT CIVIL	14	3	10	1	0	28
EXPLOITATION	0	0	4	0	72	76
GROSSESSE	32	0	1	3	0	36
HANDICAP	142	25	71	45	0	283
LANGUE	12	0	5	2	0	19
ORIENTATION SEXUELLE	8	5	1	1	3	18
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	78	32	43	21	5	179
RELIGION	12	3	8	1	1	25
SEXE	28	1	1	2	0	32
TOTAL	445	87	155	85	94	866
% 2014-2015	51 %	10 %	18 %	10 %	11 %	100 %

LE MOTIF DE DISCRIMINATION LIÉ AU HANDICAP, AVEC 33 % DE L’ENSEMBLE DES PLAINTES, DEMEURE CELUI LE PLUS SOUVENT INVOQUÉ, SUIVI DES MOTIFS FUSIONNÉS RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE AVEC 21 %.

IL FAUT MENTIONNER QUE LES MOTIFS ÂGE ET EXPLOITATION PERSONNES ÂGÉES ENSEMBLES REPRÉSENTENT 18 % DES MOTIFS DE PLAINTES INVOQUÉS, CE QUI LES PLACE AU TROISIÈME RANG.

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

DEMANDES D’ENQUÊTE CHARTE

	2014-2015
ABITIBI-TEMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUEBEC	25
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPESIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	31
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIERE-APPALACHES	175
COTE-NORD	14
ESTRIE	39
LANAUDIERE ET LAURENTIDES	138
MAURICIE ET CENTRE DU QUEBEC	68
MONTEREGIE	236
MONTREAL ET LAVAL	755
OUTAOUAIS	43
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	39
NON PRECISE OU NE S’APPLIQUE PAS	31
TOTAL DEMANDES D'ENQUETE CHARTE	1 594



LES 1594 DEMANDES D’ENQUÊTE ONT MENÉ À L’OUVERTURE DE 866 DOSSIERS DE PLAINTE, UN TAUX DE RÉTENTION DE 54 %. LES TABLEAUX SUIVANTS PRÉSENTENT LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS ET FERMÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

	2014-2015
ABITIBI-TEMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUEBEC	13
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPESIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	13
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIERE-APPALACHES	95
COTE-NORD	7
ESTRIE	20
LANAUDIERE ET LAURENTIDES	69
MAURICIE ET CENTRE DU QUEBEC	34
MONTEREGIE	134
MONTREAL ET LAVAL	430
OUTAOUAIS	19
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	20
NE S’APPLIQUE PAS*	12
TOTAL DOSSIERS OUVERTS CHARTE	866

\* DOSSIERS DONT LE PLAIGNANT N’HABITE PAS AU QUÉBEC (10 EN ONTARIO, 1 EN COLOMBIE-BRITANNIQUE, 1 HORS CANADA)

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

	2014-2015
ABITIBI-TEMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUEBEC	6
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPESIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	12
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIERE-APPALACHES	95
COTE-NORD	5
ESTRIE	32
LANAUDIERE ET LAURENTIDES	76
MAURICIE ET CENTRE DU QUEBEC	32
MONTEREGIE	148
MONTREAL ET LAVAL	405
OUTAOUAIS	15
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	14
NE S’APPLIQUE PAS	25
TOTAL DOSSIERS FERMES CHARTE	865

AU COURS DE L’ANNÉE, LA COMMISSION A INITIÉ 56 NOUVELLES ENQUÊTES DE SA PROPRE INITIATIVE, DONT 46 SONT RELATIVES À DES SITUATIONS D’EXPLOITATION DE PERSONNES ÂGÉES.

NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2014-2015
EXPLOITATION DES PERSONNES AGEES	46
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPEES	10
TOTAL	56

IL N’Y A PAS DE PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. CEPENDANT, LES DEMANDES REÇUES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE SONT RÉFÉRÉES AU SERVICE CONSEIL EN ACCOMMODEMENT RAISONNABLE (SCAR) DE LA COMMISSION. PARMI LES DEMANDES REÇUES PRÉSENTÉES AU TABLEAU SUIVANT, LE MOTIF INVOQUÉ EST, DANS 60 % DES DEMANDES, LE HANDICAP ET DANS 34 % DES CAS, LA RELIGION.

NOMBRE DE DEMANDES D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2014-2015
ÂGE	0
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	1
CONDITION SOCIALE	0
CONVICTIONS POLITIQUES	0

	2014-2015
ÉTAT CIVIL	2
EXPLOITATION	0
GROSSESSE	2
HANDICAP	71
LANGUE	0
ORIENTATION SEXUELLE	0
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	0
RELIGION	40
SEXE	0
NON PRÉCISÉ, DONNÉES EN TRAITEMENT	3
<b>TOTAL</b>	<b>119</b>

FINALEMENT, LE NOMBRE DE DOSSIERS PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE AU 31 MARS 2015 EST DE 70.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)

DIRECTION DE LA RECHERCHE, DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS (2014-2015)	
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION ET SUR LA FORMATION DES ENQUÊTEURS DES ENQUÊTES INDÉPENDANTES <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 25 AVRIL 2014</li></ul> MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	1
○ LETTRE – PROJET DE LOI N° 1, LOI CONCERNANT L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA VILLE DE MONTRÉAL <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 2 JUIN 2014</li></ul> MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES; MINISTÈRE DE LA JUSTICE; ASSEMBLÉE NATIONALE	3
○ COMMENTAIRES SUR LES SUGGESTIONS DE MODIFICATIONS PROPOSÉES PAR LE COMMISSAIRE AUX PLAINTES CONCERNANT LES MÉCANISMES DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES DANS LE CODE DES PROFESSIONS <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 17 JUILLET 2014</li></ul> OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	1
○ AVIS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE À LA COMMISSION DE RÉVISION PERMANENTE DES PROGRAMMES <ul style="list-style-type: none"><li>▪ TRANSMISSION DE L'AVIS LE 23 SEPTEMBRE 2014 ET 6 OCTOBRE 2014</li></ul> COMMISSION DE RÉVISION PERMANENTE DES PROGRAMMES	1
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE LOI N° 8, LOI MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL À L'ÉGARD DE CERTAINS SALARIÉS D'EXPLOITATIONS AGRICOLES <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 29 SEPTEMBRE 2014</li></ul> MINISTÈRE DU TRAVAIL; MINISTÈRE DE LA JUSTICE; COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL	2
○ LETTRE - CAHIER DE CONSULTATION SUR LA NOUVELLE POLITIQUE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 10 NOVEMBRE 2014</li></ul> MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION	2
○ MÉMOIRE DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE DÉPOSÉ DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 27 NOVEMBRE 2014</li></ul> SECRÉTARIAT DU FORUM SUR LA LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION	1
○ 1) LETTRE - PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL 2) COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AU CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRE QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOIS : 1) 19 JANVIER 2015 ET 2) 25 FÉVRIER 2015</li></ul> MINISTÈRE DE LA JUSTICE	1
○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE DOCUMENT INTITULÉ VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION – CAHIER DE CONSULTATION <ul style="list-style-type: none"><li>▪ PRÉSENTATION LE 28 JANVIER 2015</li></ul> COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS	1
○ COMMENTAIRES SUR LE PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'AIDE AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 13 MARS 2015</li></ul> MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	1
○ LETTRE – PROJET DE RÈGLEMENT INTITULÉ RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC <ul style="list-style-type: none"><li>▪ ENVOI LE 26 MARS 2015</li></ul> ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC; MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2014-2015
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	10 670
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	981
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	2 514
TOTAL	14 165

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	1 594

UNE FOIS L'EXERCICE DE RECEVABILITÉ COMPLÉTÉ, LES DEMANDES JUGÉES RECEVABLES MÈNENT À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE.

2. DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	866

3. DOSSIERS FERMÉS

UN DOSSIER FERMÉ EST UN DOSSIER TRAITÉ ET FINALISÉ SELON UN RÉSULTAT SPÉCIFIQUE, ALLANT DU DÉSISTEMENT DE LA PERSONNE, À LA FERMETURE EN RAISON DE L'INSUFFISANCE DE PREUVE OBTENUE, DU RÈGLEMENT INTERVENU ENTRE LES PARTIES PAR LE PROCESSUS DE MÉDIATION OU ENCORE, L'OBTENTION D'UN JUGEMENT D'UN TRIBUNAL.

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	865

4. DOSSIERS ACTIFS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	1 302

5. LES DÉLAIS

LE CALCUL DU DÉLAI SE FAIT DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DE LA PLAINTÉ SIGNÉE À LA DATE À LAQUELLE LA COMMISSION, PAR L'ENTREMISE DE SON COMITÉ DES PLAINTES, REND SA DÉCISION. CE DÉLAI EXCLUT LE TRAITEMENT DE LA DIRECTION DU CONTENTIEUX (MESURES DE REDRESSEMENT ET JUDICIARISATION DU DOSSIER), LE CONTRÔLE DU DÉLAI N'ÉTANT PLUS SOUS NOTRE PROPRE ET SEULE AUTORITÉ.

	2014-2015
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT (EN JOURS)	398

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES  
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE  
AU 31 MARS 2015

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

GROUPE CÉDRICO INC.  
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE  
**TOTAL : 2**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA  
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.  
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN  
**TOTAL : 3**

**RA03 : QUÉBEC**

ABB BOMEM INC.  
BPR INC.  
COSSETTE COMMUNICATION INC.  
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE  
ENGLOBE CORP  
ENTREPRISES JULIEN INC.  
EXFO INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE INC.  
GÉNIVAR INC.  
GFS QUÉBEC INC.  
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE  
INDUSTRIES MAIBEC INC.  
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION  
J.B. DESCHAMPS INC.  
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.  
NEXINNOVATIONS INC.  
NURUN INC.  
ROCHE LTÉE, GROUPE-CONSEIL  
SSQ VIE  
STADACONA S.E.C.  
TECHNOCONSEIL (TC) INC  
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.  
**TOTAL : 21**

**RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

DUCHESNE & FILS LTÉE  
G.A. BOULET INC.  
MEUBLES CANADEL INC  
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC  
**TOTAL : 4**

**RA05 : ESTRIE**

SÉCURITÉ GENTEL INC.  
**TOTAL : 1**

**RA06 : MONTRÉAL**

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.  
AECOM CONSULTANTS INC.  
AGENCE OMETZ  
ALIMENTS PARMALAT INC.(LES)DIVISION PARMALAT CANADA  
AUTODESK CANADA INC.  
CAISSE CENTRALE DESJARDINS  
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES  
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)  
CMC ÉLECTRONIQUE INC.  
CORPORATION KOMUNIK  
DOMTAR INC.  
DOUBLETTEX  
ÉQUIPEMENT SMS INC.

**RA06 : MONTRÉAL (SUITE)**

ERNST & YOUNG  
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.  
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.  
GL & V CANADA INC  
GROUPE CGI INC.  
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.  
GROUPE CONSEIL OSI INC.  
GROUPE SNC-LAVALIN INC.  
HEWLETT-PACKARD (CANADA) CIE  
IBM CANADA LTÉE  
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.  
INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE  
INSPEC-SOL INC.  
JOHNSON & JOHNSON INC.  
KPMG  
KRUGER INC.  
LAFARGE CANADA INC. USINE DE ST-CONSTANT  
LE GARDE-MANGER POUR TOUS  
LINDE CANADA LIMITÉE  
MECHTRONIX SYSTEMS INC.  
MÉDISOLUTION INC.  
MICHAEL ROSSY LTÉE  
NCR CANADA LTÉE  
ORACLE CORPORATION CANADA INC.  
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.  
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
QUEBECOR WORLD INC.QUEBECOR WORLD MONTRÉAL  
R3D CONSEIL INC  
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO  
SÉCURITÉ KOLOSSAL INC.  
SERVICES FINANCIERS NCO INC.  
SHELL CANADA LIMITÉE  
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS  
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION  
STELLA-JONES INC.  
SUPREMEX INC.  
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.  
TECHNOLOGIES NEXXLINK INC.  
TELAV INC.  
TETRA TECH QI INC.  
ULTRAMAR CANADA INC.  
UNISOURCE CANADA INC.  
XEROX CANADA LTÉE

**TOTAL : 57****RA07 : OUTAOUAIS**

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.  
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC

**TOTAL : 2****RA08 : ABITIBI**

IAMGOLD CORPORATION  
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE  
TEMBEC INC.  
UNIBOARD CANADA INC.

**TOTAL : 4****RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE

**TOTAL : 1****RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.  
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.  
GROUPE CANAM INC.  
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.  
IMPRIMERIE SOLISCO INC.  
IPL INC.  
LAINAGES VICTOR LTÉE  
MAINTENANCE EUREKA LTÉE

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES (SUITE)**

MONTEL INC.  
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.  
ROUSSEAU MÉTAL INC.  
TEKNION ROY & BRETON  
**TOTAL : 12**

**RA13 : LAVAL**

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE  
IDÉAL MÉTAL INC.  
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.  
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.  
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE  
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE  
SUPÉRIEUR PROPANE INC.  
**TOTAL : 7**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

BRIDGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.  
LES SERVICES EXP INC.  
**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**

DOWTY CANADA LTÉE/DIV. DOWTY AÉROSPATIALE MONTRÉAL  
PG SOLUTIONS INC.  
REVERA HEALTH SERVICES HOMECARE LP  
SÉCURITÉ DES DEUX-RIVES LTÉE  
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND  
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON  
**TOTAL : 6**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE  
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC  
ALIMPLUS INC.  
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.  
BOULANGERIE GADOUA LTÉE  
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.  
GOODFELLOW INC.  
GROUPE LACASSE INC.  
IMPRIMERIE INTERWEB INC.  
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA  
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE  
MOORE WALLACE INC.  
SICO INC.  
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ARMTEC  
UNI-SELECT INC.  
**TOTAL : 15**

**RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**

CONSULTANTS MESAR INC.  
FAFARD & FRÈRES LTÉE  
P.H. VITRES D'AUTOS INC.  
**TOTAL : 3**

**GRAND TOTAL : 140**

**LISTE DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI  
AU 31 MARS 2015**

**ÉDUCATION - CÉGEPs**

**RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**

CÉGEP DE LA POCATIÈRE  
CÉGEP DE MATANE  
CÉGEP DE RIMOUSKI  
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP  
**TOTAL : 4**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CÉGEP DE CHICOUTIMI  
 CÉGEP DE JONQUIÈRE  
 CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN  
 COLLÈGE D'ALMA

**TOTAL : 4****RA03 : QUÉBEC**

CÉGEP DE LIMOILOU  
 CÉGEP DE SAINTE-FOY  
 COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU

**TOTAL : 3****RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES  
 COLLÈGE SHAWINIGAN

**TOTAL : 2****RA05 : ESTRIE**

CÉGEP DE SHERBROOKE  
 CHAMPLAIN REGIONAL COLLEGE

**TOTAL : 2****RA06 : MONTRÉAL**

CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU  
 CÉGEP DE SAINT-LAURENT  
 CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL  
 CÉGEP MARIE-VICTORIN  
 COLLÈGE AHUNTSIC  
 COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE  
 COLLÈGE DE MAISONNEUVE  
 COLLÈGE DE ROSEMONT  
 COLLÈGE GÉRALD-GODIN  
 DAWSON COLLEGE  
 JOHN ABBOTT COLLEGE  
 VANIER COLLEGE

**TOTAL : 12****RA07 : OUTAOUAIS**

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS  
 HERITAGE COLLEGE

**TOTAL : 2****RA08 : ABITIBI**

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1****RA09 : CÔTE-NORD**

CÉGEP DE BAIE-COMEAU  
 CÉGEP DE SEPT-ÎLES

**TOTAL : 2****RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

**TOTAL : 1****RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES  
 CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON  
 CÉGEP DE THETFORD

**TOTAL : 3****RA13 : LAVAL**

COLLÈGE MONTMORENCY

**TOTAL : 1****RA14 : LANAUDIÈRE**

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 1**



## ÉDUCATION – CÉGEPS (SUITE)

### RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME

COLLÈGE LIONEL-GROULX

**TOTAL : 2**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA

CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE

CÉGEP DE SOREL-TRACY

### RA16 : MONTÉRÉGIE (SUITE)

CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU

COLLÈGE DE VALLEYFIELD

COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

**TOTAL : 6**

### RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE

CÉGEP DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 2**

## ÉDUCATION - COLLÈGES PRIVÉS

### RA03 : QUÉBEC

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY

COLLÈGE MÉRICI

**TOTAL : 2**

### RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COLLÈGE LAFLÈCHE

**TOTAL : 1**

### RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET

COLLÈGE LASALLE

COLLÈGE MARIANOPOLIS

COLLÈGE SAINTE-ANNE DE LACHINE

**TOTAL : 4**

## ÉDUCATION - COMMISSIONS SCOLAIRES

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP

COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES

COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES

COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

**TOTAL : 4**

### RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

**TOTAL : 4**

### RA03 : QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE

COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF

COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS

COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

**TOTAL : 6**

### RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

**TOTAL : 2**

**RA05 : ESTRIE**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE  
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS  
COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

**TOTAL : 4**

**RA06 : MONTRÉAL**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE  
COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL  
COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL  
COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON  
COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

**TOTAL : 5**

**RA07 : OUTAOUAIS**

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES  
COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS  
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS  
COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS  
COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

**TOTAL : 5**

**RA08 : ABITIBI**

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS  
COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA  
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI  
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE  
COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA

**TOTAL : 5**

**RA09 : CÔTE-NORD**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD  
COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE  
COMMISSION SCOLAIRE DU FER  
COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL

**TOTAL : 4**

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs  
COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES  
COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES  
COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE

**TOTAL : 4**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEUCE-ÉTCHÉMIN  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD  
COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES  
COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

**TOTAL : 4**

**RA13 : LAVAL**

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL  
COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

**TOTAL : 2**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS  
COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

**TOTAL : 2**

## ÉDUCATION - COMMISSIONS SCOLAIRES (SUITE)

### RA15 : LAURENTIDES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD  
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES  
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES  
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU

**TOTAL : 4**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS  
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE  
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY  
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES  
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES  
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES  
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS  
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS  
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN  
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS  
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE

**TOTAL : 11**

### RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE  
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS  
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES

**TOTAL : 3**

## ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

**TOTAL : 1**

### RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

**TOTAL : 1**

### RA03 : QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE  
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
TÉLÉ-UNIVERSITÉ  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)  
UNIVERSITÉ LAVAL

**TOTAL : 5**

### RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

**TOTAL : 1**

### RA05 : ESTRIE

UNIVERSITÉ BISHOP'S  
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**TOTAL : 2**

### RA06 : MONTRÉAL

ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE  
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL  
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ CONCORDIA  
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
UNIVERSITÉ MCGILL

**TOTAL : 7**

### RA07 : OUTAOUAIS

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

**TOTAL : 1**

## ÉDUCATION – UNIVERSITÉS (SUITE)

### RA08 : ABITIBI

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

**TOTAL : 1**

## ÉDUCATION - ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

### RA03 : QUÉBEC

COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY

COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER

SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS

**TOTAL : 3**

### RA05 : ESTRIE

SÉMINAIRE DE SHERBROOKE

**TOTAL : 1**

### RA06 : MONTRÉAL

ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER

COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.

COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF

COLLÈGE MARIE DE FRANCE

COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS

COLLÈGE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR

COLLÈGE REGINA ASSUMPTA

COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE

### RA06 : MONTRÉAL (SUITE)

COLLÈGE STANISLAS

ÉCOLE MARIE-CLARAC

ÉCOLE PETER HALL INC.

ÉCOLE SELWYN HOUSE

ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE

LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ

LOWER CANADA COLLEGE

TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.

VILLA MARIA

**TOTAL : 17**

### RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COLLÈGE DE LÉVIS

**TOTAL : 1**

### RA13 : LAVAL

COLLÈGE LAVAL

**TOTAL : 1**

### RA14 : LANAUDIÈRE

COLLÈGE DE L'ASSOMPTION

COLLÈGE SAINT-SACREMENT

**TOTAL : 2**

### RA15 : LAURENTIDES

ACADÉMIE LAFONTAINE

ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE

**TOTAL : 2**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

COLLÈGE BOURGET

COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE

COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT

COLLÈGE JEAN-DE-LA-MENNAIS

**TOTAL : 4**

## MUNICIPALITÉS

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

VILLE DE RIMOUSKI

VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP

**TOTAL : 2**

## MUNICIPALITÉS (SUITE)

### **RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

VILLE D'ALMA  
VILLE DE SAGUENAY  
**TOTAL : 2**

### **RA03 : QUÉBEC**

VILLE DE QUÉBEC  
**TOTAL : 1**

### **RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

VILLE DE SHAWINIGAN  
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES  
**TOTAL : 2**

### **RA05 : ESTRIE**

VILLE DE MAGOG  
VILLE DE SHERBROOKE  
**TOTAL : 2**

### **RA06 : MONTRÉAL**

VILLE DE BEACONSFIELD  
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC  
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX  
VILLE DE DORVAL  
VILLE DE KIRKLAND  
VILLE DE MONTRÉAL

### **RA06 : MONTRÉAL (SUITE)**

VILLE DE MONT-ROYAL  
VILLE DE POINTE-CLAIRE  
VILLE DE WESTMOUNT  
**TOTAL : 9**

### **RA07 : OUTAOUAIS**

VILLE DE GATINEAU  
**TOTAL : 1**

### **RA08 : ABITIBI**

VILLE D'AMOS  
VILLE DE ROUYN-NORANDA  
VILLE DE VAL-D'OR  
**TOTAL : 3**

### **RA09 : CÔTE-NORD**

VILLE DE BAIE-COMEAU  
VILLE DE SEPT-ÎLES  
**TOTAL : 2**

### **RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

VILLE DE LÉVIS  
VILLE DE SAINT-GEORGES  
VILLE DE THETFORD MINES  
**TOTAL : 3**

### **RA13 : LAVAL**

VILLE DE LAVAL  
**TOTAL : 1**

### **RA14 : LANAUDIÈRE**

VILLE DE JOLIETTE  
VILLE DE MASCOUCHE  
VILLE DE REPENTIGNY  
VILLE DE TERREBONNE  
**TOTAL : 4**

## MUNICIPALITÉS (SUITE)

### RA15 : LAURENTIDES

VILLE DE BLAINVILLE  
VILLE DE BOISBRIAND  
VILLE DE DEUX-MONTAGNES  
VILLE DE MONT-LAURIER  
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE  
VILLE DE SAINT-EUSTACHE  
VILLE DE SAINT-JÉRÔME

**TOTAL : 7**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

VILLE DE BOUCHERVILLE  
VILLE DE BROSSARD  
VILLE DE CHAMBLY  
VILLE DE CHÂTEAUGUAY  
VILLE DE GRANBY  
VILLE DE LONGUEUIL  
VILLE DE SAINT-BRUNO  
VILLE DE SAINTE-JULIE  
VILLE DE SAINT-HYACINTHE  
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU  
VILLE DE SAINT-LAMBERT  
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD  
VILLE DE SOREL-TRACY  
VILLE DE VAUDREUIL-DORION

**TOTAL : 14**

### RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

VILLE DE DRUMMONDVILLE  
VILLE DE VICTORIAVILLE

**TOTAL : 2**

## RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE

### RA15 : LAURENTIDES

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE

**TOTAL : 1**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT  
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON

**TOTAL : 2**

## SANTÉ - AGENCES SSS

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU BAS-SAINT-LAURENT

**TOTAL : 1**

### RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN

**TOTAL : 1**

### RA03 : QUÉBEC

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE

**TOTAL : 1**

### RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC

**TOTAL : 1**

### RA05 : ESTRIE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'ESTRIE

**TOTAL : 1**

### RA06 : MONTRÉAL

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL

**TOTAL : 1**

## SANTÉ - AGENCES SSS (SUITE)

### RA07 : OUTAOUAIS

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE L'OUTAOUAIS

**TOTAL : 1**

### RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

**TOTAL : 1**

### RA13 : LAVAL

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LAVAL

**TOTAL : 1**

### RA14 : LANAUDIÈRE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE

**TOTAL : 1**

### RA15 : LAURENTIDES

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES

**TOTAL : 1**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA MONTÉRÉGIE

**TOTAL : 1**

## SANTÉ - CENTRE DE SANTÉ

### RA06 : MONTRÉAL

CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-ST-CHARLES

**TOTAL : 1**

## SANTÉ - CENTRES DE RÉADAPTATION

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CRDITED DU BAS-SAINT-LAURENT

**TOTAL : 1**

### RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

CRDITED DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

**TOTAL : 1**

### RA03 : QUÉBEC

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUÉBEC

INSTITUT DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE DE QUÉBEC

**TOTAL : 2**

### RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

CENTRE DE RÉADAPTATION INTERVAL

CRDITED DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC

**TOTAL : 2**

### RA05 : ESTRIE

CENTRE D'ACCUEIL DIXVILLE INC.

CENTRE DE RÉADAPTATION ESTRIE INC.

**TOTAL : 2**

### RA06 : MONTRÉAL

CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.

CENTRE DE RÉADAPTATION CONSTANCE-LETHBRIDGE

CENTRE DE RÉADAPTATION DE L'OUEST DE MONTRÉAL

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE DE MONTRÉAL

CENTRE DE RÉADAPTATION MAB-MACKAY

CRDITED DE MONTRÉAL

INSTITUT DE RÉADAPTATION GINGRAS-LINDSAY-DE-MONTRÉAL

INSTITUT RAYMOND-DEWAR

LA CORPORATION DU CENTRE DE RÉADAPTATION LUCIE-BRUNEAU

VILLA MÉDICA INC.

**TOTAL : 10**

## SANTÉ - CENTRES DE RÉADAPTATION (SUITE)

### RA07 : OUTAOUAIS

CENTRE RÉGIONAL DE RÉADAPTATION LA RESSOURCE  
PAVILLON DU PARC  
**TOTAL : 2**

### RA08 : ABITIBI

CENTRE DE RÉADAPTATION LA MAISON  
CLAIR FOYER INC.  
**TOTAL : 2**

### RA09 : CÔTE-NORD

CENTRE DE PROTECTION ET DE RÉADAPTATION DE LA CÔTE-NORD  
**TOTAL : 1**

### RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

LE CENTRE DE RÉADAPTATION DE LA GASPÉSIE  
**TOTAL : 1**

### RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉFICIENCE PHYSIQUE CHAUDIÈRE-APPALACHES  
CRDITED DE CHAUDIÈRE-APPALACHES  
**TOTAL : 2**

### RA13 : LAVAL

CRDITED DE LAVAL  
HÔPITAL JUIF DE RÉADAPTATION  
**TOTAL : 2**

### RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE DE RÉADAPTATION LA MYRIADE  
CENTRE DE RÉADAPTATION LE BOUCLIER  
**TOTAL : 2**

### RA15 : LAURENTIDES

CENTRE DU FLORÈS  
**TOTAL : 1**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE MONTÉRÉGIE DE RÉADAPTATION  
CRDITED DE LA MONTÉRÉGIE-EST  
INSTITUT NAZARETH & LOUIS-BRAILLE  
LES SERVICES DE RÉADAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT  
**TOTAL : 4**

## SANTÉ - CENTRES HOSPITALIERS

### RA03 : QUÉBEC

CHU DE QUÉBEC  
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC  
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC  
**TOTAL : 3**

### RA05 : ESTRIE

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE  
**TOTAL : 1**

### RA06 : MONTRÉAL

CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL  
CENTRE HOSPITALIER DE ST. MARY  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE  
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL  
HÔPITAL DU SACRÉ-COEUR DE MONTRÉAL  
HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT  
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.  
HÔPITAL MONT-SINAÏ  
HÔPITAL RIVIÈRE-DES-PRAIRIES  
HÔPITAL SANTA CABRINI  
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.  
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL  
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL



## SANTÉ - CENTRES HOSPITALIERS (SUITE)

### RA06 : MONTRÉAL (SUITE)

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE MONTRÉAL  
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DE MONTRÉAL  
INSTITUT UNIVERSITAIRE EN SANTÉ MENTALE DOUGLAS  
L'HÔPITAL CHINOIS DE MONTRÉAL (1963)  
L'HÔPITAL GÉNÉRAL JUIF SIR MORTIMER B. DAVIS  
LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GÉRIATRIQUE MAIMONIDES  
**TOTAL : 19**

### RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE HOSPITALIER DE L'ASSOMPTION (ST-GEORGES DE BEAUCE) INC.  
**TOTAL : 1**

## SANTÉ - CENTRES JEUNESSE

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT  
**TOTAL : 1**

### RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

LES CENTRES JEUNESSE DU SAGUENAY — LAC-SAINT-JEAN  
**TOTAL : 1**

### RA03 : QUÉBEC

CENTRE JEUNESSE DE QUÉBEC  
**TOTAL : 1**

### RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

LES CENTRES JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC  
**TOTAL : 1**

### RA05 : ESTRIE

CENTRE JEUNESSE DE L'ESTRIE  
**TOTAL : 1**

### RA06 : MONTRÉAL

LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW  
LES CENTRES JEUNESSE DE MONTRÉAL  
**TOTAL : 2**

### RA07 : OUTAOUAIS

LES CENTRES JEUNESSE DE L'OUTAOUAIS  
**TOTAL : 1**

### RA08 : ABITIBI

CENTRE JEUNESSE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (CJAT)  
**TOTAL : 1**

### RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CENTRE JEUNESSE GASPÉSIE/LES ÎLES  
**TOTAL : 1**

### RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE JEUNESSE CHAUDIÈRE-APPALACHES  
**TOTAL : 1**

### RA13 : LAVAL

CENTRE JEUNESSE DE LAVAL  
**TOTAL : 1**

### RA14 : LANAUDIÈRE

LES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE  
**TOTAL : 1**

### RA15 : LAURENTIDES

CENTRE JEUNESSE DES LAURENTIDES  
**TOTAL : 1**

## SANTÉ - CENTRES JEUNESSE (SUITE)

### RA16 : MONTÉRÉGIE

LES CENTRES JEUNESSE DE LA MONTÉRÉGIE

**TOTAL : 1**

## SANTÉ - CLSC - CHSLD

### RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.

HÔPITAL JEFFERY HALE - SAINT BRIGID'S

JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.

**TOTAL : 3**

### RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.

CENTRE DE SOINS PROLONGÉS GRACE DART

CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE GOUIN INC.

CENTRE D'HÉBERGEMENT VINCENZO-NAVARRO INC.

CENTRE LE CARDINAL INC.

CENTRE MIRIAM

CHÂTEAU WESTMOUNT INC.

CHSLD BOURGET INC.

CHSLD JUIF DE MONTRÉAL

CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.

GROUPE CHAMPLAIN INC.

GROUPE ROY SANTÉ INC.

INSTITUT CANADIEN-POLONAIS DU BIEN-ÊTRE INC.

RÉSIDENCE ANGELICA

RÉSIDENCE BERTHIAUME-DU TREMBLAY

VIGI SANTÉ LTÉE

**TOTAL : 17**

### RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.

CHSLD CHANOINE-AUDET

**TOTAL : 2**

### RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.

MANOIR ST-PATRICE INC.

SANTÉ COURVILLE INC.

**TOTAL : 3**

### RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.

CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.

**TOTAL : 2**

### RA15 : LAURENTIDES

9040-9764 QUÉBEC INC.(VILLA SOLEIL)

PAVILLON STE-MARIE INC.

**TOTAL : 2**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

CENTRE DE SANTÉ SAINT-LAMBERT INC.

**TOTAL : 1**

## SANTÉ - CSSS

### RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE KAMOURASKA

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MATAPÉDIA

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MATANE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIMOUSKI-NEIGETTE

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIÈRE-DU-LOUP

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TÉMISCOUATA

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES BASQUES

**TOTAL : 8**

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CLÉOPHAS-CLAVEAU  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHICOUTIMI  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIÈRE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DOMAINE-DU-ROY  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX MARIA-CHAPDELAINE

**TOTAL : 6****RA03 : QUÉBEC**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VIEILLE-CAPITALE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORTNEUF  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE QUÉBEC-NORD

**TOTAL : 4****RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARTHABASKA-ÉRABLE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BÉCANCOUR-NICOLET-YAMASKA  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-BATISCAN  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ÉNERGIE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MASKINONGÉ  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TROIS-RIVIÈRES  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-MAURICE

**TOTAL : 8****RA05 : ESTRIE**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MRC-DE-COATICOOK  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MEMPHRÉMAGOG  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOURCES  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU VAL-SAINT-FRANÇOIS  
 CENTRE DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX — INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE  
 SHERBROOKE

**TOTAL : 7****RA06 : MONTRÉAL**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CAVENDISH  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET MONTRÉAL-NORD  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BORDEAUX-CARTIERVILLE — SAINT-LAURENT  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE DORVAL-LACHINE-LASALLE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTAGNE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA POINTE-DE-L'ÎLE

**RA06 : MONTRÉAL (SUITE)**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ÎLE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-LÉONARD ET SAINT-MICHEL  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU COEUR-DE-L'ÎLE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD-OUEST — VERDUN  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LUCILLE-TEASDALE

**TOTAL : 12****RA07 : OUTAOUAIS**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PAPINEAU  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC

**TOTAL : 5****RA08 : ABITIBI**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLÉE-DE-L'OR  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES AURORES-BORÉALES  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU TÉMISCAMINGUE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LES ESKERS DE L'ABITIBI

**TOTAL : 5**

**RA09 : CÔTE-NORD**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BASSE-CÔTE-NORD  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MINGANIE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORT-CARTIER  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ÎLES  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-CÔTE-NORD-MANICOUAGAN  
**TOTAL : 5**

**RA10 : NORD-DU-QUÉBEC**

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES  
**TOTAL : 1**

**RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-DES-CHALEURS  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CÔTE-DE-GASPÉ  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPÉSIE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ÎLES  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU ROCHER-PERCÉ  
**TOTAL : 5**

**RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX ALPHONSE-DESJARDINS  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA RÉGION DE THETFORD  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS  
**TOTAL : 5**

**RA13 : LAVAL**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL  
**TOTAL : 1**

**RA14 : LANAUDIÈRE**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD DE LANAUDIÈRE  
**TOTAL : 2**

**RA15 : LAURENTIDES**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ANTOINE-LABELLE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARGENTEUIL  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JÉRÔME  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOMMETS  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES  
**TOTAL : 7**

**RA16 : MONTÉRÉGIE**

CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX CHAMPLAIN-CHARLES-LE MOYNE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-YAMASKA  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE PIERRE-DE-SAUREL  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE VAUDREUIL-SOULANGES  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-LAURENT  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROÎT  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX HAUT-RICHELIEU — ROUVILLE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX JARDINS-ROUSSILLON  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX LA POMMERAIE  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-BOUCHER  
 CENTRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU-YAMASKA  
**TOTAL : 11**

## SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

**RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY  
**TOTAL : 1**

**RA03 : QUÉBEC**

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE QUÉBEC  
**TOTAL : 1**

## SOCIÉTÉS DE TRANSPORT (SUITE)

### RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE

**TOTAL : 1**

### RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

**TOTAL : 1**

### RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL

**TOTAL : 1**

### RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL

**TOTAL : 1**

## SOCIÉTÉS D'ÉTAT

### RA03 : QUÉBEC

AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC

MUSÉE DE LA CIVILISATION

MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC

**TOTAL : 10**

### RA06 : MONTRÉAL

AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

HÉMA-QUÉBEC

HYDRO-QUÉBEC

INVESTISSEMENT QUÉBEC

RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)

SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC

### RA06 : MONTRÉAL (SUITE)

SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC

SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

SOQUIJ

**TOTAL : 16**

### RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

**TOTAL : 1**

## SÛRETÉ DU QUÉBEC

### RA06 : MONTRÉAL

QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC

**TOTAL : 1**

## GRAND TOTAL : 476

ÉTAT DE SITUATION DES ORGANISMES  
AU 31 MARS 2015\*

IL Y A **476** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS. DE CE NOMBRE, **209** SE RETROUVENT DANS LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (RSSS), QUI A FAIT L'OBJET D'UNE IMPORTANTE RESTRUCTURATION NÉCESSITANT LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE D'IMPLANTATION DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LE RÉSEAU.

À L'EXCLUSION DES **209 ÉTABLISSEMENTS** DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, **267 ORGANISMES** SONT ASSUJETTIS À LA LOI DANS LES DIVERS AUTRES RÉSEAUX.

267 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
4	1.5 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
2	0.7 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	0.4 %	ÉLABORATION DU PROGRAMME
1	0.4 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
2	0.7 %	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
11	4.1 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME
67	25 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
179	67 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
4	1.5 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
4	1.5 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
67	25 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
3	1.1 %	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
182	68 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
2	0.7 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
5	1. 9%	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

209 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS		
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS		
2	1 %	ÉLABORATION DU PROGRAMME
207	99 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

\* AVERTISSEMENT : LES VALEURS FIGURANT DANS CET ÉTAT DE SITUATION SONT ARRONDIES POUR LES POURCENTAGES.

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 266 ORGANISMES (AUTRES QUE RSSS)

TOTAL POUR 48 CÉGEPS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
12	25 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
36	75 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
12	25 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	2 %	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
35	73 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 70 COMMISSIONS SCOLAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
70	100 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
70	100 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 7 COLLÈGES PRIVÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
1	14 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
1	14 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
6	86 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

TOTAL POUR 31 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES ET SECONDAIRES		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
2	6 %	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
2	6 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME
27	87 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
2	6 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
27	87 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	3 %	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS
1	3 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 19 UNIVERSITÉS		
POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS		
18	95 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
1	5 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES		
18	95 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1	5 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE

TOTAL POUR 27 SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
<b>POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS</b>		
1	4 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
3	11 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME
21	78 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
<b>POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES</b>		
1	4 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	4 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
23	85 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	4 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 55 MUNICIPALITÉS		
<b>POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS</b>		
1	2 %	ÉLABORATION DU PROGRAMME
6	11 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME
4	7 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
44	80 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
<b>POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES</b>		
3	5 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
47	85 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
2	4 %	TRANSMISSION DU PREMIER RAPPORT D'IMPLANTATION
3	5 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 6 SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		
<b>POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS</b>		
6	100 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
<b>POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES</b>		
5	83 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE PREMIÈRE PÉRIODE
1	17 %	IMPLANTATION DES MESURES POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE

TOTAL POUR 3 RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE		
<b>POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS</b>		
2	67 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	33 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
<b>POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES</b>		
2	67 %	PRÉPARATION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS
1	33 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ANALYSES DES EFFECTIFS

TOTAL POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC		
<b>POUR LES QUATRE PREMIERS GROUPES VISÉS</b>		
1	100 %	IMPLANTATION DU PROGRAMME POUR UNE DEUXIÈME PÉRIODE DE TROIS ANS
<b>POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES</b>		
1	100 %	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION POUR TROIS ANS



ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION POUR LES 209 ÉTABLISSEMENTS DU RSSS

12 AGENCES SSS		
12	100 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
1 CENTRE DE SANTÉ		
1	100 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
35 CENTRES DE RÉADAPTATION		
35	100 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
24 CENTRES HOSPITALIERS		
2	8 %	ÉLABORATION DU PROGRAMME
22	92 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
15 CENTRES JEUNESSE		
15	100 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
30 CLSC-CHSLD		
30	100 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION
92 CENTRES DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX		
92	100 %	TRANSMISSION DU RAPPORT D'ÉLABORATION

## **COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LE PROCESSUS DE DEMANDES ET DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE ASSURE DES ACTIONS DÈS SON DÉBUT AFIN DE GARANTIR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHÉ AUPRÈS D'ELLE.

AINSI, SI CELA S'APPLIQUE À DIFFÉRENTS DEGRÉS POUR L'ENSEMBLE DES DOSSIERS, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN JEU. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QUE PEUT ÊTRE UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER TENTERA PAR SES INTERVENTIONS DE REMETTRE EN CONTACT LES DEUX PARTIES ET AINSI PERMETTRE UNE SOLUTION À LA SATISFACTION DE TOUS.

CES INTERVENTIONS CONCOMITANTES AVEC LES FAITS LITIGIEUX SONT CERTES DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, NOTAMMENT ETHNIQUE, ET À LEURS OBLIGATIONS EN REGARD DE LA MISE EN LOCATION D'UN LOGEMENT.

POUR L'ANNÉE 2014-2015, 87 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, DONT 32 SOULEVAIENT LA RACE-COULEUR-ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE COMME MOTIF DE DISCRIMINATION ET 25 LE HANDICAP.

PAR AILLEURS, LA COMMISSION CONTINUE DE DISTRIBUER LE DÉPLIANT « DROIT AU LOGEMENT SANS DISCRIMINATION ». CE DÉPLIANT A ÉGALEMENT ÉTÉ DISTRIBUÉ LORS DES SÉANCES D'ÉDUCATION S'ADRESSANT PARTICULIÈREMENT AUX COMMUNAUTÉS LES PLUS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES PAR CETTE QUESTION.

LA COMMISSION OFFRE ÉGALEMENT UNE FORMATION GRATUITE QUI EXAMINE LA NOTION DE DISCRIMINATION DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT ET LES DROITS EN CAUSE SELON LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC. EN 2014-2015, CETTE FORMATION A ÉTÉ OFFERTE À DEUX REPRISES DONT AU REGROUPEMENT DES GESTIONNAIRES ET COPROPRIÉTAIRES DU QUÉBEC ET À UN CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UNE COOPÉRATIVE À LA SUITE D'UN RÈGLEMENT DE PLAINTÉ.

P.128 NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2013-2014 ET 2014-2015.  
NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D'INTERVENTION EN JEUNESSE

SITUATIONS	2014-2015
APPLICATION D'UNE MESURES DE PROTECTION IMMÉDIATE	0
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI	1
ASPECTS PARTICULIERS DE LA LOI (LSJPA)	0
AUTRE	5
ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION	34
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT	176
PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (LSJPA)	0
PROJET DE VIE PERMANENT	0
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT	25
SERVICES EN RESSOURCES D'HÉBERGEMENT (LSJPA)	1
TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT	31
TOTAL	273

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015, LA COMMISSION A TRAITÉ UN TOTAL DE 273 DOSSIERS EN MATIÈRE JEUNESSE AVEC UNE MOYENNE DE 23 CAS PAR MOIS, LA SITUATION POUR LAQUELLE LA COMMISSION EST LE PLUS SOUVENT INTERPELLÉE EST, DE LOIN, LA PRISE EN CHARGE DE LA SITUATION DE L'ENFANT (64 %), SUIVIE PAR L'ÉVALUATION DE LA SITUATION ET ORIENTATION (12 %) ET DU TRAITEMENT D'UN SIGNALEMENT (11 %).

DEMANDE D'ENQUÊTE JEUNESSE

	2014-2015
ABITIBI-TEMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUEBEC	31
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPESIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	5
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIERE-APPALACHES	25
COTE-NORD	7
ESTRIE	5
LANAUDIERE ET LAURENTIDES	34
MAURICIE ET CENTRE DU QUEBEC	36
MONTEREGIE	18
MONTREAL ET LAVAL	82
OUTAOUAIS	17
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	8
NON PRECISE, DEMANDES EN TRAITEMENT	5
TOTAL DEMANDES D'ENQUETE JEUNESSE	273

DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 AU 31 MARS 2015, IL Y A EU 273 DEMANDES D'ENQUÊTE.

DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE

	2014-2015
ABITIBI-TEMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUEBEC	28
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPESIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIERE-APPALACHES	23
COTE-NORD	2
ESTRIE	5
LANAUDIERE ET LAURENTIDES	23
MAURICIE ET CENTRE DU QUEBEC	40
MONTEREGIE	13
MONTREAL ET LAVAL	64

	2014-2015
OUTAOUAIS	12
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	5
NON PRECISE, DEMANDES EN TRAITEMENT	0
<b>TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE</b>	<b>217</b>

DES 273 DEMANDES REÇUES EN 2014-2015, 217 ONT ÉTÉ DIRIGÉES VERS LE PROCESSUS D'ENQUÊTE, CE QUI REPRÉSENTE UN TAUX DE RECEVABILITÉ DE 79 %.

**DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE**

	2014-2015
ABITIBI-TEMISCAMINGUE ET NORD-DU-QUEBEC	26
BAS-SAINT-LAURENT ET GASPESIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4
CAPITALE NATIONALE ET CHAUDIERE-APPALACHES	25
COTE-NORD	4
ESTRIE	6
LANAUDIERE ET LAURENTIDES	27
MAURICIE ET CENTRE DU QUEBEC	38
MONTEREGIE	18
MONTREAL ET LAVAL	70
OUTAOUAIS	14
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	5
<b>TOTAL DOSSIERS FERMES JEUNESSE</b>	<b>237</b>

ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015, UN TOTAL DE 237 DOSSIERS JEUNESSE ONT ÉTÉ FERMÉS.

PAR AILLEURS, ENTRE LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015, LE NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI DE SA PROPRE INITIATIVE EST DE 4.

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

À LA SUITE DE PLUSIEURS PLAINTES EN CONTRAVENTION DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (LPJ) SUR LES DROITS DE COMMUNICATION DES ENFANTS ET JEUNES HÉBERGÉS EN FAMILLE D'ACCUEIL ET EN CENTRE DE RÉADAPTATION, LA COMMISSION EST INTERVENUE AUPRÈS DE PLUSIEURS DIRECTIONS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE AFIN DE RAPPELER LEURS OBLIGATIONS EN REGARD DE CE DROIT ET DE DEMANDER DE RÉTABLIR LA SITUATION. DE PLUS, LA COMMISSION A ADOPTÉ UN AVIS SUR LA DÉTERMINATION DES MODALITÉS DE CONTACTS ENTRE L'ENFANT ET LES MEMBRES DE SA FAMILLE IMMÉDIATE LORSQU'UNE ORDONNANCE D'HÉBERGEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 91 DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE EST ÉMISE.

LA COMMISSION A CONCLU UNE ENQUÊTE DE SA PROPRE INITIATIVE SUR LES SERVICES OCTROYÉS À UN GROUPE D'ENFANTS PLACÉS EN FAMILLES D'ACCUEIL PAR LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET PAR LE CENTRE JEUNESSE DU BAS-SAINT-LAURENT. LA COMMISSION A SOULEVÉ PLUSIEURS LACUNES QUANT AU SUIVI DES ENFANTS ET AU RESPECT DES ORIENTATIONS MINISTÉRIELLES, DES RÈGLEMENTS, DES CADRES DE RÉFÉRENCE, DU MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, DES PROTOCOLES ET DES GUIDES DE PRATIQUE EN MATIÈRE D'APPLICATION DE LA LPJ PAR LE CENTRE JEUNESSE ET LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ). LA COMMISSION A ÉMIS DES RECOMMANDATIONS À L'ÉTABLISSEMENT, AU DPJ ET AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS). LES SUIVIS SONT EFFECTUÉS : L'ÉTABLISSEMENT ET LE DPJ ONT RÉPONDU ADÉQUATEMENT ET DANS LES DÉLAIS AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION. LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS AU MSSS EST PRÉVU POUR MAI 2015.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	273

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	217

DOSSIERS FERMÉS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	237

DOSSIERS ACTIFS

	2014-2015
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	88

LES DÉLAIS

	2014-2015
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT EN JOURS	124

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2014-2015	
	DÉLAI PRESCRIT	DÉLAI ATTEINT
RECEVABILITÉ	15	20
ÉVALUATION	35	56
ENQUÊTE	130	286

B. LES DÉLAIS SELON LE TYPE OU LE MOTIF DE FERMETURE

	2014-2015
SITUATION CORRIGÉE	540 JOURS
DROIT NON LÉSÉ	401 JOURS
TRIBUNAL DÉJÀ SAISI DES MÊMES FAITS	364 JOURS
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	256 JOURS
DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES	496 JOURS

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2014-2015	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2015 (POSTES OCCUPÉS)
CADRES	9	9
PROFESSIONNELS		
ANALYSTE DE LA GESTION ET DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS (EXPERT)	2	2
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION	4	3
AGENT D'ÉDUCATION ET DE COOPÉRATION – JEUNESSE	1	1
AGENT D'INFORMATION	3	3
AGENT DE LA GESTION FINANCIÈRE	1	1
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	7	6
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS (EXPERT)	1	1
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	11	9
COORDONNATEUR DE L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ ET DES SERVICES-CONSEILS	2	2
ENQUÊTEUR CHARTE	17	19
ENQUÊTEUR JEUNESSE	2	3
MÉDIATEUR (EXPERT)	1	1
MÉDIATEUR	3	3
CHERCHEUR (EXPERT)	2	2
CHERCHEUR	2	2
CHERCHEUR – JEUNESSE	1	1
ANALYSTE EN INFORMATIQUE (EXPERT)	2	2
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	2	2
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE – CONTENTIEUX	11	10
CONSEILLER JURIDIQUE – RECHERCHE	4	4
CONSEILLER JURIDIQUE – JEUNESSE	1	1
ADJOINT AU PRÉSIDENT	1	1
COORDONNATEUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ÉVALUATION	1	1
COORDONNATEUR DES ENQUÊTES CHARTE	3	2
COORDONNATEUR DES COMMUNICATIONS	1	1
COORDONNATEUR ÉDUCATION-COOPÉRATION	1	0
TOTAL	89	85
TECHNICIENS ET EMPLOYÉ(E) S DE BUREAU		
AGENTE DE BUREAU – CLASSE PRINCIPALE	9	8
BIBLIOTHECIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	0
TÉLÉPHONISTE-RÉCEPTIONNISTE	0	0
TECHNICIEN PRINCIPAL EN ADMINISTRATION	2	2
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	18	18
TECHNICIEN EN PERSONNEL	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	1	1
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	6	5
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	2
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TOTAL	43	39
GRAND TOTAL	141	133

**P.132 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS ENTRE 2011-2012 ET 2014-2015, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.**

---

**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE DÉTIENT PAS DE TELS RENSEIGNEMENTS ET IL APPERT QUE LES CENTRES JEUNESSE NE COMPIENT PAS D'INFORMATION À CE SUJET. EN EFFET, LES DEUX MOTIFS MENTIONNÉS DANS LA QUESTION (INTIMIDATION ET RISQUE SUICIDAIRE) NE SONT PAS INCLUS AU NOMBRE DES MOTIFS DE SIGNALEMENT PRÉVUS À LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*. CES QUESTIONS DEVRAIENT S'ADRESSER AUX COMMISSIONS SCOLAIRES, QUI DOIVENT MAINTENANT PRODUIRE DES STATISTIQUES POUR DOCUMENTER LE PHÉNOMÈNE DE L'INTIMIDATION DEPUIS QUE LA *LOI VISANT À PRÉVENIR ET À COMBATTRE L'INTIMIDATION À L'ÉCOLE* A ÉTÉ ADOPTÉ.



**COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

CETTE QUESTION N'EST PAS APPLICABLE AU MANDAT DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. IL EST POSSIBLE D'OBTENIR CETTE INFORMATION AUPRÈS DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX QUI COMPILE CES DONNÉES DE FAÇON RÉGULIÈRE.

**P.134 NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS DU COMMISSAIRE AU LOBBYISME, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI ET EFFECTUÉES EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015:**

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;
- B. DE LA PROPRE INITIATIVE DU COMMISSAIRE;

INDIQUER POUR CHACUN DES SECTEURS VISÉS PAR LA LOI :

- C. L'OBJET DE LA POURSUITE;
- D. LE RÉSULTAT DE LA POURSUITE;
- E. LES SUITES ACCORDÉES.

---

**DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES**

AU COURS DE L'ANNÉE 2014-2015, QUATRE CONSTATS D'INFRACTION ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES EN REGARD DE DOSSIERS RELATIFS À LA *LOI SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE LOBBYISME* (L.R.Q., c. T-11.011) TRANSMIS PAR LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME.

UN DES CONSTATS D'INFRACTION CONCERNE UNE INFRACTION À L'ARTICLE 8 DE LADITE LOI ET LES TROIS AUTRES SE RAPPORTENT À DES INFRACTIONS À L'ARTICLE 25:

**ARTICLE 8** : ÉTANT LE PLUS HAUT DIRIGEANT DE L'ENTREPRISE, AVOIR OMIS DE S'INSCRIRE SUR LE REGISTRE COMME LOBBYISTE.

**ARTICLE 25** : AVOIR EXERCÉ DES ACTIVITÉS DE LOBBYISME AUPRÈS D'UN TITULAIRE D'UNE CHARGE PUBLIQUE SANS ÊTRE INSCRIT SUR LE REGISTRE DES LOBBYISTES.

P.135 NOMBRE D'ENQUÊTES EFFECTUÉES, PAR SECTEUR VISÉ PAR LA LOI EN 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015:

- A. À LA SUITE D'UNE PLAINTÉ;
- B. DE SA PROPRE INITIATIVE;

INDIQUER :

- A. L'OBJET DE L'ENQUÊTE;
- B. LE RÉSULTAT DE L'ENQUÊTE;
- C. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- D. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN COURS DEVANT LES TRIBUNAUX;
- E. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT PLAIDÉ COUPABLES;
- F. LE NOMBRE DE DOSSIERS OÙ LA OU LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES COUPABLES;
- G. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP N'AYANT PAS FAIT L'OBJET DE POURSUITE;
- H. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI ÉTAIT PRESCRIT LORS DE LA TRANSMISSION PAR LA COMMISSION;
- I. LE NOMBRE DE DOSSIERS RÉFÉRÉS AU PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP ET DONT LE DÉLAI A ÉTÉ PRESCRIT PENDANT L'ANALYSE DU DOSSIER PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU DPCP;
- J. COPIE DES RAPPORTS D'ENQUÊTES DONT LES DÉLAIS SONT PRESCRITS.

---

## MINISTÈRE

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P.136 LA LISTE ET UNE COPIE DE TOUS LES AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME PAR UN MINISTÈRE, UN ORGANISME OU UN CABINET MINISTÉRIEL ET TOUT SECTEUR VISÉ PAR LA LOI POUR 2010-2011, 2011-2012, 2013-2014 ET 2014-2015.

---

**MINISTÈRE**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P.137 POUR 2013-2014 ET 2014-2015, NOMBRE DE LOBBYISTE INSCRITS AU REGISTRE, VENTILÉ PAR TYPE DE LOBBYISTE ET PAR VILLE ET/OU RÉGION ADMINISTRATIVE.

---

**MINISTÈRE**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.

P.138 LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES À L'INTERNE OU À L'EXTERNE DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET 2014-2015 :

- A. LISTE ET COÛT;
- B. COPIE DES SOUMISSIONS;
- C. COPIE DES ÉTUDES;
- D. FIRME OU INDIVIDU AYANT OBTENU LE MANDAT;
- E. COPIE DU CONTRAT.

---

**MINISTÈRE**

---

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DÉTIENT PAS LA RÉPONSE À CETTE QUESTION.